



Arts et Spectacles : l'année Van Gogh

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14049 - 4,50 F

JEUDI 29 MARS 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Morts en sursis aux Etats-Unis

« J'ai signé environ quatre-vingt-dix décrets d'exécution », déclare fièrement à la télévision le gouverneur Martinez, de Floride, qui brigue un nouveau mandat. Le scrutin n'aura lieu qu'à la fin de l'année mais la campagne électorale est déjà lancée, et elle est surtout marquée par de sinistres surenchères en faveur de la peine de mort. Au Texas, tous les candidats sont pour, et l'attorney général Mattox se vante d'avoir fait exécuter trente-deux condamnés.

En Californie, où le châtiment suprême n'a pas été appliqué au cours des vingt-trois dernières années, le nombre des prisonniers attendants dans le quartier des condamnés à mort s'élève à environ trois cents, et, au début du mois prochain, l'un d'entre eux doit être exécuté. Les adversaires de la peine capitale craignent que cet événement ne déclenche rapidement dans tout le pays une vague d'exécutions.

DANS leur grande majorité, les démocrates, y compris ceux qui appartiennent à l'aile gauche, ont évolué sous la pression de l'opinion. Il y a vingt ans, les sondages indiquaient que les Américains étaient partagés par moitié. Aujourd'hui, selon la plupart des enquêtes, ils sont partisans de la peine capitale dans la proportion de 80 %. L'accroissement du nombre des crimes liés à la drogue et le maintien des condamnés à la suite de décisions politiques ou judiciaires, pour arrêter et maintenir les criminels sous les verrous, expliquent notamment cette évolution spectaculaire.

Le changement d'attitude est frappant chez les Noirs. Autrefois, dans la mesure où ils se considéraient comme victimes d'une discrimination - un Noir assassin d'un Blanc échappait rarement à la mort - ils étaient opposés à la peine capitale. Mais ils en sont devenus partisans parce que les Noirs sont les premières victimes des crimes commis par certains d'entre eux. Andrew Young, candidat au poste de gouverneur de Géorgie, qui se situe politiquement à la gauche du Parti démocrate, déclare à présent : « L'Etat a le droit de mettre à mort les chiens enragés »...

Le Congrès et la Cour suprême, très attentifs au mouvement de l'opinion, coopèrent pour accélérer les exécutions. La Cour, qui, en 1976, avait autorisé la réintroduction de cette peine dans les Etats le souhaitant et dont la majorité des juges ont été choisis par M. Reagan, se montre de plus en plus conservatrice. L'an dernier, elle a permis la condamnation à mort de mineurs et de handicapés mentaux.

Les partisans de la peine capitale notent qu'au Texas et en Floride le nombre des crimes a diminué, mais les adversaires soulignent que c'est aussi le cas dans l'Etat de New York, où le gouverneur, Mario Cuomo, est fermement opposé au « pire des châtiments ». Cependant, ce sont les premiers qui semblent avoir actuellement un net avantage, et les Américains vont à contre-courant alors qu'un nombre croissant de pays abolissent la peine de mort ou cessent de l'appliquer. Mais, aux Etats-Unis plus encore qu'ailleurs, les hommes politiques ont tendance à se ranger, même sur une telle question, derrière l'apparente majorité.

M 0147 - 329 0 - 4,50 F



Le rattrapage des salaires pour 1989

Echec des négociations dans la fonction publique

Un mois et demi après être parvenu à emporter la signature de cinq des sept syndicats sur la réforme de la grille de la fonction publique, le gouvernement se retrouve en conflit ouvert avec toutes les organisations de fonctionnaires sur la question des salaires. La négociation entre M. Michel Duraufour, ministre de la fonction publique, et les syndicats sur la « clause de sauvegarde », permettant d'ajuster l'accord salarial 1988-1989, s'est en effet soldée, mardi 27 mars, par un échec.

M. Duraufour a proposé un rattrapage de 0,5 % et l'attribution d'un point d'indice (soit une revalorisation globale de 0,75 % des traitements) au 1^{er} janvier 1990 alors que les syndicats réclamaient 1,7 %. Les termes de la controverse sont connus. Tandis que l'inflation a atteint 2,7 % en 1988 et 3,6 % en 1989, la masse des salaires a progressé respectivement de 4,05 % et 6,7 %, dégageant un gain de pouvoir d'achat non négligeable, explique-t-on au ministère de la fonction publique.

En revanche, les syndicats refusent de prendre en considération les mesures d'avancement individuel, les avantages catégoriels (éducation nationale, fon-

ctionnaires en Corse, finances, gardiens de prison, contrôleurs aériens) ou la prime de croissance (1 200 francs) accordée à l'automne et s'en tiennent aux seules augmentations générales. Comparées aux prix, ces dernières font apparaître une perte de pouvoir d'achat au niveau de 1,7 % sur les deux dernières années.

Après avoir proposé, le 21 mars, une revalorisation de 0,5 % au 1^{er} janvier, M. Duraufour savait pertinemment que l'attribution uniforme d'un point d'indice ne pouvait être de nature à débloquer la situation.

JEAN-MICHEL NORMAND

Lire la suite page 36 - section D

Un plan progressif préparé par le gouvernement

La publicité sur le tabac sera interdite en 1993

M. Claude Evin, ministre de la santé, devait présenter au conseil des ministres du 28 mars un plan de santé publique concernant essentiellement la lutte contre l'abus de tabac et d'alcool. Il s'agirait d'interdire, à partir du 1^{er} janvier 1993, toute publicité directe ou indirecte pour le tabac. La publicité pour les alcools, elle, devrait être limitée et strictement réglementée. D'autres mesures seront mises en œuvre, notamment contre la surconsommation de médicaments.



Lire page 9 - section B, l'article de JEAN-YVES NAU

Le bégaiement des intellectuels allemands

En négligeant de « penser » l'unité, les écrivains et les artistes de la RFA et de la RDA ont raté le train de l'Histoire

BONN de notre correspondant

Dimanche 18 mars, l'avocat Otto Schily, ancien député vert passé au SPD, représentant éminent de la génération des « soixante-huitards » ouest-allemands, brandissait une banane devant les caméras de la télévision. Les estimations des instituts de sondage ne laissent aucun doute sur la tendance du scrutin : la RDA avait massivement voté en faveur de la droite, du deuschemark et du chemin le plus rapide vers l'unité nationale, prônée par le chancelier Kohl. Pour Otto Schily, cela se résumait à un vote en faveur de

la banane, fruit tropical bien ordinaire en RFA, mais symbole d'abondance en RDA.

Le dépit d'Otto Schily est partagé par tout ce que l'Allemagne, dans tous ses Etats, compte de têtes pensantes, d'écrivains, d'artistes, qui ont manifesté un peu honte de cette « première révolution pacifique sur le sol allemand ». Ils s'étaient pourtant identifiés à cette révolution aussi longtemps qu'elle s'était incarnée dans des personnalités comme Barbel Bohley, artiste peintre victime des derniers soubresauts du pouvoir stalinien, ou comme le chef d'orchestre Kurt Masur, dont l'intervention fut

décisive pour éviter les affrontements à Leipzig, au début de novembre.

La montée de la revendication militaire, le divorce progressif entre les foules, qui brandissaient des drapeaux ouest-allemands et criaient : « Deutschland einig Vaterland » (Allemagne patrie unie) et les défenseurs d'une « identité est-allemande », qui auraient pu servir à l'écroulement du régime d'Erich Honecker, laissent les intellectuels des deux côtés de l'Elbe orphelins d'une révolution qui leur échappait.

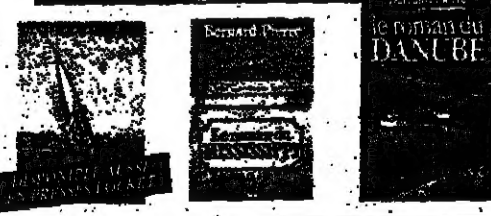
L'ouverture du mur, le 9 novembre, propulsait dans les

ruines de Berlin-Ouest un peuple qui découvrait profondément ceux qui l'avaient idéalisé. Stephan Heym, le vieil écrivain communiste contestataire, ne peut alors cacher son dépit devant « ce peuple qui, s'étant rassemblé après des décennies d'oppression et de fuite pour prendre son destin en main et jeter un noble regard vers l'avenir se transformait en une horde furieuse avançant en rangs serrés vers la bimbeloterie clinquante que leur proposaient les grands magasins de Berlin-Ouest ».

LUC ROSENZWEIG

Lire la suite page 5

Bernard Pierre Le romancier des fleuves



PLON

Nucléaire et privatisation

La CGE prend le contrôle de Framatome un des maillons essentiels de la filière nucléaire française

Coup dur pour M. Jean-Claude Lévy, le patron de Framatome : Dumez, actionnaire à 12 % du constructeur français de chaudières nucléaires, cède ses titres à la CGE, qui porte ainsi sa participation à 52 %. Une solution contre laquelle M. Lévy milite depuis deux ans, en raison des désaccords profonds qui l'opposent au président de la CGE, M. Pierre Suard. Au-delà de cet aspect, on peut se demander si les pouvoirs publics laisseront privatiser sans garanties l'un des maillons essentiels de la filière nucléaire française, composée uniquement d'acteurs publics.

Indiscutablement, les dirigeants de Framatome se sont laissés surprendre par l'entente CGE-Dumez. Ces deux groupes ont en effet annoncé, mardi 27 mars, un double accord : le premier permet le rachat par la CGE des 12 % détenus par Dumez dans Framatome ; le second prévoit l'acquisition par

Dumez de 66 % du capital de CGE-distribution, spécialisée dans la distribution générale de matériels électriques. Cette seconde alliance - qui cantonne industriellement la première - permet à Dumez de renforcer ses positions dans ce nouveau métier qu'il exerce déjà sur le continent nord-américain (son chiffre d'affaires s'y élève à 14 milliards de francs), mais dans lequel il était jusqu'ici peu présent en Europe : il ne détenait, depuis la fin de 1989, que 22,5 % de l'entreprise française Groupélec.

Dès lors, on voit mal quelle nouvelle parade le président de Framatome, M. Jean-Claude Lévy, va trouver pour empêcher la CGE de prendre le pouvoir dans Framatome. Avec le rachat du paquet d'actions de Dumez, la CGE détendra en effet 52 % du capital du constructeur français de chaudières nucléaires, face aux actionnaires publics - la CEA (35 %) et EDF (10 %)

La crise entre Moscou et la Lituanie

● M. Gorbatchev veut imposer un processus légal d'accession à l'indépendance
● Washington ne veut pas gêner le président soviétique page 3

Mort d'Henri Fiszbin

Ancien membre du comité central du PCF, devenu militant socialiste page 44 - section D

Les succès de Renault

9,3 milliards de francs de bénéfices en 1989 page 34 - section D

Le démantèlement du COMECON

Les plans quinquennaux des pays de l'Est ne seront plus coordonnés page 35 - section D

Statut de l'élu

M. Debarge a remis son rapport au ministre de l'intérieur page 7

CAMPUS

■ L'industrie veut faire école
■ Presse en classe
■ Des ingénieurs internationaux
■ Les stages de la semaine pages 14 à 16 - section B

Les citoyens et le Conseil constitutionnel

Les embûches d'une réforme page 7

« La Vie de Galilée » à la Comédie-Française

Brecht mis en scène par Vitez page 17 - section B

PARIS ILE-DE-FRANCE

■ Des réseaux d'égouts automatisés
■ L'Essonne aide l'enseignement supérieur page 20 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - section D

FRANÇOISE VAYSSÉ

Lire la suite page 34 - section D

DÉBATS

Diplomatie

Chine : pour une politique démocratique

par Jean-Luc Domenach

PENDANT que le communisme impose en Europe de l'Est, il s'obstine en Chine. Lors d'un récent colloque, le Polonais Gernik reprochait aux démocrates européens leurs anciennes complaisances pour les dictatures. Aujourd'hui, le tumulte sur la Chine s'est dissipé. Après le temps de l'émotion est venu celui du « réalisme » : des voix de plus en plus nombreuses, jusque dans les cercles officiels, conseillent le compromis avec un pouvoir victorieux. Il faudrait faire raison, en versant au passage quelques larmes. Elles ont tort. L'angoissante contradiction entre raison et sentiment n'est pas de mise en la matière. L'analyse de la situation chinoise n'interdit pas mais appelle une diplomatie plus fidèle à nos valeurs démocratiques.

Premier point : Deng Xiaoping et ses fazioni, c'est vrai, contrôlent la Chine aussi solidement qu'en est capable une dictature qui, après le massacre, terrorise ses opposants. Le régime chinois possède les attributs d'un Etat souverain et indépendant. Il n'existe aucune raison de l'ignorer et de ne pas entretenir avec lui les relations auxquelles notre pays trouve avantage. Le marché chinois est un marché comme les autres, il n'y a pas de raisons de l'oublier. La stratégie et le commerce ne sont pas affaire de sentiment, c'est entendu : il n'est pas besoin, pour prôner des relations normales avec le régime chinois, de nier qu'il est fondé sur la peur et sur un

conservatisme obtus. Ceux qui s'y essaient montrent leur âme.

Deuxième point : la leçon du printemps dernier est que la situation chinoise est mobile et qu'elle n'est pas politiquement mûre. Le pouvoir était assez divisé pour laisser monter la protestation, il conserve encore dans ses rangs des hésitants, voire des réformistes. D'un autre côté, si elle a démontré sa capacité de mobiliser le monde urbain, la protestation démocratique s'est révélée idéologiquement et politiquement immature, au point de déserter les deux domaines où le pouvoir se gagne et se garde dans la Chine du vingtième siècle : les campagnes et l'armée. Un processus social, politique et idéologique de corrosion et de maturation est actuellement à l'œuvre, que l'oppression actuelle ne peut interrompre complètement. C'est ce processus qu'il faut autant que possible influencer – même si, bien entendu, les facteurs externes le modifieront peu.

Tout d'abord, les échanges culturels et sociaux avec la Chine sont devenus prioritaires parce qu'ils préparent l'avenir en maintenant la porte ouverte sur le monde et en protégeant les intellectuels chinois. Comme d'habitude, les autorités de Pékin s'efforcent de capter et de maîtriser ce flux d'échanges : mais la ficelle est devenue trop grosse. En second lieu, il faut maintenir nos principes dans les affaires où ils sont en jeu, sans agressivité ni faiblesse, avec l'assurance que cette attitude rend notre pays immensément populaire. La

France accueille de nombreux dissidents chinois : c'est son honneur. Elle a refusé les contacts politiques de haut niveau avec Pékin : tel est son langage nécessaire. Elle veut rester un avocat des droits de l'homme : elle doit sans relâche dénoncer la répression en Chine – en particulier au Tibet.

Une dictature sans légitimité

Troisième point : l'avenir à long terme de la Chine est, à tous égards, imprévisible. En revanche, deux hypothèses plus proches peuvent être émises. La première est que le communisme a commencé à mourir et qu'il finira bien par disparaître, par mariage ou par décomposition. La seconde, à plus court terme, est que la dictature de Deng Xiaoping durera aussi longtemps que son patron, qui a quatre-vingt-cinq ans. A sa mort, elle s'effondrera ou s'effondrera : parce qu'elle est privée de valeurs crédibles, de véritable stratégie économique et de moyens de l'appliquer. Les relations avec une dictature finissante, certes, sont toujours difficiles à conduire au jour le jour, surtout quand celle-ci est communiste, car elle cache ses intentions, pratique le chantage à l'exportation et utilise tous les moyens pour trouver à l'extérieur la légitimité qui lui fait défaut à l'intérieur.

Notre diplomatie est d'autant plus compliquée qu'elle doit conserver le contact avec Pékin et tenir compte de ses atouts – notamment au Cambodge. Pour autant, le cap doit être

maintenu sur le moyen terme : c'est notre intérêt. Il faut refuser les entreprises de coopération qui valorisent le gouvernement chinois, surtout si elles engagent l'avenir, et plus encore si elles impliquent un effort financier. Il faut aussi, on a peine à le rappeler, éviter de donner le sentiment que nous sommes influençables : c'est en cela, d'abord, que le refus de vendre des frégates à Taïwan aura été catastrophique. Et si nous passons des compromis, il faut non seulement les négocier durement mais les rendre visibles : une politique extérieure démocratique est aussi une politique qui rend des comptes.

Au printemps dernier, la France – gouvernement, partis et opinion confondus – s'est placée à l'avant-garde du soutien des démocrates à la lutte contre l'oppression en Chine. Cette exceptionnalité menaçait aujourd'hui de se dissoudre dans le double langage, l'hypocrisie et la complaisance. Certes, les alliances et les concurrences extérieures pèsent lourd – d'abord, celles de nos voisins européens. Mais elles désignent aussi le champ d'influence de notre pays. Il n'est pas trop tard pour réaffirmer une voie qui serait celle de l'honneur, mais aussi du vrai réalisme : donner l'exemple d'une politique extérieure démocratique envers la Chine.

► Jean-Luc Domenach est journaliste.

TRAIT LIBRE



Correspondance

Une lettre du prince Henri de France

L'article publié sous la rubrique « Témoignage », en page 2 de votre édition du jeudi 15 mars 1990, sous la plume du général Alain de Boissieu, à l'occasion de la publication de mon livre intitulé *A mes fils* me plonge dans la plus grande perplexité.

Je ne pense pas que l'on puisse résumer quoi que ce soit des faits et actes du général de Gaulle par le « petit bout de la lorgnette » ou encore par un « dire ». Le destin national du général de Gaulle ne s'est pas révélé en juin 1958. Pour ma part, comme pour la plupart des Français, son entrée dans l'histoire date du 18 juin 1940. C'est ce visionnaire politique que le comte de Paris reçut à Louveciennes, en 1956. C'est encore le général de Gaulle, préparant activement son retour aux affaires, qui écrivit au comte de Paris et au duc de Wurttemberg les lettres que je cite dans mon ouvrage *A mes fils*.

A l'heure du centenaire de la naissance du général de Gaulle, je comprends mal que le général de Boissieu cherche à minimiser ostensiblement les témoignages de respect et d'attention constante que le général manifestait à l'endroit de la Famille de France. Soucieux cependant d'exactitude historique, je me vois contraint de maintenir que « des engagements ont été pris », en 1959, alors que le général présidait au dessein de la France, mais que – ainsi qu'exposé dans mon livre – ces promesses n'ont pas été tenues, bien avant que j'aie à effectuer « un stage d'intégration dans l'armée active » à Saumur, en 1963.

Engagé volontaire en Algérie dès 1957, cité pour faits d'armes et décoré de la croix de la valeur militaire, je suis affecté ensuite au secrétariat général de la défense nationale, en octobre 1959. J'y eus sous les ordres du général Brillaud, qui, bien des années plus tard,

témoigna de la façon, à ses yeux pour le moins irréprochable, dont je servis la France.

Je demeure jusqu'en avril 1962 affecté à ce service. Passé les accords d'Evian, je pris conscience que les engagements pris – auxquels mon service au secrétariat général de la défense nationale donnait déjà corps – ne seraient pas, en définitive, tenus. Et ceci bien avant mon entrée en stage à Saumur, en 1963. Je fus en effet affecté, de façon très inattendue, dès avril 1962, au 4^e Hussards, en Allemagne, cette affectation rompant brusquement avec le cursus que l'on m'avait fait suivre jusqu'alors. Je suis donc choqué des allégations, gratuites, commises par le genre du général de Gaulle.

Plus de vingt ans se sont écoulés avant que le général de Boissieu, qui n'a jamais été en prise directe avec les événements que je cite, écrive ses « souvenirs ».

Je suis enfin offensé qu'il soit fait allusion à mes « notes de onze ans de carrière militaire », alors que j'estime que seul l'avis de mes supérieurs de l'époque a quelque valeur, de préférence à l'appréciation d'un officier supérieur dont je n'ai jamais dépendu... et je m'interroge.

A la lecture des lignes offensantes publiées par le général de Boissieu, et à l'heure où mon livre contribue à ouvrir la porte de la réconciliation au sein de la Famille de France, je relève que M. Alain de Boissieu ne fait plus partie, depuis l'année passée, de la Fondation Saint-Louis, créée et présidée par mon père, le comte de Paris.

Prince Henri de France
comte de Clermont

Proche-Orient

Les Juifs, les Arabes et la perestroïka

par Marek Halter

A l'est rien que du nouveau. Un mur s'est écroulé, un rideau s'est levé, mais pour n'avoir rien su prévoir ni comprendre, nous assistons, spectateurs égarés, à la représentation d'une pièce qui n'appartient pas au répertoire. Egarés mais contents. Inquiets aussi.

L'effondrement du communisme pose plus de questions qu'il n'en résout et l'une des plus inattendues n'est pas cette exigence de peuples à peine libérés de se réapproprier leur histoire, synonyme d'identité. Le pouvoir soviétique les en avait dépossédés afin de mieux les asservir. Pages arrachées, récits tronqués, truqués, défigurés, au mépris de la vérité et de la mémoire de ceux qui sont morts pour avoir voulu en témoigner et la transmettre. Or l'histoire de chacun de ces peuples rencontre au détour de tel pogrom, de telle révolution, de telle œuvre d'art et d'esprit, l'histoire des Juifs, ces « étrangers », parfois plus semblables qu'un frère et qui s'en sont allés laissant derrière eux l'énigme de leur mort cruelle.

Ce n'est pas le moindre paradoxe de la nouvelle donne que cette soit, aussi inédite qu'impensable, des Polonais, des Russes, des Hongrois et des autres de revisiter leur passé,

ait fait resurgir l'archaïque aversion de l'autre, du différent que l'on accuse à nouveau de tous les maux, que l'on humilie et que, à l'occasion, on tue. Or, dans l'histoire de ces pays-là, l'autre, l'étranger, le diable, ce fut de tout temps le Juif. D'où la résurgence de l'antisémitisme, souvent en l'absence de Juifs ou du moins de vie juive organisée. Car si plus de 10 millions de Juifs peuplaient avant la guerre ces territoires, parlaient la même langue, le yiddish, entretenaient leurs propres théâtres, écoles, syndicats, journaux, partis politiques et une immense culture dont les œuvres nous émerveillent encore, il ne reste aujourd'hui que 3 000 Juifs en Pologne, 1 000 en RDA, 8 500 en Tchécoslovaquie, 65 000 en Hongrie, 18 000 en Roumanie, 3 300 en Bulgarie et autant en Yougoslavie. Le seul pays qui compte encore une forte population juive est l'Union soviétique : plus de 2 500 000. C'est là que la menace paraît la plus grande. C'est là que, au début du siècle, apparaissait pour la première fois le mot pogrom, le même qui, curieusement, quatre-vingt-dix ans plus tard resurgit à l'ombre de la perestroïka. Et quand on lit une certaine presse soviétique telle que *Nash Sovremennik*, *Moskva*, *Molodaya Gvardia*, *Literaturnaya Rossiya*,

etc., on finit par se demander si dans les fourgons de la liberté, comme dans le vaisseau spatial d'Allen, ne se tapit pas un monstre. Les attaques contre les Juifs, menées parfois par des écrivains célèbres comme Valentin Rasputine, Vladimir Soloukhine, nous renvoient aux textes les plus infâmes de la propagande stalinienne. On y rend les Juifs responsables de tout ce qui a échoué, échoue ou échouera en Union soviétique. On les accuse des persécutions de l'époque stalinienne, de la destruction du patrimoine culturel russe, de la misère économique, et même de la perestroïka.

Lettre à M. Gorbatchev

Cette campagne anti-juive est devenue si préoccupante que deux cents députés du Soviet Suprême ont publié, fin décembre 1989, une lettre ouverte à Mikhaïl Gorbatchev pour attirer son attention sur la situation précaire des Juifs soviétiques. On comprend mieux leur souci quand on constate que rien qu'au mois de février 1990, des manifestations anti-juives ont eu lieu à Leningrad et à Moscou à l'occasion de l'anniversaire de la mort de Ievgueni Evseïev, président de l'association pour le rétablissement des relations diplomatiques entre l'URSS et Israël. A Kishinev et à Gomel, les deux villes d'où, après les pogroms sanglants de la fin du siècle dernier, est partie la deuxième Aliyah, la seconde vague migratoire sioniste vers la Palestine. A Minsk et à Kharkov, où des centaines ont été pillés et une vingtaine de personnes blessées. A Odessa... Et des tracts qui circulent librement annoncent un pogrom généralisé et « définitif » pour le 5 mai.

Les Juifs ont donc peur. Et l'histoire, qui paraît leur jouer encore un de ces tours dont elle est coutumière, fait qu'au moment même où en Union soviétique tout le monde peut enfin s'exprimer, eux, les Juifs, si longtemps condamnés au silence, sont obligés de partir.

Mes amis arabes doivent avoir que si ces Juifs partent aujourd'hui pour Israël, ce n'est point parce qu'ils y sont contraints, à défaut d'autres pays prêts à les recevoir, mais parce qu'ils tiennent à y aller. Ils doivent savoir aussi qu'il ne s'agit plus de ces Juifs qui, il y a quelques années à peine, révalaient de s'installer aux Etats-Unis. A présent, le problème ne se pose plus en termes URSS-USA, communisme-capitalisme, mais en termes d'identité nationale. Pour eux comme pour tous les peuples d'Union soviétique. Chose significative, ces Juifs ont tous appris l'hébreu, non seulement parce que l'hébreu est la langue de la Bible, mais parce que c'est la langue de l'Etat d'Israël.

Langue qui, à ma grande surprise, a remplacé le yiddish, ma langue maternelle. Et si Israël les reçoit ce n'est nullement, comme certains Arabes le croient, pour nuire aux Palestiniens, mais pour sauver des hommes persécutés.

Je reconnais que tous ces événements ont quelque chose d'insaisissable qui s'apparente au rêve, et parfois au cauchemar, parce que, comme dans les rêves, les symboles qui se présentent à l'esprit ont plusieurs significations : et, comme dans les cauchemars, ils nous renvoient à d'autres événements tragiquement répétitifs.

Comment ne pas penser, en écoutant aujourd'hui le roi Hussein de Jordanie ou Hafez el Assad, président syrien, aux interventions du Grand Mufti de Jérusalem, Hajj Amin el Hussein, ou à celle du chef de l'Armée arabe de libération, Fawzi Karkaji, auprès des dirigeants occidentaux en 1939, pour exiger l'arrêt de l'émigration en Palestine des Juifs fuyant l'enfer nazi. Mêmes discours, mêmes arguments : on croit rêver ! Et pourtant, c'est de l'Histoire. Histoire qui a coûté la vie à des centaines de milliers de Juifs et notamment à des dizaines de milliers d'enfants à qui l'Angleterre, la puissance mandataire, avait, sous la pression arabe, refusé l'accès à la Terre promise.

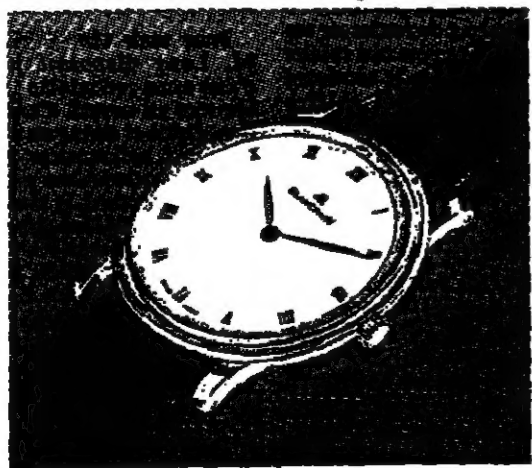
Je dis donc aujourd'hui à mes amis arabes : ne recommencez pas ! N'oubliez pas votre propre enseignement, celui de Coeur : « Ils ne trouvent dans leur cœur aucune envie pour ce qui a été donné à ces émigrés. Ils les préfèrent à eux-mêmes malgré leur pauvreté... »

Et à mes amis palestiniens, je dis : ne craignez rien. Ces Juifs soviétiques quittent leur pays parce que l'environnement leur est hostile, ils n'iront s'installer ni en Cisjordanie ni à Gaza où l'environnement leur serait plus hostile encore. Ces Juifs se rendent en Israël pour vivre en Israël. Et dans le cadre des frontières de 1967, la place ne manquera pas. Le Neguev, la Galilée et même la vallée de Beit Shean et celle de Jezreel peuvent, selon des experts internationaux absorber plus de cinq millions d'individus. A moins que vous n'estimiez que ces territoires vous appartiennent aussi. En revanche, si vous voulez, ainsi que vous l'affirmez, la paix, sachez qu'Israël rassuré tant au plan de la démographie qu'à celui de la sécurité, sera pour vous un partenaire beaucoup plus ouvert lors des négociations de paix du Caire.

Mais est-ce bien à moi de vous le dire ? J'aurais préféré, oui j'aurais aimé, que cela fût dit par le gouvernement israélien lui-même.

► Marek Halter est écrivain.

BLANCPAIN
DEPUIS 1735 IL N'EXISTE PAS
DE MONTRE BLANCPAIN A QUARTZ.
ET IL N'Y EN AURA JAMAIS.



WEMPE

16, rue Royale 75008 PARIS. TEL 42 60 21 77

سكنا من الاميل

ÉTRANGER

URSS : la crise entre Moscou et Vilnius

M. Gorbatchev veut imposer aux dirigeants lituaniens un processus légal d'accession à l'indépendance

Si aucun incident notable n'a marqué mardi après-midi 27 mars la manifestation pro-russe organisée à Vilnius, la crise lituanienne n'en reste pas moins dans l'impasse. A moins de parvenir à imposer à la Lituanie un processus légal d'accession à l'indépendance, M. Gorbatchev s'expose à une forte contestation dans l'armée soviétique.

VILNIUS

de notre envoyé spécial

Devant les marches de la Bibliothèque nationale, face à ce Parlement lituanien qui est devenu siège et symbole de l'indépendance recouvrée, les anti-indépendantistes avaient éparpillé la pelouse. Au milieu de la foule dans ce meeting si plein de proclamations et de grands mots, un immense carré vert avait ainsi signalé dès la première minute que les Lituaniens seraient quittes pour la peur. On jouait l'ordre et la force tranquille ; il n'y eut pas d'incidents ouvrant la voie à l'intervention de l'armée, mais si la République de Lituanie n'a pas sombré mardi 27 mars, elle n'en semblait pas moins, la nuit tombée, bien mal en point.

Plus les jours passent, plus elle réalise en effet, et ses dirigeants les premiers, qu'il ne suffit ni de conquérir le pouvoir pour l'exercer, ni de se proclamer indépendants pour le devenir. Ils avaient cru être vite fixés, savoir en quelques jours si M. Gorbatchev choisissait les chars ou la négociation et pensaient en vérité que ce serait à coup sûr la seconde. Or, si ce n'est effectivement pas les chars — du moins pas les chars défonçant les portes du Parlement — ce n'est pas non plus la négociation. C'est une riposte politique soigneusement pensée, froidement menée, et pour l'instant efficace. Finalement simple, elle consiste à nier la réalité de l'indépendance par l'affirmation du pouvoir soviétique, à parallèlement renforcer et prendre en main les forces anti-indépendantistes, et à petit à petit miser au bout du compte la crédibilité de M. Landsbergis et de son gouvernement.

C'est ainsi qu'on a successivement vu M. Gorbatchev refuser toute valeur légale à la déclaration d'indépendance lituanienne ; bombarder M. Landsbergis non pas d'ultimatums (il n'y avait pas de menaces à la clé) mais de mises en demeure de se conformer aux lois de l'URSS ; envoyer l'armée soviétique parader dans les rues et le ciel de Vilnius, et laisser enfin les parachutistes occuper les bâtiments du Parti communiste lituanien.

« Non au diktat »

C'est là qu'on est passé dimanche après-midi de la négation de l'indépendance à la création d'une base politique indispensable au développement de cette stratégie. En occupant les bâtiments du parti, non pas pour les fermer, mais pour les protéger (montré-moitié) entre le parti indépendantiste et le minuscule parti « Pro Union » qui se sont séparés en décembre dernier, les militaires redonnent en effet du souffle aux seconds. Et l'on a poussé dehors pour plus de précautions une bande de nostalgiques trop évidemment brejnevistes pour être présentables. A leur place on a mis en avant des hommes plus jeunes, infiniment moins primaires, et capables de mener contre le pouvoir indépendantiste une bataille dont le meeting de mardi a donné l'avant-goût.

Les slogans hostiles à M. Gorbatchev avaient cédé la place à un « Non au diktat ! » (indépendantiste), « Oui à la glasnost ! Oui à la démocratie ! » Les drapeaux de l'URSS s'étaient fait si discrets qu'on ne faisait que les apercevoir derrière ceux de la Lituanie. Les deux hymnes ont été joués l'un après l'autre, et si la foule (quelque dix mille personnes) vibrait aux insultes et à toutes les attaques personnelles contre les dirigeants nationalistes, elle avait déjà compris qu'on ne peut pas simplement nier le désir de la Lituanie de sortir de l'URSS.

Discours après discours, il était ainsi martelé que l'indépendance n'apporterait que chômage, misère et propriété privée (« Ouh ! Ouh ! » crie la foule), et que le nationalisme ne serait que la renaissance du stalinisme parce qu'il porterait en lui déportations, répression de masse et écrasement

des minorités nationales. On a hué le marché et la « falsification de l'histoire » (c'est-à-dire le voile levé sur la vérité). On appelle à une « lutte de classe résolue ». Tout cela fleurit le bien connu, mais on demande en même temps un référendum et la « protection » de M. Gorbatchev, prié sur tous les tons d'« exercer ses pouvoirs présidentiels » : de prendre autrement dit la Lituanie sous la domination présidentielle directe.

L'attitude des militaires

Le soir même à la télévision, le président confirmait que ses deux priorités sont maintenant la « radicalisation » des réformes économiques et la privatisation des terres. Tout cela fait horreur aux gens qui se réclament de lui, mais ravit tout ceux qui, barricadés dans le Parlement, le dénoncent comme geôlier



« The Independent » de 28 mars

des peuples parce qu'il n'accepte pas la proclamation d'indépendance.

Tout est totalement biaisé parce que le désir des Lituaniens de briser les chaînes de la liberté a placé M. Gorbatchev devant le danger de voir éclater l'URSS tout entière. C'est pour cela que le président soviétique veut à tout prix imposer à la Lituanie un processus de sortie légale, et pour cela aussi que l'indépendantisme lituanien l'a confronté à une forte contestation d'une partie de l'état-major militaire.

Dans ces conditions, le problème n'est plus tant de savoir si c'est, en l'affaire, M. Gorbatchev qui utilise l'armée et le vieux appareil lituanien, ou l'inverse. Car si la question est capitale, l'essentiel est de voir si le président soviétique saura au bout du compte rétablir la situation, ne pas perdre en Lituanie la maîtrise de l'ensemble du jeu soviétique.

Car en se lançant trop tôt et sans y être véritablement prêts dans leur sortie de l'URSS, les dirigeants lituaniens ont non seulement pris le risque de perdre, mais celui d'offrir aussi aux forces conservatrices une victoire qu'elles n'espéraient plus. Beaucoup, beaucoup trop de choses en même temps se jouent aujourd'hui à Vilnius. Mardi soir à la télévision M. Gorbatchev semblait finigué comme rarement, presque aussi grave et tendu que l'est la direction lituanienne accrochée aux rumeurs.

Ce n'est pas qu'elle ait déjà perdu, mais chaque jour d'impuissance à réellement gouverner précipite cette échéance. Les indépendantistes sont au pouvoir mais ne parviennent aucunement à l'exercer, tandis que l'armée soviétique se conduit sur le territoire de la République comme chez elle et qu'un Lituanien ne peut pas quitter son pays sans obtenir un passeport soviétique. Pour se rendre de Moscou à Vilnius c'est toujours un vol intérieur que l'on emprunte, à la descente duquel personne ne vous demande le moindre papier d'identité. Passé les premières journées d'émotion, on voit bien que les commandes ne répondent pas, on sent trop tout ce qui avait été mis sur un soutien occidental qui ne viendra pas. Une délégation polonaise conduite par le président du groupe parlementaire de Solidarité,

le professeur Geremek, est venue mardi à Vilnius exprimer la sympathie de la Pologne démocratique. Les nouveaux élus municipaux de Moscou ont adressé à M. Landsbergis un chaleureux télégramme de soutien à la lutte pour l'« indépendance du peuple lituanien ». Des élus de Leningrad ont fait le voyage. Rien de tout cela cependant ne fait une mobilisation internationale, dont il n'est d'ailleurs pas du tout certain qu'elle arrangerait les choses. Réussissant à faire reculer les Lituaniens, ce sont ses propres adversaires que M. Gorbatchev renforcerait ; n'y parvenant pas c'est à leurs critiques, à leurs coups peut-être qu'il s'exposerait. Il lui faut trouver l'issue et il ne la trouve pas sans l'aide des Lituaniens — c'est-à-dire sans concessions réciproques.

BERNARD GUETTA

« Il faut payer ses dettes avant de partir »

déclare le ministre soviétique de la défense

Interrogé par les journalistes à Paris, à sa sortie de l'Ecole militaire, où il venait de faire, mardi 27 mars, un exposé aux officiers stagiaires des écoles de guerre françaises (lire, en page 4, l'article de Jacques Isnard), le ministre soviétique de la défense, le général Dimitri Iazov, a répondu à propos de la situation en Lituanie : « Chaque peuple, chaque République a le droit de sortir de l'Union soviétique. Mais avant de sortir de l'URSS, il faut résoudre un certain nombre de problèmes. Pendant cinquante ans, on a reconstruit l'économie. Il ne suffit pas de claquer la porte et de s'en aller. Il faut payer les dettes et résoudre les problèmes économiques. »

« Tout sera résolu par des moyens pacifiques, a-t-il poursuivi. Il n'y a pas eu d'action armée sur le territoire lituanien » ; mais les

déserteurs lituaniens « doivent être renvoyés dans leurs unités ».

A Moscou, le ministère des affaires étrangères a fait savoir que la Lituanie allait être fermée aux étrangers — diplomates, hommes d'affaires, journalistes — sous le prétexte que leur présence encourage les « extrémistes ». Les autorités soviétiques ont commencé la semaine dernière à attribuer « au cas par cas » les autorisations de voyage en Lituanie aux étrangers, tandis que les diplomates étaient priés de quitter la République dans les douze heures ; aucune nouvelle autorisation ne va être délivrée, a-t-on annoncé mardi, et les journalistes qui sont sur place devront partir dès l'expiration de leur autorisation de séjour.

Les Etats-Unis ne veulent surtout pas gêner le chef de l'Etat soviétique

Accusés de « collusion » avec Moscou par le président lituanien, M. Landsbergis, les Occidentaux continuent à observer une grande prudence dans la crise lituanienne. A Bruxelles, indiquait-on mardi 27 mars, l'OTAN suit de près la situation, mais prend soin de ne pas faire monter la tension entre Moscou et la République balte. Le même jour, la CEE a exprimé l'espoir d'« un dialogue respectueux, ouvert et régulier entre Moscou et Vilnius afin d'éviter l'usage de la force ». A Londres enfin, Mme Thatcher s'est elle aussi bornée à souhaiter que les deux parties tentent de régler leur différend par le dialogue.

WASHINGTON

de notre correspondant

M. Bush s'est-il effarouché du son de sa propre voix ? Après avoir lentement mais régulièrement depuis, un peu plus d'une semaine, haussé le ton et demandé avec insistance à M. Gorbatchev de ne pas utiliser la force et d'ouvrir des négociations avec les Lituaniens, l'administration américaine a subitement mis un terme à son crescendo.

Alors que des opérations relevant clairement du recours à la force venaient d'être lancées par l'armée soviétique en Lituanie, les porte-parole de l'administration ont refusé de commenter ces actions ou même de les qualifier : au nom de la Maison Blanche, M. Fitzwater a, par exemple, refusé de « tenter de donner une définition à des mots tels que force ou intimidation ». Certes, la Maison Blanche et le département d'Etat ont exprimé une fois de plus leur « préoccupation », mais avec le souci essentiel de « ne pas enflammer la situation », de « ne pas prendre part à cette escalade », selon les formules de M. Fitzwater.

Le changement de ton est manifeste, et d'autant plus frappant que Moscou n'a en rien suivi les injonctions répétées de Washington, en particulier pour ce qui est de l'ouverture d'un dialogue avec les autorités de Vilnius. Mais, comme l'a indiqué un membre de

l'administration, il s'agit de « laisser une marge de manœuvre » à M. Gorbatchev, tandis que d'autres expliquent plus franchement qu'il ne faut pas garder les yeux fixés sur la Lituanie sans considérer l'ensemble du tableau. Si l'on comprend bien, l'enjeu est trop important — et on ne souhaite compromettre ni la visite à Washington de M. Chevardnadze, prévue pour la semaine prochaine, ni le sommet de juin, ni les accords sur le désarmement, ni surtout la position de M. Gorbatchev à la tête de l'URSS.

Même le vice-président Quayle

Tout cela n'explique pas vraiment pourquoi l'administration avait jugé bon dans un premier temps d'élever la voix avant de changer d'avis ; mais ses représentants ont catégoriquement rejeté l'hypothèse formulée par le président lituanien lui-même, celle d'un accord conclu discrètement avec Moscou sur le dos des Lituaniens. M. Turvelier, porte-parole du département d'Etat, a refusé de révéler la teneur du message adressé dimanche 26 juin par son « patron » M. James Baker à M. Chevardnadze, mais elle a indiqué que ce message n'avait pas reçu de réponse, et que, en tout état de cause, il n'y avait eu « absolument aucun marché, aucun accord ».

Quelles que soient ses raisons, M. Bush peut en tout cas se prévaloir d'un assez large soutien de la part du monde politique américain. Certes quelques centaines de Litano-Américains ont manifesté leur frustration et leur colère sur les marches du Capitole, et devant l'ambassade d'URSS. Mais les appels à faire preuve de plus fermeté, et à reconnaître les nouvelles autorités lituaniennes, sont essentiellement le fait de quelques sénateurs républicains, souvent marqués à droite. Les démocrates au contraire font preuve de beaucoup de compréhension, et, à l'instar de M. Joseph Biden, estiment que « pour l'instant », l'attitude du président est la bonne.

Même le vice-président Dan Quayle, qui d'ordinaire exprime une variante « de droite » des positions présidentielles, y est allé d'un petit commentaire indulgent à l'égard des Soviétiques, expliquant que le recours à des mesures disciplinaires à l'égard de déserteurs ne

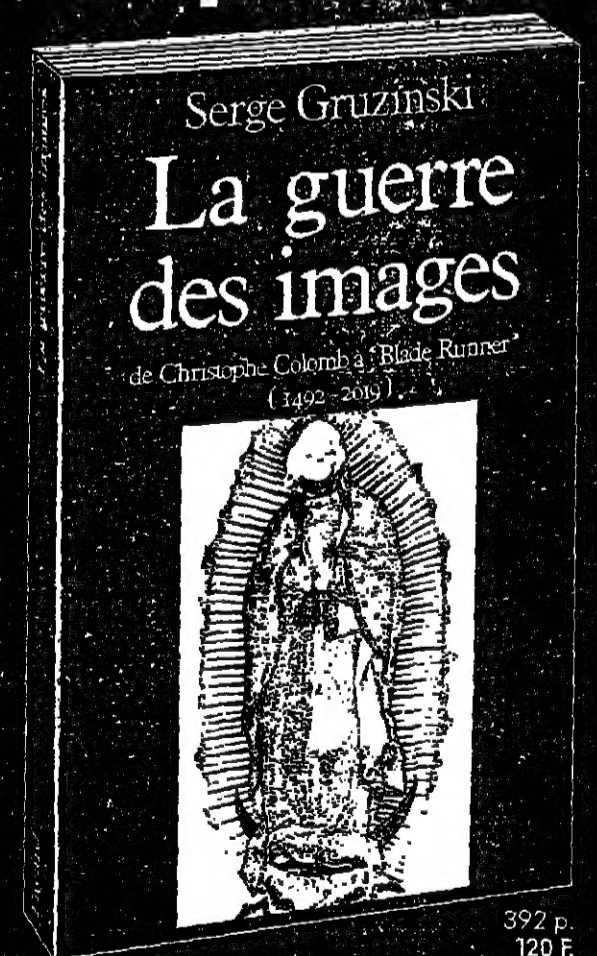
pouvait être assimilé à un recours à la force. « Une certaine dose de discipline est nécessaire dans toutes les forces armées », a déclaré M. Quayle, qui fut naguère l'objet de bien des quolibets pour la manière dont il avait échappé au service au Vietnam.

A vrai dire, personne n'avait prêté la moindre attention aux propos de M. Quayle, qui datent de

samedi dernier. Personne sauf l'agence Tass, qui en a fait grand cas — en les déformant au passage — et sauf le numéro deux de l'ambassade de l'URSS à Washington, M. Tchervikov, qui n'a pas manqué d'y faire référence lors d'une conférence de presse donnée mardi.

JAN KRAUZE

La colonisation du quotidien



En soulignant la permanence, dans le Mexique des lumières comme dans celui de l'indépendance et de l'Etat laïc, d'un « christianisme de filiation baroque », grand maître d'images, en tirant les leçons des métissages multiples nés de l'affrontement inégal et brutal entre des cultures étrangères les unes aux autres, en marquant le changement d'échelle de la « guerre des images », aujourd'hui déclarée entre le monde occidental et ceux qui lui résistent, Mexique en tête, Serge Gruzinski nous dit que l'expérience coloniale américaine fut le laboratoire tragique mais prophétique où s'inventa le monde moderne.

Roger Chartier, Le Monde

FAYARD

HONGRIE

Les résultats du premier tour des élections

Voici le classement des principaux partis après le premier tour des élections législatives hongroises, le 25 mars, selon des résultats officiels portant sur la totalité du dépouillement :

Forum démocratique hongrois 24,71 %
Alliance des démocrates libres 21,38 %
Parti des petits propriétaires 11,76 %
Parti socialiste hongrois 10,89 %
Fédération des jeunes démocrates (FIDESZ) 8,94 %
Parti chrétien-démocrate 6,46 %
Parti socialiste ouvrier hongrois 3,68 %
Parti social-démocrate hongrois 3,55 %
Alliance agraire 3,15 %
Parti des entrepreneurs 1,89 %

Coalition électorale patriotique 1,87 %
Parti populaire hongrois 0,76 %
Participation : 63,15 % (4 892 242 votants)

Seuls les six premiers partis, ceux qui ont recueilli plus de 4 % des suffrages, obtiendront des sièges parlementaires. Ces résultats ne concernent que les 152 sièges (sur un total de 386 députés) attribués au scrutin proportionnel par liste. Seuls cinq des sièges attribués par circonscription au scrutin majoritaire ont été pourvus au premier tour, les autres le seront au second tour, prévu le 8 avril. — (Reuters)

BIBLIOGRAPHIE

« La Nouvelle Alternative »

Un dossier sur l'Europe centrale

Plus que jamais d'actualité, la revue La Nouvelle Alternative publie ce mois-ci un dossier complet faisant le point des transformations en cours en Pologne, en Hongrie, en RDA et en Tchécoslovaquie.

On y trouve des extraits de textes de référence, comme le discours du Nouvel An du président Havel ou les petites phrases du président Hlasek sur le caractère « dépassé » du multipartisme. On y trouve aussi une interview du premier ministre polonais Tadeusz Mazowiecki, une analyse courageuse de l'intellectuel roumain Octavian Paler, ou encore une étude claire et utile de l'éventail des partis politiques hongrois.

► La Nouvelle Alternative, n° 17, 60 F. 14-16, rue des Petites-Hôtels, 75010 Paris.

EUROPE

La visite en France
du ministre soviétique de la défense

Le sourire désarmant du général Iazov

Le général Dimitri Iazov a répondu à tout. Avec un sourire désarmant, « Nouvelle pensée militaire » oblige, le ministre soviétique de la défense, qui célèbre sa troisième année au pouvoir auprès de M. Mikhaïl Gorbatchev, en a usé, mardi 27 mars, à l'École militaire à Paris, devant les stagiaires des écoles de guerre. Le général Iazov est en visite officielle en France jusqu'à la fin de cette semaine. Comme l'avait fait son homologue français, M. Jean-Pierre Chevenement, l'an dernier, à Moscou, le ministre soviétique de la défense s'est entretenu, une heure durant, avec les jeunes officiers supérieurs qui deviendront la haute hiérarchie militaire des années à venir.

Prestation équilibrée : une demi-heure d'exposé — tantôt le général lit un texte, tantôt il s'en échappe pour improviser — suivie d'une demi-heure de réponses à des questions, où, chez lui, l'humour le dispute à une franchise souriante de bon aloi.

10 milliards de roubles à Tchernobyl

A l'un, qui s'inquiète de la capacité des Soviétiques à détruire leurs matériels selon le calendrier imposé par les discussions sur le désarmement avec l'Ouest, le ministre réplique qu'il est « pour le moment dans l'embarras » pour répondre à cette question : « Refondre vingt mille chars, ce n'est pas simple et ça coûte cher. » Or « l'argent ne tombe pas du ciel ». A un autre qui voudrait savoir si « le réveil de l'islam est un danger pour l'URSS », le général soutient : « Je ne suis pas musulman et, dans l'islam, je me débrouille comme vous. Je ne pense pas que l'islam mène à la guerre, si on inclut les Etats musulmans dans le processus de désarmement. Allah n'appelle pas en soi à l'affrontement. » Mais, après tout, reconnaît le ministre soviétique, « les Français ont une plus grande expérience des hostilités avec les pays arabes ».

A un troisième qui évoque l'éventualité d'un retrait de l'armée soviétique du territoire est-allemand, Dimitri Iazov rappelle que la question sera résolue lors de négociations entre, d'une part, l'Union soviétique, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France, et, de l'autre, les deux Etats allemands. « Mais, nous n'excluons pas les négociations bilatérales. Nous n'avons aucune intention de nous fixer en RDA, pas plus que sur n'importe quel autre sol étranger. »

Durant son discours préparé,

le ministre soviétique avait, du reste, parlé de l'unification allemande. « Nous n'avons jamais nié le droit des Allemands à vivre unis. L'unification concerne les Allemands mais ne doit pas conduire au déséquilibre militaire-stratégique du continent ou entraîner des préjudices pour les voisins. » Et, après avoir souligné la nécessité d'un traité de paix « pour définir le statut de l'Allemagne dans les structures européennes », le général Iazov a considéré que « la position de la France coïncidait en de nombreux points avec la nôtre », sauf que l'URSS continue de juger « absolument exclu et inadmissible que l'Allemagne soit toujours membre de l'OTAN ».

Le ministre soviétique a longuement rappelé que son pays, en choisissant la voie de la « suffisance raisonnable » et d'une « doctrine défensive », s'engageait vis-à-vis de n'importe quel Etat « à ne jamais déclencher les hostilités en premier et à ne jamais employer les armes nucléaires en frappe préventive ».

Il a énuméré des décisions de désarmement unilatérales prises pour 1980 et 1990 par l'URSS et réaffirmé que son pays était prêt à renoncer à son statut de puissance nucléaire « si d'autres en font autant ». L'Union soviétique sait de quoi elle parle : « Nous avons déjà dépensé 10 millions de roubles à décontaminer la région de Tchernobyl et nous arrêterons en 1990 la production, à des fins militaires, de l'uranium à haute teneur, comme nous avons déjà fermé, depuis 1987, deux réacteurs qui fabriquaient du plutonium à usage militaire. »

Visite officielle en France, déjà une première fois ajournée à la suite d'événements en Asie centrale qui avaient exigé que le général Iazov demeure à Moscou. Mais voyage touristique, aussi. Le ministre soviétique a demandé, par exemple, à écouter son séjour, mercredi 28 mars à Toulon, à bord du porte-avions Clemenceau, pour se consacrer plus longuement à flâner dans la ville de Nice. Le lendemain, il a prévu de se rendre au château de Versailles, après sa visite à l'école de l'arme blindée de Saumur. Et c'est après une rapide visite de la base aérienne de Reims, où flotte le souvenir de la fameuse escadrille mixte « Normandie-Niemen » de la seconde guerre mondiale, que le général Iazov s'attardera, vendredi 30 mars, dans Belfort, son château et ses environs, avec son homologue français, mais de la ville, avant de s'envoler pour l'URSS.

JACQUES ISNARD

« La réduction des forces soviétiques en RDA
a peu affecté leur capacité opérationnelle »
estime le « patron » de la 1^{re} armée française

Avant de quitter le commandement de la 1^{re} armée à Metz, où il est remplacé par le général Jean Cox (le Monde du 16 mars), le général Michel Fennebresque, qui atteint la limite d'âge de son rang, a estimé, mardi 27 mars, dans un entretien à l'AFP, que « la réduction annoncée des forces soviétiques en RDA a peu affecté en réalité la capacité opérationnelle de ces unités ».

« Le matériel stationné en RDA a été modernisé, a-t-il confié, ce qui devrait nécessairement supprimer des hommes de troupe. »

A propos de la France, le général Fennebresque a affirmé que « renoncer à une stratégie de dissuasion, sous prétexte qu'elle a réussi, est aussi peu indiqué que de jeter son parapluie dans le caniveau sous prétexte qu'il ne pleut plus ». Il a ajouté : « Il ne faut pas non plus porter atteinte à l'OTAN, car ce serait un marché de

dupes que d'échanger un démantèlement d'un pacte (celui de l'OTAN) contre celui d'un autre (le pacte de Varsovie) qui se fait spontanément » avec l'émancipation à l'Est.

Le « patron » de la 1^{re} armée, jusqu'au 31 mars, souhaite qu'on ne réduise pas le corps blindé et mécanisé et qu'on conserve le char Leclerc au niveau de quatorze cents exemplaires. Selon lui, il en faut onze cents à douze cents en ligne et « n'en fabriquer que huit cents serait une vraie remise en cause de la dissuasion française en Centre-Europe ». De même, le général a exprimé l'espoir que « la France n'abandonne pas le missile nucléaire préstratégique Hades, arme de dissuasion et non arme de bataille ». « Il ne serait pas indiqué, a-t-il conclu, de supprimer cette arme unilatéralement et sans contrepartie. »

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde DES LIVRES

Le Nouveau Forum et les partis s'affrontent
sur l'affaire des collaborateurs de la Stasi

RDA

L'épuration de l'appareil d'Etat de tout élément ayant collaboré avec la Stasi, l'ancienne police politique du régime communiste, tourne à l'épreuve de force entre les mouvements de citoyens, comme le Nouveau Forum, qui se veulent les gardiens de l'esprit de la « Révolution d'octobre », et les partis politiques consacrés par les urnes le 18 mars.

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Le Nouveau Forum et divers comités de citoyens chargés de surveiller le démantèlement de la Stasi ont appelé pour jeudi 29 mars à de nouvelles manifestations, les premières depuis les élections dans plusieurs grandes villes, dont Berlin-Est et Leipzig.

Les mouvements de citoyens, laminés lors des élections législatives au profit des partis traditionnels, soupçonnent aujourd'hui ces derniers de vouloir faire table rase du passé et empêcher que la lumière soit faite sur les liens que ceux qui veulent exercer des responsabilités dans la nouvelle RDA ont eues avec les institutions de l'ancien régime. Les principaux responsables de ces mouvements, parmi lesquels figurent plusieurs ministres sans portefeuille du gouvernement Modrow, encore en place pour expédier les affaires courantes, ont tenu mardi 27 mars une conférence de presse à Berlin-Est pour exiger à nouveau un contrôle des quatre cents députés avant la constitution du nouveau Parlement.

ROUMANIE

Le gouvernement
renonce à prolonger
le service militaire
de deux mois

Le ministre roumain de la défense, le général Victor Stanculescu, a renoncé, mercredi 28 mars, à la décision de prolonger le service militaire de deux mois, à la suite d'une manifestation de mécontentement de plus d'un millier de soldats devant le siège du gouvernement à Bucarest, dans la nuit de mardi à mercredi.

Le général Stanculescu avait justifié sa décision, annoncée la veille à la radio, par « la situation prévalant dans certaines localités et zones du pays ». Celle-ci a imposé l'adoption de mesures susceptibles de maintenir et renforcer la force de combat et la capacité de défense du pays », avait-il affirmé.

Sans faire de référence directe aux affrontements entre Roumains et Hongrois de souche qui ont eu lieu en Transylvanie la semaine dernière, le ministre de la défense avait également demandé aux soldats d'intensifier leur préparation afin d'être prêts à assurer les conditions permettant au peuple roumain de travailler en paix.

La durée du service militaire était, sous le régime Ceausescu, de seize mois. En janvier dernier, le gouvernement provisoire l'avait ramené à un an.

Par ailleurs, le premier ministre, Ion Iliescu, s'est rendu mardi à Cluj (Transylvanie), où il a rencontré des représentants des deux communautés : rien de concret n'est sorti de ces entretiens. (AFP)

Dans une interview au quotidien ouest-allemand Die Tageszeitung, M. Sebastian Pflugel, ministre sans portefeuille de Nouveau Forum, estime en outre, mercredi, que cette vérification doit être étendue ultérieurement à d'autres catégories, comme les futurs candidats aux élections municipales du 6 mai prochain, les juges, les enseignants. « Je ne voudrais pas non plus que d'anciens membres de la Stasi enseignent à mes enfants, dit-il. Ce sont des problèmes semblables à ceux que l'on a connus en 1945. A l'époque, on les avait réglés de manière très insatisfaisante. »

M. Kohl en faveur
d'une amnistie

Cette bataille sera-t-elle le baroud d'honneur des mouvements issus de la dissidence contre le régime Honecker ? L'élection a beaucoup réduit leur influence. Ils ont encore un rôle dans les grandes villes, grâce à leur participation aux tables rondes municipales chargées de contrôler des traces profondes, il a estimé que la discussion devait être menée

bre du Nouveau Forum, M. Christoph Kleemann, vient d'être choisi comme maire intérimaire de Rostock, le grand port est-allemand, après la démission du maire sortant, accusé d'avoir replacé les anciens agents de la Stasi locale à des postes sensibles.

Ces mouvements se heurtent aujourd'hui à une coalition de fait de tous les grands partis issus de l'élection, qui souhaitent ne pas retarder des tâches jugées plus urgentes. On estime dans ces partis qu'il n'y a pas de raison de remettre en cause la légitimité du nouveau Parlement en raison des soupçons pouvant peser sur tel ou tel député, que c'est à celui-ci qu'il reviendra de faire la lumière.

Le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl est venu lui-même, mardi, à la rescousse des partis est-allemands en se prononçant pour une large amnistie en faveur de ceux qui ont collaboré avec la Stasi. Soulignant que quarante ans de dictature communiste avaient forcément laissé des traces profondes, il a estimé que la discussion devait être menée

« dans l'esprit de la réconciliation intérieure ».

On souhaite manifestement à Bonn que ce débat n'influe pas sur la formation du futur gouvernement de la RDA, que l'on espère voir en place d'ici Pâques. Les trois partis de l'alliance ont nommé mardi le Parti social-démocrate de RDA de se prononcer avant la fin de la semaine pour ou contre une grande coalition. Le groupe parlementaire social-démocrate a émis une réponse plutôt positive, présentant un catalogue d'exigences qui a été considéré par le président de la CDU de RDA, M. de Meitzner, candidat à la direction du gouvernement, comme une bonne base de négociations. Ce catalogue va de la reconnaissance de la frontière Oder-Neisse à la défense des intérêts spécifiques des citoyens de RDA dans le processus d'unification des deux Allemagnes. La présence de l'Union sociale allemande (DSU), le plus à droite des partis conservateurs, dans un gouvernement de coalition n'est plus pour le SPD un obstacle fondamental à sa participation.

HENRI DE BRESSON

Les rapports entre le PCF et le régime de M. Honecker

La réponse d'un ancien diplomate
est-allemand à M. Gaston Plissonnier

M. Armin Riecker, ancien diplomate est-allemand en poste à Paris à la fin des années 70 et qui vit aujourd'hui à Leipzig, a pris connaissance, avec un certain retard, de la réponse de M. Gaston Plissonnier à son témoignage publié dans le Monde du 21 février. Dans cette réponse, M. Plissonnier rejetait énergiquement les accusations formulées par M. Riecker, qui affirmait avoir été chargé par son ambassade de lui remettre une mallette pleine d'argent dans son bureau de la place du Colonel-Fabien : « Il ment du tout au tout (...). Tout est faux et inventé », affirmait M. Plissonnier (le Monde du 22 février). M. Riecker maintient son témoignage et répond au dirigeant communiste français :

« Monsieur, vos insultes insupportables m'obligent aujourd'hui à vous répondre publiquement. Je ne m'attendais pas que vous fussiez tout à fait blanc sur le principe « jamais vu, jamais entendu ». Je comprends votre embarras et votre nervosité, qui vous amènent à confondre le détail de mes révélations. »

« Précision : je n'ai jamais prétendu que votre secrétaire, la camarade Ghislaine, avait elle-même compté l'argent, mais qu'elle a fait venir une autre personne pour prendre la mallette. Je suppose que c'était un camarade des services de « J. J. » ou de Georges Gosnat (1) qui s'occupaient habituellement de ce genre de transactions. Mais ce jour-là, c'est M. Riecker que l'ambassadeur avait chargé de porter l'argent place du Colonel-Fabien, car les autres diplomates habituellement chargés de ce genre de tâches étaient absents. Et Armin Riecker était bien connu chez Ghislaine et

Plissonnier. Souffrez-vous de pertes de mémoire ? Alors peut-être ne vous souvenez-vous pas non plus des jours où je venais prendre vos cigarettes de la Fête de l'Humus, et vous rapporter l'argent après les avoir vendues au personnel de l'ambassade ? C'était si facile. Les camarades de la base faisaient eux, du porte à porte et de la vente sur les marchés, par tous les temps, pendant que le camarade Plissonnier avait, lui, ses « relations utiles ». Dois-je aussi fournir un croquis de votre bureau pour prouver que je connais les lieux et les personnes ?

« En ce qui concerne les vacances de Georges Marchais en RDA, je sais certain que l'ambassade de RDA en France les avait préparées. Mais, dans votre imagination, Georges Marchais s'est peut-être rendu au Groenland ou ailleurs. Peu original est également la tentative de transformer tout cela en « visite de travail ». Peu importe, les faits vont bientôt apparaître au grand jour, et cela d'autant plus rapidement que le PDS (ex-SED) progressera dans sa rénovation. »

« Ce qui m'indigne pourtant le plus, ce n'est pas votre contestation des faits, mais vos attaques personnelles contre moi. Qui vous donne le droit moral de me comparer à Goebbels ? Qui vous autorise cette infamie de placer un Allemand de gauche et de conviction démocratique dans le même sac que ce monstre fasciste ? Sachez que vous n'êtes pas le seul à avoir souffert de cet épisode de l'histoire. Je suis le fils d'un prisonnier de guerre français. Ma mère et mon père ont risqué leur vie à cause de leur liaison. Plus tard, ma mère n'a pas osé me parler de mon père, car, dans un pays prétendument socialiste, il n'était pas bon pour sa carrière d'avoir un parent à l'Ouest. C'est seulement en 1986, peu avant sa mort, que ma mère me dévoila ce secret. La révolution en RDA (pour vous, il s'agit bien sûr d'une contre-révolution) m'a permis de rechercher et de

retrouver mon père. Sachez donc que ces quarante-cinq ans de vie dans la partie orientale de l'Allemagne ont été, pour moi, peut-être plus durs que votre vie en France. Je connais les deux côtés, je peux en juger. M. Plissonnier !

« C'est tragique, mais vous courez le risque de subir le même destin politique qu'Erich Honecker : d'abord une jeunesse pleine d'idéal et consacrée aux luttes, puis l'ascension vers le pouvoir dans un parti stalinien, et au bout du compte la fin déshonorante de vous ces rêves dans les miasmes de la conspiration et de mensonge. »

« Vous avez exprimé votre dégoût et votre mépris les plus profonds à mon égard. Moi, j'exprime mon respect aux militants communistes français. Malheureusement la direction n'a rien compris à l'histoire moderne. J'en reviens à votre comparaison avec Goebbels : il n'y a pas si longtemps, le chancelier Kohl faisait la même pour diffuser la politique de M. Gorbatchev. Vous étiez donc en bonne compagnie. Surtout M. Kohl a depuis déploré cet écart de langage. Avez-vous aussi le courage de présenter vos excuses ? Pouvez-vous accepter qu'un Allemand ne lui partage plus vos convictions ne soit pas automatiquement un fasciste ? Avez-vous la sagesse de comprendre que les représentants des partis élus démocratiquement sont aujourd'hui mille fois plus légitimes pour diriger le pays que vos anciens alliés du SED ?

« En ce qui concerne vos activités politiques, c'est au peuple français et aux communistes qu'il appartient d'en juger définitivement. »

« Avec mes salutations distinguées. »

ARMIN RIECKER

(1) J. J. : Jean Jérôme, dont il était interdit de prononcer le nom à l'ambassade de RDA, était le maître des « entreprises », propriétés du PCF. Georges Gosnat était à l'époque le trésorier du parti.

ESPAGNE

L'assassinat d'un médecin à Saragosse
serait imputable au GRAPO

MADRID

de notre correspondant

Habituellement dirigé contre les militaires, les membres des forces de l'ordre ou les fonctionnaires des prisons, le terrorisme en Espagne a choisi cette fois un nouveau type de victimes : un médecin, le Dr José Ramon Munoz, chef du service de nutrition d'un hôpital de Saragosse. Il a été assassiné, mardi 27 mars en fin d'après-midi, dans son cabinet de consultation, par un commando de deux personnes, dont une femme qui s'était présentée comme l'une de ses patientes.

Tout porte à croire que cet attentat est l'œuvre du GRAPO (Groupe révolutionnaire antifasciste du Premier octobre), un groupuscule d'extrême gauche qui s'est manifesté de manière sporadique depuis la fin du franquisme et dont le Dr Munoz avait soigné plusieurs membres en janvier dernier. A la fin de 1979, en effet, une

soixantaine de membres de l'organisation en prison avaient entamé une grève de la faim. Celle-ci se prolongeait, les autorités pénitentiaires avaient fini par ordonner leur alimentation forcée. Quelques jours s'y étaient opposés, dont celui de Saragosse où avaient été envoyés trois des prisonniers du GRAPO. Ces derniers ayant été transportés à l'hôpital, le Dr Munoz avait fait valoir qu'il se refusait, pour des raisons de déontologie, à les laisser mourir. Cette prise de position avait apparemment contribué à convaincre le juge de revenir sur sa décision initiale et d'autoriser l'alimentation forcée. Le ministre de la justice, M. Enrique Mugica, a affirmé mardi à cet égard que « pour avoir voulu que les membres du GRAPO sauvent leur vie le Dr Munoz a perdu la sienne entre leurs mains ».

THIERRY MALINIAK

PAYS-BAS

Attentat contre le ministère de la justice

AMSTERDAM

de notre correspondant

Avec plusieurs années de retard sur leurs voisins européens, les Pays-Bas sont-ils en train de faire l'apprentissage de la violence politique ? La question brûle les lèvres depuis la revendication de l'attentat à la bombe commis à l'aube du lundi 26 mars contre le ministère de la justice à La Haye par le groupe « Crespo Galente ». Ce dernier se présente comme une subdivision du Groupe d'action révolutionnaire anti-raciste, le RARA, qui s'était attribué la responsabilité d'une action semblable contre deux postes de gendarmerie dans l'est du pays, dans la nuit du 18 au 19 mars.

Ces attentats n'ont fait que des dégâts matériels et avaient pour but, selon le RARA, de dénoncer « la politique criminelle » des autorités néerlandaises « à l'égard des

demandeurs d'asile ». Actif depuis 1986, le RARA recruterait ses membres parmi les squatters d'Amsterdam dont certains formeraient un « noyau dur » d'anarchistes extrémistes. Jusqu'à présent, le groupe s'était manifesté en saccageant régulièrement des stations-service des multinationales Shell, mais aussi en réduisant en cendres cinq grandes surfaces de la société SHV. Le RARA entendait ainsi protester contre la présence de ces entreprises néerlandaises en Afrique du Sud. Mais en revendiquant la double action du 18 mars, les activistes avaient annoncé un changement de stratégie : « La lutte contre l'apartheid et le racisme ne s'arrête pas aux frontières ». Dirigé contre un bâtiment du gouvernement de La Haye, l'attentat du début de cette semaine semble confirmer cette nouvelle orientation apparemment nationaliste.

CHRISTIAN CHARTIER

صوتنا من الامم المتحدة

EUROPE

Le bégaiement des intellectuels allemands

Suite de la première page

Cela devait lui valoir une verte réplique d'un autre écrivain, Monika Maron, originaire elle aussi de RDA, interdite naguère de publication et qui vit depuis un an à Hambourg : « En écrivant cela dans un journal (Der Spiegel) qui paie 3 000 deutschemarks-ouest pour un article, Stephan Heym se dédouble lui-même. Il a l'arrogance des repus qui sont dégoûtés par les mauvaises manières de table des affamés. »

Monika Maron estime également que la coupure entre les écrivains et le peuple est devenue définitive après que fut lancé, le 13 décembre, le fameux appel « Pour notre pays » à l'initiative de Christa Wolf, qui invitait, avec une certaine grandiloquence, les foules est-allemandes à s'opposer à la mise en coupe réglée du pays par la Deutsche Bank et Daimler-Benz.

Le résultat fut celui que l'on sait : le peuple vota pour la Deutsche Bank et Daimler-Benz, et les écrivains se réfugièrent alors dans un silence boudeur. Ceux qui s'en étonnent, explique encore Monika Maron, oublient qu'en RDA les écrivains étaient un groupe social particulièrement choyé. Moins à cause des privilèges que leur étaient accordés par le pouvoir qu'en raison de l'admiration générale dont ils étaient l'objet, même de la part de gens qui n'avaient pas l'habitude de lire des livres. Il n'était pas nécessaire, pour ces auteurs protégés par l'opinion publique, de faire preuve d'un grand courage pour se parer de l'aurole du héros. Souvent, il suffisait de profiter d'une demi-vérité pour faire figure de prophète dans un environnement de mensonge généralisé.

Cette révolution allemande de 1989 est peut-être une aïe, mais il lui manque l'esprit, par la faute même de ceux qui auraient dû lui en donner. Les intellectuels allemands, de l'Est comme de l'Ouest, ont « oublié » de penser l'unité, de préparer, comme se fut le cas en 1848, le cadre intellectuel et moral de la renaissance nationale. La plupart des intellectuels ouest-allemands, ou assimilés, comme le Suisse Friedrich Dürrenmatt, se résignent à attendre au seuil du temps immobile. « La grande réussite politique de la République fédérale a été d'accepter la fin de l'Allemagne », écrivait-il encore en novembre 1989.

Le cœur partagé des intellectuels de gauche

Dans le groupe des intellectuels proches de la social-démocratie, le silence est de rigueur. On ne peut faire valoir ses réticences devant la réunification : ce serait s'opposer à Willy Brandt qui a repris du service pour accrocher le wagon social-démocrate à la traîne de l'unité. On ne peut pas non plus se regrouper autour d'un Oskar Lafontaine dont les réticences vis-à-vis de l'unité s'appuient sur un populisme et une défense du bien-être acquis en RFA qui fait le pendant aux aspirations matérialistes dominantes dans la population est-allemande.

L'un de ces intellectuels de gauche, l'historien Rudolf von Thadden, tente pourtant une analyse lucide de la situation, qui sonne comme un constat de carence (1) : « La gauche allemande a un cœur partagé face à la question de l'unité nationale. Et elle l'a d'autant plus qu'elle s'était habituée à voir dans l'existence de la RDA, sinon une alternative sociale à celle de la République fédérale, tout au moins un lien où certains défauts de la société occidentale n'avaient pu apparaître. C'est ainsi que les syndicats ouest-allemands ont l'hôte des institutions qui font la « conscience du grand capital », et que le maire de Berlin-Ouest, Walter Momper, dénonce la « Ellenbogengesellschaft » (l'élite toi de la que je m'y mette) en RFA, qui serait heureusement absente en RDA (...). Faudrait-il en conclure que la droite sortira victorieuse de ce débat qui, depuis l'écroulement du mur, gagne chaque jour en importance ? Rien n'est moins sûr, puisque la droite, elle aussi, est enracinée dans un débat politique très tout à fait différent de celui du passé qu'il s'agit de dépasser. Mais, à la différence du débat de la gauche, celui de la droite s'articule au moins clairement... »

Seul, quelque peu, don quichottesque au milieu de cette gauche apathique au bégaiement, Günther Grass défend l'idée que la manifestation de deux États réunis dans une « nation culturelle » constitue le dépassement, au sens hégélien du terme, de la question nationale. « Je pars du principe, dit-il, qu'il y a deux États et une « Kultur- »

tion ». C'est un concept que l'on doit naturellement adapter, on ne peut pas en rester à Herder (2). Je m'oppose à l'idée qu'il existerait deux États qui seraient étrangers l'un à l'autre. Tout ce que j'ai dit jusqu'à présent va dans le sens d'une solution de la question allemande qui se situerait au-delà de la réunification. Tout ce que nous faisons aujourd'hui en Allemagne doit tenir compte du fait que les voisins ont les yeux fixés sur nous, et nous devons en subir les conséquences jusqu'à aujourd'hui. Il s'agit du national-socialisme et de ses crimes, qui ne peuvent être relativisés ni par une querelle d'historiens, ni par les crailleries unitaires... »

La fin de la pénitence

Auschwitz rendrait-il une réunification moralement inacceptable ? Cette idée est insupportable à cet autre gourou de la pensée libérale ouest-allemande qui est le directeur du Spiegel, Rudolf Augstein. Tout en critiquant le chancelier Kohl, il



s'est fait, tout au long de la dernière période, le chantre de la réunification et de la fierté nationale reconquise. « La réminiscence d'Auschwitz ne peut nous servir de guide pour l'action, écrit-il, sinon on devrait, avec Günter Grass, reconstruire un mur à travers l'Allemagne. Si l'on donne des ordres à la mémoire, on provoque le refluxement (...). Il doit être clair pour nous, Allemands, que nous serons longtemps encore mal aimés dans le monde. Il ne faut pas se vexer, encore moins en rajouter comme Helmut Kohl (...). Mais on ne peut pas tout à la fois se servir de nous et nous punir. Nous serons modestes, certes, nous comprendrons, mais pas plus. Ce sont les hommes qui doivent s'aimer et non les États, qui fonctionnent selon les règles de l'égoïsme sacré. »

Rudolf Augstein, l'opposant de toujours à cette Allemagne chapeautée par Konrad Adenauer, et jusqu'à ces derniers mois par Helmut Kohl, proclame la fin de la pénitence et conforte ainsi le sentiment largement répandu que les crimes des parents et des grands-parents ne doivent pas peser sur les générations qui n'y ont pris aucune part. Il rejoint en cela les penseurs de la droite nationale qui voient dans la réunification en marche la réparation de l'injustice historique

subie par une Allemagne qui devait, à tort selon eux, porter seule le fardeau moral de l'horreur nazie.

Les intellectuels allemands de gauche seraient dans une meilleure position s'ils n'avaient, dans la dernière décennie, fait l'impasse sur la critique du totalitarisme et la défense des droits de l'homme bafoués en RDA et dans les autres pays communistes, préférant stigmatiser l'impérialisme américain, la fascination des Français pour le nucléaire civil et militaire. Que de quolibets n'ont-ils pas reçus ces intellectuels français qui, dans les années 70, venaient rappeler à leurs amis ouest-allemands l'existence du Goulag, ou la nécessité de maintenir un potentiel de défense efficace contre l'hégémonie soviétique ! Tout récemment encore, l'essayiste Lothar Bajer faisait, dans un petit livre rapide et brillant (3), le procès en règle d'une intelligence française qui aurait perdu son âme soixante-huitaire.

En fait, pour la plupart des intellectuels des deux Allemagnes, la division du pays était déjà surmontée. Les moyens de communication de masse avaient réalisé cette « Kulturunion » qui les faisait vivre à l'aise matériellement et moralement, à l'Est comme à l'Ouest. Les écrivains est-allemands pouvaient être publiés à l'Ouest si leurs œuvres ne plaisaient pas aux censeurs du SED. Ceux de l'Ouest, fascinés par le côté désober et suranné du mode de vie est-allemand, considéraient la RDA comme une réserve naturelle

de germanité non polluée par les sous-produits de la civilisation cosmopolite, comme le jardin préservé de leurs souvenirs d'enfance. Ils pouvaient se permettre d'échafauder des théories sur le « déphasage de l'Etat national », et de regarder de haut ceux qui, timides, émettaient l'hypothèse que l'idée de l'Etat-nation n'était peut-être pas totalement morte en Allemagne.

« Ceux qui arrivent trop tard seront punis par la vie », avait dit Mikhaïl Gorbatchev à la veille de l'écroulement du régime d'Erich Honecker. En marchant résolument à côté, sinon à contre-courant, du pays réel, les intellectuels des deux Allemagnes ont raté le train de l'Histoire. Ils ont laissé à leurs voisins tchèques l'honneur de traduire dans un mouvement révolutionnaire l'union des intellectuels et du peuple : le mot d'ordre favori sur la place Venceslas à Prague était « Vivent les acteurs ! ».

LUC ROSENZWEIG

(1) Rudolf von Thadden : « L'Allemagne malgré elle », article publié dans la revue Esprit, mars-avril 1990.
(2) Philosophie (1744-1803), inspirateur du mouvement du Sturm und Drang et du jeune Goethe.
(3) Lothar Bajer : L'Entreprise France, Editions Calmann-Lévy.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Le Parlement a adopté un budget anti-inflationniste

Le Parlement tchécoslovaque a adopté, mardi 27 mars, un budget anti-inflationniste prévoyant un excédent de 5 milliards de couronnes (1,9 milliard de francs), après le réexamen du budget élaboré par l'ancien gouvernement communiste, qui accusait un déficit de 10 milliards de couronnes.

Devant les députés, le ministre des finances, M. Václav Klaus, a mis l'accent sur la réduction des dépenses générales de l'Etat et l'augmentation escomptée des revenus de 2,9 %. Près de la moitié des rentrées doit être fournie par l'impôt sur les entreprises. Ce budget, qui doit entrer en vigueur au 1^{er} avril, est marqué par une réduction de 12,5 % du budget de la défense dont le montant, rendu

public pour la première fois en Tchécoslovaquie, s'élève à 31,2 milliards de couronnes (près de 12 milliards de francs). Les subventions de l'Etat à l'industrie et à l'agriculture diminuent de 10 % et le milliard de couronnes prévus pour le parti communiste a été supprimé.

Ce budget est le premier à mettre en pratique une nouvelle répartition des revenus entre le budget fédéral et les budgets des deux Républiques tchèque et slovaque, d'après une loi entrée en vigueur le 1^{er} janvier de cette année. Le budget fédéral prévoit une diminution de 56,4 % de sa dotation aux budgets des Républiques, dont l'autofinancement doit être assuré à 77,5 % - (AFP).

AFRIQUE

GABON

Le couvre-feu est décrété sur l'ensemble du territoire

Le président Omar Bongo a imposé, mardi 27 mars, le couvre-feu sur l'ensemble du territoire gabonais et a interdit tout les rassemblements de plus de cinq personnes pour prévenir toute manifestation contre les mesures d'austérité économique. Le couvre-feu avait déjà été décrété à Port-Gentil dimanche à la suite de pillages commis les jours précédents. Celui-ci est en vigueur à partir de 19 heures. Les grèves sont également interdites. Des véhicules de police et de l'armée étaient visibles mardi aux principaux carrefours de la capitale.

Ces restrictions ont été annoncées alors que s'est ouvert le même

jour à Libreville la conférence nationale sur l'avenir politique du Gabon, qui doit notamment décider du multipartisme. Deux mille personnes et près de 150 associations, mouvements, syndicats et partis ont assisté au discours d'ouverture du président Bongo. Le chef de l'Etat a préconisé « une évolution responsable vers le multipartisme intégral » qui devra comporter « une période transitoire d'apprentissage ». Ces travaux, a-t-il ajouté, « doivent déboucher sur l'élaboration d'une charte définissant les conditions de mise en œuvre du cadre d'apprentissage au multipartisme ». - (AFP, Reuter.)

SÉNÉGAL : important remaniement ministériel

Le départ de M. Jean Collin marque la fin d'une époque

Le président Abdou Diouf a profondément remanié son gouvernement, mardi 27 mars, lequel est passé de 27 à 21 membres. Le fait le plus marquant de ce remaniement est le départ du secrétaire général de la présidence, le ministre d'Etat, M. Jean Collin. Agé de 65 ans, français d'origine, il avait occupé des postes gouvernementaux sans interruption depuis 1963. Il est remplacé par l'ancien ministre de l'Intérieur, M. André Sonko, 46 ans.

Au total onze ministres et secrétaires d'Etat quittent le gouvernement dont plusieurs personnalités marquantes. Le ministère de l'Éducation est confié à un fidèle du président Diouf, M. Djibo Ka, ancien ministre de l'Information et de la Plan, apprécié du peuple pour son autoritarisme. Il hérite du plus sensible portefeuille après trois années d'agitation scolaire. On note également la nomination de M. Cheikh

Amidou Kane, écrivain, comme ministre délégué auprès du président de la République, chargé « de l'intégration économique africaine » et le départ du ministre des affaires étrangères, M. Ibrahim Fall, qui est remplacé par M. Seydina Oumar Sy, ancien ministre du commerce.

Le numéro deux du régime

Seul ministre d'Etat du gouvernement, ancien de l'administration coloniale, diplômé de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, M. Jean Collin a passé la moitié de sa vie au Sénégal. Il avait d'ailleurs épousé en premier mariage la nièce de l'ancien président sénégalais Léopold Sedar Senghor, puis en secondes noces une autre Sénégalaise. Son fils, M. François Collin, est actuellement directeur de cabinet du ministre du tourisme.

Depuis 1957, M. Jean Collin n'a cessé d'occuper des fonctions gouvernementales. Elu député en 1968, il devient ministre de l'Intérieur en 1970 et ministre d'Etat en 1975, avant d'être nommé, avec rang de ministre d'Etat, secrétaire général de la présidence de la République.

Personnage controversé pour son rôle écrasant dans la politique sénégalaise de ces dernières années - il était notamment numéro deux du Parti socialiste - M. Collin était depuis plusieurs mois la cible de l'opposition au régime, qui demandait régulièrement sa démission et l'accusait, tantôt d'être un « cryptocommuniste » à la solde des Soviétiques, tantôt d'être un « gouverneur colonial » assurant la pérennité de la colonisation française au Sénégal.

Grand travailleur et homme de dossiers, son départ marque la fin d'une époque. A Dakar, certains n'hésitent pas à dire qu'il s'agit de l'événement politique le plus important du pays depuis le départ de Léopold Sedar Senghor de la présidence en décembre 1980. - (AFP.)

OCÉAN INDIEN

COMORES

Le nouveau gouvernement s'inscrit dans la « continuité »

Un nouveau gouvernement a été formé, à la fin de la semaine dernière, par le chef de l'Etat comorien, M. Said Mohamed Djohar, qui s'était donné pour ligne « le changement dans la continuité » au cours de la campagne pour l'élection présidentielle de mars.

Le changement est d'abord constitué par l'arrivée comme ministre d'Etat, chargé de l'économie et du commerce, de M. Said Ali Kemal. En fait, il fera fonction de premier ministre, un poste supprimé à la fin de l'année 1984 par l'ancien président Ahmed Abdallah, mais il devra attendre un réaménagement de la Constitution pour assumer pleinement le titre. M. Kemal, fondateur du parti Chuma, touche ainsi les dividendes de son ralliement à M. Djohar entre les deux tours de l'élection présidentielle. Au chapitre des retours figure le ministre de la production, de l'industrie et de l'artisanat, M. Ali Mroudjac, dernier

CÔTE D'IVOIRE

Le pouvoir réquisitionne les médecins fonctionnaires en grève

ABIDJAN

correspondance.

Le gouvernement ivoirien a lancé, mardi 27 mars, dans la soirée, un ordre de réquisition des médecins fonctionnaires en grève depuis lundi et a fait interpellé le secrétaire général du Syndicat des cadres supérieurs de la santé, (SYNACASSCT), le docteur Adou Assoua. Les autorités durcissent donc le ton dans l'épreuve de force engagée depuis lundi avec les deux syndicats autonomes ivoiriens. Le mouvement de grève lancé par les médecins d'Etat a été relativement bien suivi, notamment à Abidjan où les malades des centres hospitaliers de Cocody et de Treichville n'ont eu droit qu'à un service minimal.

Selon les médecins syndiqués, la grève d'avertissement de quarante-huit heures s'est transformée en mouvement illimité à la suite de l'arrestation d'un des leurs, le docteur Richard Kodjo, gynécologue. La Côte d'Ivoire compte 900 médecins d'Etat dont 350 exercent à Abidjan. D'après le communiqué diffusé par le gouvernement, les grévistes qui ne regagneraient pas leur poste seront « révoqués et remplacés ».

Les médias officiels ont d'ailleurs rendu compte des mouvements sociaux avec précision tout en soulignant notamment que le Syndicat national de la recherche et de l'enseignement supérieur (Synares), qui a lancé le mouvement de grève, formule des revendications politiques. Un fascicule publié par le Synares énumère, tableaux et sources FMI à l'appui, les résultats de la mauvaise gestion des fonds publics. Ce document intitulé « Autopsie d'une économie » conclut que seul le multipartisme peut servir de contre-pouvoir face à la corruption et aux détournements de fonds.

Le régime paraît décidé à ne pas se laisser déborder au moment où les mesures de réduction des salaires et des prix sont sur le point d'être annoncées. Une réduction des salaires de 8 % à 17 % pour les fonctionnaires et de 5 % à 10 % dans le secteur privé. Les rémunérations de moins de 2 000 F par mois ne seront pas touchées.

ROBERT MINANGOY

SOUDAN : libération du correspondant de Reuter. - Le correspondant de l'agence Reuter à Khartoum, Hamza Hendawi, a été libéré, mardi 27 mars, après quatre jours d'incarcération (Le Monde du 28 mars). De nationalité égyptienne, M. Hendawi a déclaré avoir été arrêté par la police militaire soudanaise, qui ne lui a fourni aucune explication. Les autorités soudanaises n'ont, quant à elles, publié aucun communiqué sur cette affaire. Le journaliste avait été interpellé vendredi dernier à l'aéroport de Khartoum, à son retour du Caire. A sa libération, M. Hendawi (33 ans) a été conduit à l'ambassade d'Egypte et remis au consul général. - (Reuter.)

Le Monde
ABONNEZ-VOUS
REABONNEZ-VOUS
LE MONDE
ET SES PUBLICATIONS
Gérez vos abonnements
sur minitel 24 heures sur 24
7 jours sur 7
ABONNEMENTS
36 15 LE MONDE

ASIE

Vent de contestation sur le Népal

Le mouvement en faveur de la démocratie s'amplifie dans le royaume himalayen.
Le Palais envisage-t-il d'y répondre un jour autrement que par la répression ?

KATMANDOU

de notre envoyé spécial

« Vive Leurs Majestés le roi et la reine, vive le système du Panchayat (1). » L'accueil populaire réservé au souverain, le 16 mars, fut, comme à l'accoutumée, enthousiaste. Sa Majesté Birendra Bir Bikram Shah Dev, monarque absolu et incarnation du dieu Vishnou, accompagné de la reine Aishwarya et de la cour, mettait fin à son séjour de deux mois dans le « camp royal » de Pokhara, et regagnait sa capitale. Comme chaque année, le roi avait inspecté l'une des cinq provinces du royaume, celle de l'Ouest, pour mieux se rendre compte de la situation du pays et des aspirations populaires. Avant de quitter Pokhara, Birendra I^{er} s'adressa à son peuple en ces termes : « Au cours des trente dernières années, nous avons institué les réformes qui justifiaient l'évolution de l'époque et, considérant les aspirations du peuple népalais, ce processus continuera. Pour la première fois, le roi faisait allusion au mouvement en faveur de la démocratie qui secoue depuis plusieurs mois la

« vallée souriante des dieux ».

« Ce processus continuera... » : si certaines personnalités ont vu dans cette petite phrase des promesses de réformes, dans les états-majors des partis politiques népalais tous interdits par la Constitution. La déception fut vive. Rien, aucune vraie ouverture, pas même un mot montrant que le souverain comprenait les revendications exprimées au cours de multiples manifestations. Mais un roi peut-il en dire plus ? Pendant son absence, sa police avait dû mater les « terroristes » et les « communistes extrémistes » et, un jour, les opérations de maintien de l'ordre avaient fauché vingt personnes (au moins le double selon l'opposition). Vingt morts à l'échelle du royaume himalayen, ce fut un traumatisme. Malgré cela, la contestation en faveur de l'instauration du multipartisme a gagné de nouvelles couches de la société : professeurs, médecins, artistes, employés du secteur privé, étudiants, avocats... Des centaines, puis des milliers de personnes ont été arrêtées, détenues sans jugement, certaines relâchées, d'autres, dit l'opposition, « torturées » (7 000 personnes seraient encore emprison-

nées, selon l'opposition, moins de 1 000, de source gouvernementale). Le roi, au risque de ternir son image, a laissé son premier ministre, le démocrate trop contesté Man Mohan Singh Shrestha, s'exprimer un peu plus dans la répression aveugle. Depuis qu'il est rentré, dit un conseiller, le roi réfléchit et consulte. « S'il était prêt à envisager le multipartisme il y a dix ans, au moment du référendum, cela signifie qu'il l'est encore aujourd'hui ». Le 2 mai 1990, en effet, la population népalaise se prononcera en faveur du Panchayat (54 %) et refusait (45 %) l'introduction du multipartisme. Une élection « massivement truquée », rétorque l'opposition.

Des centaines, puis des milliers de personnes ont été arrêtées, détenues sans jugement, certaines relâchées, d'autres, dit l'opposition, « torturées » (7 000 personnes seraient encore emprison-

nées, selon l'opposition, moins de 1 000, de source gouvernementale). Le roi, au risque de ternir son image, a laissé son premier ministre, le démocrate trop contesté Man Mohan Singh Shrestha, s'exprimer un peu plus dans la répression aveugle. Depuis qu'il est rentré, dit un conseiller, le roi réfléchit et consulte. « S'il était prêt à envisager le multipartisme il y a dix ans, au moment du référendum, cela signifie qu'il l'est encore aujourd'hui ». Le 2 mai 1990, en effet, la population népalaise se prononcera en faveur du Panchayat (54 %) et refusait (45 %) l'introduction du multipartisme. Une élection « massivement truquée », rétorque l'opposition.

« Le Panchayat est immoral et antidémocratique, c'est une organisation d'opportunistes qui ne sert les intérêts que d'une minorité. Le roi doit comprendre que le multipartisme est devenu indispensable à l'unité du pays. » L'Union des étudiants est affiliée au principal parti d'opposition, le Congrès népalais, dont tous les dirigeants, et notamment le « leader suprême », Ganesh Man Singh, sont en résidence surveillée. Pour la première fois dans l'histoire du pays, le Congrès a fait alliance avec les organisations communistes.

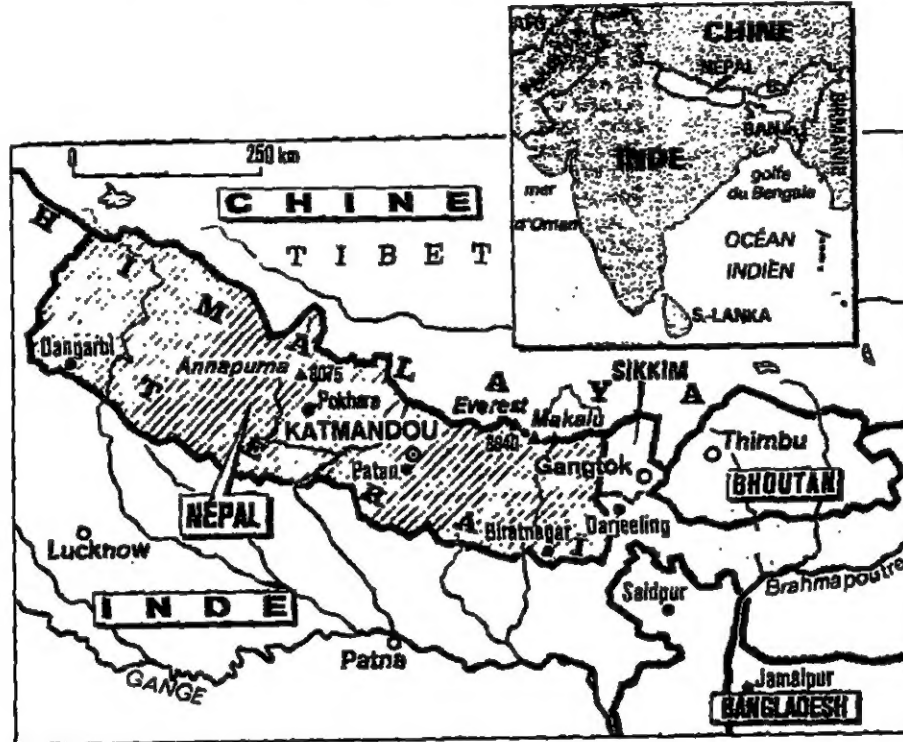
M. K. R. Berna, chef du Parti communiste népalais (groupe Berna), lui aussi recherché par la police, est un petit homme souriant et grisonnant, qui possède sur le bout des doigts sa généalogie des onze fractions communistes népalaises (prosoviétiques et prochinoises). Il explique que les temps sont mûrs pour cette alliance (conjoncturelle) entre « les partisans de la destruction et les sociaux-démocrates » du Congrès népalais, et que tous sont unis pour demander la transformation du régime en monarchie constitu-

tionnelle. « S'il veut jouer encore un rôle, le roi doit rester neutre, au-dessus des partis », Gorbatchevien, M. K. R. Berna est aussi un adepte du satyagraha (2) : L'insurrection n'apportera pas la démocratie au Népal. De tout façon, les deux grands pays (Inde et Chine) qui nous entourent ne le permettraient pas. »

Le mouvement en faveur de la démocratie ne retombera pas : « Nous allons intensifier les actions. Des mouvements de protestation vont être organisés, par exemple des concerts de casseroles à la nuit tombée ». Le roi entendra-t-il une contestation qui semble parfois avoir gagné jusqu'aux marches du palais ? Le 8 mars, M. Keshav Kumar Budhatok, secrétaire d'Etat chargé des ressources de l'eau, a été brutalement démis de ses fonctions. « J'étais probablement celui qui a le plus de France-parler », nous explique-t-il. Mais il y a au moins six ou sept ministres libéraux (sur trente et un) qui, comme moi, sont hostiles à la répression et favorables aux négocia-

tions. Nous voulons que les droits essentiels prévus par la Constitution soient effectivement reconnus. » Ancien membre du Congrès népalais, membre du Panchayat depuis le référendum, M. Kumar Budhatok a voulu « changer les choses de l'intérieur ». A la différence du Front uni de l'opposition, il souhaite que Sa Majesté conserve aussi un rôle politique. « De toute façon, le multipartisme est inévitable. Les choses aujourd'hui évoluent très vite. Au début du mouvement, les gens étaient hostiles au gouvernement. Aujourd'hui ils sont contre le système et, si cela continue, demain, c'est le roi lui-même qui sera la cible. »

« Au sein du gouvernement, les « faucons », comme le premier ministre, se refusent à toute concession. Au palais, des conseillers sont partisans d'une certaine souplesse, voire d'un dialogue avec les éléments de l'opposition qui refusent la violence, y compris les communistes. A condition que ceux-ci acceptent les normes de la démocratie : renoncement à la lutte de classes, respect des libertés individuelles, etc. » Globalement, affirme l'un de ceux qui appro-



« Les deux Katmandou »

Cette « démocratie royale », celle du Panchayat, fut introduite par le père de l'actuel souverain, le roi Mahendra. Celui-ci résolut de dissoudre le Parlement et d'interdire les partis politiques. La Constitution actuelle décrite, en substance, que le roi a tous les pouvoirs et toujours raison, ce que personne ne contesta, jusqu'à l'arrivée de ce vent des pays de l'Est, porteur de démocratie. Dans l'horrible palais royal Narayanhiti, situé au bout de Durbar Marg, l'avenue où se succèdent les hôtels cinq étoiles et les agences de voyages, le roi Birendra réfléchit donc. Pendant ce temps, la ville demeure le théâtre du cycle manifestations-répression-arrestations. Il y a deux Katmandou. La première est officielle, insouciant et souriante, c'est celle des « visages pâles » occidentaux qui déambulent le long des boutiques de souvenirs et de fripe de Thamel, le quartier « branché » depuis que la rue Jochhen est tombée en désuétude. Les routards d'Asie n'y trouvant plus de marijuana en vente libre. L'autre Katmandou est clandestine, c'est celle des hommes politiques et des « agitateurs » recherchés par la police, et on y accède avec mille précautions et détours dans la ville moyenâgeuse. Blouson de cuir et visage masqué, M. Nabindra Raj Joshi, secrétaire général de l'Union des étudiants népalais, soigne son portrait

« Les deux Katmandou »

« Les deux Katmandou »

« Les deux Katmandou »

AMÉRIQUES

NICARAGUA

L'ONU prend en charge la démobilisation de la Contra

Moins d'une semaine après que la Contra ait accepté de se démobiliser sous contrôle international, le Conseil de sécurité a décidé, mardi 27 mars, à l'unanimité, de confier aux « casques bleus » de l'ONU le soin de démobiliser la Contra nicaraguayenne. Dans sa résolution, le Conseil a entériné les propositions du secrétaire général de l'ONU visant à élargir le mandat du « groupe des observateurs de l'ONU pour l'Amérique centrale » (ONUCA) selon les initiales espagnoles) à la démobilisation volontaire de la Contra, composée d'environ 12 000 combattants. Pour accomplir cette nouvelle fonction, M. Javier Perez de Cuellar avait demandé au Conseil de sécurité, le 15 mars, 800 hommes supplémentaires pendant deux mois, s'ajoutant aux 250 militaires de l'ONUCA.

L'opération doit consister à regrouper dans des zones précises, aussi bien au Nicaragua que dans les pays voisins, tous les membres de la Contra (et leurs familles) qui combattent depuis 1981 le gouvernement sandiniste avec l'appui militaire des Etats-Unis. Cet accord a été conclu

vendredi dernier au Honduras entre les dirigeants de la Contra et une délégation de la présidence élu, Violeta Chamorro, sous l'égide du cardinal de Managua Miguel Obando y Bravo. Deux commissions, composées de représentants des vainqueurs et des perdants des élections générales au Nicaragua, sont d'autre part parvenues mardi à un accord selon lequel l'armée nicaraguayenne sera soumise au pouvoir civil et ses effectifs réduits. — (AFP.)

« ETATS-UNIS : une commission du Congrès approuve l'aide à Managua. » Une commission de la Chambre des représentants a approuvé, mardi 27 mars, l'aide urgente, comprise dans un projet de loi de 2,4 milliards de dollars, demandée par la Maison Blanche pour le Nicaragua et le Panama, en réduisant toutefois cette dernière de 80 millions de dollars. Ce projet doit être soumis la semaine prochaine à l'ensemble de la Chambre pour approbation avant d'être transmis au Sénat. — (AFP.)

SURINAM : après l'arrestation du chef de la guérilla

Les Pays-Bas s'inquiètent de la dégradation de la situation à Paramaribo

Les autorités judiciaires surinamaises ont ordonné, mardi 27 mars, la remise en liberté du chef du Jungle commando, Ronnie Brunswijk, arrêté la veille par le commandant en chef des forces armées en personne, Desi Bouterse. Ces événements sont intervenus alors que les deux hommes et le gouvernement négociaient pour la fin d'un accord de paix devant mettre fin au conflit opposant, depuis 1986, l'Armée et les rebelles.

LA HAYE

de notre correspondant

Les événements de Paramaribo ont été suivis de près par les milieux politiques néerlandais qui accordent toujours une attention extrême à la situation au Surinam, l'ancienne Guyane hollandaise, indépendante depuis 1975. Risquant de mettre un coup d'arrêt au difficile processus de pacification en cours, la nouvelle de l'arrestation de Ronnie Brunswijk par son ennemi juré a été accueillie à La Haye avec une consternation que l'annonce de sa libération — qui n'a pas été confirmée — est loin d'avoir calmée.

« Le coup de force » de Desi Bouterse, homme fort du Surinam entre 1982 et 1988, illustre en effet la précarité des institutions démocratiques mises en place au cours des deux dernières années. Le chef de l'armée, membre d'extrême droite, a pris l'initiative, s'informant qu'il poserait les autorités civiles. Mais celles-ci lui avaient offert un prétexte « en or » en accusant le Jungle commando de « trafic de drogue ». Ronnie Brunswijk a, pour sa part, annoncé dimanche l'interception par ses hommes d'un avion de Cessna, en Colombie, transportant une tonne de cocaïne. Selon les rebelles, l'appareil avait fait un atterrissage forcé dans la zone qu'ils contrôlent, le mauvais temps l'ayant empêché d'atteindre sa vraie destination... la zone contrôlée par les militaires de

Desi Bouterse ! Celui-ci est soupçonné depuis plusieurs années d'être un complice des trafiquants sud-américains de cocaïne, et l'un de ses associés bas droits purge une peine de prison ferme à Miami pour trafic de stupéfiants.

Ces accusations manuelles confirment en tous hypothèses la place croissante du Surinam, pays de transit mais aussi pays de production de la drogue. Selon les services de renseignement occidentaux, plusieurs laboratoires de transformation de cocaïne y sont en activité. De leur côté, les policiers néerlandais affirment que 30 % de la cocaïne saisie aux Pays-Bas viennent du Surinam. Une drogue qui passe parfois par la Guyane française, frontalière.

CHRISTIAN CHARTIER

CUBA

Guerre des ondes entre Washington et La Havane

TV Marti, chaîne de télévision américaine en espagnol à destination de Cuba, a diffusé, mardi 27 mars, ses premières émissions à destination de l'île. Elles ont été diffusées quasi immédiatement par les systèmes cubains mis en place depuis plusieurs mois. Les autorités de La Havane ont immédiatement réagi dans un communiqué, diffusé par l'agence officielle AIN, soulignant que le début des transmissions de TV Marti, du nom d'un héros de l'indépendance cubaine, pouvait dégrader dans une « crise aux conséquences incalculables ». « Ces transmissions peuvent faire partie d'une grande manœuvre dans laquelle les « Etats-Unis pourraient chercher un prétexte pour déclencher une agression militaire », ajoute AIN.

Cuba a promis une réponse « ferme et équilibrée » au projet de TV Marti, considéré à La Havane comme une atteinte à la souveraineté de l'île et qualifié de « télé-agression ». TV Marti, créée sur le radio du même nom qui existe depuis 1985, émet à partir d'un ballon suspendu à 3 000 mètres au-dessus du golfe de Floride ; cette dernière a reçu un financement du Congrès américain de 7,5 millions de dollars pour les tests qui ont commencé mardi et qui peuvent continuer dans les trois prochains mois. Après cette période probatoire sur le plan technique, une décision devrait être prise à Washington sur l'avenir du programme. « Nous continuerons à diffuser nos essais », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. Margaret Tutwiler. — (AFP.)

Vienne vous fait une Scène

A présent le journal de Vienne est diffusé chez vous. Gratuitement. Pour que rien ne vous échappe. Que ce soit musique, théâtre, comédie, musicale et exposition, action et «Heuriger». Retirez le journal de Vienne auprès d'Austrian Airlines et à l'Office National Autrichien du Tourisme: 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris ou téléphonez tout simplement au (1) 47 42 78 57. Vienne ne laissera cet été personne indifférent. Servus, Bienvenue en Autriche!

Vienne



صكرا من الامال

POLITIQUE

Le Monde • Jeudi 29 mars 1990 7

Le droit de saisine du Conseil constitutionnel par les justiciables

Les embûches politiques d'une réforme de la Constitution

Le conseil des ministres du mercredi 28 mars devait adopter le projet de réforme de la Constitution accordant aux justiciables la possibilité de soulever une exception d'inconstitutionnalité, lorsqu'ils considèrent qu'une loi en vigueur porte atteinte à leurs « droits fondamentaux », et le projet de loi organique qui en tire les conséquences dans l'organisation des pouvoirs publics (le

Monde daté 25-26 mars). Les tribunaux, de l'ordre judiciaire ou administratif, devant lesquels cette exception serait soulevée transmettront le dossier au Conseil d'Etat ou à la Cour de cassation qui, s'ils estiment la question « sérieuse », demanderont au Conseil Constitutionnel de trancher le point de droit.

Le président de la République et son gou-

vernement donnent ainsi le coup d'envoi à une délicate procédure, tout au long de laquelle ils vont devoir négocier avec l'opposition, son soutien étant indispensable pour réformer la Constitution. Si dans le passé celle-ci a pu être modifiée cinq fois, quatre autres tentatives ont échoué après la décision de principe du conseil des ministres.

La Constitution ne peut être modifiée comme n'importe quel texte législatif. Il y a de la stabilité des institutions politiques. Les constituants de 1958 ont donc prévu un mécanisme, à la fois contraignant et solennel, de réforme de la loi fondamentale. C'est son article 89.

Le général de Gaulle a bien, il est vrai, introduit en 1962 l'élection du président de la République au suffrage universel, et a tenté de modifier la composition et le rôle du Sénat en 1969, en utilisant l'article 11 de la Constitution qui permet de « soumettre au référendum tout projet de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics ». Seulement M. François Mitterrand avait, suffisamment, à l'époque, dénoncé l'inconstitutionnalité de la démarche pour que l'on n'ait pas voulu qu'il fût à son tour, même s'il a admis dans un entretien à la revue *Pouvoirs*, en mars 1988, que « l'usage établi et approuvé par le peuple peut désormais être considéré comme l'une des voies de la révision » ; d'autant qu'il ajoutait que ce référendum direct devait « être utilisé avec précaution, à propos de textes peu nombreux et simples dans leur rédaction ».

La révision constitutionnelle décidée mercredi par le conseil des ministres obéira donc à la procédure de l'article 89, le projet étant d'abord déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale. Elle impose que la réforme, proposée à « l'initiative » du président de la République, « sur proposition du premier ministre », soit votée « en deux lectures » par les deux Chambres du Parlement. Après cela, le chef de l'Etat a le choix : soit il soumet le projet de révision à référendum, soit il demande aux députés et aux sénateurs, réunis ensemble en

Congrès, de le voter ; il lui faut alors obtenir une majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés, sans que les « congressistes » puissent amender le texte qui leur est soumis. M. Mitterrand ayant semblé exclure la première hypothèse, c'est la seconde qu'il convient d'examiner.

Lutter contre l'arithmétique

L'arithmétique parlementaire n'est guère favorable. Cinq cent soixante-dix députés plus trois cent vingt et un sénateurs cela fait huit cent quatre-vingt-dix-huit membres du Congrès. Le gouvernement n'est assuré que de quelque trois cent cinquante voix socialistes et divers gauches. Il lui faut obtenir d'autres appuis. Les communistes ayant toujours été des adversaires farouches du Conseil constitutionnel, le secours ne devrait pas pouvoir venir de ce côté-là. Si tous les centristes se laissent convaincre, le nombre de voix favorables serait de quatre cent soixante-dix-huit, soit largement au-dessous de la barre des cinq cent trente-neuf voix, correspondant aux trois cinquièmes des inscrits.

Certes, comme la majorité est calculée sur les suffrages exprimés, les abstentions en abaissent le seuil. Reste que si le RPR réussit à s'agréger la totalité des UDF non centristes, se formera un groupe de trois cent soixante-cinq voix qui, puisqu'il représente plus des deux cinquièmes des parlementaires, pourra en voter « contre » le projet empêchant le succès de l'initiative présidentielle. Il y a de quoi tenter l'opposition.

La négociation est donc indispensable au gouvernement. Elle ne sera pas facile. Car, bien entendu, des

consultations juridiques, voire plaidées, comme cela peut être le cas actuellement ?

La course d'obstacles risque donc d'être bien délicate. En admettant même que le gouvernement franchisse celui de l'Assemblée nationale, la barre sera certainement encore plus haute au Sénat. Or, en la matière, le Palais du Luxembourg dispose d'un véritable droit de veto. Et tout cela avant même de pouvoir offrir aux parlementaires la joie de prendre le train pour une réunion du Congrès à Versailles. Le temps, il est vrai, n'est pas compté.

Si l'on peut penser que M. Mitterrand ne serait pas mécontent de voir aboutir ce projet avant que ne sonne l'anniversaire de son

annonce (le 14 juillet 1989), aucun butoir n'est fixé à la procédure qui peut s'étaler sur plusieurs sessions, sur plusieurs années, voire sur plusieurs législatures.

Le bon — ou le mauvais — déroulement de cette épreuve va aussi permettre au président de la République de mesurer la viabilité des trois projets de réforme constitutionnelle qu'il avait annoncés dans sa *Lettre à tous les Français* : la réduction à cinq ans du mandat présidentiel, qui ne pourrait être renouvelé qu'une fois ; la possibilité de soumettre à référendum les problèmes de société, après avis du Conseil constitutionnel ; l'introduction dans la Loi fondamentale du Conseil supérieur de l'audiovisuel. Les essais rencontrés par Georges Pompidou et M. Valéry Giscard d'Estaing ont suffisamment prouvé la difficulté d'une révision de la Constitution, d'autant que le cas de M. Mitterrand, qui ne dispose pas d'une majorité parlementaire.

THIERRY BRÉHIER.

Trois autres projets présidentiels

La Constitution ne leur interdit que d'être ministre ou parlementaire ; pour le reste il leur est simplement demandé de ne « prendre aucune position publique sur les questions ayant fait l'objet, de décisions de la part du Conseil, ou de consulter sur les mêmes questions ». Leurs interventions étant de plus en plus nombreuses et leur rôle judiciaire devant encore s'accroître si la réforme va à son terme, est-il normal qu'ils puissent présider un conseil général, siéger à la Cour de cassation, enseigner, donner des

garanties par la Constitution » est rejeté par les parlementaires qui craignent « un gouvernement des juges ».

Le statut des suppléants. — Exactement dans le même temps, M. Giscard d'Estaing demande à M. Jacques Chirac, alors premier ministre, de défendre un projet permettant aux ministres de retrouver leur siège, à l'Assemblée nationale ou au Sénat, six mois après leur départ du gouvernement. Là encore il y a une fronde chez une partie des gaullistes, et bien que la réforme soit votée par les deux chambres, le président de la République renonce à la soumettre au Congrès.

L'organisation de la campagne présidentielle. — A la suggestion du Conseil constitutionnel, le Congrès, le 14 juin 1976, modifie les règles de la campagne pour l'élection du président de la République, afin de prévoir le cas de décès ou d'empêchement d'un des candidats.

L'extension du champ référendaire. — Lors de la bataille scolaire, le Sénat demande que le projet gouvernemental soit soumis à référendum. Les socialistes assurent que la Constitution ne le permet pas. Le 12 juillet 1984, M. Mitterrand annonce qu'il retirera le projet Savary, et qu'il va proposer une réforme de la Constitution permettant de faire approuver par référendum, selon l'article 11, les projets de lois « concernant les garanties fondamentales des libertés publiques ». Il prévient, qu'en application de l'article 89, cette révision sera soumise aux deux chambres du Parlement avant de l'être aux électeurs, consultés par référendum. Le Sénat repousse cette réforme le 9 août, puis, après son adoption par l'Assemblée, le 5 septembre. Le président de la République prend alors acte de cet échec.

Th. B.

Indemnités, retraites, formation...

M. Debarge a remis à M. Joxe son rapport sur le statut de l'élu

M. Marcel Debarge, sénateur socialiste de Seine-Saint-Denis et maire du Pré-Saint-Gervais, vient de remettre au ministre de l'Intérieur le rapport du groupe de travail sur le statut de l'élu dont il assumait la présidence et que M. Pierre Joxe avait installé le 26 janvier dernier. Ce rapport reprend nombre de propositions contenues dans le précédent rapport que M. Debarge avait remis le 22 janvier 1982 à Gaston Defferre et qui était resté sans suite. Cette fois, M. Joxe et son secrétaire d'Etat, M. Jean-Michel Baylet, affirment d'autant plus de détermination que le président de la République considère l'élaboration du statut de l'élu comme une des priorités de la relance de la décentralisation. Le Parlement devrait être saisi d'un projet de loi à ce sujet pendant la session de printemps.

Voici les principales propositions du groupe de travail :

- Indemnités

Le groupe de travail demande que le régime déjà applicable aux maires et à leurs adjoints soit généralisé aux conseillers municipaux, aux conseillers généraux et adjoints d'arrondissement, aux conseillers régionaux et adjoints de région, aux députés et sénateurs. Il propose que l'indemnité parlementaire de base serve de référence à l'établissement des barèmes. Le groupe a établi une grille des indemnités mensuelles revalorisées des maires, allant de 2 500 francs pour les maires des communes de moins de cinq cents habitants à 22 000 francs pour les maires de communes de deux cent mille habitants et plus (les maires de Paris, Lyon et Marseille reçoivent une indemnité égale à celle d'un parlementaire, soit 27 777 francs (1)).

Notant que la revalorisation des indemnités des maires et adjoints va se traduire par un coût supplémentaire pour les budgets communaux, le groupe de travail souhaite encourager la création d'une solidarité entre les collectivités territoriales à travers la mise en place d'un système de péréquation qui répartirait aux collectivités les dépenses de fonctionnement. Ce système pourrait être financé par les communes à faible potentiel fiscal.

Pour les présidents de conseils généraux et régionaux, il est prévu une indemnité de 30 % de l'indemnité parlementaire de base (1). Pour les assemblées départementales et régionales, le rapport souligne la nécessité de rechercher progressivement les moyens de resserrer l'éventail des indemnités actuellement perçues d'un conseil à l'autre. Il précise que la définition d'un système d'indemnités de fonction doit être exclusive de toute autre forme d'indemnités, en dehors de celles purement kilométriques qui peuvent être versées à l'occasion des remboursements de frais de déplacement.

Pour les conseils généraux et les conseils régionaux, le système proposé est fondé, d'une part, sur la définition d'une masse globale maximale par département répartie librement entre et par les conseillers élus, d'autre part sur la fixation d'une indemnité minimale par conseiller qui ne pourrait être inférieure à 30 % de l'indemnité parlementaire de base.

Quant aux membres du bureau de ces conseils, leur indemnité serait calculée soit à partir d'un taux applicable à l'indemnité parlementaire de base, soit d'un volume de crédit que l'assemblée départementale répartirait librement.

- Limitations du cumul des indemnités

Le groupe retient le principe de fiscalisation dans les mêmes conditions que celles applicables aux parlementaires - dans la limite de 11/20^e. Il demande que le montant total des indemnités directes et indirectes soit limité à 1,5 fois l'indemnité parlementaire de base.

- Retraites

Le groupe estime que le relèvement du barème des indemnités de fonction constitue une première contribution pour que des retraites plus fortes soient versées aux maires et aux adjoints. Il envisage l'extension du régime de retraite à d'autres catégories d'élus. A cette

fin, il se prononce pour la création d'un système de retraite des élus locaux autonome ; pour le caractère obligatoire de l'affiliation des élus locaux au régime autonome ; pour la constitution d'un régime principal de retraite ; et pour la détermination d'un minimum légal de retraite au financement duquel l'Etat pourrait participer.

La péréquation entre collectivités

Permettre plus de cohérence au nouveau système indemnitaire et organiser la nécessaire solidarité entre les collectivités conduit le groupe de travail à proposer trois options : soit la création d'une caisse de péréquation alimentée par les collectivités et subordonnée par l'Etat ; soit la mise en place d'un système comparable à celui qui existe pour la taxe professionnelle ; soit une solidarité qui s'exercerait par le biais de la dotation globale de fonctionnement.

- Autorisation d'absences

Le groupe demande l'extension aux membres d'un conseil d'arrondissement, d'un conseil régional, d'un conseil général, d'un établissement public de coopération intercommunale, des dispositions du code des communes obligant actuellement les employeurs à laisser à leurs employés membres d'un conseil municipal le temps nécessaire pour participer aux séances plénières de ce conseil ou des commissions qui en dépendent. Il y ajoute le souhait d'un élargissement des autorisations d'absence aux réunions des assemblées délibérantes et des bureaux des organismes où ces conseils sont représentés. Il précise que des modalités de compensation éventuelles des pertes de rémunération pour les élus qui ne bénéficient pas d'indemnités de fonction sont à définir, compte tenu que cette compensation ne peut être supérieure à un taux horaire égal à une fois et demie le SMIC et limitée à vingt-quatre heures par élu et par an.

- Crédit d'heures

Le groupe entend que soit créé un régime de crédit d'heures forfaitaire et mensuel établi à partir de la durée hebdomadaire effective du travail. Ce crédit serait variable, en fonction du mandat, dans une fourchette allant de l'équivalent par mois de la durée hebdomadaire effective de travail à 20 % par mois de cette durée hebdomadaire effective.

- Garanties professionnelles

Ces garanties concernent le licenciement et le déclassement professionnel, d'une part, la détermination des droits sociaux, d'autre part. L'exercice d'un mandat électif ne doit pas porter entrave aux garanties dont bénéficient les élus. Par exemple, le groupe estime qu'il convient, dans le cadre des garanties accordées aux élus locaux, d'étendre le bénéfice des dispositions du code du travail attachées pour l'instant à la qualité de parlementaire en matière de suspension du contrat de travail jusqu'à la fin de son mandat, aux salariés d'une entreprise privée ou publique exerçant les fonctions de maire d'une ville de moins de dix mille habitants ayant un mandat de conseiller général ou de conseiller régional ; de maire d'une ville de dix mille habitants au moins ; d'adjoint d'une ville d'au moins trente mille habitants ou de président de conseil général ou régional.

- Formation

Il est proposé l'institution d'un droit à congé de formation de six jours par élu pour un seul mandat, soit un jour par élu et par an, quel que soit le nombre des mandats. Et ce indépendamment du temps nécessaire à l'exercice effectif des mandats locaux et dont le coût est supporté directement par la collectivité, au sein de laquelle siège l'élu local. La participation effective aux sessions de formation donnerait droit au remboursement des frais d'enseignement, de déplacement et de séjour, suivant des modalités définies par décret. Les pertes éventuelles de revenu seraient également supportées par la collectivité d'appartenance de l'élu, dans la limite de 1,5 fois le salaire minimum de croissance.

Un conseil national de la formation des élus locaux, composé d'élus et de personnalités qualifiées, aurait pour mission de définir les orientations générales de la formation des élus et d'en assurer le suivi.

ANNE CHAUSSEBOURG

(1) Le groupe de travail propose une variante : l'indemnité de président de conseil général, de président de conseil régional et des maires de Paris, Lyon et Marseille pourrait être fixée « de manière symbolique » à 95 % de l'indemnité parlementaire de base.

Prudence et réserve au Sénat

Le projet d'extension de la saisine du Conseil constitutionnel est accueilli avec beaucoup de prudence au Sénat, dont l'avis sera, une fois n'est pas coutume, déterminant.

Au sein de la majorité sénatoriale, comme dans l'opposition, on attend la communication du texte du projet de loi. Dans la majorité, seul le président du groupe RDE, M. Ernest Cartigny, s'est dit nettement « favorable sur le principe à cette extension de la vie démocratique ».

Le président du groupe RPR, M. Charles Pasqua, s'est refusé pour l'instant à tout commentaire.

M. Marcel Lucotte, président du groupe des Républicains et Indépendants, s'est déclaré « très réservé » et a exprimé « deux interrogations » : « Pour la première fois, on va donner un pouvoir judiciaire, même si le filtrage par la Cour de cassation et le Conseil d'Etat limite les risques. (...) L'autre aspect inquiétant est la possibilité de remettre en cause toute la législation française depuis la Révolution de 1789 », a indiqué M. Lucotte, qui redoute « un amoindrissement des contentieux ».

Le président du groupe centriste, M. Daniel Hoefl, convient que « la saisine du Conseil constitutionnel par les particuliers peut représenter une garantie supplémentaire pour les particuliers ». « La confection de la loi ne doit pas quitter le Parlement », a cependant ajouté M. Hoefl.

« Cette réforme constitutionnelle ne peut être acceptée que si elle est l'occasion d'un renforcement concomitant des possibilités offertes au Parlement de contrôler l'action du gouvernement et de voter la loi », a-t-il conclu.

Seuls les communistes se sont déclarés « sur le principe » hostiles à une mesure qui entraînerait, selon eux, un « rétrécissement des pouvoirs du Parlement » et qui représenterait à terme, de par l'action de « lobbies de circonstance », une « menace » pour la plupart des acquis sociaux.

Les précédents : cinq réussites, quatre échecs

Adoptée par référendum, le 28 septembre 1958, la Constitution de la V^e République est le plus long régime institutionnel connu par la France depuis 1789, en dehors de la III^e République. Elle a déjà été modifiée cinq fois ; quatre autres tentatives ont échoué.

• La Communauté. — Pour permettre l'adhésion à la Communauté, alors constituée entre la France et ses anciennes colonies d'Afrique, la Constitution est modifiée le 4 juin 1960. La procédure utilisée, malgré les protestations de l'opposition, est celle de l'article 85, spécifique à la Communauté.

• L'élection du président de la République au suffrage universel. — Pour obtenir cette révision, après une série d'attentats dont avait été la cible, le général de Gaulle utilise l'article 11 de la Constitution, et donc le référendum (il a lieu le 28 octobre 1962) sans vote du Parlement. Le Conseil d'Etat est contre. L'opposition, de droite comme de gauche, aussi ; elle renverse, pour le manifester, le gouvernement de Georges Pompidou. L'Assemblée nationale est alors dissoute, mais les élections donnent la majorité absolue au parti gaulliste et à ses alliés.

• Les sessions du Parlement. — Pour modifier les dates de réunions de l'Assemblée nationale et du Sénat, le gouvernement de Georges Pompidou dépose un projet le 15 décembre 1960. Il faudra attendre le 20 décembre 1963 pour qu'il soit approuvé par le Congrès.

• La modification du Sénat. — Après les événements de 1968, le général de Gaulle veut renforcer sa légitimité. Il propose de réformer la Constitution pour introduire la régionalisation, modifier la composition du Sénat, en le fondant avec le Conseil économique et social, et réduire son rôle en ne lui permettant que de donner des avis. La

encore, il utilise l'article 11. Après une campagne pendant laquelle le rejet du chef de l'Etat prend le pas sur la discussion de la réforme, les « non » l'emportent au référendum du 27 avril 1969. A minuit le général de Gaulle donne sa démission de la présidence de la République.

• Le mandat à cinq ans. — Georges Pompidou veut réduire la durée du mandat présidentiel. La gauche est contre ce projet, car elle estime que les effets « pervers » de la Constitution ne sont pas corrigés. Une partie des gaullistes aussi, car il y aurait « atteinte » aux institutions gaulliennes. L'Assemblée et le Sénat l'approuvent, mais calculant qu'il ne franchirait pas la barre des trois cinquièmes, le président de la République décide le 20 octobre 1973 de ne pas convoquer le Congrès. Il envisage de coupler un référendum avec la prochaine élection présidentielle. Son décès l'empêche de mettre son projet à exécution.

• Le droit de saisine du Conseil constitutionnel par la minorité. — Dès son élection à la présidence de la République M. Valéry Giscard d'Estaing veut bâtir un « statut de l'opposition ». Il propose donc que le droit de saisir le Conseil constitutionnel ne soit plus réservé au chef de l'Etat, au premier ministre et aux présidents des deux chambres, mais étendu à une fraction minoritaire de parlementaires (60 députés ou 60 sénateurs). Là encore les socialistes votent contre cette réforme, adoptée par le Congrès le 21 octobre 1974, qu'ils jugent être un toilettage « sans portée ». En revanche le projet présidentiel, défendu par M. Jean Lecanuet, alors ministre de la justice, permettant au Conseil constitutionnel de se saisir directement des lois, avant leur promulgation, « dans la mesure où elles seraient de nature à porter atteinte aux libertés publiques

garanties par la Constitution » est rejeté par les parlementaires qui craignent « un gouvernement des juges ».

Le statut des suppléants. — Exactement dans le même temps, M. Giscard d'Estaing demande à M. Jacques Chirac, alors premier ministre, de défendre un projet permettant aux ministres de retrouver leur siège, à l'Assemblée nationale ou au Sénat, six mois après leur départ du gouvernement. Là encore il y a une fronde chez une partie des gaullistes, et bien que la réforme soit votée par les deux chambres, le président de la République renonce à la soumettre au Congrès.

L'organisation de la campagne présidentielle. — A la suggestion du Conseil constitutionnel, le Congrès, le 14 juin 1976, modifie les règles de la campagne pour l'élection du président de la République, afin de prévoir le cas de décès ou d'empêchement d'un des candidats.

L'extension du champ référendaire. — Lors de la bataille scolaire, le Sénat demande que le projet gouvernemental soit soumis à référendum. Les socialistes assurent que la Constitution ne le permet pas. Le 12 juillet 1984, M. Mitterrand annonce qu'il retirera le projet Savary, et qu'il va proposer une réforme de la Constitution permettant de faire approuver par référendum, selon l'article 11, les projets de lois « concernant les garanties fondamentales des libertés publiques ». Il prévient, qu'en application de l'article 89, cette révision sera soumise aux deux chambres du Parlement avant de l'être aux électeurs, consultés par référendum. Le Sénat repousse cette réforme le 9 août, puis, après son adoption par l'Assemblée, le 5 septembre. Le président de la République prend alors acte de cet échec.

Th. B.

POLITIQUE

Les journées parlementaires

Cap sur la « réduction des inégalités » au Parti socialiste

Les députés et les sénateurs socialistes se sont retrouvés, mardi 27 mars, à l'Assemblée nationale pour leurs traditionnelles journées parlementaires, qui se poursuivront mercredi 28 mars. Au programme, l'examen des principaux textes qui seront soumis aux deux Assemblées pendant la session de printemps. Le parlementaire ont entendu M. Lionel Jospin, venu décrire les grandes lignes du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'éducation (création des Instituts universitaires de formation des maîtres), et M. Paul Quilès, qui a présenté sa réforme des Postes et Télécommunications. Mercredi, devraient intervenir MM. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, et le premier ministre, M. Michel Rocard.

Un grand calme, après une vraie tempête. Avec l'ouverture de ces journées parlementaires, le PS endosse son rôle de travail dans la discussion. Comme d'habitude, M. Louis Mermaz, président du groupe à l'Assemblée nationale, a été réélu à l'appui de la majorité de la majorité, la vigueur des échanges de main tenant tant bien que mal de compenser la rareté des participants.

Comme d'habitude, M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement, a indiqué aux députés et aux sénateurs le calendrier de la session. Comme d'habitude, on a souhaité une revalorisation du Parlement. Contrairement à l'habitude, c'est un sénateur fabiusien, M. Marcel Debarge, en sa toute nouvelle qualité de numéro deux du PS, qui a rejoint les présidents de groupe à la tribune : ce fut l'une des rares conséquences visibles du congrès de Rennes. Seul M. Louis Mermaz y a fait allusion.

évoquant « l'épisode certainement douloureux » de Rennes. « prix du fonctionnement démocratique et transparent d'un parti politique, dans un pays où le pouvoir des médias est immense ».

Cet « épisode », a précisé M. Mermaz, « doit, si nous savons en tirer les leçons, permettre dans l'avenir au parti socialiste de demeurer le parti majoritaire qui soutient, mais aussi d'appliquer le gouvernement ». Reprenant les propos du président de la République, lors de son intervention télévisée du dimanche 25 mars, M. Mermaz a indiqué que cette « seconde étape » de la législation devait être pour le PS celle des « réformes » et de la « redistribution ». « La lutte contre les inégalités », a déclaré M. Mermaz, est la première raison de la remobilisation des socialistes et de tous ceux qui les soutiennent. (...) Il faut faire progresser la situation des salaires modestes et moyens en rééquilibrant les revenus du capital et du travail, il faut améliorer notre fiscalité pour qu'elle soit le moteur privilégié de la redistribution. »

La réforme fiscale

La « réduction des inégalités » a été en effet le refrain de cette première journée de travail. Une longue discussion sur les orientations budgétaires à venir s'imposait donc, en présence de M. Michel Charasse, ministre délégué chargé du budget, venu suppléer M. Pierre Bérégovoy actuellement en déplacement en URSS. Comme ils l'avaient déjà fait savoir lors de leur rencontre parlementaire le 20 février dernier au Sénat, les élus socialistes entendent bien cette fois ne pas être mis devant le fait accompli par le gouvernement en matière de choix budgétaires. M. Raymond Douyère, président des commissaires socialistes aux finances (Seine), a déposé trois priorités pour la réduction des inégalités : l'éducation nationale, le logement social et le fonctionnement de la justice. Pour la première fois à l'Assemblée, un débat d'orientation budgétaire aura lieu pendant la session de printemps.

Mais parallèlement, plusieurs rencontres ont été fixées dans le courant du mois d'avril et du mois de mai, entre le gouvernement et le groupe socialiste afin de permettre à celui-ci de s'exprimer « en amont » sur la répartition des grandes enveloppes de crédit.

M. Mermaz a d'ailleurs annoncé l'embauche, au sein du groupe socialiste, d'un « prévisionniste » chargé de mieux informer les parlementaires sur les différentes hypothèses budgétaires et fiscales. Particulièrement soucieux de cette meilleure concertation entre le groupe et le gouvernement, afin d'éviter à l'avenir « les sursauts d'adrénaline », M. Dominique Strauss-Kahn, président de la commission des finances, a pour sa part rappelé le rôle de « contrôle budgétaire » que devaient exercer les députés. Il a en outre lancé un avertissement à M. Charasse, en précisant que les deux missions parlementaires — celle sur la fiscalité locale, conduite par M. Edmond Hervé, et celle sur la fiscalité du patrimoine, que préside M. François Hollande, — « devaient déboucher ». « Il ne s'agit plus de se demander s'il doit y avoir ou non une réforme fiscale. Elle s'impose. Le problème est de savoir si elle sera de gauche ou de droite », a observé avec fermeté M. Strauss-Kahn.

Pour le rapporteur général du budget, M. Alain Richard, « il faut maintenant faire un compte à rebours et choisir une ou deux grandes réformes à mener d'ici la fin de la législature ». La priorité des priorités, pour M. Richard, étant la mise en place de la cotisation sociale généralisée, et un « ajustement » en matière de fiscalité du patrimoine.

Fort de cette solennelle mise en garde des troupes socialistes, le ministre chargé du budget a donc tenu à rendre compte avec précision de l'avancement des travaux de ses services : bilan de l'exécution budgétaire 1989 — dont le déficit s'établit comme prévu à environ 100,5 milliards de francs — inventaire des décrets d'avances pour 1990 pris depuis la fin de la session parlementaire. M. Charasse a également précisé que les rapports sur les simulations engagées en matière de

réforme de la fiscalité locale — taxe professionnelle et taxe d'habitation — seront remis sur le bureau des Assemblées dans le courant du mois d'avril.

Ce nouveau « chantier » de lutte contre les inégalités inciterait-il les parlementaires socialistes à oublier momentanément leurs déchirements ? « Personne n'a envie de prolonger le congrès de Rennes », notait un député fabiusien, M. Claude Bartolone. Les amis du président de l'Assemblée nationale, qui se sont retrouvés en petit comité à l'heure du déjeuner avec M. Fabius, ne cachent pas pour autant leur souhait de faire entendre leur voix pendant cette session. Pas question de « surenchère », précisaient-ils toutefois.

« Nous avons la volonté d'être très présents dans les débats et de montrer que nous avons des idées, expliquait M. Jean Auroux, sans sectarisme et sans esprit de clocher. » « Nous ne pouvons être que satisfaits de la nouvelle orientation donnée au gouvernement par le président de la République, observait M. François Loncle. Nous ferons preuve d'une grande rigueur. Nous voulons montrer notre force par notre présence au sein de l'Assemblée, mais il n'est pas question pour nous de déstabiliser le gouvernement. » D'autant que certaines des réformes « sensibles » inscrites à l'ordre du jour, comme les projets de décentralisation ou la réforme des Postes et Télécommunications, émanant de ministres MM. Pierre Joxe et Paul Quilès, signataires de la motion défendue par M. Fabius.

PASCAL ROBERT-DIARD

Les députés UDF ratent leur rentrée

La première journée de la réunion des parlementaires UDF, mardi 27 mars à Aix-les-Bains, a été consacrée à un débat de politique générale, dans la confusion la plus complète et, pour finir, dans la dérision.

AIX-LES-BAINS

de notre envoyé spécial

Dès son premier propos, le président du groupe UDF, M. Charles Millon, s'était pourtant efforcé de contenir le débat afin, notamment, d'éviter tout dérapage à partir des commentaires que pouvaient inspirer, dans les rangs de son groupe, les récentes déclarations de M. Jacques Chirac. Il déclara qu'il n'entendait pas « céder à la mode du débat sur les structures de l'opposition » et précisa qu'il n'était pas question « d'entrer dans la polémique, inutile et stérile, pour savoir qui sera majoritaire dans la nouvelle assemblée ». « Je laisse à d'autres, ajouta-t-il, les procédés de chipotage, de grattage et de grignotage. » Et d'inviter, d'ailleurs, ses amis « à prendre quelque distance ». « À goûter la joie de voir nos idées victorieuses à travers le monde » et à puiser « dans le désarroi socialiste » l'espoir d'une opposition qui saurait enfin s'imposer.

Les injonctions volontaristes et optimistes fusèrent, alternant dans un bon rythme avec les condamnations sans appel du couple Mitterrand-Rocard, dans le ton du « social-uniformisme ». « Cessons de nous complaire dans le doute », « disons haut et fort ce que nous sommes » : « Notre devoir d'opposition est un devoir d'Etat », « faisons-le avec intelligence et fermeté », « soyons audacieux, car, si la prudence est la vertu des gouvernements, l'audace est celle des opposants ». Bref, c'était beau comme l'antique !

Sensible à ce discours, M. François Léotard puisa à la même source d'inspiration, reprochant au passage au RPR sa propension à « cultiver à l'infini la logique des identités ». Le président du PR appela toute l'opposition à opter définitivement « pour la lucidité, la confiance et la réussite ». Autant de belles phrases qui purent tomber dans des oreilles de souches.

Le débat qui suivit rassembla, en effet, à un monôme étudiant. Les piques contre M. Chirac ne purent être rangées. Le très giscardien Hervé de Charette compara le langage de M. Chirac à celui d'un « monsieur Muscle ».

Un débat confus

La dernière intervention télévisée du chef de l'Etat fut, bien sûr, abondamment commentée, ce en invraisemblable embrouillamini entre les notions de social-démocratie, social-libéralisme, libéralisme social et le reste. Chacun utilisant les mêmes mots pour, finalement, ne pas parler du tout le même langage. M. Mitterrand se commet-il dans un socialisme dévoyé ? Est-il devenu un libéral qui s'ignore ? Chacun, aujourd'hui, a sa version.

Tout cela fut vite balayé et l'on en revint, malgré les conseils de M. Millon et le soin expert mis par M. Léotard à ne pas évoquer son projet de « Force unie », à l'essentiel, c'est-à-dire à la réorganisation de l'opposition. Avec le soutien dans l'ombre de M. Gérard Longuet — il fut un des promoteurs de cette « Force unie », — M. Pierre-André Wiltzer réaffirma que cette réorganisation était le « verrou » qu'il convenait de faire sauter avant toute discussion de fond et proposa le vote

d'une motion établissant, une fois pour toutes, que le groupe UDF serait « à l'avant-garde de la constitution rapide d'une grande formation communale pluraliste et décentralisée de l'opposition ». Un texte éminemment consensuel, considéré aussitôt par certains comme trop polie pour être tout à fait honnête.

Les giscardiens réagirent aussitôt. M. De Charette s'empressa de rappeler qu'il serait préférable d'abord « de parachuter les travaux en cours de la réforme de l'UDF ». Instruit par son expérience en Ile-de-France, M. Jean-Philippe Lachenaut expliqua qu'il était vain de se précipiter tant qu'on n'aurait pas mené « une réflexion sur la réalité de la volonté d'union du RPR ». On s'éternisa donc sur cet éternel débat. M. Alain Madelin, considérant que réclamer tout de suite cette formation unique « risquait de pousser le bouchon trop loin et de briser l'union », choisit, lui, la parade de la dérision, faisant croire que, finalement, de ce texte de M. Wiltzer, on pouvait comprendre le tout et le contraire de tout et, que pour « évacuer » le problème, le vote aurait l'avantage de faire gagner du temps.

M. Longuet réagit sévèrement en jugeant « cette intervention très désagréable ». M. Arthur Paecht, « refusa cette motion plouc ». M. Santini proposa le vote de trois motions. M. Wiltzer précisa qu'il serait ravi que « ce texte ne devienne pas du bla-bla-bla ». On se demanda s'il n'était pas utile de voter d'abord sur la nécessité du vote.

A bout d'arguments et peut-être enfin conscients de la pantalonade ainsi gracieusement offerte, les députés UDF, à l'exception de deux d'entre eux, adoptèrent ce texte, autrement révolutionnaire sur le fond, mais tellement porteur d'arrière-pensées. « Mieux vaut regarder loin devant soi, plutôt que de verser dans le fossé à force de s'intéresser aux détails du tableau de bord », avait prévenu M. Millon. Avec un tel code de conduite, le vote UDF risque de se trouver pour longtemps dans un fossé de plus en plus profond et de redonner, du même coup, à son insu, du lustre à la cylindre RPR.

M. Giscard d'Estaing n'a pas tenu à assister à ces journées parlementaires. Personne ne lui fera grief d'avoir ainsi gagné du temps.

DANIEL CARTON

Réunion du comité central du PCF. — Le comité central du Parti communiste se réunira le mardi 3 avril, avec à l'ordre du jour « la situation sociale et les luttes ». Le comité central examinera un rapport de M. Claude Billard, membre du bureau politique.

PRÉCISION. — Contrairement à ce que nous avions indiqué dans notre enquête sur les cadres du PS (le Monde daté du 25-26 mars), ce ne sont pas 60 % des députés jospiniens du congrès de Rennes qui auraient voté (en deuxième choix) pour la motion de M. Rocard mais 60 % des députés rocardiens qui auraient choisi la motion de M. Jospin. Part ailleurs, nous avions omis de publier la répartition par professions des députés au congrès. Celle-ci est la suivante : agriculteurs : 1 % ; commerçants, artisans, chefs d'entreprise : 2 % ; cadres, professions intellectuelles supérieures : 51 % ; professions intermédiaires : 26 % ; employés : 4 % ; ouvriers : 1 % ; inactifs, retraités : 11 % ; autres professions non précisées : 4 %.

Sous le patronage du secrétaire général du conseil de l'Europe

Le GRAND ORIENT DE FRANCE

organise des

Journées de réflexion sur la protection sociale et l'Europe

Avec MM. Peter LEUPRECHT, Jean MARVOT, Jean de KERVASDOUE, Jean-Claude CHESNAIS, René TEULADE, Jean-Loup DUJARDIN, Claude JULIEN, M^{me} Catherine MILLS, MM. Dominique COUDREAU, Henri CAILLAVET, Bernard BRUNHES, Bernard PISAROT, Luc FERRY, Jean-Robert RAGACHE.

Vendredi 30 mars (20 h) : projection du film « Le Travail au Noir » de Jerzy SKOLIMOSKI.

Samedi 31 mars (de 8 h 45 à 18 h)

Dimanche 1^{er} avril (de 8 h 45 à 13 h).

Déjeuner-débat — Dimanche 1^{er} avril (de 13 h à 16 h)

En l'hôtel du G.O.D.F. — 16, rue Cadet 75009 Paris Ouvert à tous — Entrée gratuite



4^e SALON INTERNATIONAL DE L'ALIMENTATION

NUMERO UN EN ITALIE

La plus importante manifestation italienne dédiée à l'alimentation: plus de 4000 marques représentées, pour une offre qui recouvre tout l'univers du « Food & Beverage ».

La plus forte présence d'entreprises, d'organismes promotionnels et de délégations étrangères jamais enregistrée dans une foire italienne. La participation de milliers de buyers de la distribution moderne provenant du monde entier.

De nouveaux services informatisés pour favoriser et accélérer les contacts entre opérateurs.

* WORLD ON LINE:

A - réservé aux producteurs italiens et étrangers intéressés par des accords de collaboration (distribution réciproque de produits, joint ventures, productions sur licence, productions pour le compte d'un tiers, etc.).

B - pour qui veut avoir une situation à jour de l'offre entre les opérateurs présents au CIBUS 90.

Et, en plus, durant la manifestation:

* B.C.N.E.T., la plus importante Banque de Données de liaison demande-offre entre les opérateurs communitaires;

* EUROSPORTELLI, pour connaître la norme établie par la CEE concernant les rapports commerciaux;

* S.I.C.E., le service créé par l'ICE (l'Institut italien pour le Commerce Extérieur) pour offrir des informations sur les marchés internationaux.

Si vous êtes intéressés par WORLD ON LINE, contactez immédiatement par téléphone (0521-996271) le secrétaire du CIBUS 90, en spécifiant WORLD ON LINE A ou B.

Bienvenue à l'aéroport de Milan Linate et au service aéroport de la Foire les locations du 6 au 30 mai 1990. Vol direct Paris-Rome (aéroport de Fiumicino).

CIBUS 90 - UNE OPPORTUNITÉ UNIQUE POUR PARLER D'AFFAIRES AVEC LES PERSONNES QUE VOUS AVEZ TOUJOURS DESIRÉ RENCONTRER.

Secrétariat: E.A. PIERRE DI PARMA - Via Ranzani, 3 - 43034 - Reggiano (Parma) Italie - Tél. 0521-9961 - Télex: 51444 EXPORR I - Téléphone 0521-996271

FEDERALMENTARE

PIERRE DI PARMA

سكس من الاموال

10 L'après-midi de M. Rocard
Justice, éducation, santé, culture

12 Justice : les suites de l'affaire Jobic
Football : les rénovateurs s'organisent

13 Campus
17 Théâtre : « La Vie de Galilée » à la Comédie-Française

L'alcool et le tabac devront quitter l'affiche

Des dizaines de milliers de morts prématurées chaque année...

Un plan de lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme est examiné en conseil des ministres. La publicité est en ligne de mire

M. Claude Evin, ministre de la santé, devait présenter au conseil des ministres du mercredi 28 mars un important plan de santé publique prévoyant notamment l'interdiction, à compter du 1^{er} janvier 1993, de toutes formes de publicité, directe ou indirecte, en faveur du tabac, ainsi qu'une sévère limitation de la publicité incitant à la consommation de boissons alcoolisées. Ces mesures d'ordre législatif, qui seront discutées à la session de printemps du Parlement, sont accompagnées d'une réforme du code des débits de boissons, de mesures visant à lutter contre l'abus de la consommation de médicaments, ainsi que d'une amélioration du dépistage précoce de certains cancers.

Jamais jusqu'à présent en France un ministre de la santé ne s'était attaqué de manière aussi radicale au problème majeur, en termes de santé publique, que constitue la consommation de tabac et d'alcool, responsable chaque année de plus de cent mille morts prématurées. Piégé qu'il était par les récents mouvements revendicatifs du monde hospitalier ou médical, tout comme par des considérations politiques liées au congrès du Parti socialiste, M. Claude Evin, l'un des ministres proches de M. Rocard, semblait, ces derniers temps, se désintéresser de ce dossier pour lequel il avait, auparavant, manifesté un intérêt certain. Tout, en fait, laisse penser que jamais le ministre de la santé n'aurait pu présenter un plan de santé publique à ce point ambitieux sans le

soutien et l'action, constamment développée depuis plusieurs mois par ce groupe de pression d'un nouveau genre que forment les professeurs Got, Tubiana, Dubois, Hirsch et Grémy. Il n'est d'ailleurs pas inutile de constater que ces cinq « jagers » ne sont pas, dans leur majorité, proches du pouvoir socialiste, une preuve, s'il en était besoin, que la santé publique peut, plus que d'autres sujets de société, réunir de manière constructive des hommes venus des horizons les plus divers.

Propositions concrètes

Tout, dans ce dossier, a véritablement commencé en janvier 1989 lorsque M. Claude Evin avait demandé à ces cinq spécialistes une série de propositions concrètes. Plus qu'un énorme rapport trop vite enterré dans les tiroirs politiques ou administratifs, il s'agissait ici, dans l'esprit du ministre de la santé, d'obtenir de ce groupe, rompu à l'exercice – tout comme aux pièges – du pouvoir, une série de propositions d'actions concrètes susceptibles d'être mises en œuvre dans différents domaines : lutte contre la consommation de tabac et d'alcool, surconsommation de médicaments, amélioration du dépistage des cancers, etc. Dévoilé plusieurs mois après qu'il fut remis au premier ministre par voie de presse en novembre dernier (le Monde du 14 novembre 1989), c'est ce document qui, après de multiples tractations, est à l'origine du plan de santé publique présenté par M. Claude Evin en conseil des ministres.

S'il ne règle pas, à l'évidence, l'ensemble des questions de santé publique (à commencer par celle, très difficile, du suicide, en constante augmentation en France

comme dans l'ensemble des pays européens et responsable de plus de 10 000 morts chaque année dans le pays), le plan annoncé ne manque ni de cohérence ni d'une certaine manière de courage. Il a notamment le grand mérite de s'attaquer de front au problème de la publicité incitant à la consommation de tabac et de boissons alcoolisées, souvent d'origine industrielle, dont les effets pervers, en particulier auprès des jeunes, ne sont plus à démontrer. Tout, en définitive, s'était passé depuis une dizaine d'années comme si fabricants et publicitaires s'étaient livrés à une surenchère coupable, situation d'autant plus paradoxale qu'en ce qui concerne le tabac la loi Veil, qui devait servir de barrage contre les débordements publicitaires et l'agressivité des fabricants, était ouvertement et en toute impunité violée de manière quotidienne.

Ainsi, dans trois ans, toute forme de publicité pour le tabac sera interdite, y compris lorsqu'elle est faite sous forme indirecte (publicité pour une marque de tabac ou sous forme de parrainage sportif ou culturel). L'un des aspects les plus difficiles de ce plan concerne les mesures qui devront être prises d'ici à 1993. Rien dans ce domaine n'est encore acquis, même si l'on indique dans l'entourage de M. Evin que les professionnels concernés seront étroitement associés à leur élaboration.

A la française

Ces professionnels, et le lobby qu'ils ont de fait aidé à créer, acceptent-ils une disparition de la publicité des marques de tabac dans des délais très courts, de l'ordre d'une année ? De la même manière, d'ici à 1993, les fabricants et les publicitaires accepteront-ils d'adopter, pour les boissons alcoolisées, une restric-



MARTIN PAR

tion de la forme des messages publicitaires interdisant les slogans du type « Ma chemise pour une bière » ou pour vanter une marque de vodka « Ça gèle, mais ça fait du bien » ?

L'ampleur des intérêts en jeu, et, pour une partie des professionnels concernés, la surprise que constitue l'adoption par le gouvernement d'un tel plan font que rien ici n'est encore

acquis. De la même manière, l'augmentation de 15% du prix du tabac dès l'an prochain, mesure pourtant obtenue à la suite d'un long bras de fer entre la santé et les finances, apparaît aux yeux des spécialistes notablement insuffisante pour être véritablement efficace. Il n'en est pas moins vrai – et sans préjuger les débats que suscitera au Parlement le

vote de cette loi – que ce plan fournit pour la première fois une sorte de modèle à la française d'une politique de santé publique. Une politique heureusement située à mi-chemin d'une prohibition, dont on connaît par ailleurs la totale inefficacité, et de la perversité, dans ce domaine, du libéralisme.

JEAN-YVES NAU

POINT DE VUE

Un honneur pour notre démocratie

par les professeurs Gérard Dubois, Claude Got, Albert Hirsch, François Grémy et Maurice Tubiana

M. CLAUDE EVIN, ministre de la santé, vient d'annoncer un plan ambitieux de santé publique. Il s'agit d'un acte de défense de libertés fondamentales et il faut du courage pour avoir une telle politique dans une période où les contraintes économiques rendent les groupes de pressions particulièrement aptes à défendre leurs intérêts aux dépens des individus.

Les projets de cette ampleur n'ont pas été nombreux. Pierre Mendès France s'est attaqué au privilège des bouillottes de cru et a fondé le Haut comité d'études et d'informations sur l'alcoolisme. M^{me} Simone Veil avait le même objectif de santé publique en défendant une loi limitant le conditionnement publicitaire au tabac. La notoriété de ces responsables politiques est liée à la reconnaissance par l'opinion publique de leur aptitude à prendre des mesures soutenues par une majorité de Français et retardées par les défenseurs d'intérêts particuliers.

Les cent mille morts prématurées de l'alcool et du tabac ne se répartissent pas au hasard. Ainsi l'espérance de vie d'un manœuvre de trente-cinq ans est-elle inférieure de huit ans à celle d'un cadre supérieur du même âge. Ces inégalités s'expliquent en grande partie par la meilleure maîtrise du risque lié au tabac et à l'alcool par les groupes sociaux les plus défavorisés par l'environnement familial et l'éducation. Ce sont ceux qui accumulent tous les échecs qui ajoutent à leur handicap celui de consommations inadaptées et dangereuses parce qu'ils n'ont pas d'aptitude à échapper aux pièges d'une société qui sait cacher le malheur derrière la séduction, en particulier par l'amalgame publicitaire. Supprimer ce dernier ne mettra pas en péril une activité en croissance annuelle de 12 % à 16 % depuis quatre ans et dont l'activité dans le domaine de l'alcool et du tabac ne dépasse pas 3 %.

La publicité n'est pas tout. La faire disparaître ne supprimera pas l'alcoolisme et le tabagisme, mais

son interdiction pour le tabac et sa limitation pour l'alcool marqueront auprès des jeunes la différence entre ces produits et les autres. Dans cet esprit il convient d'affirmer les droits des non-fumeurs et d'exercer une action éducative vis-à-vis du tabac, en particulier dans les établissements scolaires qui, de la maternelle au lycée, doivent être des lieux où les élèves sont protégés du tabagisme. Ce dernier doit être marginalisé culturellement et apparaître comme une forme d'autodestruction. L'alcool doit être présenté comme un produit de maniement difficile, mais incorporé à notre civilisation depuis des millénaires. Un contrôle social vigilant doit aider l'individu à maîtriser cette drogue légale, sans prohibition ni facilitation excessive de son usage.

Ces actions relèvent de la solidarité et nous ne pouvons accepter une société qui laisse l'individu seul face à tous les conditionnements au nom de la liberté d'expression du discours commercial.

Une hausse plus importante

L'interdiction de la publicité pour le tabac doit être associée à une forte augmentation de son prix. Une hausse plus importante que celle qui vient d'être décidée est nécessaire. Les suivantes peuvent éviter un effet inflationniste par la réduction des taxes sur d'autres produits. Tous les exemples étrangers prouvent l'efficacité de cette mesure, en particulier sur les jeunes. La discussion doit être maximale dans notre pays qui se prépare à une catastrophe sanitaire sans équivalent en Europe du fait de l'importance du tabagisme chez les jeunes. Le maintien des consommations actuelles nous conduirait à 165 000 décès annuels liés au seul tabac en 2025, au lieu des 80 000 actuels.

Notre système de soins vit des moments difficiles, liés au conflit inévitable entre, d'une part, l'extraordinaire développement des connaissances médicales, de leur coût et, d'autre part, la limitation

des moyens que la collectivité peut consacrer au financement des soins. Ces contraintes seront d'autant mieux acceptées que les responsables politiques auront su développer une politique de prévention ambitieuse et efficace.

Il ne suffit pas de lutter contre les catastrophes du tabac et de l'alcool et de la route. Le dépistage de certains cancers et la lutte contre l'abus de médicaments sont aussi des priorités. Il faut doter notre pays des outils d'observation et d'analyse de l'état de santé des Français qui sont chez nous dramatiquement insuffisants et lui donner une structure nationale d'aide à la décision ainsi que les écoles de santé publique qu'il n'a pas. Ce sont des conditions indispensables pour prendre des décisions en santé publique, les conduire et évaluer leurs effets, à commencer par les actions aujourd'hui adoptées par le gouvernement.

Au cours des semaines à venir, de multiples pressions vont s'exercer, comme dans le passé, sur ceux qui vont devoir concrétiser ce plan. Si la loi laisse se développer les techniques publicitaires qui contournent les interdictions, en particulier le parrainage et le développement de la publicité de marque sur d'autres produits que le tabac ou l'alcool, le courage politique aura une nouvelle fois trouvé ses limites, et le Parlement perdra un peu plus de pouvoir et de respectabilité. Il est plus difficile de s'opposer aux médias et aux publicitaires que de voter une loi d'annulation des débits financiers des partis.

La défense de la santé a été souvent évoquée au cours des dernières semaines, elle va pouvoir se manifester dans un domaine essentiel, celui de la prévention. Ce serait un honneur pour notre démocratie, son gouvernement et son Parlement, de prouver leur aptitude à prendre en compte la volonté majoritaire et l'intérêt de tous.

Les professeurs Dubois, Got, Hirsch, Grémy et Tubiana sont les auteurs du rapport sur la santé publique dont s'inspirent les mesures gouvernementales.

Le détail des mesures

Le plan de santé publique présenté en conseil des ministres par M. Claude Evin comporte une série de mesures d'ordre à la fois législatif et réglementaire. Il s'agit, tout d'abord, d'obtenir l'interdiction, par voie législative, à compter du 1^{er} janvier 1993, de toute publicité, directe ou indirecte, par l'intermédiaire des marques, pour le tabac. Cet objectif concerne également les activités de parrainage vis-à-vis de manifestations sportives ou culturelles. Parallèlement, le prix du tabac sera augmenté de 15 % non pas dès le 1^{er} janvier 1991, comme il avait été annoncé, mais durant l'année 1991.

Pour les boissons alcoolisées, l'interdiction de la publicité, toujours à compter du 1^{er} janvier 1993, concernera les supports où les médias s'exposent à tous (cinéma, affichage, radio et télévision) et autorisera la publicité dans la presse écrite pour adultes sous forme strictement informative. Il s'agit, en fait, de la reprise de l'amendement déposé

par M. Jacques Barrot lors de la discussion de la loi du 31 juillet 1987 et qui n'avait pas été adopté.

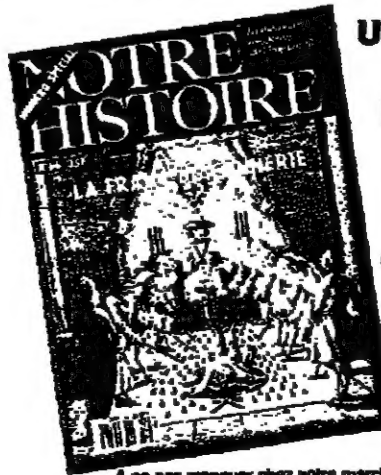
D'une part, une réforme du code des débits de boissons est prévue. Elle portera notamment sur la modification des classes de boissons alcoolisées en fonction des degrés alcooliques, sur la rédefinition des « périmètres partagés » (vis-à-vis des établissements scolaires), sur la réforme de la délivrance des licences de type IV, sur l'interdiction de toute vente de boissons alcoolisées (y compris la bière) dans les distributeurs automatiques (y compris dans les entreprises), ainsi que sur l'interdiction de la vente directe de boissons alcoolisées aux jeunes de moins de seize ans.

Pour ce qui est de la surconsommation de médicaments, un décret sera très prochainement publié au Journal officiel donnant la possibilité au ministre de la santé de réduire la durée de prescription de certains médicaments. Il s'agit,

avant tout, dans l'esprit de M. Evin, de limiter en fonction des classes de médicaments – somnifères et tranquillisants – des prescriptions illimitées, une nouvelle prescription imposant une nouvelle consultation médicale.

D'autre part, le dépistage systématique précoce de certains cancers déjà acquis (comme le cancer du sein et celui du colon-rectum) sera étendu au cancer du col de l'utérus. Un doublement des sommes affectées à ce chapitre (de 20 millions à 40 millions de francs) au titre du Fonds national de prévention de la Caisse nationale d'assurance maladie est prévu. Enfin, le haut comité d'étude, d'information et de lutte contre l'alcoolisme voit ses compétences élargies, cette structure étant dorénavant rattachée au ministère de la santé et devenant le haut comité national de la santé. Une évaluation de l'efficacité de ces différentes mesures sera au plus vite mise en œuvre.

UN NUMERO EXCEPTIONNEL de NOTRE HISTOIRE LA FRANC-MAÇONNERIE



Une grande enquête historique de NOTRE HISTOIRE, réalisée avec des historiens et des spécialistes français, espagnols, italiens, belges.

- Les franc-maçons, 10 millions dans le monde, vous en entendez souvent parler en bien ou en mal mais rarement de façon objective
- NOTRE HISTOIRE vous les présente et raconte leur histoire :
- D'où viennent-ils ?
- Quels sont leurs fondateurs ?
- Quels sont leurs croyances, leurs rites, leur organisation ?
- Que signifient leurs symboles ?
- Leur rôle et leur influence dans le monde
- Mais encore : Les loges féminines, Les loges en pays islamique
- Les rapports des franc-maçons avec les catholiques, les juifs, les musulmans etc

A ne pas manquer chez votre marchand de journaux, dès le 26 mars, ou sur commande à NOTRE HISTOIRE, VPC, 163, bd Malesherbes - 75017 PARIS

SOCIÉTÉ

Voulant soumettre son plan à vingt-deux personnalités politiques

M. Rocard suggère de modifier la législation pour mieux combattre le racisme

M. Michel Rocard a invité à Matignon, le 3 avril, vingt-deux personnalités de la majorité et de l'opposition pour leur soumettre son « plan national de lutte contre le racisme » (Le Monde du 28 mars). Parmi les mesures proposées figurent la création d'une cellule de coordination dans chaque département, l'institution d'un délit pour négation de « crimes contre l'humanité » et une modification de la loi de 1881 sur la presse pour en extraire la législation antiraciste.

Jamais, depuis son arrivée à Matignon en mai 1988, M. Rocard ne s'était engagé de manière aussi solennelle sur les relations entre Français et résidents d'origine étrangère. Son plan est ambitieux. La manière de le présenter ne l'est pas moins puisqu'il veut le soumettre, au préalable, aux dirigeants de tous les partis politiques représentés au Parlement. La liste des invités comprend notamment les noms de MM. Jacques Chirac, Valéry Giscard d'Estaing, Charles Pasqua et Georges Marchais.

L'initiative du premier ministre n'est sans doute pas exempte d'intentions politiques. Il annonce de manière spectaculaire un sommet antiraciste trois jours avant les élections générales de l'opposition consacrées à l'immigration, en prenant soin d'en exclure le Front national (non représenté par un groupe au Parlement). Cela ne

mettra pas forcément à l'aise tous les responsables de l'UDF et du RPR, même ceux qui souhaitent traiter de manière consensuelle le dossier du racisme et de l'immigration.

Le premier ministre ne jésine pas sur les mots pour souligner l'importance du sujet : il s'agit d'une « œuvre de sauvegarde nationale », exigeant la « mobilisation générale ». La France, selon lui, n'est pas plus raciste aujourd'hui qu'hier, mais elle connaît un accès de fièvre. M. Rocard prend soin toutefois de distinguer – sans le nommer – le Front national de ses électeurs : refusant de qualifier de racistes les Français qui ont des réactions xénophobes ou des attitudes de rejet, il se montre implacable pour les « pyromanes sociaux » qui, sans commettre directement des actes racistes, « incitent à la discrimination ou légitiment insidieusement la violence ». Le premier ministre pense qu'il faut « révéler leur vrai visage, rappeler sans cesse leurs responsabilités historiques, bref, les combattre avec détermination ». Un discours de guerre sur fond de consensus.

Un rapport de quatre cents pages

Pour établir son plan, M. Rocard s'est inspiré d'un rapport de la Commission nationale consultative des droits de l'homme intitulé « La lutte contre le racisme et la xénophobie en France ». Ce volume de près de quatre cents pages a été établi après de nom-

breuses consultations, sous la présidence de M. Paul Bouchet, conseiller d'Etat, et de l'avocat général Louis Joinet, conseiller technique auprès du premier ministre. Il est rédigé dans le même esprit que le rapport sur « Le racisme et les discriminations en France » (novembre 1987) de l'ex-député RPR Michel Hamon, mais va plus loin.

Le plan antiraciste de M. Rocard comporte deux volets : la prévention et la répression. Il s'agit de renforcer aussi bien l'action des pouvoirs publics que celle des associations.

L'une des mesures préventives les plus concrètes est la création dans chaque département d'une cellule de coordination de la lutte contre le racisme et l'antisémitisme. Il ne s'agit pas de constituer de nouvelles structures : ces cellules pourraient fonctionner au sein des conseils départementaux de prévention de la délinquance, sous la responsabilité des préfets, en y associant aussi bien les organisations antiracistes locales que les barreaux. Ce serait, selon M. Rocard, « des lieux d'information, de suivi, d'éducation et de prévention ».

Diverses mesures sont prévues, d'autre part, pour faciliter l'action en justice des associations. Il leur serait permis, par exemple, de se substituer aux victimes pour se constituer partie civile et elles pourraient jouir d'un droit de réponse sur les ondes pour défendre un groupe qui aurait été diffamé.

Pour lutter contre la banalisation

de l'antisémitisme, le premier ministre souhaite également créer un délit spécifique sanctionnant la négation des « crimes contre l'humanité ». Mais il ne serait pas question de condamner le révisionnisme, ni même l'apologie du révisionnisme, qui continueraient à être combattus dans le cadre du débat d'opinion.

Comme une infraction de droit commun

M. Rocard soulève une question tabou en demandant publiquement s'il ne faut pas réviser la loi de 1881 sur la presse, à laquelle la législation antiraciste avait été intégrée au nom de la liberté d'expression. Cette loi de 1881 traite le plus souvent de conflits entre particuliers. Peut-on l'appliquer à des infractions aussi graves que les délits racistes ? Les contraintes administratives et la brièveté de la prescription (trois mois) paralysent souvent l'action des associations, affaiblissent l'efficacité des poursuites et contribuent à une certaine banalisation du racisme.

« Je suis prêt à prendre mes responsabilités à cet égard », affirme le premier ministre, « et à proposer que le racisme soit traité comme une infraction de droit commun, selon les garanties et les rigueurs de la procédure ordinaire. » C'est une décision qui ne peut, selon lui, être prise qu'avec l'accord des principales familles politiques. Autant dire qu'elle figurera en bonne place au « sommet » du 3 avril... si les vingt-deux invités répondent présents.

ROBERT SOLÉ

A propos de la Semaine d'action à l'école

Le ministre de l'éducation nationale répond à M. Jean-Marie Le Pen

La Semaine d'éducation contre le racisme à l'école, organisée pour la troisième année consécutive par SOS-Racisme avec le parrainage du ministère de l'éducation nationale, a suscité, à l'initiative du Front national, une controverse sur la neutralité de l'école laïque.

Répondant à M. Jean-Marie Le Pen qui avait annoncé le matin même son intention de porter plainte contre les fournisseurs qui reçoivent Harlem Désir et contre le ministère de l'éducation nationale (Le Monde du 27 mars), M. Lionel Jospin a rappelé, mardi 27 mars, que la Semaine d'éducation contre le racisme donnait lieu à des débats en dehors des cours, avec l'autorisation du chef d'établissement et pour les élèves qui le souhaitent.

Une large majorité de Français considère le FN comme un parti raciste

Le Figaro du 28 mars publie une enquête sur l'opinion des Français sur le Front national, réalisée du 10 au 14 mars par la SOFRES auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes : 81 % des personnes interrogées considèrent qu'il s'agit d'un parti raciste et 78 % qu'il est sectaire. Pour 76 % de l'échantillon, le Front national est incapable de gouverner la France ; 72 % des personnes interrogées estiment en outre qu'il représente un risque pour la démocratie.

Le sondage indique par ailleurs que si 12 % des personnes consultées se sentent proches du FN,

31 % s'estiment en accord avec le parti de M. Jean-Marie Le Pen sur le thème de l'immigration (29 % pour l'insécurité) ; 18 % lui confieraient d'ailleurs le ministère de l'immigration s'il entrait dans un gouvernement. Par ailleurs, 64 % des personnes interrogées ne voteraient en aucun cas pour le FN (77 % en 1988). Les électeurs RPR (52 %) ou UDF (57 %) préfèrent une victoire de la gauche à une alliance électorale avec le parti d'extrême droite, mais 35 % des sympathisants RPR accepteraient de passer certains accords politiques avec lui (contre 36 % qui les refuseraient).

EN BREF

□ Accord de recherche CEA-IBM pour l'utilisation des supercalculateurs. Le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et IBM ont annoncé, mardi 27 mars, la signature d'un accord de partenariat en matière de recherche informatique.

Cette coopération, qui vise à « reculer les limites de l'utilisation des supercalculateurs et élargir leurs domaines d'application » en matière scientifique, fait partie du programme EASI (European Academic Supercomputing Initiative) d'IBM, auquel participent déjà dix-huit universités ou organismes européens.

□ Projet de satellite germano-soviétique. Le groupe ouest-allemand MBB (Messerschmitt-Boelkow-Blohm) envisage de coopérer avec l'organisme spatial soviétique Glavkosmos pour lancer et exploiter d'ici à 1995 un satellite de télé-détection, concurrent direct du français Spot et de l'américain Landsat. MBB fournirait le satellite qui serait lancé dans une fusée soviétique. Par ailleurs, l'URSS développerait avec son associé allemand une station de réception terrestre, à l'indiqué, mardi 27 mars, M. Albert Schreiner, du service commercial de MBB, en marge de l'exposition « Space commerce 90 » à Montreux (Suisse). — (AFP)

JUSTICE

Le procès des bûchers de Faaité Exorcisme sans retour

Depuis le mardi 27 mars, la cour d'assises de Papeete examine le curriculum vitae et les faits reprochés à chacun des vingt-quatre accusés de la « chasse aux démons » de Faaité.

PAPEETE

de notre envoyé spécial

Au début, on a cru que Tehavau Huatae ne parlerait pas, qu'il allait se contenter de répondre en tahitien « e » (« oui ») à toutes les questions du président et puis qu'il rejoindrait ses vingt-trois camarades coaccusés, baissant la tête comme eux, en signe de gêne et de honte. Mais de sa voix de basse, il a fini par évoquer les rêves et le cauchemar de Faaité.

C'était il y a deux ans, c'était il y a mille ans. Planté bien droit, une histoire merveilleuse. L'histoire du « mutoi » Engéne – le gendarme local – qui a vu « son père assis sur un faucon d'or ». Huatae n'a pas été à l'école mais il a appris à lire en tahitien dans la Bible. Et il parle comme elle, avec des mots simples et forts.

Il se souvient. Un jour, Sylvia Alexandre, la prêtresse venue de Tahiti pour leur apprendre à prier, a dit au frère du « mutoi » : « Jésus est devant toi. Ferme les yeux. Si tu demandes quelque chose, tu l'auras. » Alors il a fermé les yeux, se rappelle Tehavau Huatae, et il a reçu quelque chose en lui. Il a parlé une autre langue. Ensuite, il est tombé dans un sommeil profond et tout le monde pouvait le voir en le touchant. Voilà ce que j'ai vu.

Avant que le diable n'arrive, la vie était douce à Faaité. Les miracles faisaient parti de l'ordinaire et Sylvia guérissait mieux qu'un docteur. N'avait-elle pas, par la seule vertu d'une prière, « sauvé » le doigt écrasé de Michaël Tetumu Tapi ? Quand une femme avait mal à l'estomac, elle captait sa douleur, quand un enfant gémissait, il s'en allait bientôt jouer.

Douce prière

Huatae est un candide qui aurait aimé vivre éternellement dans le merveilleux avec son cortège de miracles, de prières aussi douces que le lait de coco. Mais Huatae, au début du mois de septembre 1987, a dû se rendre à l'évidence : quelque chose avait changé à Faaité. « J'ai eu très peur », dit-il. Les signes du démon se sont manifestés. On sentait qu'il était là, sur l'île.

Il porte une chemise blanche d'enfant de chœur. C'était un personnage considérable à Faaité : rien de moins que le « Katekita », le catéchiste de l'atoll. Il représentait l'Eglise, son autorité. Il était l'un des seuls à pouvoir ordonner à chacun de se calmer, de prier, de ne pas se laisser aller à des actes de violence. Il a essayé timidement, d'autant plus timidement qu'il est convaincu qu'il fallait purifier Faaité.

Son autorité lui a filé entre les doigts. La peur l'a envahi. La peur d'être possédé, la peur d'être à son tour l'objet d'une séance d'exorcisme sans retour. Avec bien d'autres, il s'est occupé de la première victime, Ioane Harrys, le maire adjoint. Il lui a fermement tenu les pieds, il a couru à la sacristie chercher une hostie, il l'a massé pour « faire remonter Satan » qui a envahi son corps, il est reparti vers l'église pour y prendre un bout de cierge et l'introduire dans sa bouche.

Harrys agonisera sous les coups. Lui et ses amis ne voulaient pas tuer. « On m'a demandé de venir

pour faire sortir le mal, pas pour lui faire du mal », précise-t-il au traducteur. Mais il reconnaît aussi que le moment n'était plus à la réflexion et au calme. Un bûcher a été dressé en face de l'église. Il s'agit désormais de l'alimenter. Tautu Tokorangi, le simpliste de l'atoll, est tout désigné.

Dans un sursaut, notre catéchiste appelle par radiotéléphone le Père Hubert Coppeneau, à Papeete, Par-dessus l'océan, les voix grésillent. Voilà, explique Huatae, on a attaché Tautu à un poteau. Faut-il le relâcher ? Bien sûr, répond le Père, s'il n'est pas dangereux ! La conversation prend fin. Naturellement, Tautu est décédé d'infarctus. Et Tautu est bon pour les flammes.

« Vous étiez partisan de brûler Tautu ? », demande le président Marcel Bili.

« Non. Je n'ai pas participé à cet exorcisme. »

« Vous auriez dit à vos camarades : Mettez-le au feu, c'est la cause de tous nos maux. »

« Je n'ai pas dit cela. »

La guérison de Mareko

Une fois, au deuxième jour de la folie collective, Huatae obtient un bon résultat. C'est son titre de gloire. Alors que Mareko Hatuuku se sent mal et est déclaré en proie à Satan parce qu'il « sent mauvais de la bouche », on le ligote, on le porte à la mer, on lui enfonce les doigts dans la gorge. Mais lui, Huatae, pratique des massages sur le possédé. « Il a été guéri parce que je m'en suis occupé avec mon frère. »

Breve parenthèse « merveilleuse ». Quelques heures plus tard, les plus excités vont, en effet, chercher chez lui, en pleine nuit. Ravagés pour le réveiller. Ils lui braquent une lampe torche dans les yeux et observent qu'il détourne le regard. Signe infailliable de la présence du diable dans son corps.

La mort de Ravigaru, puis celle de Huri Teata, conduiront notre catéchiste à rappeler par radiotéléphone le Père Coppeneau. « Nous lui avons demandé d'envoyer un prêtre », raconte Huatae. Cette fois, c'est un appel au secours. Mais s'agissait-il d'une demande de renfort pour contenir une population prise de folie ou pour lutter plus efficacement contre le Malin ?

LAURENT GREISAMER

L'affaire Mecili

Deux anciens collaborateurs de M. Pandraud entendus par le magistrat instructeur

L'enquête sur l'assassinat, le 7 avril 1987, à Paris, de l'avocat Ali Mecili, opposant au pouvoir algérien, a connu un nouvel épisode judiciaire, mardi 27 mars. Dans le cadre de l'information judiciaire ouverte sur plainte de la famille de la victime pour « forfaiture, attentat aux libertés individuelles », M. Roger Ribault, juge d'instruction parisien, a confronté deux anciens collaborateurs de M. Roger Pandraud, ministre chargé de la sécurité au moment de l'assassinat, à la veuve d'Ali Mecili.

M. Dominique Latournerie, alors directeur des libertés publiques au ministère de l'intérieur, et M. Pierre Jourdan, ancien directeur du cabinet de M. Pandraud, devaient s'expliquer sur les conditions dans lesquelles le principal suspect de l'assassinat, Abdelmalek Amellou, et sa concubine, Fatima Bellali, avaient pu bénéficier d'un arrêté d'expulsion leur permettant d'échapper à la justice française. Avocat de la partie civile, M. Antoine Conte voulait savoir si cet arrêté d'expulsion avait bien été préparé pendant que ces deux personnes étaient encore en garde à vue et si les services du ministère étaient informés des tentatives et aboutissements de l'affaire.

Pris au nom de l'urgence absolue, les arrêtés d'expulsion « ont été préparés pendant les gardes à vue », a déclaré M. Conte à l'issue de la confrontation : les arrestations ont eu lieu le 10 juin, les dossiers d'expulsion ont été confectionnés le 11, les expulsions ont été effectives le 12. Mais MM. Latournerie et Jourdan ont assuré n'avoir pas eu d'informations faisant état de l'implication du couple dans l'assassinat d'Ali Mecili : l'arrêt aurait été uniquement fondé sur des condamnations datant de 1983.

Prévenir et réprimer

Le plan que M. Michel Rocard soumettra à ses interlocuteurs politiques comporte quatre parties.

1) Mesures destinées à renforcer l'efficacité de l'action des pouvoirs publics :

- mise en place, dans chaque département, d'une cellule de coordination de la lutte contre le racisme et l'antisémitisme ;
- présentation d'un bilan annuel de la lutte contre le racisme, établi par la Commission nationale consultative des droits de l'homme ;
- développement du recours à des médiateurs, spécialement dans les zones où règne une certaine tension ;
- intensification de l'enseignement des droits de l'homme à l'école, meilleure formation des enseignants et encouragement de la recherche universitaire ;
- soutien aux organisations professionnelles et syndicales qui luttent contre les discriminations en matière d'embauche ou de licenciement par une meilleure information.

2) Mesures destinées à renforcer l'action des organisations luttant contre le racisme :

- suppression des consignations que doivent verser les associations pour se constituer partie civile ;
- gratuité des procès-verbaux de constat, accordée aux associations habilitées à se constituer partie civile, grâce à un accord avec la Chambre nationale des huissiers de justice ;
- développement de l'aide apportée aux victimes des violences racistes, notamment dans le domaine juridique ;
- reconnaissance d'un droit de réponse aux associations habilitées à se constituer partie civile ;
- création d'une banque de données de la jurisprudence en matière de racisme.

3) Mesures visant à lutter contre la banalisation du racisme :

- autorisation de poursuivre les délits de provocation, de diffamation ou d'injure racistes lorsqu'ils sont commis dans les lieux privés autres que le domicile ou le cercle de l'intimité : cage d'escalier, cour d'immeuble, entreprise...
- création d'une peine complémentaire qui prévoirait la publication de la condamnation dans la presse et l'affichage, notamment sur le lieu où l'infraction a été commise.
- Propositions donnant lieu à controverses et nécessitant un consensus des familles politiques :
 - faut-il extraire la législation contre le racisme de la loi de 1881 sur la presse, pour la traiter selon la procédure de droit commun ?
 - faut-il créer un délit spécifique sanctionnant la négation des « crimes contre l'humanité » ?
 - faut-il incriminer le mobile raciste ?

Vingt-deux invités

Les personnalités invitées par le premier ministre à l'hôtel Matignon, le 3 avril à 17 h 30, sont MM. Ernest Cartigny, président du groupe du Rassemblement démocratique et européen au Sénat ; Hervé de Charette, président des clubs Perspectives et réalités ; Jacques Chirac, président du RPR ; Claude Estier, président du groupe socialiste au Sénat ; Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale ; Yves Galland, président du Parti radical ; Jean-Marie Girault, président des adhérents directs de l'UDF, sénateur ; Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF ; Daniel Hoefel, président du groupe de l'Union centriste au Sénat ; André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale ; Fran-

çois Léotard, président du Parti républicain ; M^{me} Hélène Luc, présidente du groupe communiste au Sénat ; MM. Marcel Lucotte, président du groupe de l'Union des républicains et indépendants au Sénat ; Georges Marchais, secrétaire général du PCF ; Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS ; Louis Mermeux, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale ; Pierre Méhaignerie, président du groupe de l'Union du centre à l'Assemblée nationale ; Charles Millon, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale ; Charles Pasqua, président du groupe RPR au Sénat ; Alain Poirer, président du Sénat ; Bernard Pons, président du groupe RPR à l'Assemblée nationale ; André Santini, secrétaire général du Parti social-démocrate.

Tabagisme, alcoolisme, abus de tranquillisants.

Mieux vaut prévenir que mourir.

En France, chaque jour, 300 personnes meurent prématurément à cause du tabac et de l'excès d'alcool.

Sans les extraordinaires progrès de la médecine, le bilan serait pire encore. Il reste intolérable.

Il faut accroître la prévention auprès des jeunes.

Il faut multiplier les dépistages du cancer.

Il faut réduire la publicité pour le tabac et l'alcool.

C'est ce que le Gouvernement vient de faire en lançant le Plan de Santé Publique.

Les morts et les maladies dues au tabac, à l'excès d'alcool et à l'abus de tranquillisants ne sont pas une fatalité.

Ensemble, faisons reculer la maladie et progresser la santé.

Ministère de la Solidarité,
de la Santé et de la Protection Sociale

Comité Français
d'Education pour la Santé

alliance

PLAN DE SANTE PUBLIQUE

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100

ON

un
an-
rie
idi-
s et
m-
de-
sion
ars).
P et
987.
ns, a
a pri-
1989.

JUSTICE

Au tribunal de Paris

Le commissaire Jobic et les gaités de la revue

Le commissaire de police Yves Jobic est un homme sérieux. Ayant choisi, par vocation, de traquer les coupables, il ne saurait badiner avec l'innocence. Et c'est humain — la sienne plus que toute autre. Depuis le jugement de relaxe prononcé en sa faveur le 28 avril 1989 par le tribunal de Nanterre, on ne saurait méconnaître qu'il n'est ni corrompu ni proxénète. Une évidence qui ne souffre pas la plaisanterie, comme il l'expliqua, lundi 26 mars, devant la dix-septième chambre du tribunal correctionnel de Paris, présidée par M. Alain Lacabaratz.

Désormais à l'abri des ruses chaudes et de leurs colomnies, M. Jobic n'a donc guère apprécié la lecture du numéro de la très austère Gazette du Palais daté du 28 juillet 1989. Organe de référence pour la jurisprudence et la vie judiciaire parisiennes, cette revue rendait compte d'une revue d'un autre ordre, celle, annuelle, de l'Union des jeunes avocats (UJA).

« L'innocence, on n'y touche pas »

Sous le titre « Versets juridiques pour revue satanique », on pouvait y lire ceci : « Suit un sketch intitulé « Jobic Girls » où des filles très court vêtues remercient « Jojo » et paient leur dîme à la police. » En dessous, une photo légendée « Jobic Girls » montrait quelques avocates jouant les actrices sur les planches du Théâtre de la Porte Saint-Martin. Sur trois pages de compte-rendu, vingt mots de trop pour le commissaire, qui, s'estimant diffamé, réclamait 100 000 F à M. Jean-Gaston Moore, directeur de la publication, et à M. Dominique Nides, pseudonyme de l'auteur de l'article.

Mal en prit au commissaire. Partie civile, il lui revenait de droit de commencer. « J'ai été

extrêmement choqué, expliqua M. Jobic. Venant d'avocats attachés aux droits de la défense, aux droits de l'homme et à l'autorité de la chose jugée, c'est une diffamation très grave, une atteinte à mon honneur et à celui de ma profession. »

On ne saurait rire de l'affaire Jobic, dirent en substance M. Olivier Metzner et Gilbert Collard. M. Metzner, austère : « Un mot aurait suffi à constituer la diffamation. On vous dira que ce procès est dérisoire. Et il est vrai que faire rire est le rôle annuel de la revue de l'UJA. Mais pensez-vous un instant que le commissaire Jobic ait pu sourire ? » M. Collard, fâché : « Ce n'est pas de l'ironie — cette pudeur de la sincérité — c'est l'allégation de faits mensongers ! L'innocence, on n'y touche pas, même au nom du rire ! »

« La fête des fous »

L'avertissement n'impressionna guère M. Francis Szpiner et François Morette, qui, pour la partie adverse, plaideront le droit au rire. L'innocence de M. Jobic ? M. Szpiner s'en félicite, au nom d'un principe original : « Il valait mieux cent fois acquiescer un Jobic que de condamner un innocent. » Après tout, « un jugement, ce n'est pas comme le vœu d'or devant lequel on devrait se prosterner ». La preuve : « La prochaine revue de l'UJA vous parlera de l'affaire Luchaire. Or nous savons tous qu'il n'y a pas, qu'il n'y a jamais eu d'affaire Luchaire ! »

Les gardes des Sceaux successifs connaissent la règle du jeu : depuis quarante ans qu'elle existe, n'ont-ils pas toujours honoré la revue de l'UJA où ils sont eux-mêmes allégrement brocardés ? M. Pierre Argallange n'était d'ailleurs pas le dernier à applaudir les « Jobic girls ». C'est « qu'ils savent que

le gouvernement de la France est celui de la monarchie tempérée par les chansons. En France, tout finit par des chansons. Grâce au commissaire Jobic, nous pouvons ajouter : tout finit par des procès. »

Pour M. Morette, la revue de l'UJA, c'est tout simplement le premier chapitre de Notre-Dame de Paris : « La fête des fous, l'élection du roi des fous, le palais paralysé ! Du début à la fin, c'est une œuvre, complète, universelle, définitive. » Diffamé par exemple, en 1989, M. Paul Lombard, dans un sketch intitulé « Tableau de Maître », au refrain assésien : « C'est une Cançon qui nous rassemble ! Moi, je plaçais, toi tu payais ! Nous plunions tous les deux ensemble ! Une héri-tière et les musées ». Tout le monde judiciaire y passa, et M. Jobic n'en fait-il pas partie depuis qu'il est « intervenu comme amateur éclairé devant le tribunal de Nanterre » ?

Certain que le commissaire figurera encore à la prochaine revue de l'UJA, M. Morette le renvoie charitablement à La Bruyère, pour qui « les provinciaux et les sots sont toujours prêts à croire qu'on se moque d'eux » et qui ne recommandait la plaisanterie « qu'avec des gens polis ou qui ont de l'esprit ».

Ce fut tout juste si on ne refit pas la revue de l'UJA. Substitut du procureur de la République, M. Edith Dubreuil n'y voyait rien à redire, elle qui se souvient avoir vu « des gardes des Sceaux pâlir devant ce qui y était dit de certains « avions renifleurs » ou bijoux de la place Vendôme ».

Jugement le 23 avril, et prochaine revue de l'UJA du 18 au 22 juin, au Théâtre de la Porte Saint-Martin.

EDWY FLENE

Le procès de la drogue au tribunal de Lyon

Lourdes peines pour les « têtes de réseaux »

Dans un jugement, rendu mardi 27 mars (nos dernières éditions du 28 mars), la 6^e chambre du tribunal correctionnel de Lyon a infligé de lourdes peines de prison aux responsables des quatre réseaux de trafiquants de stupéfiants dont le procès s'était déroulé du 5 au 16 mars.

LYON

de notre bureau régional

Avec, respectivement, quinze, douze, onze et dix ans de détention, André Trihan, Lucien Carrel, Yves Lecomte et Jacky Bozzi, grossistes ou passeurs d'héroïne et de cocaïne, sont les plus lourdement condamnés. Roland Kienlen, l'ancien professeur de couture lyonnais, se voit infliger neuf ans de prison. Pour son revendeur, Jean-René Gillio : sept ans. Sept ans aussi pour Ivan Thibault, « tête » du réseau canadien, et six ans pour son associé, Claude Tardif. Pour Olivier Muller et Nicole Guignon d'Almeida, alias « Lola », également six ans de prison.

Alors que des mandats d'arrêt internationaux ont été délivrés contre plusieurs trafiquants en fuite — parmi lesquels Robert Landry et Klaus Roder, condamnés,

par défaut, à treize et quatre années d'emprisonnement, — le tribunal a tenu compte d'autres situations particulières. Ainsi le mystérieux « M. Shu » Luangpraseuth bénéficie-t-il de quarante-deux mois de sursis, sur une peine de cinq ans, qui lui permettront de rester à la tête de sa nombreuse famille. Quant au vétérinaire, Albert Le Gallo, soixante-quatre ans, et à Marieje Abadie, atteints tous deux de très graves maladies, les peines de huit ans ont été assorties d'un sursis partiel leur permettant de recouvrer la liberté.

Aux petits revendeurs, le tribunal a infligé des sanctions pénales s'échelonnant de trois mois avec sursis à un an ferme. Enfin, aucun des gros consommateurs des milieux artistiques parisiens ne connaîtra la « paillie humide des cachots » : six mois de prison avec sursis, tel a été le tarif collectif. Si la plupart obtiennent l'excuse de la mention au casier judiciaire, ce n'est pas le cas de Françoise Sagan qui, « excusée » par un certificat médical, n'avait pas comparu à l'audience.

L'ensemble des amendes représente un total de quelque 76 millions de francs. L'auteur de *Bonjour tristesse* devra acquitter 360 000 F. Les douanes espèrent récupérer près de 10 millions de francs.

ROBERT BELLERET

Jugeant illégal un fichier de la gendarmerie sur l'ex-FLNC

La CNIL adresse un avertissement au ministre de la défense

Pour la première fois depuis sa création en 1978, la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) a adressé un avertissement à un membre du gouvernement. Prise le 20 mars, cette décision vise le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, et concerne un fichier constitué par la légion de gendarmerie en Corse sur l'ex-FLNC. Ce fichier fut remis, le 14 novembre 1989, par un journaliste d'U Ribumbu à deux membres de la CNIL — M. Jacques Fauvet, son président, et M. Henri

Caillavet — qui effectuaient une visite d'inspection.

Ce fichier, comportant des photos, contenait des renseignements sur 791 personnes qualifiées de « responsables présumés », de « tueurs potentiels recherchés », de « tueurs potentiels non recherchés », d'individus « susceptibles de participer à des opérations militaires » ou, enfin, de « séparatistes » — le tout sans que la CNIL ait jamais été consultée.

Les investigations du commissaire de la CNIL chargé de ce dossier, M. Philippe Marchand, député (PS)

de Charente-Maritime, ont mis en évidence que ce fichier, constitué d'octobre 1987 à juillet 1988, avait été établi à partir d'un fichier informatisé propre à la gendarmerie en Corse, que celle-ci n'avait pas reçu l'autorisation de mettre en mémoire de telles données, et qu'enfin aucune mesure n'avait été prise pour préserver la sécurité des informations. Huit exemplaires de ce fichier avaient en effet été tout simplement envoyés par la poste et disparurent lors d'un vol à main armée commis, le 18 juillet 1988, au centre de tri d'Alajón.

Examinée par le conseil des ministres

Une loi va protéger les enfants mannequins et réglementer les agences de publicité

M^{me} Hélène Dorihac, secrétaire d'État à la famille, devait présenter, mercredi 28 mars, au conseil des ministres, un projet de loi destiné à protéger les enfants mannequins, à réglementer la profession et à donner un statut juridique aux agences.

L'utilisation de plus en plus fréquente des enfants dans la publicité rend urgent ce recours à la loi. Comme le souligne M^{me} Dorihac, les agences, intermédiaires entre les mannequins et les publicitaires agissent dans la plus parfaite illégalité : certaines utilisent, sans autorisation et en toute impunité, des mannequins étrangers, omettent de payer les cotisations sociales, voire se dispensent de verser les rémunérations.

A plusieurs reprises, des spécialistes ont attiré l'attention sur les enfants qui travaillent dans des conditions mettant en danger leur santé physique et mentale. Plusieurs propositions de loi ont déjà été rédigées. Dans une étude publiée en 1981, MM. J. Lorient, professeur agrégé de médecine à Montpellier, G. Whyte-Sibol, psychiatre, et J. Proteau, professeur de médecine du travail, décrivaient la vie de ces enfants mannequins : dix à quinze fois par mois, ceux-ci sont appelés à des

séances de « casting » (essais), en général ils sont prévenus au dernier moment (quelques heures avant la séance) et les rendez-vous sont fixés à des heures tardives, dans des locaux exigus... Ce n'est que quelques jours plus tard qu'ils savent s'ils ont été retenus. Commencent alors les séances de pose, souvent très longues, sous la lumière vive des spots, et entrecoupées d'attentes prolongées dans un espace inadapté pour les plus petits (chauffage et aération ne répondant à aucune norme réglementaire, fils et appareils électriques sans protection...). Or, il y a de plus en plus de demandes pour les enfants de moins de deux ans.

Un statut de salarié

Ce sont quasiment toujours les parents qui proposent leurs enfants. Appartenant à tous les milieux, ils reconnaissent, parmi leurs motivations : l'attrait d'un gain financier important et facile ; la fierté d'avoir donné naissance à des enfants « exceptionnels » ; et la possibilité, pour les mères, de sortir de chez elles et de faire des rencontres. Ces familles affirment le plus souvent que l'enfant est consentant. En fait, il apparaît qu'à partir de neuf ou dix ans « les enfants travailleurs mon-

trient des réticences, soit indirectes comme des somatisations diverses les jours de casting, soit plus directement, tel le fait de cacher leur activité à leurs camarades de classe... ». Les rémunérations sont remises directement et complètement aux parents, qui en ont la libre disposition.

Dans son projet de loi, M^{me} Dorihac définit avec précision la profession de mannequin, et lui donne un statut de salarié engagé sur de multiples contrats de courte durée. Les agences, dotées également d'un statut, seront les employeurs des mannequins et les paieront. Toute personne désignant une agence devra demander une autorisation à l'administration compétente. Elle devra également obtenir un agrément pour embaucher des enfants. Si elle n'a pas obtenu l'agrément, les parents devront, eux-mêmes, demander une autorisation préalable pour leur enfant, avant de le proposer comme mannequin. Les conditions de rémunération pour ces mineurs sont comparables à celles des enfants du spectacle, avec notamment la constitution d'un pécule s'élevant à 90 % des sommes gagnées, et versé à la Caisse des dépôts et consignations.

CHRISTIANE CHOMBEAU

SPORT

FOOTBALL : un « syndicat » des présidents de club

Les « rénovateurs » s'organisent

M. Bernard Tapie, député et président de l'Olympique de Marseille a rencontré, mardi 27 mars, M. Michel Charasse, ministre-délégué chargé du budget, pour lui présenter les résultats d'une étude sur l'enrichissement de certains dirigeants sur le dos de leurs clubs, en violation des lois douanières et fiscales. Cette étude provoque un grand émoi dans les milieux de football français au moment même où s'est créée l'Union des clubs professionnels de football (UCPF) à l'initiative de quelques dirigeants considérés comme des « rénovateurs ».

SAINT-ÉTIENNE

de notre envoyé spécial

L'histoire retiendra que la révolution du football français a commencé très discrètement, à quelques kilomètres du château de Versailles, dans les salons d'un stade de Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine). C'est là que, mercredi 28 février, un groupe de club aux allures de cadres supérieurs, se sont réunis les uns au sein de leur mouvement, l'Union des clubs professionnels de football (UCPF) ; en attendant que de véritables élections puissent être organisées en juin, M. André Laurent (Saint-Etienne) a été désigné comme président, M. Jean-Louis Piette (RP) a hérité du poste de secrétaire et M. Aulas (Lyon) de celui de trésorier.

La naissance de cette union, sorte de syndicat patronal du ballon rond qui rassemble presque tous les clubs de première (à l'exception de Bordeaux) et de seconde division (une trentaine sur trente-six) est passée pratiquement inaperçue. Pourtant, elle marque sans doute le début d'une ère nouvelle pour le football français. Si de jeunes dirigeants, pour la plupart chefs d'entreprise, sont ainsi montés conjointement au « front » pour poser les bases d'un mouvement original, si, depuis, le trio Laurent-Piette-Aulas se réunit au moins deux fois par semaine, c'est que l'heure du changement, a sonné.

Les « rénovateurs » — cette appellation a connotation politique ne leur déplaît pas — se défendent de toute intention belliqueuse à l'encontre du pouvoir en place, notamment de M. Jean Sadoul, le président de la Ligue nationale, l'instance qui gère l'ensemble du football professionnel. Ils expliquent que leur premier objectif est de s'unir pour être plus efficaces dans la conduite de leur sport,

notamment en proposant des mesures pour lutter contre les difficultés financières et traiter au mieux certains dossiers délicats (structures juridiques des clubs, joueurs étrangers, marché unique européen...). Ils rappellent volontiers qu'ils ressentent le besoin de dialoguer davantage, assurent également vouloir lutter contre l'image de marque négative des dirigeants de club, souvent perçus par le public comme des mégalomanes qui jettent l'argent par les fenêtres et qui échangent des noms d'oïseux par voie de presse. Autrement dit, ils entendent désormais intervenir dans les débats concernant le football, au même titre que les syndicats de joueurs, d'entraîneurs ou d'arbitres.

« Nous n'avons vraiment pas l'impression de travailler contre qui que ce soit », M. André Laurent, président de l'AS Saint-Etienne et de l'UCPF, se veut diplomate et pacifiste. Ce chef d'entreprise rhodanais avait pris en main les « verts » en 1983, alors qu'ils étaient au plus mal, sportivement et financièrement, après l'affaire de la caisse noire. Il a restructuré le club. Aujourd'hui, le stade Geoffroy Guichard revit. Et André Laurent, svelte cinquantenaire aux tempes argentées, reçoit dans des salons coquets où les « sponsors » et les « décideurs » de la région se pressent à chaque match.

Un vrai contre-pouvoir

Il résume timidement le terme de « contre-pouvoir ». Mais c'est pourtant bien de cela qu'il s'agit : l'UCPF constitue une nouvelle force dans le football français. Le président stéphanois le reconnaît à moitié lorsqu'il se dit soutenu de « préparer l'avenir », de porter un « regard nouveau » sur le football : le temps des dirigeants « artisans », notables passionnés mais peu scrupuleux, lui paraît révolu. Il évoque une « nouvelle race » de responsables, qui pensent « marketing », « communication » et surtout « équilibre des comptes » tout en vibrant aux joies sportives. De même, ne rejette-t-il pas l'idée de devenir, dans quelques années (« je suis trop jeune pour l'instant », dit-il), président de la ligue, si l'occasion s'en présente.

Les quelques présidents ténéraires qui pourraient être tentés de s'opposer à la montée en puissance de ces « rénovateurs » afin de protéger leurs intérêts s'en gardent bien. Ils savent que les Laurent, Piette, Aulas et autres Bouyer (FC Nantes) sont beaucoup plus crédibles qu'eux, qu'ils bénéficient du soutien du président de la fédération, M. Jean Fournet-Fayard, et du secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports, M. Roger Bambuck. L'un comme l'autre se réjouissent

de l'émergence de dirigeants d'un haut niveau, brillants orateurs et gestionnaires de talent. Ils voient en eux de véritables patrons garants d'une certaine rigueur dans un sport qui en a singulièrement manqué jusqu'à présent.

Après les affaires qui ont secoué le football français en 1989, le pouvoir et la crédibilité de la ligue et de son président, M. Jean Sadoul, sont trouvés diminués. L'UCPF, même si ses pères fondateurs s'en défendent, leur porte elle aussi un coup douloureux. Elle pourrait s'imposer à très court terme comme le seul interlocuteur valable auprès des autorités sportives et politiques. D'ailleurs, ces responsables, qui ont à plusieurs reprises rencontré M. Bambuck, ont déjà sollicité des rendez-vous auprès d'autres ministres, notamment MM. Charasse (budget) et Bérégovoy (économie et finances), afin de leur exposer leurs objectifs, notamment en matière d'endettement des clubs (1).

En attendant, les responsables de l'UCPF sont déjà confrontés à une « affaire » dont ils se seraient bien passés : le président de l'Olympique de Marseille, M. Bernard Tapie, a rencontré, mardi 27 mars, le ministre-délégué chargé du budget, M. Michel Charasse pour lui présenter les résultats de son étude sur l'enrichissement « intolérable » de certains dirigeants au détriment de leurs clubs et en violation des lois douanières et fiscales. Ces déclarations, émanant du plus médiatique d'entre les présidents, ont d'autant plus embarrassé les « rénovateurs » que celui-ci confirmait son intention d'adhérer à l'UCPF. André Laurent et ses acolytes pourraient lui demander des explications dans les jours qui viennent. Dans la plus grande discrétion, c'est désormais la règle...

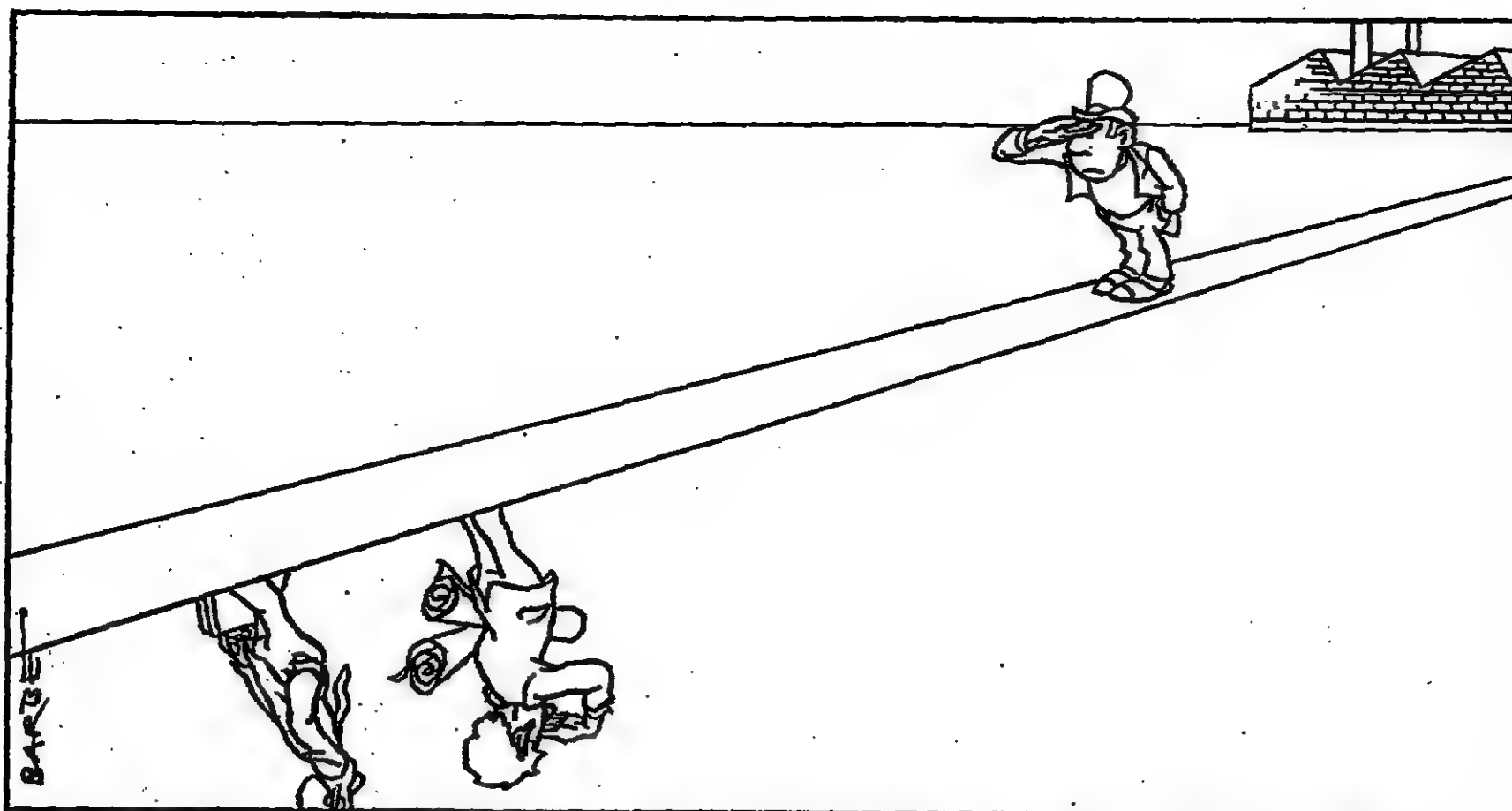
PHILIPPE BROUSSARD

(1) Les responsables de l'UCPF souhaitent ainsi que tout club obligé de déposer son bilan à la suite de difficultés financières soit automatiquement rétrogradé en championnat amateur, autrement dit que la sanction économique soit assortie de sanctions sportives, ce qui n'est pas le cas actuellement. Un club même très bien classé en première division, pourrait ainsi se retrouver en troisième division ! Les premières victimes seraient sans doute les clubs de seconde division, pour la plupart en proie à d'énormes difficultés.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

Le Monde CAMPUS



L'Industrie veut faire école

Le ministère de l'industrie critique l'inadaptation des formations supérieures technologiques et prépare la création de nouveaux établissements

La prise de conscience est désormais générale : l'initiative et la compétence à tous les niveaux sont la clé de la productivité et de la qualité. L'écart de performance au sein de l'Europe industrielle trouve son explication en priorité dans l'organisation et la préparation des hommes. La nouvelle donne entre l'éducation et l'entreprise tient en un mot : le partenariat.

A l'occasion du « Forum sur les nouveaux ingénieurs », le 8 mars dernier, M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire, avait clairement annoncé la couleur : dans la bataille de la compétence à laquelle est confrontée l'économie française, le ministère de l'Industrie entend avoir son mot à dire et son rôle à jouer.

Le contraire eût été surprenant de la part de cet ministère de formation, qui a fait l'essentiel de sa carrière dans l'industrie avant de prendre la direction de l'Ecole nationale d'administration avec l'ambition de la moderniser. Aujourd'hui au ministère de l'Industrie, il se trouve avoir la tutelle directe de plusieurs écoles d'ingénieurs (les Ecoles des mines notamment) et la tutelle indirecte sur l'appareil de formation des chambres de commerce et d'industrie ; soit au total un potentiel de formations supérieures correspondant à 10 % des flux annuels des ingénieurs diplômés et à plus de deux tiers des diplômés de gestion.

Cette volonté de peser dans le débat sur la formation ne pourra qu'être renforcée par le rapport synthétique, caustique et critique que vient de lui remettre M. Georges Chacornac sur « L'adaptation des formations aux métiers de l'industrie ».

Son diagnostic est en effet des plus clairs. « Le retour à une croissance annuelle égale ou supérieure à 3 % a révélé des pénuries de qualifications sans résorber le chômage. Sans qu'on puisse l'évaluer avec précision, il existe actuellement dans toutes les régions, dans toutes les branches et à tous les niveaux de compétence un déficit structurel de qualifications. Les demandes des entreprises ne sont satisfaites ni par les flux de formation initiale, ni par les actions de formation continue des demandeurs d'emploi. La coexistence d'un taux élevé de chômage et d'une insuffisance chronique de qualifications utilisables par l'industrie révèle une profonde inadéquation du système aux exigences de sa transformation. » Ce frein puissant, mais invisible, au développement et à la modernisation industriels est vive-

ment ressenti par les entreprises : à l'automne 1989, 44 % d'entre elles déclarent éprouver des difficultés de recrutement, contre 14 % au printemps 1987.

Cette pénurie de qualifications est d'autant plus paradoxale qu'elle apparaît dans un appareil industriel qui s'est considérablement restructuré depuis quinze ans et alors que les flux de diplômés de l'enseignement supérieur ont progressé de façon spectaculaire. Ainsi, entre 1974 et 1989, les entreprises industrielles ont vu leurs effectifs régresser globalement de 6,15 millions de salariés à 4,68 millions ; l'essentiel de cette contraction s'est produit dans les industries manufacturières, qui employaient 3,83 millions de personnes, début 1989, contre 5,28 millions quinze ans plus tôt.

Dans le même temps, le flux annuel de bacheliers du technique ou de bacheliers professionnels a doublé, passant de 51 000 à 106 000. Plus de 60 000 titulaires de BTS (brevet de technicien supérieur) ou de DUT (diplôme universitaire de technologie) arrivent chaque année sur le marché du travail, contre 26 000 il y a quinze ans. Le flux des ingénieurs a presque doublé (14 500 contre 8 000) et celui des diplômés de gestion a pratiquement triplé.

Opacité et privilèges

Enfin, le dispositif de formation continue s'est considérablement développé. Malgré cet effort tous azimuts, le potentiel de qualifications reste insuffisant.

Bref, « pour les dix prochaines années, l'adaptation de l'offre de formation à la demande de qualification » est devenue un enjeu crucial de politique industrielle.

Les causes de ce décalage sont multiples. M. Chacornac en relève trois. Tout d'abord un « déficit d'organisation ». « La complexité du système français d'éducation et de formation, souligne-t-il, est d'abord la conséquence d'un attachement excessif de nos institutions à leurs particularismes. Opacité, traditions et privilèges, respect très ardo-saxon de l'arbitraire toléré et de l'archaïsme chic, cette complexité pour initialement un des aspects de l'identité nationale des « élites ».

La prolifération des filières, des diplômes et des institutions de formation initiale, la redondance compliquée de la formation continue, la multiplication, des niveaux de compétence résultant de la décentralisation : tout contribue à cloisonner excessivement le système de formation et à le rendre peu compréhensible et difficilement utilisable par les recruteurs fran-

çais — notamment les PME — et plus encore étrangers.

Ce déficit d'organisation se double d'un « déficit de connaissance » de l'emploi, des qualifications, des parcours de carrière et des besoins à long terme.

Notre système de prévision en la matière, estime M. Chacornac, est à la fois « surabondant, lacunaire, analytique et rétrospectif. Il nous manque une connaissance prévisionnelle, globale et concertée, périodiquement ajustable, de l'évolution des qualifications ».

Une nouvelle Ecole des mines

Reste enfin un problème fondamental que l'auteur du rapport aborde sans ménagement excessif. « En matière d'éducation et de formation, la démocratie est une exigence, mais elle ne tient pas lieu de projet. Chacun sent ou redoute qu'un système qui multiplie les diplômes sans garantir à leurs possesseurs un débouché social s'expose, tôt ou tard, à la banqueroute des ambitions individuelles et collectives. » Surtout si l'ensemble du système d'orientation scolaire fait apparaître les formations spécialisées, pratiques et qualifiantes, comme des pis-aller, au détriment des besoins de l'industrie.

Ce diagnostic est encore plus critique à l'égard du ministère de l'Industrie, qui « exerce mal son influence », ne dispose pas de l'organisation nécessaire à l'exercice de compétences transversales, notamment en matière de formation, et n'est pas assez présent ni pour la réflexion prospective ni dans les discussions inter-ministérielles. Autant de handicaps que M. Chacornac propose de corriger par une série de modifications administratives qui ne pourront laisser indifférents ni M. Fauroux ni les services de son ministère.

Mais les propositions les plus spectaculaires portent sur des enjeux plus généraux. Tout d'abord, le rapporteur invite le ministère de l'Industrie à jouer un rôle actif dans le développement rapide de l'offre de formations supérieures. Il recommande le doublement en dix ans des flux d'ingénieurs issus des écoles placées sous son autorité (actuellement cinq cents diplômés par an). Cela suppose, à ses yeux, l'extension des capacités d'accueil des Ecoles des mines de Douai et d'Alès, dont l'organisation pédagogique se prête à la création des nouvelles formations d'ingénieurs préconisées par le rapport Decomps.

En dix ans, le flux annuel de leurs promotions pourrait être porté de trois cents à quatre cent cinquante diplômés.

M. Chacornac préconise la création, à côté de Douai et d'Alès, d'un troisième établissement fonctionnant sur le même modèle (recrutement après un an de math sup et études en quatre ans, et recrutement important en formations continues) et qui pourrait être implanté dans le Grand Ouest ou le Nord-Ouest.

Ces trois écoles (Alès, Douai, et ce nouvel établissement) pourraient non seulement mettre en place une gestion commune de leur recrutement, mais se regrouper au sein d'un établissement public administratif commun, qui préserverait leur autonomie pédagogique, mais donnerait à l'ensemble une masse critique plus conforme aux besoins et à la concurrence nationale et européenne.

Au-delà des écoles du ministère de l'Industrie, cette « fédération » souple est, pour l'auteur du rapport, une formule qui devrait être envisagée beaucoup plus largement dans l'enseignement supérieur spécialisé.

Un institut polytechnique des entreprises

Pour les Ecoles des mines de Paris et de Saint-Etienne, le rapport recommande la mise en place de « plates-formes de formation continue », en partenariat avec d'autres établissements de la région. Essentiellement tournées vers la formation des nouveaux « ingénieurs Decomps », ces réseaux devraient permettre d'assurer, d'ici dix ans, l'équivalent-formation de cent à cent cinquante ingénieurs aux Mines de Paris et de cinquante à soixante-dix à celles de Saint-Etienne.

Le rapport Chacornac suggère, d'autre part, le renforcement du « dialogue continu » avec les organisations consulaires et les entreprises. Il propose que le ministère de l'Industrie s'engage dans une négociation globale avec les chambres de commerce et d'industrie (CCI), et en particulier avec leur Association, pour mettre en œuvre un contrat d'objectif et de moyens. Les CCI pourraient s'engager à échanger de dix ans sur un objectif de doublement de leur flux d'ingénieurs diplômés. L'Etat devrait s'engager, en contrepartie, à garantir une partie des financements nécessaires.

Quant aux entreprises, le rapport propose d'étendre au secteur de l'éducation et de la formation le système de financement par le

mécénat déjà développé dans le domaine sportif ou artistique. « Il n'est pas irréaliste d'imaginer, précise-t-il, que le ministère de l'Industrie réunisse autour de lui dix à quinze des responsables des plus grandes entreprises industrielles françaises pour présider à la naissance d'une fondation. Une telle association pourrait être le support d'un projet éducatif et professionnel de grande ampleur. Il s'agirait de regrouper sur un ou plusieurs sites un ensemble complet d'installations et d'équipements permettant de préparer aux diplômés professionnels et technologiques de tous niveaux. »

Cet « Institut polytechnique des entreprises » dispenserait des formations reconnues universitairement, mais dans des conditions « plus souples » et en partenariat plus étroit avec le monde industriel. M. Chacornac suggère même que l'ancien site des usines Renault de l'île Seguin pourrait opportunément accueillir un tel projet.

M. Roger Fauroux a trop souvent déploré l'inadaptation des formations et des qualifications aux besoins de l'industrie pour imaginer que ce rapport échoue dans un tiroir. Tout semble indiquer au contraire que les propositions de M. Chacornac ont été favorablement accueillies et pourraient donner lieu à de prochaines initiatives, portant notamment sur la création d'une nouvelle école d'ingénieurs et la constitution de la fondation chargée de mettre en œuvre l'Institut polytechnique des entreprises.

GÉRARD COURTOIS

ESC LYON

Ecole Supérieure de Commerce de Lyon

Diplômés du 2^e cycle
(maîtrise, diplôme d'ingénieur,
IEP, licence ou équivalent)
vous pouvez, sur concours,
être admis à l'ESC Lyon
en 2^e année.

Date limite de dépôt de dossier : 17 avril 1990.

Epreuves écrites : 18 mai 1990.

Epreuves orales : début Juillet 1990.

Conditions spéciales pour les sportifs de haut niveau.

Renseignements et inscription :

Service Admissions

ESC Lyon - 23, avenue Gay de Collongue

BP 174 - 69132 Ecully Cedex

Tél. : 72 20 25 25

Groupe ESC Lyon
LYON GRADUATE SCHOOL OF BUSINESS

CAMPUS

Presse dans la classe

La « Semaine de la presse dans l'école », a permis aux élèves de mieux comprendre l'information et suscité de nombreuses initiatives pédagogiques

Les journaux font la « une » dans les salles de classe. A l'instigation de M. Lionel Jospin et de M^{me} Catherine Tasca, ministre déléguée chargée de la communication, la première « semaine de la presse dans l'école » met en contact des écoles, des collèges et des lycées avec l'information écrite. Organisée par le Centre de liaison de l'enseignement et des moyens d'information (CLEMI), du 26 mars au 2 avril, cette manifestation doit permettre de former les lecteurs de journaux de demain.

Par l'intermédiaire des quotidiens, des hebdomadaires et des mensuels, les enfants et les adolescents peuvent prendre la mesure de leur environnement et apprendre le sens du mot citoyenneté. En participant à ce que les organisateurs appellent « la grande fête de la liberté d'expression et de la responsabilité », ils découvrent la richesse et la diversité de la presse française. « Il s'agit de prendre conscience qu'il existe diverses familles d'esprits et différentes approches de l'information qui consti-

tuent un patrimoine », explique M. Jacques Gonnert, directeur du CLEMI.

Pour l'occasion, des journaux de tous horizons se sont offerts à faire parvenir des exemplaires de leurs publications dans les établissements scolaires. Certains ont décidé de procéder à des tirages supplémentaires, tandis que d'autres se contentaient de puiser dans leurs « invendus ». L'ensemble formant une dynamique dont les organisateurs se montrent particulièrement satisfaits. La presse nationale est acheminée par les Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP), les publications régionales mettant en œuvre leurs propres réseaux de distribution.

A l'arrivée, les journaux ont été installés dans des kiosques spécialement aménagés par les établissements concernés, soit près de cinq mille écoles, collèges ou lycées. « Nous avons été très étonnés par le nombre des candidats à cette opération », souligne M. Gonnert. La demande d'information est apparemment considérable. « Beaucoup d'enseignants se sont mobilisés pour

commenter la presse avec leurs élèves et leur donner un aperçu du monde de l'information. Dans certains établissements, des professionnels ont été invités à parler de cet univers complexe. Ainsi à Bédarieux, dans l'académie de Montpellier, les élèves du collège et lycée Ferdinand-Fabre se consacrent, plusieurs heures par jour, à des études comparatives et à la découverte de problèmes spécifiques, comme la presse enfantine, l'information sportive ou le fait divers. L'opération prend un relief particulier dans cette agglomération de 6 500 habitants où les jeunes souffrent d'un relatif isolement culturel.

Ailleurs, les élèves préparent des projets journalistiques, comme au collège Albert-Camus de La Norville, dans l'Essonne. « La semaine doit donner l'occasion aux enfants de présenter leur propre production », affirme M. Gonnert. « Nous sommes dans le registre de la responsabilité et non pas seulement de la transmission du savoir. »

RAPHAËLE RÉROLLE

Journalistes à la « N.R. »

TOURS

de notre envoyée spéciale

Ils étaient là plus de vingt, toute une cohorte de petits journalistes en bras de chemise, l'air grave et la mine fiévreuse. Lundi 26 mars, les couloirs du quotidien *la Nouvelle République* du Centre-Ouest ont bruisé d'une agitation peu ordinaire.

Les élèves d'une classe de troisième du collège Rabelais de Tours y avaient été invités à mettre en forme une édition du jour dans le cadre de la « Semaine de la presse à l'école ». Leur chef-d'œuvre, tiré à cinq cents exemplaires, a permis à ces adolescents d'accueillir M^{me} Catherine Tasca, la ministre déléguée chargée de la communication, venue à Tours pour l'occa-

sion. Surtout, ils ont découvert de l'intérieur le métier de journaliste et les contraintes liées à l'information.

Les exigences de la pendule, d'abord, ont laissé perplexes ceux qui, comme Maud, préfèrent « ne pas être bousculés pour faire les choses ». L'horloge, pourtant, n'a pas laissé en repos ces journalistes improvisés, qui s'étaient répartis le travail par secteurs.

Fascinés par le téléspecteur qui dévidait dans un coin son long ruban de dépêches, ils ont trié l'information à leur idée, discutant à l'aveugle pour sélectionner les sujets de « une » et les nouvelles brèves. Au palmarès des rubriques à succès, le fait divers a remporté une belle victoire, chez les romantiques autant que chez les raisonnables.

Marie, vive et fluette, n'a pas caché son goût pour la chose, parce que, a-t-elle expliqué, « les petits crimes, je trouve ça marrant ». Pauline, de son côté, apprécie l'aspect régional des faits divers, et Martin, qui voudrait être journaliste, estime que son caractère « comme » lui donnerait des facilités dans ce domaine. Au-delà, le flot surabondant des nouvelles déroulées par le téléspecteur a frappé Mathieu, qui découvrirait à quel point les journalistes doivent tailler leurs colonnes dans une montagne d'informations. De façon générale, les élèves ont pris conscience que l'actualité, développée par la presse, procède d'un travail d'affinement moins simple qu'il n'y paraît. « Rigueur, rigueur, rigueur » sont les trois mots qui semblent résumer pour Grégory le processus journalistique.

Les journalistes de la « NR » — comme on l'appelle à Tours — ont pris à cœur d'encadrer ces jeunes confrères. « La Nouvelle République s'est toujours beaucoup impliquée dans les actions de presse à l'école », souligne François Lemiale, journaliste. « Nous voulons faire connaître aux élèves les rouages de l'information pour qu'ils soient à même de devenir des lecteurs, des auditeurs et des téléspectateurs critiques. »

De son côté, M^{me} Anne-Marie Trochu, professeur de français, a accompli la tâche de longue haleine qui consiste à former les élèves en classe. Depuis plus de dix ans, cette enseignante passionnée par les techniques de communication entraîne des adolescents à lire des dépêches et à analyser des journaux. « Dans leur vie professionnelle, ils ne devront pas forcément écrire comme Victor Hugo, mais communiquer, explique-t-elle. De plus, ce genre de travail donne des objectifs simples à ceux qui ne s'estiment pas bons en français, car il fait appel à des techniques. » Enfin, les enfants apprennent que l'objectivité n'est pas donnée, mais le fruit d'une longue approche.

R. R.

INTERCOURS

Retour du bal à Normale Sup

Les murs de l'auguste Ecole normale supérieure en sont encore tout choqués. Après trente ans d'absence forcée, voici que le champagne et les mondanités se sont substitués, pour un soir, aux sourires conciliabules. Le bal de Normale Sup, justement célèbre par la haute teneur intellectuelle des idylles qui s'y nouaient, a pu renaitre de ses cendres le 20 mars dans les locaux de la rue d'Ulm. Plus de deux mille personnes avaient repassé leurs plus beaux atours pour assister aux festivités qu'un accident d'éti-

quité avait condamnées à la pénitence.

Inaugurant le bal en 1959, comme il était de coutume pour les présidents de la République en première année d'exercice, le général de Gaulle s'était alors vu infliger la vexation d'un bain de foule désagréablement fraquet. L'histoire rapporte qu'un bataillon d'élèves, formé carré pour mieux résister à la tentation, avait tout bonnement refusé la poignée de main du président. La légende,

agacée mais admirative tout de même, ajoute que l'un des jeunes gens aurait prononcé cette phrase martiale : « Je ne serre pas la main d'un militaire. »

Trois décennies plus tard, les smokings sont toujours là, mais leurs occupants se montrent moins enclins à contester l'autorité. Après la longue file d'attente du vestiaire, où une dame en taffetas flamboyant parle des cours de métaphysique qu'elle dispense à de futurs travailleurs sociaux, les invités se répartissent entre les différents lieux de réjouissance. Il y a d'abord le bal lui-même, où des couples ravis tournoient au son d'un *Beau Danube bleu* adroitement remis au goût du jour. Des cendrillons, incollables sur la physique nucléaire, ont fait des infidélités à leurs livres pour valser avec des messieurs qui pourraient parler des heures durant de saint Augustin.

Des « archicubes », ou anciens élèves, goûtent la joie de se retrouver en famille, même lorsqu'ils regrettent, comme cet

enseignant de la promotion 1946, que l'école soit devenue « moins conviviale qu'avant ». Les cousins de Polytechnique sont là, dans leurs stricts uniformes, et aussi quelques étudiants de l'université, parmi lesquels une jeune fille un peu perplexe. L'ensemble, explique-t-elle, est vraiment trop « collet monté » à son goût.

Plus loin, après le « caveau jazz » et le « piano bar », la discothèque, déverse une quantité considérable de décibels électiques. Le bruit n'empêche pas certains étudiants de poursuivre des conversations passionnées, au pied des haut-parleurs dans lesquels Claude François hurle des chansons d'amour. Pour eux, « l'Ecole » est souvent, plus qu'un lieu de passage, une véritable famille intellectuelle. D'où leur satisfaction de voir resurgir ce fameux bal qui leur permet de se réunir en une maison commune et, semble-t-il, aussi immuable que la célèbre fontaine qui murmure dans son jardin.

R. R.

IGS ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

2^{ème} CYCLE

de Gestion du Personnel et des Ressources Humaines

10 mois d'enseignement
8 mois de mission en entreprise
Admission : Bac + 2.

Journées Portes Ouvertes

6 avril

de 9h30 à 15h30.

3^{ème} CYCLE

de Management

Options :

- Ressources Humaines et Communication,
- Finance et Contrôle de Gestion,
- Qualité et Gestion de projet.

10 mois d'enseignement
7 mois de mission en entreprise
Admission : Bac + 4.

Pour tout renseignement : Téléphones au 47 57 51 41
Groupe IGS - 120, rue Danton - 92300 Levallois.
Etablissement Privé d'Enseignement Supérieur

ECOLE NATIONALE D'ASSURANCES

Grande Ecole commerciale du secteur des assurances

Créée par le Conseil National des Assurances, préparée à des carrières de haut niveau dans un secteur de premier plan et en expansion de l'économie nationale.

- niveau d'entrée : Bac + 2
- durée de la scolarité : 2 ans
- formation entièrement gratuite et allocation d'études versée aux élèves
- stages pratiques et voyage d'études à l'étranger
- diplôme de l'enseignement supérieur homologué par l'Etat et délivré par le Conservatoire National des Arts et Métiers
- inscriptions au concours d'entrée reçues jusqu'au 14 mai 1990. Epreuves écrites : 21 et 22/05 - Epreuves orales : 11 et 12/06 1990

Pour tout renseignement : Ecole Nationale d'Assurances (ENAss) 9, rue Chaptal 75009 PARIS - Tél. 48.74.75.39.

De son côté, M^{me} Anne-Marie Trochu, professeur de français, a accompli la tâche de longue haleine qui consiste à former les élèves en classe. Depuis plus de dix ans, cette enseignante passionnée par les techniques de communication entraîne des adolescents à lire des dépêches et à analyser des journaux. « Dans leur vie professionnelle, ils ne devront pas forcément écrire comme Victor Hugo, mais communiquer, explique-t-elle. De plus, ce genre de travail donne des objectifs simples à ceux qui ne s'estiment pas bons en français, car il fait appel à des techniques. » Enfin, les enfants apprennent que l'objectivité n'est pas donnée, mais le fruit d'une longue approche.

R. R.

DIPLOMES GRANDES ECOLES DE LA IESS...

Rencontrez en direct les responsables "MASTERS" des Grandes Ecoles

5 avril 1990

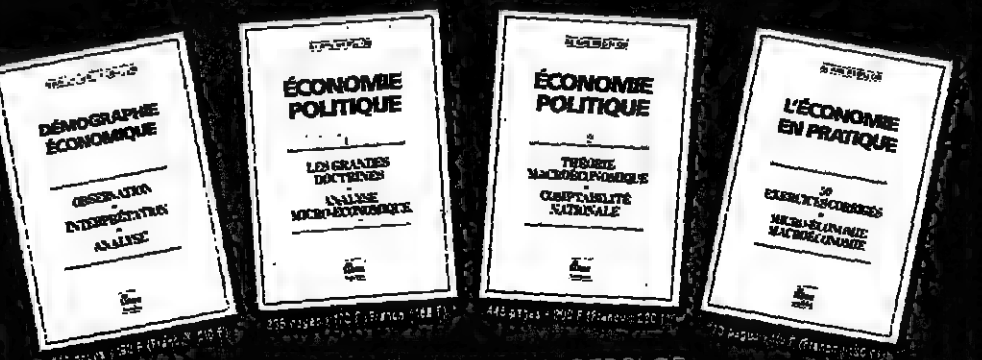
à l'ESCP
79, avenue de la République
75011 PARIS
Métro St Maur



CONFERENCE DES GRANDES ECOLES
Renseignements CONFERENCE DES GRANDES ECOLES
60, boulevard Saint-Michel - 75272 Paris Cedex 06
Tél. : (1) 43.26.25.57



C'EST AUSA L'ECONOMIE



Collection dirigée par Alain REDSLOB



27 place Dauphine 75001 PARIS 26 rue Soufflot 75005 PARIS

Des ingénieurs internationaux

L'enseignement bilingue donné au département de mécanique de l'université de Bath permet de former des ingénieurs à vocation européenne

ALORS que l'on voit paraître ici et là dans toute l'Europe une certaine effervescence dans les écoles et les universités afin de répondre à la fameuse échéance de 1993, l'université de Bath en Angleterre n'a point attendu ces dernières années pour préparer des ingénieurs européens. Depuis plus de vingt ans, dans cette université, le département de mécanique - School of Mechanical Engineering - propose les cours « Engineering with French » et « Engineering with German » qui offrent aux étudiants anglais une formation à vocation européenne.

Créé en 1967, le département de génie mécanique de l'université de Bath reçoit en moyenne chaque année 125 étudiants qui viennent de réussir l'examen sélectif des « A' levels », l'équivalent du baccalauréat français. Les études durent trois ans pour un cours dit « full time », quatre ans pour un cours dit « sandwich », où les étudiants passent en général une année complète en industrie avant leur année finale à l'université. Pendant les deux premières années, les étudiants acquièrent une formation générale couvrant toutes les sciences de l'ingénieur. Lors de la troisième ou quatrième année, suivant la structure du cours, ils se spécialisent dans l'une des quatre options suivantes : mécanique (Mechanical Engineering), aéronautique (Aeronautical Engineering), systèmes (Systems Engineering) et fabrication (Manufacturing Engineering). Cette formation constitue le corps commun de l'ensemble des étu-

dians. Cependant, les étudiants du cours « Engineering with French » suivent un cursus quelque peu différent.

Suivre l'enseignement « Engineering with French » nécessite une grande motivation et exige un travail supplémentaire de la part des étudiants ; aussi la sélection est-elle effectuée parmi les très bons éléments qui possèdent un bon niveau en français. Chaque année, le nombre d'étudiants s'élève à une dizaine, ce qui permet un enseignement de qualité avec un suivi constant de chaque étudiant confié à un tuteur individualisé.

L'enseignement linguistique n'est pas donné directement, mais dispensé dans un cours de mécanique générale animé par un ingénieur français. Ce cours s'inscrit dans l'optique des écoles françaises d'ingénieurs par une approche plus mathématique et plus théorique que celle enseignée dans les universités anglaises, avec, par exemple, l'introduction des équations de Lagrange. Ainsi, les étudiants britanniques, tout en approfondissant leurs connaissances théoriques dans une discipline liée directement à leur formation scientifique, se perfectionnent dans la pratique de la langue française, dont ils acquièrent notamment les termes techniques indispensables à tout ingénieur à vocation européenne.

De plus, la formation ne se limite pas au cours de mécanique générale et les étudiants assistent à de nombreux séminaires sur des sujets techniques qui les préparent aux méthodes et notations mathématiques et techniques employées en France.

Les étudiants y bénéficient d'infrastructures audiovisuelles élaborées, qui favorisent leur participation active et leur permet d'acquiescer rapidement la confiance nécessaire dans la pratique d'une langue étrangère, notamment dans le domaine technique. La réussite de ces séminaires est facilitée par le soutien du service « Science and Technology » de l'ambassade de France à Londres, qui fournit gratuitement livres et films. Les étudiants du cours « Engineering with French » réalisent d'autre part des travaux pratiques et élaborent des projets scientifiques, dont les rapports sont rédigés en français.

Un stage dans l'industrie en France

Cet enseignement du français technique est complété par des cours de perfectionnement donnés dans le département de langues vivantes et des études internationales. Les étudiants y acquièrent une connaissance approfondie de la vie économique, sociale et culturelle de la France. Ces éléments leur sont particulièrement utiles, car ils doivent effectuer un stage en France, d'une durée de trois mois s'ils suivent la structure « full time » ou de douze mois pour le cours « sandwich ».

Ce stage en industrie permet de développer la connaissance du métier d'ingénieur par l'expérience industrielle, grâce à une intégration dans un bureau d'études ou une unité de production ou une équipe de maintenance. Grâce au cours « Engineering

with French », des liens se sont noués progressivement avec des entreprises situées en France ; celles-ci apprécient de plus en plus les élèves-ingénieurs anglais, capables de s'intégrer dans une équipe d'ingénieurs français. En 1989, des stages se sont déroulés dans les entreprises Alstom, ECIA, filiale de Peugeot, General Motors France, Michelin, Schlumberger et SITE entreprise de communication technique. Les étudiants doivent ensuite rédiger un rapport en français.

Depuis de longues années, une coopération et des échanges d'étudiants et de professeurs se sont développés entre l'ENSEM de Nancy, l'Ecole centrale de Paris et l'université de Bath. Cette coopération reçoit l'appui de la Communauté économique européenne grâce aux programmes Erasmus et Comett.

A la fin de leur dernière année, pour contrôler leur niveau de français technique et de français courant, les étudiants passent notamment des examens écrits et oraux en français devant des examinateurs externes au cours « Engineering with French ». S'ils satisfont aux critères de l'université de Bath, ils obtiennent à la fin de leur cursus universitaire le diplôme « Beng with French » reconnu par la Commission des ingénieurs britanniques.

STÉPHANE GUILLOIN

(Lecturer in Engineering with French, Bath University)

► School of Mechanical Engineering, Claverton Down, Bath BA2 7AY. Tél. : (0225) 826 129.

REVUES

Anthropologie

Colonialismes et pouvoirs africains

EST-IL possible aujourd'hui de jeter un regard rétrospectif sur le colonialisme, en tentant de discerner les différentes orientations qui ont présidé à cette entreprise ? Dans un article d'*American Ethnologist* consacré à la domination coloniale en Afrique du Sud, l'anthropologue américain John L. Comaroff entend restituer le point de vue des Britanniques, tel qu'il ressort des documents et des archives du dix-neuvième siècle.

A l'idée d'un processus d'oppression cohérent, voire monolithique, Comaroff, qui a notamment étudié de près le rôle des missionnaires anglais dans la première moitié du siècle dernier, oppose un point de vue plus nuancé. Selon lui, les missionnaires ont clairement distingué trois modèles coloniaux contrastés : d'une part, le modèle élitique, selon lequel le gouvernement britannique a pour mission de pacifier les tribus. La pacification, idéalement du moins, doit s'opérer par le renforcement des liens politiques avec les chefs indigènes et par le biais des relations commerciales. Il s'agit certes de limiter l'autorité des chefs, mais aussi de protéger les autochtones contre les abus des Blancs.

A ce modèle s'oppose celui prôné par les Boers et fort mal considéré par les missionnaires. La domination boer implique l'impôt forcé, l'exploitation systématique des Africains, l'appropriation graduelle de leurs terres, et l'obligation pour les chefs de soutenir militairement les colons. Les missionnaires, pour leur part, défendent un troisième modèle, où l'évangélisation par l'exemple s'accompagnerait d'un effort pour transformer les indigènes en producteurs libres. L'éthos de la libre entreprise est ici synonyme de rupture avec la superstition.

Comaroff montre que l'implantation coloniale en Afrique du Sud a été profondément marquée par l'affrontement entre ces trois modèles. La lecture de cet article a le double intérêt d'éclairer la

conjoncture actuelle et de réenser une image parfois trop simpliste du colonialisme.

Dans la même perspective d'un approfondissement des recherches africanistes, on retiendra le numéro récent des *Cahiers d'études africaines*, où sont rassemblées, par Jean-Loup Amselle et Jean Bazin, des analyses consacrées aux formations politiques traditionnelles mandingues situées dans la haute vallée du Niger, dans l'actuel Mali. Dans les petits Etats qui se sont développés sur ce territoire avant d'être eux-mêmes absorbés par des entités plus vastes, c'est en termes ethniques que s'exprime la stratification politique : les dominants sont les conquérants venus de l'extérieur, les dominés sont les vrais autochtones.

Loins d'être une catégorie figée et identifiable, l'ethnicité apparaît ici le produit de la théorie politique indigène. Comme dans nos sociétés aujourd'hui, les qualificatifs ethniques ne cessent de faire l'objet de manipulations dans le champ du pouvoir. De la sacralisation de ce dernier, Jean Bazin présente une étude très fouillée à propos de l'ancien royaume de Ségou. Le roi est placé sous le signe de l'ambivalence dans le rituel qui l'intronise : il devient un homme-femme, et les traditions narratives présentent la royauté comme transmise par les femmes. Entouré d'interdits, situé au-delà des sexes, le roi régit avant tout par le verbe.

En lisant l'article de Jean Bazin, soucieux de restituer une tradition qui s'est transmise au moins partiellement jusqu'à nos jours, on mesure la distance qui existait entre les formes de gouvernement chères aux colonisateurs et les conceptions africaines de la souveraineté.

MARC ABÉLES

► John L. Comaroff, « Images of Empire, Contexts of Conscience : Models of Colonial Domination in Africa », *American Ethnologist*, 16, 4, 1989.

► *Cahiers d'études africaines*, 111-112, 1988, Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

3300 POSTES JEUNES DIPLOMÉS
DEBUTANTS OU 1^{re} EXPERIENCE

Jeunes Diplômés,

venez rencontrer les entreprises
qui recrutent dans **Le Monde**
au 3^e salon Pro/Search Jeunes Diplômés

les 30-31 mars 1990
au CNIT
Paris la Défense

vendredi 30 mars : 10h-19h30
samedi 31 mars : 10h-17h30

Entrée libre

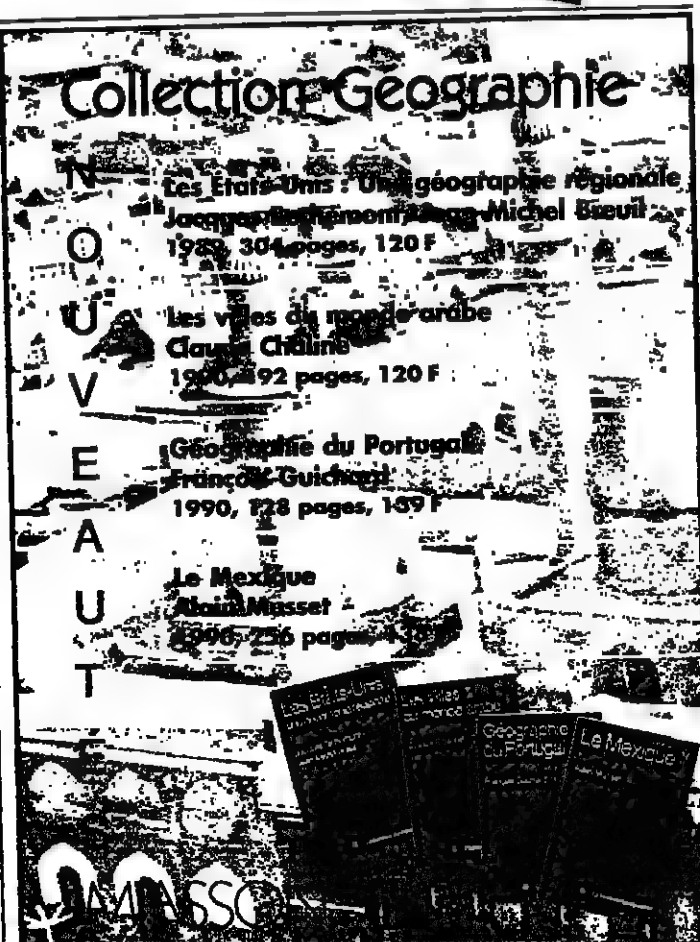
PRO SEARCH
Le salon du recrutement
114 avenue Charles-de-Gaulle • 92200 Neuilly-sur-Seine • (1) 46 40 17 00

Ecole Lémania Lausanne

ETUDES EN SUISSE

► Baccalauréat français, séries A, B, C, D
► Maturité suisse ► Informatique ► Traitement de texte
► Diplômes de commerce, secrétaire, secrétaire de direction ► Cours d'anglais tous niveaux
► Cours de français pour étrangers
► Aussi en Internet
► Cours de vacances juillet - septembre

Ecole Lémania - 5, ch. de Prévilly - CH 1001 Lausanne
Tél. 021/20 15 01 - Fax 021/312 67 00 - Telex 430 600



صحنات الامتحان

COMMUNICATION

Changement de décodeurs et commercialisation de la télévision par satellite

Canal Plus affronte deux nouveaux défis

M. André Rousselet a présenté à la presse, le 27 mars, les deux nouveaux défis de Canal Plus : le changement de décodeurs pour les trois millions d'abonnés à la chaîne payante et la commercialisation de la télévision par satellite. Deux opérations lourdes et ambitieuses qui devraient démarrer simultanément en septembre prochain.

Son nom de code est « Chacal » (changement de décodeurs) et toutes les équipes techniques et commerciales de Canal Plus y travaillent depuis plus d'un an. Remplacer un appareil dans quelque 2,9 millions de foyers éparpillés sur quatre coins de la France n'est pas une mince affaire. Deux à trois ans de travail, au bas mot, pendant lesquels seront mobilisés les 2 500 distributeurs agréés de Canal Plus et de véritables caravanes commerciales qui silloneront les villes de France pour montrer, expliquer et changer les décodeurs au rythme de 600 par jour.

Mais cette opération lourde et coûteuse était inévitable. Les secrets du petit décodeur Discret 11, fabriqué en Italie pour le lancement de la chaîne payante en 1984, n'ont pas résisté longtemps aux bricolages de génie ou autres informaticiens débrouillards. Les responsables de Canal Plus restent très évasifs sur le nombre d'appareils pirates en circulation mais leur prolifération est assez importante pour peser sur les recettes potentielles de la chaîne. De plus, la télévision payante qui se lance en Espagne et en Allemagne ne disposera pas dans ces pays de la législation qui punit en France ce type de contrefaçon.

Eurodec, filiale de Canal Plus et de la SAGEM, va donc fabriquer à partir de juin un appareil beaucoup plus sophistiqué : le Systel. Le dispositif d'embrouillage a été mis au point spécialement par M. Kudelsky, le génial inventeur du magnétophone Nagra. Toutes les informations électroniques nécessaires au décodage seront contenues dans une puce, sous forme de clé, que l'abonné introduira dans

son décodeur. La chaîne pourra valider ou neutraliser cette clé à distance, ce qui rend le dispositif pratiquement non piratable et permet à Canal Plus d'économiser les frais d'envoi mensuel par courrier des numéros d'abonnés.

L'habileté de M. Rousselet consiste à marier cette première opération avec la commercialisation de la télévision par satellite. Canal Plus diffuse depuis quelques jours son programme sur TDF 1 à titre expérimental et, dès le mois de juin, le nouveau service sera disponible. Les caravanes commerciales de la chaîne tenteront donc, démonstration à l'appui, de convaincre chaque abonné de choisir ce nouveau mode de diffusion. Il lui en coûtera 1 200 F pour l'achat d'une antenne fabriquée par Tonnax, filiale de Canal Plus, et un droit d'accès de 500 F pour disposer du Decast, le terminal conçu par Eurodec, qui se substitue au décodeur classique.

Risques financiers

Le pari est audacieux mais Canal Plus dispose de quelques arguments de poids. La diffusion par satellite en normes D2 Mac améliore sensiblement la qualité de l'image, offre un son stéréophonique et peut être capté sur les téléviseurs 16/9, particulièrement bien adaptés à des programmes de cinéma (le Monde du 18-19 mars). De plus, le réseau terrestre de la chaîne payante laisse aujourd'hui de côté 13 % des foyers français pour qui le satellite peut être une solution alternative. Enfin, le Decast donne accès aux autres programmes de TDF 1 : la Sept, Canal Enfants, Sports 2/3 et Euromusic.

Ce double pari de M. Rousselet est très lourd en investissements industriels comme en risques financiers. Ses détracteurs ne manquent pas de souligner que l'aventure pèse sur les comptes de Canal

Plus au moment même où la chaîne affronte d'autres incertitudes en Espagne et en Allemagne. M. Rousselet est intimement convaincu que l'avenir de la télévision passe par les supports modernes de distribution (câble et satellite), les nouvelles normes de diffusion D2 Mac qui ouvrent la voie à la haute définition et les chaînes thématiques payantes. Il sait que, dans ces trois domaines, le rôle de pionnier est difficile mais assure ensuite une position royale sur le marché.

Enfin, l'expérience de Canal Plus lui a appris qu'en matière de télévision payante, il est préférable de contrôler l'ensemble de la filière, de la diffusion à la réception des émissions. Pour éviter d'abord les mauvaises surprises techniques, les défectuosités ou les débits d'un fournisseur. Pour rester maître ensuite de sa commercialisation et de son précieux portefeuille d'abonnés.

Pour ces trois raisons, le PDG de Canal Plus a préféré faire cavalier seul et ignorer que, au même moment, France Télécom lançait la fabrication de son propre décodeur, le Visiopass. L'administration des P et T s'est, est vrai, réveillée un peu tard puisqu'elle avait depuis 1982 la responsabilité d'abord du plan câble, puis de la filière satellite. Mais peu intéressée par la télévision payante, elle avait jusqu'en 1989 « oublié » le problème des décodeurs. France Télécom semble aujourd'hui changer de stratégie mais découvre en même temps que M. Rousselet occupe une position dominante sur le marché et qu'il fait tout pour la conserver. D'où les tensions sensibles depuis quelques mois entre Canal Plus et l'administration des P et T.

Le patron de Canal Plus ne souhaite pas prolonger la querelle. Il propose aujourd'hui à France Télécom de participer à son opération de promotion du satellite pour vanter les mérites du câble et du décodeur Visiopass. M. Rousselet confie qu'il a écrit trois fois aux responsables de France Télécom mais qu'il n'a pas encore reçu de réponse.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Alors que le mouvement de grève s'étend

La direction de Radio-France négocie une « prime de modernité »

C'est sur une note d'espoir que les prévises de Radio-France ont quitté, mardi 27 mars, après 22 heures, le studio 105 qui avait été toute la journée le théâtre de leurs assemblées générales. De retour du ministère de la communication, où se trouvait encore M. Jean Mahieu, le PDG, M. Jean Izard, directeur général de la société, venait en effet de proposer à leurs représentants syndicaux une réunion de négociation mercredi 28 mars, à 14 heures, manifestant la volonté de sortir rapidement du conflit avec un signe d'ouverture : l'hypothèse d'une « prime de modernité » à verser au personnel pour tenir compte de l'évolution des techniques et des changements dans les conditions de travail de la société.

Cette prime, proche dans son concept de la « prime de productivité » réclamée par le personnel et dont la direction n'a précisé ni le montant ni les conditions de distribution – les syndicats sont attachés à une répartition générale et égalitaire –, s'ajouterait aux propositions déjà formulées par la direction de Radio-France et comportant un accord d'intéressement (avec un acompte de 800 F

au mois d'avril pour l'année 1990) ainsi qu'une prime pour les plus bas salaires.

En attendant une discussion sans doute difficile vu l'extrême résolution des grévistes, le mouvement s'étendait, mardi et mercredi, à des personnels restés jusqu'aujourd'hui en dehors du conflit. Le standard cessait à son tour le travail ainsi que des cadres techniques, tandis que le SNJ appelait les journalistes de Paris et des régions à rejoindre le mouvement et que le personnel des radios locales, de plus en plus touchées, prévoyait de se rendre dans la capitale pour une manifestation nationale.

A. Co.

Le groupe OROS prend le contrôle de l'agence Sygma

Créé en novembre 1989 par M. Bruno Rohmer, le groupe OROS communication prend le contrôle de la première agence photographique mondiale, Sygma SA. Aux termes d'un accord conclu avec les actionnaires actuels de l'agence, OROS communication, qui regroupe des partenaires financiers aussi importants que le Crédit agricole, le fonds Euris, le groupe Edmond de Rothschild, AXA-Midi, la BNP, Suez ou le GAN, détient 51 % du capital de Sygma, et Maxwell Média 34 % (au lieu de 25 % actuellement), les actionnaires d'origine de la société n'en conservant que 15 %. Fondateur de Sygma SA, M. Hubert Henrotte, en demeure le PDG. L'arrivée d'OROS communication sera suivie d'une augmentation de capital qui atteindra progressivement 50 millions de francs. M. Rohmer souhaite, en effet, développer toutes les activités de l'agence, y compris celle de sa filiale Sygma cinéma et télévision, dont la cession avait été un temps envisagée. (le Monde du 9 mars).

M. Loo à nouveau candidat à la reprise de l'AFP. – Alors que le tribunal de commerce doit statuer jeudi 29 mars sur le sort de l'Agence nationale de presse, M. Charles-Emile Loo relance son offre de reprise. Le PDG de la SOCOMA, maire du 5^e arrondissement de Marseille, propose aujourd'hui, à la demande des salariés de l'AFP, le même plan de location-gérance pour six mois de l'agence. M. Loo estime qu'il serait possible de maintenir l'emploi de « dizaines de journalistes » et d'assurer la survie de l'AFP sur trois axes : une information complémentaire de celle de l'AFP, des services à la carte et un pôle économique, hors média, développé avec la Cote Desfossés. M. Loo espère obtenir de l'AFP des conditions particulières pour fournir son fil à l'AFP. M. René Tondron, PDG du groupe Tel-Press, qui était jusqu'à présent le seul candidat à la reprise, se heurte au même problème.

Appel de l'UNSN sur l'AFP. – « Pas un des salariés de l'AFP dont l'emploi sera supprimé ne doit être laissé au bord du chemin » déclare l'Union nationale des syndicats de journalistes (UNSN) dans un « appel solennel aux représentants de toute la presse française et des pouvoirs publics ». Evoquant l'éventuelle liquidation de l'Agence centrale de presse, l'UNSN ajoute : « Force est de constater que dans quelques jours les conditions du pluralisme des sources d'information dans ce pays auront été fondamentalement modifiées (...) Il serait scandaleux que ne soit pas mis en œuvre un plan social de haut niveau pour éviter de voir les journalistes de l'AFP être les victimes de l'abandon d'un principe démocratique qu'ils ont défendu jusqu'au bout avec honneur et courage ».

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

CULTURE

THÉÂTRE

Le colosse et le petit moine

Antoine Vitez met en scène à la Comédie-Française « la Vie de Galilée », de Brecht

Quand la bombe tomba sur Hiroshima et sur Nagasaki, Brecht était aux Etats-Unis ; il préparait la mise en scène de Galilée avec Charles Laughton. Et Brecht écrit : « Du jour du lendemain la biographie du fondateur de la physique nouvelle se déchirait différemment. L'infamie et la bombe des bombes plaçaient le conflit de Galilée avec les autorités de son temps dans une lumière nouvelle plus rude... Il était devenu infamant de découvrir quelque chose ».

La bombe atomique venait de confirmer, au lieu de l'infirmer, ce que Brecht avait dit : l'un des mérites de la pièce de Brecht.

Conduite de l'Eglise : Brecht a précisé que « la pièce perd forcément une grande partie de son effet si sa représentation est dirigée principalement contre l'Eglise catholique ».

Elle cherchait en fait, l'Eglise catholique, par quel « glissement » donner son accord à la physique de Copernic et de Galilée. Déjà elle avait laissé passer cette physique en tant qu'hypothèse de travail, de recherche, et cela Brecht l'a d'ailleurs noté, dans sa pièce. De l'histoire, l'ouvrage de Copernic, publié en 1543, n'avait pas même été inquiété par l'Inquisition, car il était donné pour une « hypothèse ». Et Galilée lui non plus, n'avait pas été semencé, pour la même raison, lorsqu'il avait publié en 1610 son Sidereus.

Tout changeait à partir du moment où Galilée, sans attendre que l'Eglise ait su négocier son virage, tendait à tout un chacun sa lunette d'observation, et faisait passer Copernic de l'hypothèse au fait réel, avec la preuve.

Et là, comme l'a bien vu Brecht, l'attaque contre Galilée s'est développée sur deux plans distincts : l'Inquisition et la théologie.

Pour l'Inquisition, il n'était pas admissible d'émettre une affirmation « contraire aux Saintes Ecritures ». Plusieurs textes de la Bible présentaient une Terre fixe et un Soleil mobile. Par exemple le Psaume XVIII : « Le soleil, semblable à un époux qui sort de sa chambre, se réjouit de courir : à la limite des cieux il se lève, et achève sa course à l'autre extrémité. » (C'est la défense, de la part des inquisiteurs, de toucher au texte des Ecritures, était si absolue qu'ils pouvaient envoyer au bûcher quiconque disait par exemple, prenant la Bible à contre-pied, que Tobie n'avait pas eu de chien, ou que Aaron ne portait pas la barbe.)

Face aux inquisiteurs, les cardinaux et le pape cherchaient comment l'ouïr. « Il n'est pas tout à fait sûr que le sens de l'Ecriture soit clair », disaient-ils, ou « l'Ecriture a simplement employé la langue du peuple, une image », et le cardinal Bellarmin allait plus loin : « Quand aura-t-elle été trouvée une

démonstration du mouvement de la Terre, alors il conviendra d'interpréter autrement l'Ecriture qu'on ne l'a fait jusqu'ici ».

Les historiens ont prouvé que la quasi-totalité des procès d'Inquisition avaient pour raison l'intérêt, le besoin de s'emparer de biens fonciers ou de fortunes, ou bien des histoires de personnes. D'autre part, un livre italien récent, de Pietro Redondi (publié par Gallimard sous le titre Galilée hérétique), avance que Galilée n'a pas été accablé par l'Inquisition sur la physique de Copernic, mais parce qu'il soutenait une théorie de la chaleur qui impliquait la négation de la doctrine eucharistique de la transsubstantiation. Accusation bien plus grave, c'est pourquoi les « amis » de Galilée, dont le cardinal Barberini devenu Urbain VIII, auraient opéré le transfert vers la « pseudo-hérésie Copernic », moins dangereuse.

La saisie du monde

Une autre « difficulté » fondamentale de la pièce est énoncée ainsi par Brecht : ce serait une grave erreur si « la rétractation de Galilée était présentée comme raisonnable, en alléguant que cette rétractation lui a permis de poursuivre ses travaux scientifiques ». (Remarquons au passage – preuve supplémentaire de l'ambiguïté du procès – que la rétractation, dans un procès d'Inquisition, était obligatoirement faite en public, alors que celle de Galilée fut faite « au secret », devant les seuls inquisiteurs, puis lus dans les rues ensuite.)

Brecht dit que Galilée, par sa rétractation, « a enrichi l'astronomie et la physique en privant en même temps ces sciences d'une grande partie de leur signification sociale... La bombe atomique est, comme phénomène aussi bien technique que social, le produit final typique de sa présomption scientifique et de sa carence sociale ».

Brecht estime qu'avec Galilée la science se change en une querelle de spécialistes, et s'éloigne du peuple. Il cite alors Walter Benjamin, qui disait que le héros de la pièce n'est pas Galilée mais le peuple. Et il est vrai que la plus forte scène de la pièce est l'arrivée du « petit moine », qui est aussi un physicien, et qui dit : « alors que j'observe les phases de Vénus, je me représente mes parents assis avec ma sœur autour du feu, je vois parfaitement leurs visages dans leurs mains ».

Et, dans cette nouvelle présentation, à la Comédie-Française, de la Vie de Galilée, mise en scène par Vitez, un phénomène saisissant a lieu, pendant cette scène du petit moine. C'est que jusque-là Brecht

a enfoncé et enfoncé son clou, qui, comme il sait si bien le faire, et comme si chaque scène était une scène d'exposition, de la thèse et de l'antithèse, et cela tout droit ou par ricochet, et les taches du soleil s'imposent, et les inquisiteurs s'approchent, mais voici que, tout à coup, c'est le petit moine, et toute la pièce se déchire, parce que sans déchirure elle ne serait pas un tissu.

Et c'est là que, Antoine Vitez, comme il sait si bien le faire lui aussi, donne à voir et à entendre la fibre cruciale de l'œuvre, sans aucun effet, apparent de mise en scène, en ceci qu'il répond exactement à Brecht, lorsque Brecht nous dit que la perspective sur la vie ne peut être donnée, dans le théâtre, que par « les dispositions matérielles réfléchies du comédien ».

Ce comédien qui joue le petit moine, c'est Rodjep Mitrovitsa. Il doit jouer un texte d'une charge spirituelle, philosophique, considérable. Et il le fait avec un art d'une limpidité, d'une énergie, et, disons, le mot de « grâce », très simples et très belles. De même ce sont les « dispositions matérielles réfléchies », de Valérie Dréville (la fille de Galilée), Jean-Yves Dubois (Andréa Sarti, l'élève de Galilée), Marcel Bozonnet (le cardinal Barberini), Martine Chevalier (Madame Sarti, la « sœur » de Galilée, et de tous leurs camarades, si tableau après tableau, infusent tant d'intensité, d'incandescence, à cette « magnifique représentation. Mais n'allons pas oublier Roland Beria (Galilée), excellent comme toujours, et d'un style comme toujours un tant soit peu flou, ondulant, fondu (Brecht indique tout de même « le personnage colossal de Galilée »).

Les décors de Yannis Kokkos sont très beaux. Brecht ne voulait pas que Galilée semble enfermé dans un laboratoire. Par l'image de ce que Chirico appelait le mystère et la solitude d'une rue, Yannis Kokkos montre non pas un décor, mais des vies innombrables, qui seraient atteintes par l'action, par le regard de Galilée sur trois satellites de Jupiter... « Tu n'es pas dans le lieu, c'est le lieu qui est en toi », disait le mystique allemand Angelus Silesius, et : « la lumière est le vêtement de Dieu » : c'est saluer en trois mots l'art si « imprégnant » de Yannis Kokkos.

MICHEL COURNOT

► Comédie-Française, 20 h 30, en alternance jusqu'au 29 juillet. Tél. : 40-15-00-15.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par arrêt en date du 28 juin 1989, la 1^{re} chambre de la Cour d'Appel de Paris a déclaré James GOLDSMITH et Xavier RAUFER coupables de diffamation publique envers Samir NAJMEDDIN, la société S.A.S. TRADE AND INVESTMENTS INC, en raison d'un article publié dans le numéro 1881 de l'hebdomadaire L'EXPRESS des 24-30 juillet 1987 sous le titre « ABOU NIDAL : Affaires d'Etat ».

Pour : « Considérant que ces passages visent à imputer aux Sociétés SAS, en Pologne, et ZIBADO, en RDA, de se livrer au trafic illicite d'armes pour le compte de l'organisation d'ABOUC NIDAL, considérée comme une organisation terroriste ; Que Samir NAJMEDDIN, nommément désigné, est présenté dans l'article incriminé comme « le dirigeant pivot » et « le véritable animateur » de ces sociétés et qu'il aurait livré un important matériel d'armes, notamment à la LIBYE et à la RDA ; Qu'il se serait donc rendu complice d'agissements illicites pour le compte d'une organisation terroriste ; Considérant que ces imputations portent incontestablement atteinte à l'honneur et à la considération des parties civiles et sont susceptibles de faire l'objet de preuves et d'un débat contradictoire ; Que c'est donc à juste titre que le tribunal a estimé que les passages incriminés présentaient un caractère diffamatoire ».

Et a condamné solidairement James GOLDSMITH et Christian DE BONGAIN dit Xavier RAUFER à payer à titre de dommages-intérêts la somme de 10 000 F à Samir NAJMEDDIN ainsi que celle de 10 000 F à la société SAS TRADE AND INVESTMENTS INC, et au titre de l'article 475-1 du code de procédure pénale, pour les frais non répérables exposés devant le tribunal et la Cour, la somme de 4 000 F à chacune de ces deux parties civiles.

CE MOIS-CI DANS

SCIENCE **S'AVENIR**

NUCLÉAIRE
LES TROIS DÉFIS

La nouvelle donne, quatre ans après Tchernobyl

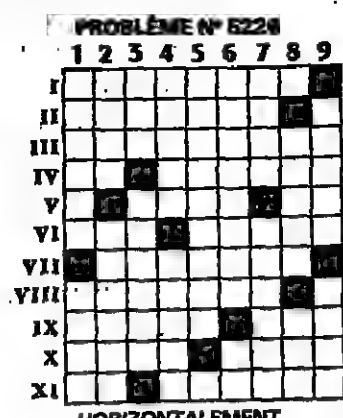
AU MÊME SOMMAIRE

- LA FORMULE 1 AU SERVICE DE LA MÉDECINE •
- LE MYSTÈRE DE LA SUPERNOVA •

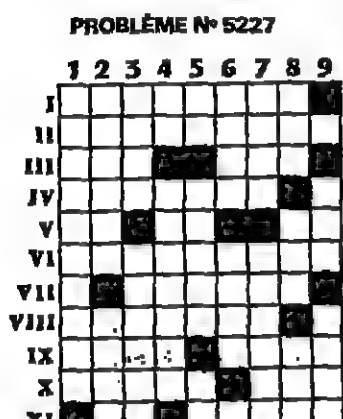
AGENDA

MOTS CROISÉS

Une regrettable erreur nous a fait publier dans nos premières éditions du 28 mars une mauvaise définition des mots croisés. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser et rétablissent ci-dessous ce problème ainsi que celui du jour.



PROBLÈME N° 5226
I. Prennent régulièrement une veste. — II. Pour mettre du propre dans ses affaires. — III. Employeur de la molette. — IV. Note. Obtenir un engagement. — V. Baigne dans l'huile. Cause des brûlures. — VI. Apporte l'humidité. Desolés à la production. — VII. Homme de main. — VIII. Noirs. — IX. Sont placés devant les « couverts ». Qui ne saurait faire du bon travail. — X. Est en jeu. Boit beaucoup. — XI. Conjonction. Fait des divisions.



PROBLÈME N° 5227
I. On perd le nord quand elle est affolée. — II. Quand elle est brûlée, ce n'est pas du réchauffé. — III. Conviendra. Une grosse tranche. — IV. Un véritable enfer. — V. Sans effets. Une nappe. Pour

VERTICALEMENT

1. Ne sentent pas toujours la rose. Fille ou garçon. — 2. Opération qui fait soustraire. A occupé des chercheurs. — 3. Élément du monde végétal. Bien attachées. — 4. Arriver à la fin. Assurément acceptées. — 5. Font des points. — 6. A remporté un grand Prix. Sont visibles en partie. — 7. Pour celui qui met le pied à l'étrier. C'est pour jouer qu'on la bat. — 8. Se laisse aller. A permis des échanges. — 9. Donne l'existence. Fait partir quand elle arrive.

Solution du problème n° 5225

Horizontalement

I. Bavard. — II. Éclaircie. — III. Lia. Serré. — IV. Léda. Sûre. — V. Irisée. — VI. Menotte. — VII. Ibis. Ira. — VIII. Sir. Grèce. — IX. Té. Oû. Uim. — X. Eric. Lieu. — XI. Sel. Vaise.

Verticalement

1. Bellicistes. — 2. Acier. Bière. — 3. Vladimir. II. — 4. As. Ases. — 5. Ris. En. Go. — 6. Dresse. — 7. Ecu. Treuil. — 8. Irritables. — 9. Fées. Emue.

la troisième personne. — VI. Où il n'y a rien à louer. — VII. Sont dominées par deux escarpements. — VIII. Où l'on a mis des sièges. — IX. Fond pour culottes. La cinquième est inutile à celui qui roule carrosse. — X. N'est pas un bon diable. Coule à l'étranger. — XI. Un peu de tendresse. Province.

VERTICALEMENT

1. Des femmes qui se sont mises en grève. — 2. Qu'on peut mettre avec les bruns. Civil. à la main. — 3. Etat. Se fait bien entendre. — 4. Qui a circulé. Mit la gomme. — 5. Abréviation. Sert de régie. Symbole. — 6. En Belgique. Forme un estuaire. — 7. Être à l'ouvrage. Quand il est naturel, peut devenir pressant. — 8. On se découvre quand il arrive. Pronom. Pas imprimé. — 9. A de fortes mâchoires quand elle est anglaise. Parlent parfois à tort et à travers.

GUY BROUTY

PARIS EN VISITES

JEUDI 29 MARS

« De l'impressionnisme à l'expressionnisme », 10 h 30, entrée du Musée de l'Orangerie, place de la Concorde (L'Art et le musée).
« Une heure au Père-Lachaise », 11 heures et 15 heures, boulevard Ménilmontant, face rue de la Roquette (IV. de Langlade).
« La nature de la vie seigneuriale », 12 h 30, 8, place Paul-Painlevé (Musée de Cluny).
« Le Palais de Justice en activité », 14 h 45, 1, quai de l'Horloge (Tourisme culturel).
« L'Oratoire du Louvre, de la chapelle royale du Louvre au temple protestant et son quartier », 15 heures, angle rue de Rivoli/rue de l'Oratoire (Monuments historiques).
« Le grand voyage de Dante sur les mondes éternels. L'état du monde scolastique de l'Italie médiévale », 15 heures, sortie métro Temple (J. Hauriol).
« La Butte-aux-Cailles », 14 h 30, métro Convoi (Paris pittoresque et insolite).
« Hôtels et églises de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Réhabilitation du passé).
« L'église royale du Val-de-Grâce », 14 h 30, 277 bis, rue Saint-Jacques (Art et histoire).
« Hôtels et passages pittoresques du faubourg Saint-Honoré », 14 h 30, parvis de l'église de la Madeleine (M. Puyne).

« Portes ouvertes » sur l'assurance-maladie. — La caisse primaire d'assurance-maladie de Paris organise une matinée « portes ouvertes », le samedi 31 mars, de 8 h 30 à 13 heures. La caisse propose à ses visiteurs de jeter un regard sur son informatique, de s'intéresser à sa télématique, de tout savoir sur les accidents de travail et de tester leurs connaissances en assurance-maladie. Quatre centres de paiement seront ouverts : 28, rue d'Hauteville, 75010 Paris ; 19, rue Didot, 75014 Paris ; 28, rue Boursault, 75017 Paris ; 89, rue Villiers-de-l'Isle-Adam, 75020 Paris.

► CPAM, 69 bis, rue de Dunkerque, 75453 Paris Cedex 09. Tél. : 42-60-63-67.

« Le nouveau Drouot », 15 h 30, 13, rue de la Grange-Batelière (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

30, avenue Corentin-Cariou (Forum d'Explora), 15 heures : « Moins de la mer : la qualité des eaux du littoral », par F. Médéric (Club des sciences et de l'industrie).
Mairie, 1, place d'Italie, 17 h 45 : « Dernières routes de la néopolitain Saint-Marc », par M. Besson (Société d'histoire et d'archéologie de la troisième arrondissement).
Collège international de philosophie (amphithéâtre Henri-Poincaré), 18 h 30 : « La question de l'indien aujourd'hui en URSS », par L.N. Romanov (École pratique des hautes études).
Auditorium du Musée du Louvre, 18 h 30 : « La peinture du visage dans l'art romain », par F. Barthe. Centre Georges-Pompidou (salle d'actualité de la BPI), 18 h 30 : « La théorie des catastrophes : mathématiques et philosophie ». 91, rue de Seine, 20 heures : « L'émergence d'un nouveau tohu-bohu », par M.-M. Davy. Inscription indispensable au 43-25-27-44 (L'Espace bleu).

127, rue Marcadet, 20 heures : « Soirée d'information sur le Salvador » (Mission vers).
18, rue de Varenne, 20 h 30 : « Disparitions et sécurité en Europe. Comment bâtir le paix ? » avec D. Courty (Centre Varenne).
Musée de l'Homme, 17, place du Trocadéro, 20 h 30 : « Méditation et vie quotidienne », avec Luma Dans Teindrop et R. Rich, président de l'association Zan internationale Union bouddhiste de France.

28, avenue George-V, 20 h 30 : « Vivre la part d'un monde : travail de deux familles et des migrants », par J. Piliot (L'Atelier Paris - Ile-de-France).
10, rue Alfred-de-Vigny, 21 heures : « Le rôle de la « diplomatie culturelle » de nos jours : le cas de la Grande-Bretagne », par J. Rogier (Fondation Del Duca).

45, rue La Bruyère, 20 h 30 : « Le rabbin et le politique », avec E. Ben-El-Mechaieq, A. Krieger, E. Deutsch et le rabbin D. Fehri (Alliance israélite universelle).

AUTOMOBILE

La Renault Espace ou l'invitation aux vacances

Il n'est pas mauvais parfois de faire le point sur un véhicule plusieurs années après son lancement. Ainsi en est-il de l'Espace, dont les carnets de commande ne désemplissent pas.

Six ans après son lancement, ce « concept nouveau » d'automobile, comme disent les hommes de marketing, trouve des concurrents sur sa route — la Prairie de Nissan ou le Voyager de Chrysler — mais sans que ses ventes en soient affectées. En janvier dernier, elles ont représenté 1 % du marché français, soit 2 500 voitures. Un record. Matra, qui l'a inventé, en produit maintenant 175 par jour à Romorantin et Renault 35 par jour dans l'usine d'Alpine à Dieppe.

Offrir une berline dotée d'un volume intérieur maximum dans une longueur hors tout de 4,36 m, c'est-à-dire 10 cm de moins que la Renault 21, tel était le « concept ». Ajoutons une grande accessibilité, d'importantes surfaces vitrées, un plancher plat et surtout des sièges basculants et amovibles, qu'on déplace ou retourne en deux mouvements : cette famille était faite pour recevoir force malles, valises, paquets, filets à cravettes, vélos et... tous les enfants qui vont avec. Une

invite aux vacances normandes. Renault en propose neuf versions en France dont une diesel et deux turbo diesel. Les prix s'échelonnent de 124 200 F à 190 600 F pour le summum, la 2000-1 Quadra à quatre roues motrices : en cas de neige lors des vacances alpines. Preuve que le succès se décline : on trouve même des sièges cuir en option.

La version essence de haut de gamme la 2000-1 (161 500 F) à traction avant, qui reçoit le moteur de 1 995 cm à injection de 120 ch, devient une berline rapide (178 km/h sur le papier) formidablement confortable sur autoroute et qui, en ville, reste maniable mieux qu'une voiture moyenne grâce à la direction assistée.

Renault la gratifie d'une consommation de 8,8 litres pour 100 km, mais chargée comme on l'a dit, compte plus de 11 litres voire 13 si l'on pousse les régimes. Il vaut mieux l'éviter : sur route nerveuse l'arrière du véhicule est affecté d'un léger roulis. L'Espace n'est pas sportive, c'est la charrue opposée. Mais du haut de ses sièges, le regard surplombe les autres, les simples voitures. Dans les embouteillages, au retour sur Paris, ça vous distingue.

E.L.S.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 28 mars 1990 :

DES LISTES

« des élèves de l'Ecole supérieure de fondation ayant obtenu en 1989 le diplôme d'ingénieur ou le diplôme de technicien de cet établissement. »

« des élèves de l'Ecole supérieure des sciences et des technolo-

gies des industries du bois de l'université Nancy-I ayant obtenu le diplôme de cet établissement en 1988. »

UN AVIS

« relatif à l'index national Bâtiment « tous corps d'état » (synonyme BT 01) qui s'établit à 447,1 en septembre 1989 et à 446,3 en octobre 1989. »

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 7, RUE DES ITALIENS 75462 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-37-27
Télécopieur : (1) 46-23-06-81

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-30-00
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, La Monde-Entreprises, M. Gaudier Beuve-Méry, M. André Fontaine, gérant.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et les éditions du Monde sur (1) 42-47-38-61.

Le Monde PUBLICITE
5, rue de Valenciennes, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-62 et 45-55-91-71
Tél. MONOPUB 306 136 F

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composé 30-15 - Tapez LEMONDE ou 30-15 - Tapez LM

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

11, rue Jean-Maxet, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 49-60-33-90

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE À DOMICILE : Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

CARNET DU Monde

Naissances

— Thomas
est né le 26 février 1990.

Florence et Yves MASSOT,
27, rue de Versailles,
92410 Ville-d'Avray.

Adoptions

— Laure et Vladimir
TROUBETZKOY
sont heureux d'annoncer l'arrivée de

Nicolas,

né le 3 janvier 1990, à Varsovie.

2, rue du Commandeur,
75014 Paris.

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès

de M. Pierre LAUZEL, président honoraire du Conseil national de la comptabilité, professeur honoraire à l'Institut d'administration des entreprises de l'université de Paris, officier de la Légion d'honneur.

Les obsèques auront lieu le 30 mars 1990, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Champs, Paris-6.

L'inhumation se fera au cimetière du Montparnasse.

— L'ingénieur en chef de génie maritime (ER) Lucien Poupeville a l'honneur de faire part du décès de sa mère.

M^{me} Louis POUPEVILLE,
née Marguerite Laloy,

passée en sommeil dans la nuit du Christ, le 7 mars 1990, à l'âge de son quatre-vingt-deuxième anniversaire.

La messe de funérailles a été célébrée le 13 mars, en l'église des Gosses, à Saint-Marcel (Manche).

Prière pour elle, en y associant son époux, rappelé à Dieu, le 28 février 1983, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Is reposent ensemble dans le petit cimetière marin qui entoure l'église.

Is furent très estimés, nous leur souvenons à notre mémoire.

Saint-Marcel, 50310 Montebourg.

— M. et M^{me} Stanislas ROSIER, ses parents,

Dominique Rosier,

sa sœur, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès

accidental de

Laurence,

survenue le lundi 26 mars 1990, à l'âge de treize ans.

Ses obsèques auront lieu le jeudi 29 mars, à 15 h 15, au cimetière parisien de Bagneux, où l'on se réunira à la porte principale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-36-03

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 87 F

Abonnements : 77 F

Commercial, divers : 90 F

— Nous apprenons le décès de l'

ingénieur général de l'Armement (CR), Robert VIENNET, officier de la Légion d'honneur, médaille d'honneur service, ancien expert national, expert honoraire près la cour d'appel de Paris,

survenu le 23 mars 1990, à Paris-9.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale, au cimetière de Meung-sur-Loire, dans le caveau de famille.

11, rue Victor-Hugo, 91240 Saint-Michel-sur-Orge.

Anniversaires

— Premier anniversaire du décès de

Nina BEHAR.

Je tiens à remercier ceux et celles qui se sont montrés solidaires de ma douleur et qui ont agi pour que sa mémoire demeure vivante. Je leur exprime ma profonde reconnaissance.

Son époux, Vladimir BEH.

— Il y a un an, le 29 mars 1989,

Bernard PONTY

nous quitte.

En ce jour anniversaire, nous nous par la prière et la pensée, tout en gardant le souvenir comme il aurait dû.

Communications diverses

— Cercle Bernard Lazare : En URSS, un antisémitisme qui se conjugue au présent. Débat avec Fabien Balkasson, journaliste, correspondant de Radio Free Europe. Jeudi 29, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, 75003 Paris.

— « A quel point le psychisme ? », tel sera le thème du débat organisé par la revue Passages, le 3 avril, à 20 heures, au restaurant Goldenberg, 7, rue des Rosiers, 75004 Paris, avec la participation de C. Meiman, D. Sibony, C. Damozel, M. Mamont, S. Lécuyer, L. Israël, E. Malet, etc. Pour réserver, adresser un chèque de 130 francs par personne à l'ordre de l'Association des amis de Passages, 17, rue Simone-Weil, 75013 Paris. Tél. : (1) 43-84-30-02.

Nos abonnés bénéficient d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

PICARD

LIBRAIRIE INTERNATIONALE

82, rue Bonaparte, PARIS VI^e

Métro : Saint-Sulpice

HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE ARCHITECTURE - BEAUX-ARTS RÉGIONALISME

Livres neufs - Livres anciens

Catalogue bimestriel

Envoi sur simple demande

Aujourd'hui et jours suivants 10 h à 19 h, même dimanche

liquidation

par autorisation préfectorale

Grandes griffes

CLUB des 10

POUR LUI POUR ELLE

rabais 50 à 70 %

58, faubourg Saint-Honoré (8^e)

Prochainement transféré, 13, rue Royale

(Publicité)

« SOURDS ET MALENTENDANTS »

LA MUTUELLE DE LA PRESSE ET DU LIVRE

Organise les lundi 2 et mardi 3 avril 1990 (service acoustique) deux journées réservées aux sourds et malentendants.

— Vous pourrez gratuitement faire réviser vos appareils auditifs.

— Essayer les nouvelles prothèses auditives ultra-miniaturisées.

PRENEZ RENDEZ-VOUS AU 40-39-75-75

M.N.P.L. SERVICE ACOUSTIQUE

29, rue de Turbigo, 75009 Paris

551 من الامم

AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

Évolution probable du temps en France entre le mercredi 28 mars à 0 heure et le jeudi 29 mars à 24 heures.

Les nuages qui touchaient mardi les régions les plus à l'est du pays s'éclaircissent vers l'ouest jeudi, mais ne seront plus très actifs. Les pluies se faisant de plus en plus rares et éparpillées. Plus à l'ouest, c'est-à-dire sur les régions proches de la Manche, les éclaircies seront plutôt brefs. Le mistral et la tramontane souffleront encore fort.

Jeudi : belles éclaircies près de la Manche, nuages ailleurs.

Le matin, les nuages seront déjà abondants sur une grande moitié du pays, c'est-à-dire des Ardennes au Languedoc-Roussillon et à l'est du pays. Il pleuvra un peu, surtout sur le nord-est du pays ainsi que sur la rive sud (sauf au-dessus de 700 mètres). Sur le Corps et l'extrême Sud-Est, les précipitations resteront encore orageuses. Plus à l'ouest, le brouillard de matinée sera plutôt nuageux et légèrement brumeux.

En cours de journée, les nuages gagneront de plus en plus vers l'ouest et s'éclaircissent effectivement le soir sur les régions allant du Nord à la Normandie et à la Bretagne. Ailleurs donc, l'après-midi sera nuageux avec encore des petites pluies ici et là. En Corse, il y aura toujours des nuages et on pourra même entendre un coup de tonnerre. Plus de la Méditerranée, le ciel sera nuageux, mais il y aura de belles périodes ensoleillées.

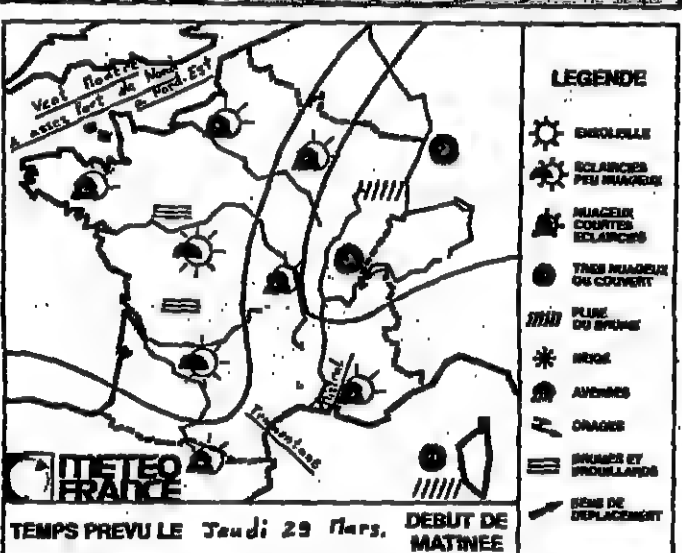
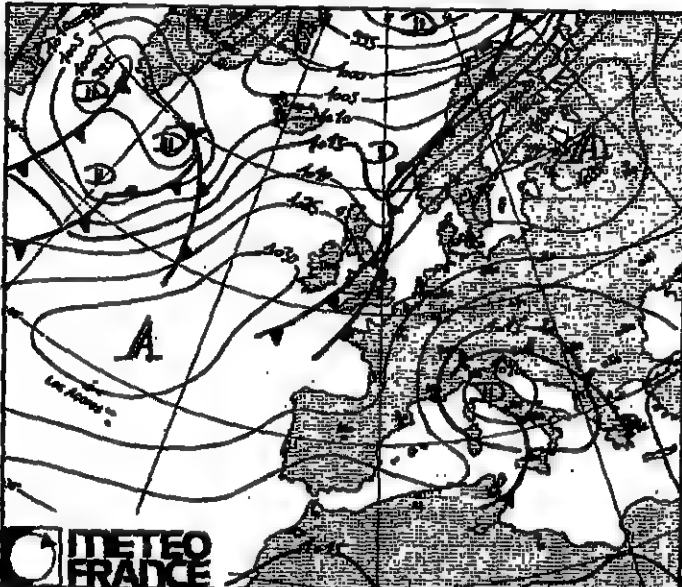
Les températures maximales seront encore bonnes, entre 0 et 3 degrés dans l'intérieur du pays, localement - 1 à - 3 dans les régions d'altitude, et de 3 à 9 degrés dans les régions côtières.

L'après-midi, les thermomètres indiquent entre 8 et 11 degrés en général et jusqu'à 13 à 15 degrés près de la Méditerranée.

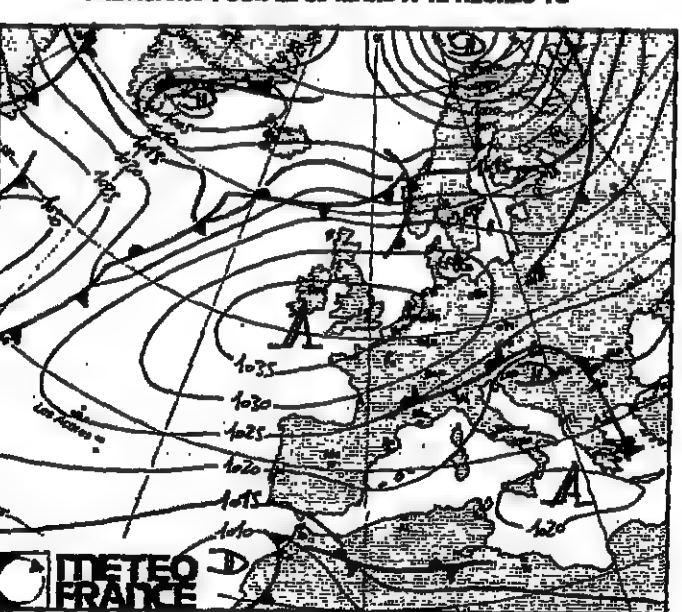
Le mistral et la tramontane souffleront encore fort avec des pointes atteignant les 90 km/h.

Près de la Manche, un vent modéré de nord-est soufflera.

SITUATION LE 28 MARS A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 30 MARS A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

la 27-3-1990 à 6 heures TU et la 28-3-1990 à 6 heures TU

FRANCE	TOURS	LOS ANGELES
ALGER 13 3 P	10 0 N	15 12 C
BARCELONE 11 3 N	10 2 N	16 2 C
BORDAUX 11 1 D	10 2 N	14 2 D
BRESCIA 8 3 C	10 2 N	14 2 D
BRESCIA 8 3 C	10 2 N	14 2 D
CARL 9 6 C	10 2 N	14 2 D
CHERBOURG 8 5 C	10 2 N	14 2 D
CLERMONT-FR 6 1 P	10 2 N	14 2 D
DUPIN 6 2 N	10 2 N	14 2 D
GRENOBLE 8 3 C	10 2 N	14 2 D
LILLE 8 3 C	10 2 N	14 2 D
LONDRES 6 3 C	10 2 N	14 2 D
LYON 8 3 C	10 2 N	14 2 D
MARSEILLE 12 2 D	10 2 N	14 2 D
NANCY 8 3 C	10 2 N	14 2 D
NANTES 12 2 D	10 2 N	14 2 D
NEZ 8 3 C	10 2 N	14 2 D
PARIS-MONTS 8 3 C	10 2 N	14 2 D
PAU 8 3 C	10 2 N	14 2 D
PERPIGNAN 10 5 D	10 2 N	14 2 D
RENNES 9 4 C	10 2 N	14 2 D
STRASBOURG 10 2 C	10 2 N	14 2 D
STRASBOURG 10 2 C	10 2 N	14 2 D

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi matin dimanche-matin. Signification des symboles : S Signal dans le Monde radio-télévision • F Film à voir • O On peut voir • N Ne pas manquer • M Météo • C Chef-d'œuvre • D Drame • L Littérature • M Musique • P Pédagogie • R Récit • S Séries • T Téléfilm • V Vidéo • W Week-end • X X-mas • Y Yéyé • Z Zéro

Mercredi 28 mars

- TF 1**
- 20.45 **Variétés** : Soirée soignée. Spécial Holiday on ice, en direct du Palais des sports. Avec Jean Trépo, François Feldman, Carlos Gold, Atlantic, Lisa Stansfeld, Sandra, Dominique Lavanant.
- 22.35 **Série** : Le salon du prêt-à-signer. De Joli Serik, avec Hugues Quester, Jeanne Guip.
- 0.00 **Journal** : Météo et Bourse.
- A 2**
- 20.45 **Série** : Les héros de Colette. Le bûche en herbe, de Serge Meynard, avec Marianne Basler, Mathieu Rozé. Un adolescent naïf à l'amour. De Bernard Rapp et Marie-France Koemowski.
- 22.05 **Magazine** : Météo et Bourse.
- 22.15 **Magazine** : Du côté de chez Fred. L'archaïsme William Burroughs.
- FR 3**
- 20.35 **Variétés** : Les grands. Émission de Jean-Pierre Cottet et Maxime Lafont. 2. 50th An. Avec Catherine Ringer, Jacques Weber, Dave, Des Des Bridgewater, Pato, Georges Moustaki, Gérard Blanchard, Liane Foly, Daniel Guichard, Serge Gainsbourg.
- 21.55 **Magazine** : Mille Bravo. Présenté par Christine Bravo. Avec Paolo Costa, Wolinski (dessinateur), Ricky Ford (sax), les Enfoies (chœur brésilien), Laurent Calvo (piano), Raphaël Fery (gitarre), Paris Texas Ensemble (classique-tyrénien), Stasio (comique gestuel), Miro Contrand (peintre).

- 22.15 **Journal** et **Météo**.
- 22.35 **Magazine** : Mille Bravo (suite).
- 22.35 **Musique** : Carnet de notes. Concerto pour guitare, de Haydn, par l'Ensemble orchestral de Haute-Normandie, dir. Jean-Pierre Berling, et Alexandre Lagoya, guitare.
- CANAL PLUS**
- 20.30 **Cinéma** dans les salles.
- 21.00 **Cinéma** : Fatal beauty. Film américain de Tom Holland (1987). Avec Whoopi Goldberg, Sam Elliott, Robin Blakes.
- 22.40 **Flash** d'informations.
- 22.45 **Cinéma** : Saigon, l'enfer pour deux filles. Film américain de Christopher Crowe (1987). Avec William Defoe, Gregory Hines, Fred Ward (v.o.).
- 0.25 **Cinéma** : Thérèse Raquin. Film français de Marcel Carné (1953). Avec Simone Signoret, Raf Vallone, Sylvie.
- LA 5**
- 20.40 **Téléfilm** : Justice express. De Richard Merin, avec Jean Leclerc, David Jell. Un diplomate suisse en poste à Québec recueille le seul survivant d'un commando de terroristes.
- 22.20 **Débat** : Victimes du terrorisme, entre loi et révolte. Animé par Gilles Schneider.
- 0.00 **Journal** de minuit.
- M 6**
- 20.35 **Téléfilm** : Hors jeu. De Buzz Kulik, avec Jack Warden, James Caan. Deux amis passionnés de foot.
- 21.55 **Série** : Le Saint.
- 22.45 **Magazine** : La glorie et le balancement. De Charles Villeneuve. L'affaire Céline.
- 23.45 **Musique** : Boulevard des clips. (et 0.35).

LA SEPT

- 19.50 **Documentaire** : Les gitans (2). De Claude Pérou et Robert Marthouret.
- 21.00 **Téléfilm** : Alcyon. De Fabrice Caron.
- 22.30 **Magazine** : Dynamite. De Benoît Delapine et Marilène Sordani.
- 23.00 **Téléfilm** : Noir pêché. De Jean-Marie Straub et Danièle Huillet.
- 23.45 **Film** d'animation : Les habitants d'Arthur Palechian.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 **Antipodes**.
- 21.30 **Correspondances**. Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse et du Canada.
- 22.00 **Communauté** des radios publiques de langue française.
- 22.40 **Nuits magiques**. Littérature.
- 0.05 **Du jour au lendemain**.
- 0.50 **Musique** : Coda. Philip Dick.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 **Concert** (donné le 10 septembre 1989, lors du Festival de Ludwigsburg) : Quatuor à cordes n° 2 en sol majeur, op. 18, n° 2, de Beethoven ; Quatuor à cordes n° 2 en ré majeur, de Borodine ; Quintette pour piano et cordes en fa mineur, op. 34, de Brahms, par le Quatuor de Tokyo (Pinar Quondjian, Kiyohiko Ikeda, Kiyohiko Ikeda, Kiyohiko Ikeda, Kiyohiko Ikeda, Kiyohiko Ikeda).
- 22.20 **Concert** du GRM. Moments, de Giner ; Sibelius, de Boulez.
- 23.07 **Jazz-club**. En direct du club Lionel Hampton (1978). Avec Laurence Mercier, Dora Doll, Mario Canonge (clavier), N'Guyen La (gitarre), Pierre Olivier Govin (basse), Etienne Mappa (basse), Sago (percussions), Tchoko (batterie).

Jeudi 29 mars

- TF 1**
- 13.35 **Feuilleton** : Les feux de l'amour.
- 14.30 **Feuilleton** : La clinique de la Forêt-Noire.
- 15.15 **Quartier** à Saint-Cloud.
- 16.00 **Variétés** : La chance aux cheneaux.
- 16.30 **Série** : Vivement lundi.
- 17.00 **Club** Dorothée.
- 17.50 **Série** : Hawaii, police d'Etat.
- 18.45 **Avis** de recherche.
- 18.55 **Feuilleton** : Santa-Barbara.
- 19.20 **Jeu** : La roue de la fortune.
- 19.55 **Déplacement** : Les feux de l'amour.
- 20.00 **Journal** : Météo et Tapis vert.
- 20.40 **Série** : Police.
- Les nouvelles d'Imogene, de Sylvie Médigan, d'après Exbrayat, avec Dominique Lavanant. Une comédie à l'italienne.
- 22.10 **Magazine** : Ex libris. La fable des mots. Expliquez-moi : Guillaume Viret (poète), Daniel Gelin (Conte poète et écrivain) ; Ex libris : Pierre Baudouin ; Adrien Tournier (de la revue de l'art moderne) ; Poétique autour de Dictionnaire des plaques, de Roland de Chadenay ; Les coups de cœur de Bernard Lavilliers.
- 23.10 **Série** : L'heure du dîner.
- 0.10 **Journal** : Météo et Bourse.
- A 2**
- 13.40 **Série** : Falcon Crest.
- 14.05 **Série** : Les cinq dernières minutes. Règle, de Guy Lescarrou, avec Jacques Aubrey, Marc Eyraud.
- 15.45 **Émission** présentée par Thierry Beccaro. Invité : Michel Fugère.
- 17.05 **Jeu** : Des chiffres et des lettres. D'Amend Jammot, présenté par Laurent Chab.
- 17.25 **Magazine** : Gipsy.
- Où de nuit, docteur ? Reportage : Les années collégiales.
- 18.30 **Série** : Mac Gyver.
- 19.25 **Jeu** : Dessinez, c'est gagné !
- 20.00 **Journal** et **Météo**.
- 20.40 **Magazine** : Envoyé spécial. Spécial Allemagne. Carte blanche au cinéaste Chris Marker : Berlin, future capitale réunifiée ? Portrait d'un maître de l'architecture : Daniel Libeskind, de Pascal Guisard.
- 21.40 **L'heure** de vérité. Invité : Helmut Kohl. Le chancelier allemand répondra aux questions de François-Henri de Vieux, Jean Duhamel, Jean-Marie Colombani et Albert de Roy.
- 22.45 **Informations** : 24 heures sur la 2.
- 23.00 **Météo**.
- 23.05 **Sport** : Basket. Coupe d'Europe des clubs champions : Limoges-Milan.

- FR 3**
- 13.30 **Magazine** : Regards de femme. Invité : Geneviève Pasteur, agrégée de grammaire, spécialiste en langues et littératures grecques et latines.
- 14.03 **Magazine** : Carte verte.
- 14.30 **Magazine** : Dadou babou.
- 15.03 **Feuilleton** : Colorado.
- 16.05 **Magazine** : Télé-Caroline.
- 17.30 **Feuilleton** : Guillaume Tell.
- 17.55 **Dessin** animé.
- 18.03 **Magazine** : C'est pas juste.
- 18.30 **Jeu** : Questions pour un champion.
- 19.00 **Le 19-10** de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
- 20.05 **Jeu** : La classe.
- 20.30 **INC**.
- 20.35 **Cinéma** : Rocky 2, la revanche. Film américain de Sylvester Stallone (1979). Avec Sylvester Stallone, Talia Shire, Burt Young.
- 22.35 **Journal** et **météo**.
- 23.00 **Cinéma** : Une histoire inoubliable. Film américain d'Orson Welles (1967). Avec Orson Welles, Jeanne Moreau, Roger Coggio (v.o.).
- 23.55 **Musique** : Carnet de notes.
- 0.10 **Sport** : Hockey sur glace. France-Autriche.
- CANAL PLUS**
- 13.30 **Cinéma** : L'Intouchable (Gangland). Film américain de Rod Hewitt (1987). Avec Sean, Glenn, Thomas G. Walton, Barbara Stock.
- 15.00 **Pochettes** surprises. La fille de Mohammad, de Suri Krishnamma.
- 15.40 **Cinéma** : Les Barbarians. Film américain de Ruggero Deodato (1986). Avec David Paul, Peter Paul, Richard Lynch, Cabou cadin.
- 17.20 **Croque-mort** : Le conte Mordicus. Super Mario Bros et princesses Zelda ; Charlotte, Néo et Benjamin.
- En clair jusqu'à 20.30**
- 18.15 **Dessins** animés : Ça cartoon.
- 18.30 **Top** album.
- 19.20 **Magazine** : Nulle part ailleurs.
- 20.30 **Cinéma** : La mort en prime (Repo man). Film américain d'Alex Cox (1984). Avec Harry Dean Stanton, Emilio Estevez, Tracey Walter.
- 22.00 **Flash** d'informations.
- 22.05 **Cinéma** : Romuald et Juliette. Film français de Coline Serreau (1988). Avec Daniel Auteuil, Fanny Ardant, Pierre Veneri.
- 23.55 **Un couple** à la mer. Film américain de Gerry Marshall (1987). Avec Goldie Hawn, Kurt Russell, Edward Herrmann.

- LA 5**
- 13.35 **Série** : Baretta.
- 14.40 **Série** : Le renard.
- 15.45 **Série** : Bergerac.
- 16.40 **Dessins** animés.
- 18.50 **Journal** images.
- 19.00 **Magazine** : Reportage. De Patrick de Carot.
- 19.40 **Dessin** animé : Manu.
- 19.45 **Journal**.
- 20.30 **Orbites** d'histoires.
- 20.40 **Cinéma** : Les files du régiment. Film français de Claude Bernard-Aubert (1978). Avec Laurence Mercier, Dora Doll, Gérard Séty.
- 22.25 **Série** : Deux flics à Miami.
- 23.25 **Magazine** : Désir.
- 0.00 **Journal** de minuit.
- M 6**
- 13.20 **Journal** : Cosby show (rediff.).
- 13.45 **Feuilleton** : Dynastie.
- 14.35 **Musique** : Boulevard des clips (et à 16.05, 0.35).
- 17.25 **Informations** : M 6 info (et à 18.25).
- 17.30 **Série** : L'homme de fer.
- 18.30 **Série** : Incroyable Hulk.
- 19.25 **Série** : Les années coup de cœur.
- 19.54 **Six** minutes d'informations.
- 20.00 **Série** : Cosby show.
- 20.35 **Cinéma** : Cabaret. Film américain de Bob Fosse (1972). Avec Liza Minnelli, Michael York, Helmut Griem.
- 22.40 **Série** : Brigade de nuit.
- 23.30 **Série** : L'aventurier.
- 0.00 **Six** minutes d'informations.

LA SEPT

- 14.30 **Méthode** Victor : Anglais.
- 15.00 **Cinéma** : Bashu, le petit étranger. Film iranien de Behrang Beyzai (1987). Avec Susan Tashiri, Parviz Pourhosseini, Adnan Alimfar.
- 17.05 **Documentaire** : Célestine. De Jean-Marie Straub et Danièle Huillet.
- 18.00 **Documentaire** : Claude Berri rencontre Léo Castelli, marchand d'art (2). De Claude Berri.
- 19.05 **Documentaire** : Les sentiers de la réussite (2). De Philippe Grandjean.
- 19.30 **Magazine** : Imagine.
- 20.00 **Documentaire** : Histoire parallèle. De Philippe Grandjean.
- 20.40 **Jazz** soundies collection.
- 20.45 **Documentaire** : Kaitex en Chine. De Suzie Anzi, Willy Piers et Simon Pradins.
- 21.00 **Magazine** : Mégamix. De Martin Maissonier.
- 22.00 **Documentaire** : Cotton club. De John Jeremy.
- 22.45 **Documentaire** : Symphony in black.
- 23.45 **Documentaire** : Scott Ross à la Villa Médici.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 **Dramatique**. Sous le pape d'Eurydice, de Jeanne Benarum.
- 21.30 **Profil** perdu. Léonce Peitot.
- 22.40 **Nuits** magiques. Littérature.
- 0.05 **Du jour au lendemain**.
- 0.50 **Musique** : Coda. Philip Dick.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.00 **Concert** (donné le 23 mars au Théâtre des Champs-Élysées) : Elise, concerto pour soliste, chœur et orchestre, op. 70, de Mendelssohn, par le Chœur et l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Serge Baudo ; sol : Marietta Karmen ; François Desobert, soprano ; Norma Lamy, Roseline Cyrille, alto ; James Anderson, ténor ; Benjamin Lucien, baryton.
- 22.30 **Studio** 116. Le chapeau chinois.
- 23.07 **L'invité** du soir. Michel Beroff, piano.

Audience TV du 27 mars 1990 (BAROMÈTRE Le Monde / SOFRES/NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AVANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	47,4	Roue fortune	16,3	Pub	18,2	1,8	2,2
19 h 45	54,5	Roue fortune	27,1	10,5	8,9	3,3	2,1
20 h 16	59,1	Journal	28,7	15,9	11,5	3,4	4,8
20 h 55	72,8	Signes extérieurs	26,6	19,7	5,8	7,8	11,5
22 h 06	67,9	Signes extérieurs	33,3	6,3	5,2	7,9	14,0
22 h 44	38,4	Ciel... mardi	18,4	8,7	2,5	1,4	3,7

PARIS - ILE-DE-FRANCE

En Seine-Saint-Denis

Des réseaux d'égouts automatisés

Pour éviter les inondations, le département a mis au point une régulation électronique des canalisations souterraines. Une réalisation pilote.

Petit Marais, La Nive, les Pieds Humides, Baigne Cul... autant de noms de lieux qui rappellent que la Seine-Saint-Denis est un département humide, où les inondations n'étaient pas rares. Encore en 1982 et 1983, la montée des eaux s'est faite sans retenue. Les habitants... et les assurances s'en souviennent encore.

Aujourd'hui, ces grandes inondations ne sont plus que des souvenirs. Le secret ? Pour que les eaux ne s'écoulent plus anarchiquement en surface, il faut qu'elles coulent mieux en sous-sol. Et pour cela, le réseau d'égouts doit abandonner le dix-neuvième siècle avec ses cloaques pour entrer de plain-pied dans le monde contemporain, celui des automatisés et de l'informatique.

Le département de la Seine-Saint-Denis présente la particularité d'être extrêmement plat. Ce qui ne serait pas trop grave si un fleuve bien situé en son centre recueillait les eaux. Mais il n'en est rien : les cours d'eau importants — Marne et Seine — sont excentrés ; Tremblay-lès-Gonesse par exemple, est à 20 kilomètres de la Seine. Ce qui pose déjà un problème : lors des hautes eaux, il faut combattre des reflux de la Seine, puis-que les égouts ne peuvent avoir qu'une pente très faible.

Images par satellite

Deuxième caractéristique qui contribue à amplifier le problème de l'écoulement des eaux pluviales : l'urbanisation intensive du département, qui l'a « imperméabilisé » sur une grande surface, empêchant les infiltrations. De plus, de nombreux ruis, collecteurs naturels, ont été recouverts par des routes ou des constructions et transformés ainsi en égouts. Lors d'un violent orage, les eaux, au lieu de s'infiltrer et de s'écouler progressivement en de nombreux points, s'engouffrent dans les canalisations... qui débordent.

Une solution facile se présente immédiatement : si les égouts débordent, c'est qu'ils sont trop étroits et il suffit de les agrandir. C'est d'ailleurs ce que l'on fait dans un premier temps. Ainsi, de gros tuyaux délestent directement vers la Seine et la Marne. Mais l'urbanisation continue et les quantités à évacuer augmentent. Cette

solution ne suffit plus. De plus, elle est extrêmement coûteuse. La pose d'un tuyau de 2,50 mètres de diamètre, à 7 mètres de profondeur, coûte 25 000 francs le mètre, tout compris.

On conçoit donc aisément que les pouvoirs publics s'intéressent de près à la question. En l'occurrence, le conseil général. La Seine-Saint-Denis a une caractéristique commune avec les Hauts-de-Seine et le Val-de-Marne : c'est le département, héritier du département de la Seine, qui gère les réseaux et non les communes, comme c'est la norme ailleurs en France. C'est

que 30 % de l'eau.

« Une fois compris le comportement des eaux, nous avons pu commencer à gérer leur écoulement », explique Hervé Brunet, responsable de la division « gestion des eaux » à la direction des eaux et de l'assainissement. Par exemple, nous avons mieux saisi où installer des bassins de stockage qui permettent d'écarter les arrivées des pointes lors des orages. Ces bassins sont gérés automatiquement à l'aide de calculateurs de vannes. Des sondes électroniques permettent de diriger les écoulements.

Enfin, pour optimiser l'utilisa-

tion des bassins, une gestion automatisée et centralisée du réseau a été mise en place. Depuis un poste de commandement (PC) informatisé installé à Rosny-sous-Bois, la vie du réseau est surveillée en permanence. Les informations de la Météorologie et celles des pluviomètres sont analysées et combinées aux données concernant le réseau : état des canalisations, hauteur d'eau dans les différents bassins.

Au moins problème, une alerte sonne au PC. Pour les stations les plus importantes, les informations parviennent toutes les cinq minutes. « Lors des pluies normales, l'intelligence locale, celle qui est installée dans les stations, peut faire face à 95 % des événements, et au centre nous veillons à ce que tout se passe sans incident. Pour les gros orages, l'ordinateur propose une modification des consignes. Grâce aux prévisions de la météo et aux images de satellite que nous



Patin

donc la direction de l'eau et de l'assainissement qui prend en main le problème, avec les moyens octroyés par le conseil général. Entre 1975 et 1985, un milliard et demi de francs courants ont été destinés aux investissements. Aujourd'hui, le budget de fonctionnement et d'investissement s'élève à 350 millions de francs (sur 1 milliard d'investissement et 3 milliards de fonctionnement pour le département).

An cours des années 70 a été lancée une campagne de mesures et de modélisation des écoulements. Suivie d'une simulation : si on met un bassin à tel endroit avec des tuyaux de tel diamètre, que se passe-t-il lors d'un orage d'une certaine ampleur ? L'un des points difficiles à maîtriser est la valeur du coefficient d'imperméabilisation, qui varie considérablement selon le moment. Ainsi, après une sécheresse, le sol ne laisse passer

que 30 % de l'eau. « Dès 1981, le conseil général a été favorable à cette automatisation. Il faut dire que jusqu'à cette année, ce projet avait coûté 50 millions de francs, soit 2 kilomètres de canalisation, et qu'il permet d'économiser environ les quatre cinquièmes des débordements », affirme Roger Berrebi, directeur à la direction de l'eau et de l'assainissement. Cette réalisation constitue une vitrine pour le département. Elle a été présentée au Japon lors de l'exposition universelle. Des représentants d'une quinzaine de pays sont déjà venus l'étudier.

Dialogue avec les associations

Ce succès ne devrait pas empêcher de réfléchir à une véritable politique de l'assainissement. On se heurte à aux problèmes des compétences administratives. Il faudrait par exemple promouvoir l'assainissement alternatif : chausses poreuses pour retarder les arrivées d'eau, toits plats pour retenir les pluies, construction de petits bassins de retenue sur les terrains imperméabilisés par une construction. Mais les assurances ont peur des risques d'infiltration avec les toits plats. Quant aux bassins de retenue, les pouvoirs publics du département sont désarmés pour les imposer. L'assainissement est prévu par les POS (plan d'occupation des sols) définis par les maires. « Il est très souvent insuffisant, mais aucun maire ne l'admettra », regrette Roger Berrebi. On nous demande parfois notre avis lors des demandes de permis de construire, mais il est trop tard, les budgets sont bouclés. La seule arme du département est le refus de raccordement aux canalisations.

Autant le dialogue peut être insuffisant, certaines initiatives, au sein d'associations avec les usagers et leurs associations. « Nous avons maintenant de véritables échanges », affirme Roger Berrebi. Nous présentons les travaux prévus aux membres des associations de lutte contre les inondations. Ils nous posent des questions précises, mais comme ils connaissent aussi mieux la technique, ils apprécient les résultats. »

MARTINE KIS

DÉBAT : quel avenir pour la région parisienne ?

La banlieue va mourir guérie

par André Santini

Issy-les-Moulineaux, ma commune, c'est la banlieue !

La banlieue, c'est l'espace d'une lieue sur lequel s'étend le ban du suzerain.

Et ce ban, on l'a longtemps subi : usines polluantes, usines dangereuses (produits chimiques, cartouches, blanchisseries, fonderie), traitement des ordures (décharge puis usine d'incinération...). Banlieue office, banlieue dépotée.

Nul ne s'en est souvenu. Le gouvernement a laissé faire, les préfets ont suivi, les élus ont subi !

La crise a frappé. La banlieue plus que la capitale. Les usines obsolettes ont été touchées les premières, la concurrence internationale a fait le reste. Javel la Croix, Châtou-Desfosse, Gélis, Foncière franco-belge, produits Dalser, Blanchisserie de Grenelle, Compagnie des lampes, SEV-Marchal... De 1969 à 1978, la commune a perdu dix mille emplois sur vingt-sept mille, un séisme éco-

nomique comparable à la crise des pays sidérurgiques ou miniers.

Le gouvernement a laissé faire, les préfets ont suivi, les élus ont subi !

Les tranches industrielles cèdent la place à des bureaux modernes, vingt-trois mille nouveaux emplois en cinq ans, dix mille nouveaux habitants attendus, tous les immeubles HLM réhabilités, la ville repart, la vie est au rendez-vous. L'Etat se manifeste : taxe sur les bureaux, rétablissement de l'agrement, réduction de la dotation globale de fonctionnement, annonce d'une pérennisation fiscale, lancement du plan Rocard pour l'Ile-de-France.

Le gouvernement ne veut pas laisser faire, les préfets précèdent, les élus suivent.

La banlieue va mourir guérie.

► André Santini est député des Hauts-de-Seine (UDF-PSD), maire d'Issy-les-Moulineaux et ancien ministre.

Cinq millions de spectateurs à la Géode

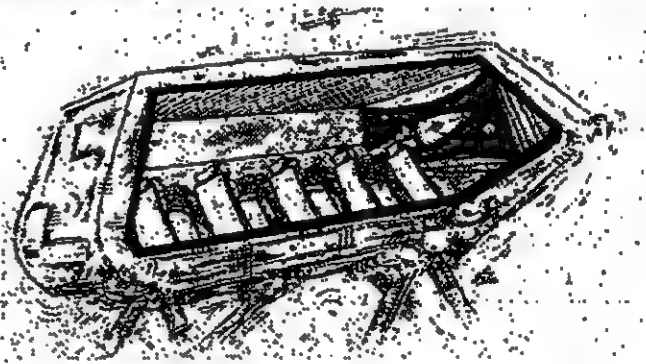
Un « cinéma dynamique » à La Villette

Avec 1 076 288 spectateurs payants en 1989, la Géode, pour la cinquième année consécutive, a battu son record de fréquentation annuelle. Ouverte en mai 1985, la belle sphère de métal de la Cité des sciences et de l'industrie se prépare à fêter, début septembre, son cinq millionième visiteur. Au total, ce sont plus de 36 millions de francs qui auront été laissés dans ses caisses. Selon ses responsables, l'Etat récupérera en 1992 la totalité de ses investissements pour la construction et l'équipement de cette immense salle de cinéma aux frissons garantis.

La Géode participe à hauteur de 28 % au capital de la société

Cinéma dynamique, qui construit à proximité, en bordure du canal Saint-Denis, le « simulateur ». Il s'agit d'une cabine où soixante personnes prendront place pendant quatre à cinq minutes pour vivre « physiquement » et simultanément l'action d'un film projeté : simulation de vol dans l'espace, de circuit automobile ou de motocross. Techniquement cette cabine est supportée par des vérins hydrauliques, qui lui permettent d'effectuer de nombreux mouvements multidirectionnels. Cette innovation ouvrira au début de l'année 1991.

J. P.



Un programme sur cinq ans

L'Essonne donne un coup de pouce à l'enseignement supérieur

La ville nouvelle d'Evry aura son université grâce à l'Etat mais aussi grâce aux collectivités territoriales, dont le conseil général de l'Essonne. Les conseillers généraux sont appelés à se prononcer sur un programme d'investissements de 99 millions de francs sur cinq ans. Une partie (14 millions) doit être engagée d'ici à l'automne, tant pour acheter un immeuble de bureaux destiné à accueillir la première rentrée de la nouvelle université, que pour doter le troisième département (organisation et gestion de la production) de l'Institut universitaire de technologie (IUT) d'Evry, créé cette année.

Dès son arrivée à la présidence du conseil général, en 1988, le député RPR, Xavier Dugoin, avait marqué sa volonté de voir l'assemblée départementale soutenir la formation supérieure et la recherche, qui est un des grands points forts de l'Essonne. Promesse tenue.

L'exemple de l'université n'est pas isolé. Bien sûr l'Office départemental d'HLM de l'Essonne devrait participer, à hauteur de 6 millions de francs, à la construction d'une résidence pour les étudiants de l'Ecole supérieure d'optique d'Orsay. L'an passé, douze étudiants de DEA (diplôme d'études approfondies) ont reçu une « bourse » du conseil général. En 1970, ils seront vingt pour un montant de 340 000 F. Et la mesure pourrait être étendue à ceux qui préparent un DESS

(diplôme d'études supérieures spécialisées).

Le conseil général vient aussi d'apporter une aide de 1,5 million de francs pour permettre au Centre de génétique moléculaire du CNRS de Gif-sur-Yvette de rénover et d'améliorer son outil informatique, dont l'usage est capital aujourd'hui pour percer les secrets des gènes. Surtout, il a décidé d'investir 40 millions de francs en deux ans (et sans doute plus par la suite) pour la réalisation du plateau de Saclay et avec l'université de Paris-XI-Orsay, d'un Institut de biotechnologie des plantes (IBP). Cet établissement ouvrira fin 1991 : il regroupera environ cent trente-cinq personnes dont une majorité de chercheurs, d'enseignants et d'étudiants. Ils disposeront d'un bâtiment de 6 200 mètres carrés et d'un ensemble de 400 mètres carrés de serres d'expérimentation. L'IBP aura trois vocations principales : l'enseignement de deuxième cycle, la préparation et la formation à la recherche, la formation permanente pour des techniciens et cadres de l'industrie et, enfin, la recherche fondamentale.

« Notre ambition générale est de travailler en partenariat constructif avec l'Etat », résume Xavier Dugoin. En contrepartie, il estime (comme d'autres élus des conseils généraux et régionaux) que le conseil général doit être associé aux grandes décisions, notamment le choix des filières d'enseignement pour l'université d'Evry.

PATRICK DESAVIE

Un catalogue des « Cahiers de la Rotonde »

Plus de deux cent vingt nouveaux monuments protégés

Pour tous ceux qui s'intéressent de près ou de loin à l'histoire de Paris et de sa région, la commission du Vieux-Paris et la direction générale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique d'Ile-de-France viennent de publier un catalogue dans les Cahiers de la Rotonde (n° 12). Cet ouvrage, remarquablement rédigé, entre 1985 et 1989, par la première commission régionale du patrimoine d'Ile-de-France, concerne deux cent vingt-six monuments classés ou inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques. La liste de ces monuments a été divisée en chapitres et chacun d'entre eux a fait l'objet d'un commentaire ou d'une notice.

Bâtiments publics, châteaux, culte, eau, expositions universelles, hôtels, industrie, patrimoine rural, cafés, restaurants et autres commerces, ce sont cent trois protections nouvelles à Paris, cent vingt-trois pour la région, qui ont été prononcées. A Paris, c'est le quatrième arrondissement qui vient en tête avec vingt-six protections pour l'île Saint-Louis et le Marais. Vient ensuite le huitième, presque entièrement créé par Hausmann, dont dix immeubles de ce style, si cher au préfet de Napoléon qu'il portait désormais son nom, ont été, eux aussi protégés.

Dans le chapitre consacré à la protection des bâtiments publics, on apprendra avec surprise que la Bourse, « temple de la fortune » dessiné par Brongniart à la demande de Napoléon I^{er} en 1803, n'était jusqu'à présent que « partiellement » protégé, mais que le

classement de tout l'édifice est en cours. Le très intéressant lycée Chaplat, exemple typique de l'architecture Napoléon III à usage scolaire et qui a les honneurs de la couverture du catalogue, est désormais inscrit en totalité à l'inventaire supplémentaire.

Pour les dix classements ou inscriptions de bâtiments civils, l'Hôtel-Dieu de Dourdan, celui d'Etampes, le lycée Michelet à Vanves (construit autour d'un pavillon d'Hardouin-Mansart) sont parmi les édifices qui ont fait l'objet d'une mesure de protection. Il en est de même pour une trentaine de châteaux et de parcs de la région Ile-de-France.

Les lieux de culte n'ont pas été oubliés. C'est ainsi qu'on a pris des mesures de protection pour les synagogues parisiennes qui ont toutes été construites entre 1850 et 1870, et pour la plus importante, celle de Guimard, seul édifice religieux que construisit le célèbre architecte en 1913.

La dernière partie de ce catalogue est consacrée aux boutiques, bistrot et cafés. Si le Fouquet's, comme chacun sait, est désormais protégé, les actuels propriétaires de Lipp ont consenti enfin à ce que le décor dû à Léon Fargue, ingénieur céramiste, père du poète, soit désormais inscrit définitivement à l'inventaire.

ANDRÉE JACOB

► Vente au numéro : les commandes doivent être adressées à la commission du Vieux-Paris (Rotonde de la Villette, place de Stalingrad, 75019 Paris), 96 p., 105 F.

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

MARS 1990

LE CHANTIER DE L'ILE-DE-FRANCE

La « mal-vie » de la région parisienne vient de faire l'objet d'un livre blanc. Pour mieux comprendre le débat qui s'ouvre, le Monde dresse et analyse les enjeux de l'aménagement de l'Ile-de-France :

- Une croissance incontrôlée.
- D'où vient est : la course à l'immobilier.
- Les difficultés de traitement des ordures ménagères.
- Les transports à Paris et dans sa région.

L'IRAN SANS KHOMEINY

Neuf mois après la disparition du guide de la révolution islamique, le Monde dresse et analyse le chemin parcouru par l'Iran :

- La revanche des religieux.
- Les difficultés de l'après-guerre.
- Les aides de la reconstruction économique.
- L'évolution politique et sociale.
- La difficile normalisation de la politique extérieure.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

REMARQUE NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde DES LIVRES

كتاب من التراث

SECTION C

Le Monde

ARTS • SPECTACLES



Le peintre à treize ans

MUSEE NATIONAL VAN GOGH/AMSTERDAM

LE CENTENAIRE VAN GOGH A AMSTERDAM ET A OTTERLO

Vincent

On le sait, cela court par tous les canaux. Les Pays-Bas fêtent en grand le centenaire de la mort du peintre, le plus haut sur le marché de l'art : Van Gogh, qui signait Vincent, comme pour être plus près de ceux qui, un jour, communièrent avec lui, devant ses autoportraits, ses tournesols et ses champs de blé.

Deux expositions vont s'ouvrir, celle des peintures à la Fondation d'Amsterdam, celle des dessins au Musée Kröller-Müller d'Otterlo, où l'attendent ici quelque huit cent mille visiteurs, et là environ six cent mille. Ces prévisions risquent d'être dépassées, car Van Gogh est devenu aussi, avec le temps et à coups d'enchères renforçant la surechère autour de l'artiste maudit, le peintre le plus populaire du monde, dont chacun connaît, en partie tout au moins, les malheurs, le mal-être, pour ne pas dire la folie, que l'on croit voir passer dans l'emportement de

certaines coups de pinceau et le flamboiement des couleurs. Une folie rassurante, au fond, qui garantit l'authenticité de l'œuvre. Une œuvre transparente, compréhensible, en prise directe sur des sites (figures humaines, fleurs ou paysages), qui semble ne devoir rien à personne, à laquelle on peut adhérer sans se soucier de références à l'histoire de l'art, et qui, pètrie d'émotion, provoque des coups de cœur, bien plus forts qu'un travail d'imagination.

Mais, au-delà des coups de cœur prévus et imparables, ces manifestations du Centenaire réservent-elles des surprises ? Peut-on revisiter Van Gogh aujourd'hui, et non pas simplement lui rendre visite ? A ces questions, les Néerlandais répondraient sûrement : « Oui. Venez donc et vous verrez qu'il n'y a pas que le Van Gogh d'Arles, de Saint-Rémy et d'Auvers. Vous constaterez que les *Mangeurs de pommes de terre* ne suffisent pas à rendre compte de ses débuts de peintre ». Ils ajouteraient probablement qu'il reste, du côté des dessins, quantité de splendeurs méconnues attestant, si besoin était, de la formidable force créatrice, jusqu'au bout maîtrisée, de leur très grand peintre. (Lire nos articles pages 22 à 24).

GENEVIÈVE BREELETTE

CINÉMA

25

Monsieur Lange sans parasites



Indispensable dans une vidéothèque tant il est insolent, émouvant, gai, brillamment interprété, le *Crime de Monsieur Lange* marquait la rencontre, à la veille du Front populaire, de Jean Renoir et d'un certain scénariste-dialoguiste nommé Jacques Prévert. La bande-son de ce classique était malheureusement presque inaudible. Et voici les voix de Jules Berry et de Sylvia Bataille (ci-dessus), celles de Florelle et de Maurice Baquet, miraculeusement sauvées des brumes et des parasites par un filtrage sophistiqué. La vidéothèque domestique, grâce à quelques éditeurs avisés, est en train de remplacer le cinéma d'art et d'essai.

THÉÂTRE

27

Catherine Sellers joue Phèdre



Avec son tempérament passionné, sa force, son physique brûlé, normalement Catherine Sellers aurait dû interpréter le grand répertoire classique. Pourtant, elle a plutôt servi les auteurs contemporains. Elle se décide enfin à jouer la *Phèdre* de Racine, « une *Thérèse d'Avila* palenne », dit-elle, entre les murs splendidement lépreux des Bouffes du Nord.

MUSIQUES

29

La renaissance de Gérard Poulet



A cinquante-deux ans, Gérard Poulet reste le plus méconnu des grands violonistes français. C'est qu'à vingt ans, ce brillant premier prix du Conservatoire de Paris et du concours Niccolò-Paganini de Gênes a pris le risque de reprendre à zéro l'étude du diabolique instrument sous la direction d'Henryk Szeryng. Enfin sorti de sa chrysalide, Gérard Poulet a repris les chemins des studios et des salles de concert. Le 3 avril, il joue seul Ysaÿe, Bach et Bartok, à l'Auditorium des Halles. Un exercice périlleux dans lequel il est passé maître.

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12

ON
—
"na
—
an-
ris
lidi-
s et
cm-
kde-
sion
ars).
P et
987.
ns, a
s pri-
1989.

Portrait de l'artiste

En dépit des apparences et du vacarme, le roman de Van Gogh est d'invention récente. Histoire d'une mythologie artistique et commerciale. Quand il est mort, il y a un siècle, Vincent Van Gogh n'était pas fou.

ES rares défenseurs célébraient le peintre et ne faisaient allusion à ses troubles mentaux qu'avec répugnance. En mars 1891, Octave Mirbeau lui rend hommage à l'occasion du Salon des indépendants ; son article, le premier consacré à Vincent dans un quotidien, ne dit mot de l'épisode arlésien et ni du suicide. « *Esprit inquiet, tourmenté, tout plein d'inspirations vagues et ardentes* », note Mirbeau. Mais l'essentiel n'est pas là : « *Van Gogh a eu, à un degré rare, ce par quoi un homme se différencie d'un autre : le style. Dans une foule de tableaux mêlés les uns aux autres, l'œil, d'un seul clin, reconnaît ceux de Vincent Van Gogh, comme il reconnaît ceux de Corot, de Manet, de Degas, de Monet, de Monticelli* (...) ». Autrement dit : Van Gogh fut un grand peintre parmi d'autres grands peintres. Un artiste, pas un héros, pas un martyr. Or Mirbeau n'écrit pas au hasard : il a dans sa collection les *Iris* et les *Tourne-sols*, ceux-là-mêmes qui ont, depuis, fait exploser la cote.

En décembre, mêmes précautions quand le critique Félix Fénéon décrit, dans le vocabulaire esthétique du temps, les toiles exposées chez Tanguy comme des « *pages en stable équilibre de lumières, teintées de romantisme et de fantastique, où la sensation s'inscrit d'un geste de spontanéité synthétique* ». Or Fénéon « *sait* » lui aussi, comme savent tous les peintres et tous les critiques symbolistes et impressionnistes. Il sait mais estime que l'essentiel de Van Gogh est dans ses tableaux.

Dix ans plus tard, en 1901, quand l'exposition de la galerie Bernheim-Jeune révèle le peintre à la génération des Fauves, Mirbeau proteste contre la prolifération des légendes. Aux « *mystiques, symbolistes, larvistes, occultistes* (...) *peintres de l'âme* [et] *pauvres jobards* » qui se réclament de Vincent, il réplique qu'« *il n'est pas d'art plus sain* » et que le peintre avait « *même l'instinctive horreur des rébus philosophiques, religieux ou littéraires, de tous ces vagues intellectualismes où se complaisaient les impuissants* (...) ». Il analyse la méthode de travail « *scientifique* » de celui qui n'eut, à ses yeux « *pas d'autre préoccupation que d'être un peintre* ».

Art « *du plus grand style* » écrit en écho Maurice Denis en 1909, tout en regrettant la « *rechute du romantisme* » qu'a déterminée Van Gogh. Denis, comme la plupart des artistes français d'alors, admire son sens de la couleur expressive et de la construction dégagant l'essentiel du motif. « *Etude réfléchie, préméditée* », écrit-il de l'autoportrait qu'il possède. Au même moment, le raisonnable Matisse analyse le

chromatisme de Van Gogh en termes de japonisme, de dissonances et de transpositions, en termes picturaux, en somme. De l'exposition de 1901, Vlaminck retient qu'« *il faut peindre avec des couleurs pures, des vermillons purs, du vermillon pur* » : problème de technique là encore, problème de métier que Van Gogh aide à poser, ni mieux ni moins bien que Gauguin, Cézanne et Seurat. Il appartient à la classe des précurseurs et des modernes, ainsi que le répète encore Apollinaire chaque fois qu'il résume la généalogie de l'avant-garde. Dans cette liste, Van Gogh voisine avec Corot, Renoir et Monet. Là encore, nulle mention de la démence, qui ne captive pas plus le poète Apollinaire que le romancier Mirbeau. Seul les intéresse le peintre.

Van Gogh le fon naît une décennie plus tard, vers 1920, en Allemagne. La première biographie qui lui

fut consacrée parut en 1910 à Munich, signée du critique J. Meier-Graefe ; il la romance ensuite (1921) en deux volumes. Dès 1922, Karl Jaspers publie à Berlin un essai de psychiatrie comparée qui met en parallèle Van Gogh et Strindberg. Le *Progrès médical* publie en 1926 deux articles de V. Docteau intitulés sans détour « *La folie de Van Gogh* ». Associé au docteur Leroy, médecin-chef de l'asile de Saint-Rémy où Vincent a séjourné, le même récidive en 1928 et en 1932. Neurologues et psychanalystes de toutes nations et obédiences s'en mêlent avec délice. Une thèse de médecine paraît à Genève en 1927, une seconde à Strasbourg en 1936. Le sujet captive les surréalistes. Et Bataille donne, en 1930, à la revue *Documents* un essai sur « *La mutilation sacrificielle et l'oreille coupée de Vincent Van Gogh* ».

A citer articles, brochures, livres et hypothèses, on se lasserait vite. La bibliographie réunie par John

Rewald dresse la liste de soixante-dix travaux d'inspiration médicale ou psychanalytique, la moitié d'entre eux ayant paru entre 1922 et 1938. Dans le nombre, des freudiens canadiens, japonais et anglais, un jargon wallon, un spécialiste de l'épilepsie psychomotrice, un théoricien qui veut à toute force que Théo et Vincent aient rejoints le drame d'Abel et Caïn, et une phalange de décrypteurs du sexuel et du symbolique.

Van Gogh est un héros désormais, un héros scandaleux. Il ne manque même pas à sa gloire un procès pour faux, quand, en 1930, éclate l'affaire des pseudo Van Gogh mis en vente par la galerie berlinoise Wacker. J.B. de La Faille, auteur du premier catalogue raisonné de l'œuvre, publié deux ans plus tôt, qui les avait authentifiés à la légère, est contraint de faire amende honorable et fait paraître une « *collection* » de cent trente-quatre faux — pas moins — dont quarante-sept avaient été certifiés authentiques par le peintre

UN PEINTRE LUCIDE FACE

Vincent-Théo : le prix



Théo, le frère dévoué, marchand de tableaux, que l'on voit ci-dessus en médaillon, n'a pas réussi à « pousser » l'œuvre de Vincent. De son vivant, une seule toile du peintre fut vendue : la Vigne rouge.

La famille Van Gogh avait deux spécialités : le prêche et l'art. Le père de Vincent était pasteur. Deux oncles étaient marchands de tableaux, l'un à Amsterdam, l'autre, qui s'appelait aussi Vincent Van Gogh, à La Haye, où son magasin était devenu une des succursales de la grande maison Goupil, de Paris. Enfin, il y avait le cousin Mauve, Anton Mauve, qui était un des peintres en vue de l'école de La Haye. Avant de se décider pour la peinture, le jeune Vincent, aîné de la famille, devait emprunter les deux voies : celle du commerce de l'art celle de la bonne parole. Sans succès. C'est bien connu, il était le moins que rien de la famille. Le commis de marchands de tableaux, qui travailla à la galerie de La Haye, puis fut envoyé à la succursale de Londres, puis à Paris, et encore à Londres, avant de devoir remettre sa démission, en 1876, manquait de zèle. Le prédicateur du Borinage en aura trop. L'artiste tira la leçon de ces deux expériences : il fera de la peinture un apostolat, et détestera les marchands de tableaux. Sauf Théo, le frère, le confident, le mécène.

Théo, cadet de Vincent de quatre ans, avait suivi la filière, lui aussi recommandé par l'oncle Cent (Vincent). Et il était passé de la maison Goupil de Bruxelles à celle de Paris, où il dirigea jusqu'à sa mort l'annexe du 19, boulevard Montmartre. Et où, contre le goût des patrons de la galerie, devenue la galerie Boussod, Valadon et Cie, il s'employa à défendre

comme il le pouvait, non seulement Corot et les peintres de Barbizon, mais aussi des impressionnistes, alors que la maison était plutôt versée sur la peinture académique (Gérôme était le gendre de Goupil).

De Van Gogh, on sait tout et on ne sait rien, à travers l'abondante correspondance par laquelle il envahit de loin la vie de Théo. De ce dernier, on en sait, bien sûr, encore moins. Et l'on s'étonne, fatalement, qu'il n'ait jamais réussi à « pousser » la peinture de ce frère, à qui il était si dévoué, qu'il aidait financièrement tant qu'il le pouvait, et auquel il ne survivra pas.

On sait cependant (notamment à travers une étude de John Rewald) que Théo, pas plus que Vincent, n'était un « commerçant », qu'il était du côté des artistes, que s'il parlait très bien de peinture il ne forçait pas le client. Qu'il était dans une position difficile vis-à-vis de ses patrons. On peut supposer aussi qu'il savait parfaitement (comme Vincent) que la peinture de son frère était alors invendable. C'était d'abord celle d'un débutant œuvrant dans le mal équilibré, les bitumes, que Théo, d'ailleurs, tout à sa découverte des impressionnistes, n'appréciait pas tellement. Puis ce sera celle d'un illuminé, sinon d'un fou : il y eut pas mal de peintres, même parmi les amis, pour le penser dès la période parisienne de Van Gogh ; qui produisait à un rythme de plus en plus accéléré, dans l'urgence, dans l'immédiateté d'un temps de création que le marché ne pouvait absorber. Et les tableaux de Vincent de s'accumuler dans l'appartement du bon Théo, qui dut louer au Père Tanguy une pièce pour les engranger.

Le marché de l'art ne se portait d'ailleurs pas très bien dans les années 80, traversées de crises boursières, si bien que le premier marchand des impressionnistes, Durand-Ruel lui-même, était en difficulté (il recommença plus tard qu'en 1884, il avait 1 million de dettes). La cote de la jeune peinture était encore fragile, et si Degas ou Monet étaient lancés, le prix de leurs œuvres était plutôt modeste comparé à celui des œuvres des peintres académiques.

Alors Vincent ! Alors Gauguin, le « synthétique » ! Alors Pissarro devenu divisionniste ! Pour ne parler que de ces trois-là, proches de Théo, qui s'occupa d'eux, et réussit d'ailleurs à vendre Pissarro et Gauguin mieux que Vincent, lequel était somme toute moins dans le besoin, puisque Théo lui envoyait de l'argent.

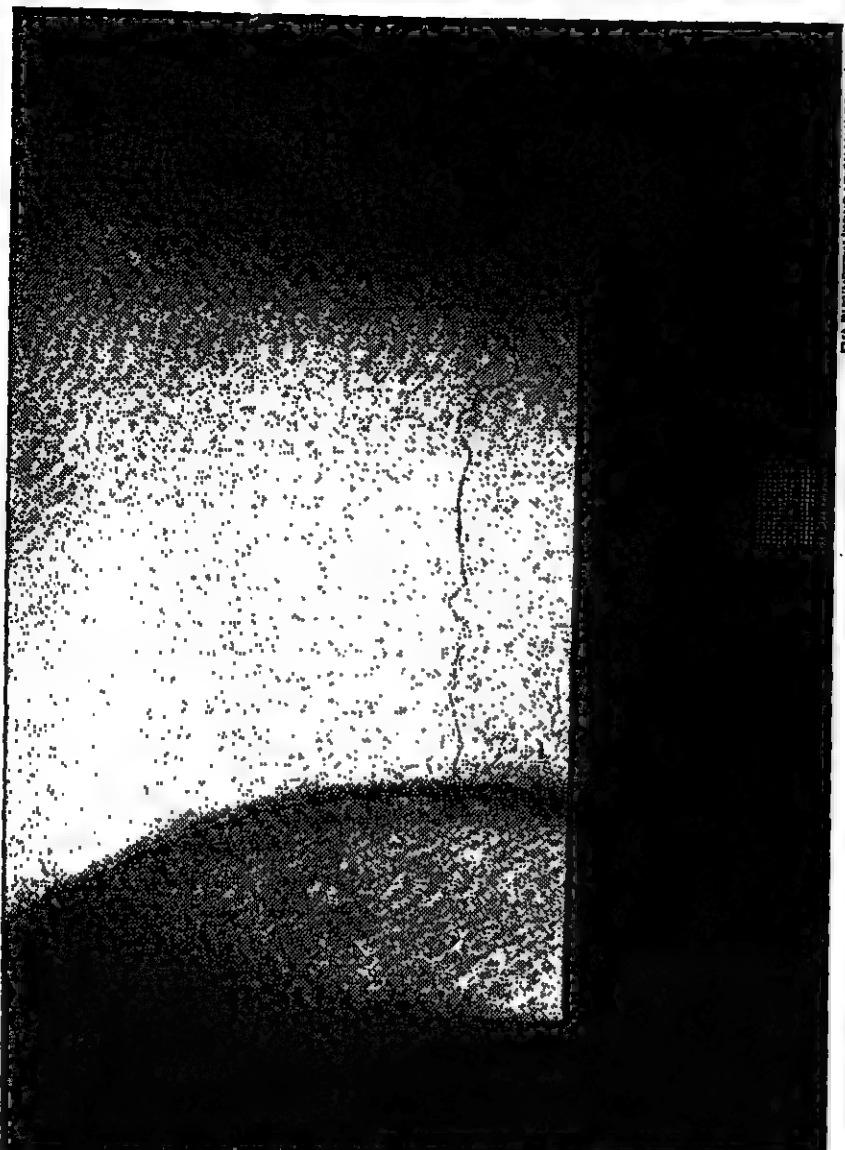
PRODUIRE EN ARTISTE LIBRE

Cette dépendance financière, Vincent en avait accepté le principe dès le début des années 80, dès qu'il eut pris la décision de devenir peintre, parce qu'il ne pouvait pas faire autrement. Théo lui avait fait parvenir 50 francs. « *Eh bien, je les ai acceptés. Certainement à contrecoeur, certainement avec un sentiment assez mélancolique, mais je suis dans une espèce de cul-de-sac ou de gâchis, comment faire autrement ?* » (juillet 1880). Mais la situation lui pèsera de plus en plus, surtout dans les dernières années, lorsque Théo aura une famille à nourrir. Le peintre avait cependant

ARTS

DE VAN GOGH

par tous les autres que lui-même



La cellule du peintre à Saint-Rémy de Provence en 1884

(et ancien ami de Vincent) Emile Bernard. La presse se délecte de ces révélations et recueille l'interview de la belle-fille d'un ami de Gauguin qui avoue sans peine avoir contribué à la multiplication des autopsies de Vincent. Quelques années plus tard, La Faille réintègre plusieurs de ces faux dans une seconde édition de son catalogue raisonné : nouveaux incidents, nouvelle polémique. Elle a duré jusqu'à nos jours.

Folie du peintre, frénésie (déjà) du marché (voir encadré). En 1930, les éléments constitutifs du mythe sont en place. Il ne reste plus qu'à le diffuser et à l'orchestrer, tâche dont s'acquitteront biographes et polygraphes.

En 1924, le pionnier Louis Périard, député socialiste belge de son état, achève sa *Vie tragique de Vincent Van Gogh*, plusieurs fois réimprimée, apologie du Van Gogh du Borinage, saint des petites gens. En

1934, date essentielle de la « Van Gogh-mania », le romancier américain Irving Stone écrit *Last for Life* (« La passion de vivre »), best-seller absolu de la littérature de vulgarisation artistique. Réédité plusieurs fois aux États-Unis, l'ouvrage est traduit à Copenhague en 1935, à Berlin en 1936, à Paris et à Riga en 1938, à Helsinki en 1939, et repris tout au long des années 40 et 50, illustré ou non, avec un inépuisable succès.

Rebaptisé en France la *Vie passionnée de Vincent Van Gogh*, l'ouvrage se pare d'une apparence de vérité : Irving Stone avait eu l'idée de découper dans la correspondance du peintre les répliques qu'il lui fait prononcer et de s'inspirer des mémoires du temps. Mais les scènes d'Arles et de l'asile de Saint-Rémy — hystériques, visionnaires, évanouissements — imposent à coups d'images-choix la figure d'un dément cyclothymique.

Il ne restait plus qu'à en faire un film pour sacrer le mythe, ce qu'accomplit Vicente Minelli en 1956 avec l'aide de Kirk Douglas et d'Anthony Quinn.

Les autres biographies-romans inspirées de Van Gogh ne se recommandent pas plus par leur sens de la nuance, de l'hypothétique *Pauvre Vincent* à l'improbable *Flammen und Farben* (« Flammes et couleurs »). John Rewald a comptabilisé quatorze œuvres de ce genre, dont trois pièces de théâtre et un *Saint-Vincent de la folie de la croix*, dont le titre est à lui seul une réussite. Encore s'il n'avait oublié d'enregistrer le meilleur d'entre eux, ces *Mémoires de Dirk Raspe* commencées par Drien la Rochelle quelques mois avant son suicide. Le romancier s'y déguise en peintre afin de confesser ses tourments. Le livre, à demi achevé, évoque l'enfance de Drien, le séjour de Vincent à Londres et dans le Borinage, leurs souffrances communes... Derrière les phrases, les tableaux apparaissent : « J'étais roux, j'avais une vraie tête de Hollandais, de Hollandais pas trop affiné apparemment, taillée difficilement dans une matière très résistante et très ingrate (...). Cela me faisait comme une figure entaillée : la hache s'était trop engagée dans le bois moulu. »

LE SUICIDE DE LA SOCIÉTÉ

Coincidence peu fortuite : Drien se tue en mars 1945 sans avoir son roman et, en 1947, à l'occasion d'une rétrospective à l'Orangerie, Antonin Artaud écrit en quelques jours « Van Gogh, le suicide de la société », apothéose de la légende du fou martyr qui finit ainsi : « Moi (...), je ne supporterai plus sans commettre un crime de m'entendre dire : « Monsieur Artaud, vous délirez », comme cela m'est si souvent arrivé. Et Van Gogh se l'est entendu dire. Et c'est de quoi s'est tordu à sa gorge ce nœud de sang qui l'a tué. »

Afin de démontrer que Van Gogh a péri victime d'un complot général, Artaud désigne deux bourreaux : Théo, le frère, et Gachet, le médecin ; ils auraient poussé Vincent au suicide par incompréhension plus que par vice. Au reste, il importe moins à Artaud de prouver la légitimité de sa thèse que de faire de Van Gogh, et de lui-même, le prototype du maudit, de l'artiste nécessairement rejeté par « la conscience bestiale de la masse ». Van Gogh rejoint ainsi le panthéon des condamnés à mort de l'art. « Il y a eu un jour, écrit Artaud, les exécuteurs de Van Gogh, comme il y a eu ceux de Gérard de Nerval, de Baudelaire, d'Edgar Poe et de Lautréamont. » Artaud ne fait en la matière que rajouter un lieu commun du romantisme, celui du visionnaire nécessairement incompris et insulté par les foules. En 1942, l'auteur allemand W. Nigg avait, lui, fait de Van Gogh l'égal de Kierkegaard, Dostoïevski et Nietzsche, autres tourmentés. Artaud s'inscrit dans la même tradition de pensée.

Stone et Minelli d'une part ; Bataille, Drien et Artaud de l'autre : le dispositif symbolique a étendu son empire des foules aux happy few. Lecteurs de romans populaires, cinéphiles et avant-gardistes communient dans la révérence religieuse et, pour les plus fervents d'entre eux, dans la mauvaise conscience du bourreau. Van Gogh a souffert de la brutalité de la société : à titre posthume, il obtient d'elle réparation sous forme d'albums et de catalogues en quadrichromie et d'enchères mirobolantes. Une nouvelle christologie se constitue autour du corps du martyr, à laquelle ne manquent ni les oboles des milliardaires, ni les pèlerinages à Arles et à Anvers, ni les textes saints (en l'occurrence la correspondance des frères Van Gogh dont l'on cite que les fragments pathétiques et non les longs développements sur la technique de la peinture et l'impressionnisme).

Faut-il citer les précheurs qui ont entretenu le feu du remords et de l'adoration ? Après les imprécations d'Antonin Artaud sont venus le lyrisme pathétique de Prévert en 1949 et les sentences solennellement sibyllines de René Char, dont les *Voisins de Van Gogh* ont paru en 1985. Aux vulgarisateurs de l'après-guerre, qui avaient nom Perruchot ou Marois, ont succédé d'autres polygraphes, qui n'ont rien écrit de neuf. Chaque éditeur d'art, en France tout au moins, exigeant d'avoir un Van Gogh à son catalogue, le genre n'est pas menacé de disparition.

Comme il fallait s'y attendre, la préparation de l'exposition du centenaire a chanifié les plumes et les langues. On a pu lire récemment, signés de quelques baladins de l'à-peu-près, des pages de magazines du meilleur comique pompier. Les efforts de quelques historiens de l'art, de John Rewald à Bogomila Welsh-Ovcharov, n'y ont rien changé, impuissants à contrebalancer une mythologie où trouvent leur compte tous les marchands du temple, des commissaires-priseurs qui jouent sans cesse Van Gogh à la hausse aux éditeurs de cartes postales, aux conférenciers mondains et aux organisateurs de voyages en groupe. Vincent Van Gogh est un excellent fonds de commerce à faire fructifier en dollars, yens et florins.

En 1891, redoutant que la réputation d'exalté du peintre nuise à son œuvre et à celles de ses camarades de peinture, Gauguin écrivait à Emile Bernard : « Etant donné la bêtise du public, il est tout à fait hors de saison de rappeler Van Gogh et sa folie au moment où son frère est dans le même cas. Beaucoup de gens disent que notre peinture est folle. C'est nous faire du tort sans faire de bien à Vincent. (...) C'est idiot. » Gauguin avait simplement oublié un détail : c'est que, « étant donné la bêtise du public », et le cynisme des marchands, la folie se vend beaucoup mieux que la peinture.

PHILIPPE DAGEN

* Les indications bibliographiques proviennent pour l'essentiel de l'ouvrage fondamental de John Rewald, *Le Post-Impressionnisme*, nouvelle édition augmentée et mise à jour, Paris, Hachette, 1988. *Van Gogh, le suicide de la société* fait l'objet d'une réédition illustrée, à paraître en mai aux éditions Gallimard. Les *Mémoires de Dirk Raspe* sont disponibles dans la collection « Folio », n° 1 042.

A LA NAISSANCE DU MONDE

de la dépendance

tenté de s'en arranger, en associant étroitement son frère à son œuvre. « Et je dis : peignons et produisons en abondance, et soyons nous-mêmes avec nos défauts et nos qualités ; je dis - nous - car l'argent qui vient de toi, cet argent que, je le sais, tu as pas mal de peine à gagner pour moi, te donne le droit, si quelque chose de bon sort de mon travail, de le considérer comme étant pour moitié ta propre création. » Il écrivait cela à Nuenen, il le répétait maintes fois, et même dans sa dernière lettre, qu'il portait sur lui le jour de sa mort, le 29 juillet 1890. « Je te le redis encore que je considérerai toujours que tu es entre chose qu'un simple marchand de Corot, que par mon intermédiaire tu as ta part à la production même de certaines toiles, qui même dans la débâcle gardent leur calme. » Et de poursuivre sur les rapports tendus entre marchands de tableaux d'artistes morts et d'artistes vivants. Pour finir : « Eh bien moi j'y risque ma vie, et ma raison y a fondé à moitié. Bon, mais tu n'es pas dans les marchands d'hommes pour autant que je sache. Et tu peux prendre part, je le trouve, agissant réellement avec humanité, mais que veux-tu ? »

Vincent, qui assimilait « le singulier tripotage des prix en peinture au trafic des tulipes à la fin du siècle passé », méprisait les marchands. Un temps, il aurait même voulu que son frère quittât ce métier et devienne peintre, ou tout au moins fasse de la peinture « pour être vraiment un connaisseur d'art ». Ou bien qu'il quitte Boussod et Valadon pour se mettre à son compte. Comme d'autres créateurs, il aura le sentiment que la spéculation se fait sur leur dos. Comme d'autres, et pour d'autres, il pense à des solutions pour sortir les peintres des nouvelles configurations du

commerce de l'art, et de cette nouvelle situation de l'artiste qui, libéré des structures académiques, devient dépendant du marché.

En fait Vincent, pensant d'abord à Barbizon, et peut-être aux communautés mystiques des préraphaélites, puis aux phalanstères anarchistes, a toujours rêvé de vie communautaire, d'entente cordiale entre artistes, de mise en commun des ateliers et des moyens de production. Le projet de l'Atelier du Midi, à Arles, dans lequel il tenta d'entraîner Gauguin et qui tourna à la catastrophe (l'épisode de l'oreille coupée, après tant de discussions orageuses avec l'ami, qui était là, parce que lui aussi était fané et qu'il avait plus envie de faire plaisir à Théo qu'à Vincent), participait de ce rêve. Un rêve qui lui permettrait de sortir de son isolement et de servir la grande cause de la peinture, en faisant d'ailleurs, modestement, de Gauguin le futur grand patron de l'atelier. Et de rassurer Théo, en attendant l'arrivée de Gauguin : « Pour moi, je veux deux choses, je veux que Gauguin ait sa paix et tranquillité pour produire et respirer en artiste libre. Si je regagne mon argent dépensé déjà et que tu m'as prêté depuis des années, nous agrandirons la chose et nous chercherons à fonder un atelier de la renaissance et non de la décadence. Je suis assez persuadé que nous pourrions y compter que Gauguin restera toujours avec nous et que, de part et d'autre, il n'y aura aucune perte. Seulement en s'associant ainsi, nous serons chacun de nous davantage soi, et l'union fera la force (...) contre les fatalités d'argent et de santé. »

GENEVIEVE BREERETTE

Et maintenant, la flambée

Vincent Van Gogh n'a donc vendu qu'un seul tableau de son vivant en dépit des efforts de son frère Théo, qui travaillait chez Boussod, Valadon et Cie, marchands de tableaux connus sur la place de Paris. Il s'agit de *La Vigne rouge*, acquise en février 1890 par M^{lle} Boch, de Bruxelles, pour la somme de 400 F (6 500 F) (1). En 1900, dix ans après la mort du peintre, la *Maison de campagne* est vendue 1 000 F (16 300 F) dans une vente publique, et ses *Roses trémières*, 1 100 F (18 000 F). En 1917, l'œuvre du soir s'envole à 22 000 F (195 000 F). Un an plus tard, l'Albée des Alyscamps atteint la même somme.

Le 24 février 1919, à la vente Mûrbeau - l'écrivain possédait de nombreux tableaux de Van Gogh - les prix se maintiennent à ce niveau : le *Père Tanguy* est vendu 20 200 F (113 000 F). Ils vont grimper régulièrement au cours de la décennie suivante. En 1927, l'Escalier du Moulin de la Galette dépasse les 77 000 F (200 200 F). En 1931, le *Port de Trinquetaille* est vendu 387 000 F (915 000 F). La cote du peintre rattrape désormais celle des impressionnistes, Cézanne, Monet ou Renoir. Après la guerre, les prix se maintiennent. En 1958, deux *Harangs* sur une table atteignent 7 900 000 F (590 000 F).

Mais c'est désormais en Grande-Bretagne et aux États-Unis que se négocient les grosses pièces du peintre. L'escalade commence. En 1962, à Londres, le *Nature morte aux gants et citrons bleus* part à 80 000 livres (6 700 000 F). Quatre ans plus tard, le *Portrait d'Adeline Ravoux* se vendra 150 000 guinées (11 625 000 F), à Londres encore. Toujours en

1966, le *Port sur la Seine à Asnières* atteint 140 000 dollars (3 600 000 F) à New-York. Un *Vase de fleurs, glaïeuls et fleurs mûres* est négocié par Sotheby's, à Londres, en 1970, 90 000 livres (5 214 000 F). En 1979, l'Albée des Alyscamps se vend au même endroit 430 000 livres (7 740 000 F).

Les œuvres de Van Gogh présentes sur le marché se raréfient. Les mêmes tableaux vont passer et repasser dans les salles des ventes, un peu plus chers, à chaque fois. On retrouve le *Port de Trinquetaille* à New-York, en 1980, pour 1 500 000 dollars (11 616 000 F) et le *Portrait d'Adeline Ravoux* pour 1 800 000 dollars (13 940 000 F). Les prix s'envolent. En 1985, l'Albée des Alyscamps atteindra 2 200 000 dollars (22 374 000 F). En 1987, le *Port de Trinquetaille* partira à Londres pour 11 500 000 livres (115 000 000 F).

Mais les deux sommets jamais atteints par une œuvre peinte restent les *Tournevents*, vendus le 30 mars 1987 par Christie's 24 750 000 livres (près de 240 000 000 F) et les *Iris*, vendus le 11 novembre de la même année, par Sotheby's, 53 000 000 dollars (un peu moins de 300 000 000 F). La première toile était achetée par un groupe d'assurances japonaises et la seconde par un industriel australien, Alan Bond, qui ne pouvait en payer le prix. Le tableau vient d'être acquis par la Fondation Getty pour une somme inconnue.

E. de R.

(1) Les prix que nous donnons sont ceux de l'époque. La somme indiquée entre parenthèses est l'équivalent en francs d'aujourd'hui.

LES CÉLÉBRATIONS DU CENTENAIRE

Une « intégrale » à guichets fermés

Pour fêter dans l'ordre et la dignité le centenaire de Van Gogh, à Amsterdam, les Néerlandais ont toiletté leurs musées et mis au point une organisation quasi prussienne. Impossible d'entrer sans réserver.

Le Musée Van Gogh ou comment faire d'une chapelle une cathédrale entièrement vouée, le temps d'une rétrospective, au culte du maître dont elle porte le nom ? La réponse vaut son pesant de florins - 6,4 millions très exactement - et trois fois plus de francs : quelque 20 millions. « Cette somme représente plus de dix fois notre budget annuel d'entretien, entendu au sens large », avoue Henk Douma, responsable des services internes du musée. Fermé ces deux derniers mois au public, le « Van Gogh » a subi, depuis octobre 1989, une série de modifications et d'aménagements « en profondeur ».

Il fallait que l'écran fût digne des joyaux qu'il abriterait jusqu'au 29 juillet et, en mettant si généreusement la main au portefeuille, le ministère de la culture néerlandaise atteste du soin apporté à la célébration de l'Année Van Gogh. « Sans les travaux entrepris, admet M. Henk Douma, le musée n'aurait pas été à la hauteur de l'événement. Loin d'être un luxe, la rénovation du « Van Gogh » était une nécessité », et l'exposition commémorant le centenaire de la mort de l'artiste « a constitué une chance ».

De prime abord, le visiteur ne remarquera rien de spectaculaire, si ce n'est les signes d'un toilettage normal en pareilles circonstances. Mais pendant la durée de la rétrospective, la vue sera obstruée par les tentes et les baraquements du Village Van Gogh, installé là à la demande (contestée) des sponsors de l'exposition. « On pourra acheter des frites à des camelots déguisés en mangeurs de pommes de terre », s'est, par exemple, indigné l'écrivain Jan Wolkers.

Conçu dès l'origine comme un musée devant recourir aussi peu que possible à des sources artificielles d'éclairage, le Van Gogh est naturellement lumineux. Parfois trop, certains jours de plein soleil. Un nouveau système de gestion de la lumière a donc été mis en place. Les verrières sont désormais équipées de jalousies

horizontales et orientables. « Il est ainsi possible de régler l'intensité lumineuse reçue par chaque toile », explique Henk Douma.

Il a fallu en outre moderniser le système d'air conditionné, de telle sorte que la température constante soit voisine de 18° et la teneur de l'air en humidité proche de 55 %, malgré la fréquentation extrême du musée. « Nous attendons huit cent mille visiteurs, en quatre mois, alors que nous en recevons normalement sept cent mille, réparties sur toute une année », précise Henk Douma. De l'appareil de refroidissement à l'ordinateur central de gestion, l'équipement du « Van Gogh » a été modifié de fond en comble.

Les installations de sécurité n'ont, bien sûr, pas échappé à la « révision » générale imposée au musée. Mais Henk Douma est subitement moins disert : « Disons que le système, qui avait trois ans, a été

amélioré et étendu. » En dépit des vertus de la technique, la surveillance des trésors exposés sera également assurée par un gardiennage renforcé. Les frais de surveillance devraient s'élever à 3,6 millions de francs et représenter environ 70 % du budget « personnel » de l'exposition d'Amsterdam.

« Aucun propriétaire étranger de tableaux n'a refusé de prêter son bien pour des raisons de sécurité », constate Henk Douma. Et sans eux, la rétrospective n'aurait pas mérité son nom : soixante-dix-huit des cent trente-trois toiles présentées dans la capitale néerlandaise proviennent de collections publiques et privées étrangères. L'importance de la cure de modernisation prescrite au Musée Van Gogh trouve une bonne part de sa justification dans les conditions posées par les prêteurs.

Mêmes causes, autres effets : « Les exigences d'un certain nombre de prêteurs nous ont conduits à limi-

ter volontairement le nombre de visiteurs », affirme Madeleine Wardenaar, chargée de la communication au sein de la fondation organisatrice de l'Année Van Gogh. Les organisateurs ont adopté un mode original de vente des billets. Ces derniers doivent ainsi être obligatoirement achetés à l'avance et ne valent que pour un jour donné ; en choisissant son jour, le visiteur doit également indiquer la tranche horaire (9 heures-11 heures, 11 heures-13 heures, etc.) pendant laquelle il compte entrer dans le musée. La durée de la visite proprement dite n'est, en revanche, pas limitée.

Les consignes sont draconiennes : les billets seront irrémédiablement périmés au-delà de la date et de la plage horaire préalablement retenues. Aucun ticket ne sera vendu (du moins officiellement) ni à l'entrée du Musée Van Gogh ni à celle du Musée Kröller-Müller à Otterlo, où sont exposés près de deux cent cinquante dessins, aquarelles et études du peintre.

« C'est la première fois que ce système de vente anticipée est appliqué en Europe », souligne Madeleine Wardenaar. Aux États-Unis, le Metropolitan Museum y avait eu recours à l'occasion de la présentation des « Trésors de Toutankhamon » : « Les billets avaient été pré-vendus en quatre jours », se souvient-elle, avant de constater que les réservations pour Van Gogh sont ouvertes depuis deux mois. « Nous avons déjà vendu 400 000 entrées sur 1,4 million possibles : 800 000 à Amsterdam et 600 000 à Otterlo. Les week-ends d'avril et de mai sont pleins et certains jours de semaine sont déjà achetés à 75 % ».

Pour faciliter cette opération complexe, une organisation « à deux étages » a été mise en place en dehors des frontières des Pays-Bas. Dans la plupart des pays étrangers, la commercialisation des expositions d'Amsterdam et d'Ottorlo est entre les mains du bureau néerlandais du tourisme et de la compagnie aérienne KLM (qui propose des forfaits week-end) : c'est le cas par exemple en Grande-Bretagne, en Suisse, en Espagne ou en Scandinavie ; les Belges peuvent acheter leur droit d'entrée dans les agences de plusieurs réseaux de caisses d'épargne. Les Français peuvent utiliser leur minitel (3615-Billetel ou 3615-FNAC) ou se rendre aux guichets de la FNAC qui s'occupe également des réservations de groupes et qui a mis au point des forfaits week-end.

CHRISTIAN CHARTIER

Agenda

En marge de la rétrospective Van Gogh, plusieurs autres manifestations achèvent de donner à cette commémoration un aspect exhaustif :

— Exposition Frans Hals : du 12 mai au 21 juillet au Musée Hals à Harlem.

— « Les Tisserands et Van Gogh », du 2 juin au 7 octobre, au Musée du textile à Tilburg.

— « Les lettres illustrées de Van Gogh ». D'une extrême fragilité, ces quelques 250 pièces ont rarement été présentées au public. Du 17 août au 10 décembre, au Musée Van Gogh à Amsterdam.

— Rétrospective Emile Bernard du 24 août au 4 novembre au Musée Van Gogh à Amsterdam.

— « Van Gogh à La Haye : 50 tableaux de la période hagueoise (1881-1883) du peintre ». En septembre et en octobre au Musée historique de La Haye.

— « Van Gogh et l'art moderne (1890-1914) (son influence sur Schiele, Van Dongen, Kandinsky) », du 18 novembre 1990 au 18 octobre 1991. Au Musée Van Gogh à Amsterdam.

— Musique : Un malheureux vêtu de noir. Opéra de Yan Van Vlijmen sur un livret franco-

néerlandais de Johan Thielemans. Première le 16 novembre au Musiktheater d'Amsterdam. En décembre à l'Opéra royal d'Anvers.

— Cinéma : Van Gogh films-festival. Longs métrages, documentaires, dramatiques... Plus de 75 œuvres autour de Van Gogh ont été répertoriées. Elles seront projetées entre le 22 et le 30 juin dans diverses salles d'Amsterdam.

— Un symposium avec la participation des meilleurs experts de l'œuvre de Van Gogh. Les 8, 9 et 10 mai à Amsterdam.

— En relation avec Van Gogh : exposition originale de photographies du dix-neuvième siècle donnant une idée de l'atmosphère des lieux où Vincent Van Gogh a habité et travaillé. Du 31 mars au 29 juillet au Stedelijk Museum à Amsterdam.

— Enfin on signalera la venue à l'Institut néerlandais de Paris du 4 août au 9 septembre de l'exposition « Hommage à Van Gogh » qui présente vingt affiches signées par des artistes contemporains, tels Peter Blake, Enzo Cucchi, Roy Lichtenstein et Gérard Garouste.

MAURICE PIALAT S'APPRÊTE À TOURNER « SON » VAN GOGH

« Les bons vivants sont haïssables »

Depuis 1956, date du film de Minnelli, Van Gogh avait pour le cinéma les traits de Kirk Douglas. Il aura le visage de Jacques Dutronc lorsque Maurice Pialat aura terminé son portrait, celui d'un homme qui ne sait pas qu'il est Van Gogh...

LES folies Van Gogh ont rattrapé Maurice Pialat, il contemple les festivités à bureaux fermés, les délirs interprétatifs et l'envol hystérique des cotes avec l'œil lointain et vaguement écoeuré de quelqu'un qui verrait son copain d'enfance devenir pape. Van Gogh tient compagnie à Pialat depuis longtemps et maintenant il va en faire un film, c'est tout. Le centenaire n'y est pour rien.

Premier tour de manivelle le 9 mai. On tournera jusqu'à la fin du mois de juillet. Presque en temps réel puisque le film raconte les deux derniers mois de la vie du peintre, à Anvers-sur-Oise. C'est Jacques Dutronc qui l'incarnera, voilà une excellente nouvelle.

Pialat a découvert Van Gogh avant d'entrer aux Arts déco, il l'a découvert dans « un livre du format d'un gros missel avec seulement des reproductions en noir et blanc. A cette époque, dit-il, je confondais même Van Gogh et Van Dongen ».

Maintenant, il ne confond plus, il a tout vu, tout lu, tout appris de Vincent mais il ne s'est accroché, pour écrire les 400 pages de son scénario, ni aux lettres à Théo, ni aux anecdotes mille fois colportées, ni à la légende hollywoodienne si « passionnée ». Ce qui l'intéresse, c'est la « création, un homme qui peint, qu'on ne voit pas peindre ». Et ce qu'il fait dire à son Vincent, bien sûr, il pourrait le dire lui-même, et tous les artistes avec lui : « Je me suis souvent posé cette question, souvent les gens normaux paraissent plus équilibrés, plus sains, plus heureux que les hommes qui ont du talent... Je crois moi, depuis longtemps, que ce n'est pas vrai, ce n'est qu'une illusion, qu'une façade... »

« Avec Mauve, qui m'apprenait à peindre à La Haye, nous sommes allés déjeuner chez un de ses amis à Scheveningen, sur la mer du Nord. Cet ami est un peintre de marines, il a beaucoup de commandes pour



Kirk Douglas dans « la Vie passionnée de Vincent Van Gogh »

la marine nationale hollandaise. Il y avait là, autour de cet homme chaleureux et simple, une belle jeune femme, une flopée d'enfants et de petits enfants, la mer, la lumière, le soleil, ses tableaux au mur, pas mal fêlés, de cette peinture réaliste et fraîche qui plaît à tous ceux qui n'aiment pas la peinture mais constitue la reproduction réaliste de ce qu'ils croient voir dans la vie... enfin, tout pour être heureux, on respirait le bonheur.

« Et je me suis dit, en voyant ça, après un moment d'envie, je n'aurai jamais quelque chose comme ça à moi... mais ce n'est pas vrai, ce n'est pas ça le bonheur. Quels troubles se cachent derrière ces visages... Et je me suis dit alors, il y a plus de joie chez un Baudelaire drogué, artiste aussi discuté soit-il, que

chez ces êtres bien polis et vulgaires qui clament leur joie de vivre, qui font claquer le drapeau du bonheur dans le vent de leur bêtise.

« D'ailleurs, ces gens-là sont presque toujours catholiques, c'est pas par hasard... Ce jour-là, je n'ai guère mangé, c'était sans doute délicieux... Il m'a dit me trouver bien gentil mais sinistre et, quand nous sommes repartis avec Mauve dans l'après-midi, je me suis dit la tristesse... on en dit tant de mal de celle-là... On appelle ça des « bons vivants ». Ils ne sont pas bons, ni comme peintres, ni comme hommes, et ils sont si peu vivants ! Le bonheur, je crois, n'a pas de toit... » Pialat dit encore : « L'homme que je vais filmer ne sait pas qu'il est Van Gogh, et il ne sait pas qu'il va mourir. »

DANIELE HEYMANN

Caméra pinceau

Pendant que Maurice Pialat s'apprête à faire vivre Vincent sous les traits de Dutronc, deux films au moins sont dans les arènes de la distribution française pendant qu'en Belgique, un cinéaste prépare deux longs-métrages d'un coup sur le sujet.

Robert Altman a tourné Vincent et Théo, quatre heures de fiction qui seront diffusées le 19 mai à 21 heures sur la Sept puis en juin sur FR 3, mais le cinéaste s'est empressé d'effectuer un montage d'une heure et demie à l'intention du grand écran. Ceux qui ont vu le jeune acteur britannique Tim Roth (c'est Paul Riys qui incarne Théo) dans le rôle de Van Gogh en ont gardé une forte impression. Pour l'instant, Altman, qui a lui-même produit le film, cherche toujours un distributeur en France.

Un sort qu'il partage avec le cinéaste australien Paul Cox (l'Homme aux fleurs, Cactus, avec Isabelle Huppert). Celui-ci a réalisé un semi-documentaire, mêlant tableaux de Van Gogh et prises de vues réelles des sites peints par l'artiste. En voix off, John Hurt lit les lettres de Vincent à Théo. Après avoir vu le film au Festival de Toronto, le cinéaste Pierre Jolivet s'est porté volontaire pour réaliser la version française du film, les sous-titres seyant mal aux paysages d'Anvers ou d'Arles.

Enfin, en France, le cinéaste belge Sammy Pavel commence les prises de vues de Souvenir au jardin d'Éden, un long-métrage qui se passe durant les quarante-huit heures qui ont suivi le suicide de Vincent. Jean-Pierre Lorit y sera Théo et Philippe Voltaire Albert Aurier, le seul journaliste qui soutint Van Gogh. Souvenir devrait être terminé à la fin du printemps et Pavel espère enchaîner sur un projet vieux de quatre ans, Lettre à Théo, une coproduction belgo-américaine, dans laquelle John Savage et Rutger Hauer incarneraient respectivement Théo et Vincent.

En attendant ces films, on pourra toujours retrouver Kirk Douglas en Van Gogh et Anthony Quinn en Gauguin dans la Vie passionnée de Vincent Van Gogh, de Minnelli. Et les vingt minutes du documentaire réalisés en 1948 par Alain Renais.

T. S.

CINÉMA

UNE VIDÉOTHÈQUE DU CINÉMA FRANÇAIS

Age d'or et oscar de diamant

L'arrivée sur le marché de la cassette enregistrable ou enregistrée a bouleversé, comme on sait, la consommation familiale. Dernier épisode : l'édition en vidéo, et à des prix plus qu'abordable, des grands classiques du septième art. Les effets sur la consommation devraient être comparables à ceux du livre de poche dans l'édition papier.

Au nom de la société Fil à Film, Jean-François Davy a remis mardi 27 mars, au théâtre Marigny, une « cassette de diamant » : façon d'inventer l'Oscar de la vidéo - à Claude Lelouch et Jean-Paul Belmondo pour *Itinéraire d'un enfant gâté*, gros succès de vente dans la production maison. Fil à Film avait sorti douze films de Lelouch en cassettes vidéo, puis, le 30 novembre 1989, cet *Itinéraire d'un enfant gâté*.

Il ne s'agit pas là d'un phénomène exclusivement commercial, lié à l'usage de plus en plus répandu du magnétoscope dans les foyers. Fil à Film s'est mis à pratiquer la « politique des auteurs » dans le domaine du cinéma français.

Ce cinéma est à l'honneur avec la collection « Les films de ma vie », que Claude Berri dirige avec Jean-François Davy, et dont les choix lui reviennent : en septembre 1989, tout Jacques Tati (sauf *Traffic*, dont les droits étaient pris ailleurs) ; en décembre, douze films de François Truffaut dont toute la saga d'Antoine Doinel qu'on a, désormais, loisir de consulter comme un roman de famille ; et, dans ce lot, les films mal aimés : *Tirez sur le pianiste*, *La Peau douce* (autopsie la plus judicieuse de l'adultère bourgeois), *les Deux Anglaises et le Mister* et *Jim*, cette merveille.

Février 1990 : Louis Malle entre à son tour dans « Les films de ma vie » avec huit titres, *Ascenseur pour l'échafaud* dont le style moderne pulvérisa, en 1957, les conventions du film policier ; *les Amants*, dont l'érotisme fit scandale (étonnant de revoir Jeanne Moreau, aujourd'hui, dans des situations qui n'ont plus rien de sulfureux) ; *Zazie dans le métro*, d'après Queneau, *Feu follet*, d'après Drieu, *La Rochelle* (un pur, fulgurant, chef-d'œuvre), *le Souffle au cœur*, *La Combe Lucien*, *Black Moon* et *Atlantic City* (autre chef-d'œuvre mais de la période américaine).

Claude Berri et Jean-François Davy annoncent, pour avril 1990, l'intégrale d'Eric Rohmer, élargissant encore l'histoire du cinéma français des années 60 aux années 80. Même à l'ère triomphante des ciné-clubs, on n'aurait pas eu pareilles chances de satisfaire sa cinéphilie galopante. Les années 90 vont-elles être celles de la cinéphilie à domicile ? C'est une révolution dont il faudra un jour mesurer les effets sur la production « vivante ».

Fil à Film, dont l'activité éditoriale est par ailleurs très diversifiée, a donné un élan, mais l'histoire du cinéma français en cassettes vidéo se fait aussi, pour



Fiorella et René Lefèvre : « Le crime de Monsieur Lange ». (1936.)

une part essentielle, aux Editions Montparnasse et chez René Chateau Vidéo, deux maisons qui ont, chacune, une politique bien définie.

René Delorme et Frédéric Laurent ont créé les Editions Montparnasse en 1989, pour les grands classiques et les documents contemporains (récemment, on a parlé de *De Nuremberg à Nuremberg*, de Frédéric Rossif : le Monde du 21 février). Au mois de mai, Frédéric Laurent lançait la collection « L'âge d'or du cinéma » (quatre à cinq titres nouveaux tous les deux mois), consacrée au cinéma français des années 30, 40, 50. Avec, sous la même présentation séduisante, des subdivisions thématiques : classique, auteur, acteur, genre. Il y a bien eu, au début, quelques tâtonnements dans les choix. Mais on a vu arriver : de Marcel Carné *les Enfants du paradis* (en deux cassettes), *les Portes de la nuit* et *Thérèse Raquin* ; de René Clair *le Dernier Milliardaire* et *Le silence est d'or* ; de Christian-Jaque *les Disparus de Saint-Agil*, *l'Assassinat du Père Noël* et *Barbe-Bleue* ; de Julien Duvivier *Pépé-le-Moko* et *Pot-Bouille* ; de Maurice Tourneur *Samson*...

Le Gabin de *Pépé-le-Moko* est aussi celui de *la Bête humaine*. Et, puisqu'on en vient à Renoir, il faut s'arrêter, dans les titres parus en février, à la publication du *Crime de Monsieur Lange*, classique s'il en est, seul film où Renoir, à la veille du Front populaire,

eut pour scénariste-dialoguiste Jacques Prévert. La bande-son originale n'était pas fameuse. Les Editions Montparnasse lui ont appliqué un véritable lifting, digne d'une restauration de cinématèque.

Deux films de Jacques Becker se sont ajoutés au *Casque d'or* déjà édité. Ce sont quelques-uns des plus rares : *Dernier atout*, drame policier, et *Falbalas*, chronique d'une maison de couture. Deux films avec Raymond Rouleau, tournés sous l'Occupation. Les fans de Tino Rossi peuvent avoir à leur disposition *Naples au baiser de feu*, d'Augusto Génina, et *Lumières de Paris*, de Richard Pottier, fameux exemple de comédie musicale kitsch. Edwige Feuillère livre un duel farouche à Erich von Stroheim, Allemand de 1914, dans *Marthe Richard au service de la France*, de Raymond Bernard. Perle de cette dernière série : *le Baron fantôme*, de Serge de Poligny, avec Jean Cocteau dans le rôle-titre. Perle de la prochaine journée (fin mars, début avril) : *Dernière jeunesse*, un film prodigieusement noir, et qui passait pour disparu, de Jeff Messo avec un Raimu insolite.

« Mémoire du cinéma français », la collection de René Chateau, vient, sans qu'il y ait eu concertation, compléter certains choix de « L'âge d'or du cinéma ». Avec, entre autres, *les Visiteurs du soir*, *Boudu*, *les Bas-Fonds*, etc.

« Mémoire du cinéma », qui couvre les années 30 à 50, sort douze titres à la fois et s'en va chercher auprès de Grémillon (*Remorques*, *Lumière d'été*) ou Cayatte (*les Amants de Vérone*, marqués par Jacques Prévert) et Pierre Chenal (*l'Alibi*, *la Maison du Malin*) ces films de second rayon que les historiens tiennent en piètre estime. Mais on peut réviser le cas de Roger Richebé en revoyant *Prisons de femmes* d'après Francis Carco (le poète y tient son propre rôle) avec une Viviane Romance déchaînée, et la *Madame Sans-Gêne* royalement interprétée par Arletty : inimitable.

Enfin, René Chateau vient d'éditer *Une si jolie petite plage*, d'Yves Allégret (extraordinaire et méconnaissable Gérard Philipe), deuxième volet de la « trilogie noire » écrite avec Jacques Sigurd, dont le premier volet, *Dédée d'Avers*, est sorti chez Fil à Film et le troisième, *Manège* (publié jadis chez RCV dans une prodigieuse collection qui n'eut pas alors grand succès), est toujours en vente dans certains magasins.

Faut-il préciser que nos trois éditeurs ont encore beaucoup de projets ?

JACQUES SICLIER

- * René Chateau, « Mémoire du cinéma français ». Tél. : 43-24-62-52 : la cassette 129 F.
- * Fil à Film. Tél. : 42-67-68-16 : la cassette de 100 à 200 F.
- * Editions Montparnasse. Tél. : 45-48-10-46 : la cassette entre 129 F et 149 F.



Jeanne Moreau et Jean-Marc Bory : « les Amants ». (1958.)

TOUS LES FILMS NOUVEAUX

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît désormais dans le Monde du mardi (daté mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.

Charlie

de Don Bluth, avec les voix de Bart Reynolds, Dom de Lode, Judith Bural (en VO), Richard Darbois, Alexandra Garbo (en VF), Américain (1 h 23).

C'est l'histoire d'une fillette qui aime les chiens et en est aimée. Parmi ses amis, un tueur nerveux, un redoutable pitbull, et un certain Charlie, le plus gentil.

VO : Pathé Saint-Germain, dolby, 8* (42-22-72-60). VF : Gaumont Les Halles, 1* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2* (47-42-50-33) ; Rex, 2* (42-36-35-35) ; Gaumont Ambassade, 8* (43-59-19-08) ; George V, 8* (45-62-41-46) ; U.G.C. Lyon Busselle, 12* (43-43-01-59) ; Faunette, 13* (43-31-55-60) ; Gaumont Aléa, 14* (43-27-24-50) ; Gaumont Parana, handicapé, 14* (43-35-30-40) ; Les Montparnasse, dolby, 14* (43-27-52-37) ; Pathé Clichy, 18* (45-22-45-01).

Cyrano de Bergerac

de Jean-Paul Rappeneau, avec Gérard Depardieu, Vincent Peres, Jacques Weber, Roland Barin, Philippe Morin-Canoval, François (2 h 16).

Cyrano, poète gascon, flamboyant et super-héroïque, romantique, affligé d'un nez aussi célèbre que celui de Cléopâtre mais encore plus long, est amoureux de sa cousine Roxane, précieuse, amoureuse du jeune Christian, beau mais sot. Cyrano est, dit-on, le personnage favori des spectateurs français. Incarné par Depardieu, il va être plébiscité dans le monde entier.

Forum Horizon, handicapé, THX, dolby, 1* (45-08-57-57) ; Pathé Houtefeuille, dolby, 8* (48-33-79-38) ; U.G.C. Montparnasse, dolby, 9* (46-74-94-94) ; U.G.C. Denon, dolby, 9* (42-25-10-30) ; La Pagode, 7* (47-06-12-15) ; Gaumont Ambassade, handicapé, dolby, 8* (43-59-19-08) ; U.G.C. Normandie, dolby, 9* (45-63-16-16) ; Parana, Opéra, dolby, 8* (47-42-50-33) ; Les Halles, dolby, 12* (43-43-04-57) ; U.G.C. Lyon Busselle, dolby, 12* (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, dolby, 13* (45-61-94-95) ; Mistral, dolby, 14* (45-39-52-43) ; Miramar, dolby, 14* (43-20-59-52) ; Kinoparc, handicapé, dolby, 15* (43-05-50-50) ; U.G.C. Convention, dolby, 15* (45-74-93-40) ; U.G.C. Maitot, 17* (40-68-00-18) ; U.G.C. Maitot, 17* (40-68-00-18) ; Pathé Wapler, dolby, 18* (46-22-46-01).

Le Décalogue 7 : tu ne voleras pas.

de Krzysztof Kieslowski, avec Anna Polony, Maïa Borkowska, Wladyslaw Kowalski, Boguslaw Linda, Polonais (55 min).

C'est du vol d'un enfant qu'il s'agit. Une jeune fille étant enceinte de son professeur, sa mère, directrice du lycée, évite le scandale en faisant passer cet enfant pour le sien. Mais quelques années plus tard, la jeune fille veut le récupérer et le

kidnappe. Qui est la voleuse ?

VO : Saint-André-des-Arts II, 8* (43-25-80-25) ; Les Trois Balais, 8* (45-51-10-60).

Le Décalogue 8 : tu ne mentiras pas

de Krzysztof Kieslowski, avec Maïa Borkowska, Tarsus Marczewski, Artur Barci, Tadeusz Lomnicki, Polonais (55 min).

Une femme, professeur de morale à l'Université, est torturée par la culpabilité, pour avoir refusé de servir de marraine à une petite fille juive, pendant la guerre. Et voilà qu'un jour, parmi ses élèves, se trouve une Américaine, la petite fille qui a grandi.

VO : Saint-André-des-Arts II, 8* (43-25-80-25) ; Les Trois Balais, 8* (45-51-10-60).

Les maîtres de l'ombre

de Roland Joffé, avec Paul Newman, Dwight Schultz, Bonnie Bedelia, John Cazale, Laura Dern.

Voir photo légende page suivante.

VO : Forum Horizon, 1* (45-08-57-57) ; Pathé Houtefeuille, 8* (48-33-79-38) ; Marguerite-Concorde-Pathé, 9* (43-59-19-08) ; Max Linder, 11* (43-07-48-60) ; VF : Gaumont Parana, 14* (43-35-30-40) ; Pathé française, 15* (47-42-50-33) ; Faunette, 13* (43-31-55-60) ; Pathé Montparnasse, 14* (43-27-52-37) ; Pathé Wapler, 2* 18* (46-22-47-94).

Où est la maison de mon ami ?

de Abbas Kiarostami, avec Babak Ahmadi, Ahmad Ahmadi, Iranien (1 h 25).

Un écolier s'aperçoit qu'il a emporté par erreur le cahier de devoir d'un camarade. S'il ne le lui rapporte pas, l'autre risque d'être renvoyé. Il va le lui porter, mais ne connaît pas exactement l'adresse. La route est longue, difficile, pleine d'embûches, de rencontres étranges, pleine d'amitié aussi et de drôlerie. Un vrai chemin de la connaissance.

VO : Utopie Champollion, 8* (43-26-84-65).

Pacific Palisades

de Bernard Schmitt, avec Sophie Marceau, Adam Coleman Howard, Anne Curry, Toni Basil, Virginia Capers, Virgil Frya, Français (1 h 32).

Le rêve américain d'une jeune serveuse, jolte et généreuse. La confrontation avec la réalité.

VO : Forum Orient Express, handicapé, 1* (42-33-43-25) ; Pathé Impérial, handicapé, 2* (47-42-72-52) ; U.G.C. Biarritz, 8* (45-62-20-40) ; Pathé Montparnasse, 14* (43-20-12-06) ; VF : Rex, 2* (42-36-35-35) ; U.G.C. Montparnasse, handicapé, 8* (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 9* (43-59-19-08) ; U.G.C. Opéra, 9* (45-74-94-94).

LA SEMAINE PROCHAINE

MK2 DECOUVERTES

14 JUILLET ODEON

MONA ET MOI UN FILM DE **Patrick GRANDPERRET**
 GRAND PRIX DE BELFORT 89 PRIX JEAN VIGO 90 Avec la Fondation Gan pour le Cinéma

U.G.C. Gobelin, 13* (45-61-94-96) ; Mistral, 14* (45-39-62-43) ; U.G.C. Convention, dolby, 15* (45-74-83-40) ; Pathé Clichy, 18* (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20* (45-36-10-96).

Sous le signe libertaire

de Félix Marquet.
Espagnol, noir et blanc
(18 mn).

Seize petites minutes d'un documentaire daté de 1937 et réalisé par Félix Marquet, célèbre anarchiste espagnol. Une expérience d'organisation révolutionnaire et d'autogestion dans un petit village d'Aragon. Ce court-métrage passe en première partie d'un autre futur (lire ci-dessous).

VO : Studio des Urusines, 8* (45-28-19-09).

Tango & Cash

de André Konchalovsky.
avec Sylvester Stallone,
Kurt Russell,
Jack Palance,
Tari Hatcher,
Michael J. Pollard,
Brian James.
Américain (1 h 44).

Deux policiers ont nettoyé Los Angeles de ses gangsters et trafiquants. L'un est tiré à quatre épingles, l'autre ne sait plus quand il s'est lavé la dernière fois. Ils se détestent. Un ennemi commun les réconcilie, tout au moins les réunit. L'un est Sylvester Stallone, toujours

justicier. L'autre est Kurt Russell, qui a été l'acteur fétiche de John Carpenter dans *la Chose* et *New York 1997*, notamment.

VO : Forum Horizon, handi-capsé, 1* (45-08-57-57) ; George V. THX, dolby, 8* (45-82-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, dolby, 8* (43-59-52-52).

VF : Rex, dolby, 2* (42-38-83-83) ; Bretagne, dolby, 8* (42-22-57-57) ; U.G.C. Normandie, dolby, 8* (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, handi-capsé, dolby, 8* (47-42-56-56) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12* (43-43-01-58) ; Fauvette, handi-capsé, 13* (43-31-56-56) ; Gaumont Alcala, handi-capsé, 14* (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15* (48-28-42-27) ; Pathé Wapler, 18* (45-22-48-01) ; La Gambetta, THX, dolby, 20* (45-36-10-96).

Un autre futur

de Richard Proust.
Français, noir et blanc
et couleurs (2 h 42).

L'histoire de l'anarcho-syndicalisme espagnol, de la fin du dix-neuvième siècle à 1945. Montés par un réalisateur français, un mélange de documents d'archives et de témoignages recueillis auprès des survivants. Ce long métrage, en trois parties, est projeté après *Sous le signe libertaire* (lire ci-dessus).

VO : Studio des Urusines, 8* (45-28-19-09) ; Studio des Urusines, 8* (45-28-19-09).

SÉLECTION

La Campagne de Cicéron

de Jacques Davia.
avec Tonia Marshall,
Sabine Haudepin,
Jacques Bonnaffé,
Michel Gaudier,
Jocelyne Maigre,
Carlo Brandt.
Français (1 h 50).

Une pianiste-compositeur, un acteur, une église de festival, un directeur de la musique au ministère de la culture, une fille tout simplement encore jolie, et quelques autres personnages pittoresquement vrais, réunis dans la campagne du Sud-Ouest en morte-saison. Le regard de Jacques Davia

est aussi impitoyable que tendrement ironique, les acteurs sont merveilleux.

Forum Orient Express, handi-capsé, 1* (42-33-42-26) ; Racine Odéon, 8* (43-28-19-68) ; Elysées Lincoln, 8* (43-59-36-14) ; Sept Persepolis, 14* (43-20-32-20).

Crimes et Délits

de Woody Allen.
avec Martin Landau,
Woody Allen,
Anjelica Huston,
Mia Farrow,
Claire Bloom,
Joanna Gleason.
Américain (1 h 44).

Martin Landau est un ophtalmologiste célèbre,

marié, deux enfants, une maîtresse hystérique, un frère gangster. Woody Allen est un documentariste méconnu, marié à une femme qui ne veut plus de lui, amoureux d'une autre qui l'aime bien. Morale de l'histoire : tout le monde dans sa vie a raté quelque chose. Une chose est certaine, Woody Allen a réussi son film.

VO : Ciné Beaubourg, handi-capsé, 3* (42-71-52-38) ; U.G.C. Rotonde, 8* (45-74-94-94) ; U.G.C. Odéon, dolby, 8* (42-28-10-30) ; La Pagode, 7* (47-08-12-15) ; U.G.C. Champs-Élysées, handi-capsé, 8* (45-82-20-43) ; 14 Juillet Bastille, 11* (43-57-30-51) ; Escorial, 13* (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenette, 15* (45-75-79-79) ; VF : Pathé Français, 8* (47-70-33-88).

La Guerre des Roses

de Danny de Vito.
avec Michael Douglas,
Kathleen Turner,
Danny De Vito,
Mia Farrow,
Sean Astin,
Henderson Foxfield.
Américain (1 h 57).

Michael Douglas et Kathleen Turner se sont ren-

contrés, aimés, mariés. Ils ont eu deux enfants, une maison. Ils ne s'aiment plus, mais chacun veut garder la maison. C'est la guerre sans merci, tous les coups sont permis. Danny de Vito, narrateur et réalisateur, s'en donne à cœur joie dans la misanthropie aigre.

VO : Forum Horizon, handi-capsé, dolby, 1* (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2* (47-42-72-52) ; Pathé Hauteville, 8* (48-33-79-38) ; U.G.C. Danton, 8* (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, dolby, 8* (43-59-52-52) ; U.G.C. Normandie, 8* (45-63-16-16) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14* (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenette, 15* (45-75-79-79) ; U.G.C. Maillot, 17* (40-68-00-16).

VF : Paramount Opéra, dolby, 8* (47-42-56-56) ; Les Nations, 12* (43-43-04-57) ; Fauvette, 13* (43-31-56-56) ; Gaumont Alcala, 14* (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, dolby, 14* (43-20-12-08) ; Gaumont Convention, 15* (48-28-42-27) ; Pathé Wapler II (ex-Imagel), 18* (45-22-47-94).

Pourquoi Bodhi-Dharma est-il parti vers l'Orient ?

de Bao Yong-Kyun,
avec Yi
Sine,
Hwang.
Coréen (2 h 15).

Derniers jours d'un maître zen. Une réflexion sur les mystères de la vie, de la mort. Le sujet peut paraître austère, en réalité, c'est un hymne à l'amour, à la vitalité, à la jeunesse, au corps, à la nature, à ce qui est l'essentiel de l'humanité. C'est un grand film.

VO : 14 Juillet Odéon, 8* (43-28-69-83).

Roger et moi

de Michael Moore.
avec les habitants de la ville
de Flint.
Américain (1 h 31).

Revenant dans sa ville natale, Flint, fief de la General Motors, un journaliste se met en devoir d'interviewer le PDG et de lui faire raconter les ferme-

tures d'usine, les licenciements, la désertification de la ville. C'est parvenu et agressivement drôle, on pourrait imaginer un film français sur un journaliste qui reviendrait dans sa banlieue natale de Billancourt...

VO : Gaumont Les Halles, 1* (40-28-12-12) ; Saint-André-des-Arts, 8* (43-28-43-18) ; Les Trois Salons, 8* (45-61-10-80) ; La Bastille, 11* (43-07-48-60) ; Sept Persepolis, 14* (43-20-32-20).

Susie et les Baker Boys

de Steve Kloves.
avec Michelle Pfeiffer,
Jeff Bridges,
Beau Bridges,
Ellie Raab,
Jennifer Tilly,
Xander Berkeley.
Américain (1 h 53).

Deux frères pianistes de bar, Jeff et Beau Bridges, traquent leurs plaisanteries et leur « virtuosité » d'hôtel en hôtel. La mode ayant évolué, leur destin ne s'annonce pas rose, jusqu'à un jour où ils engagent une chanteuse, Michelle Pfeiffer. Suffisamment sexy pour donner un coup de neuf à leur numéro, quelques coups de sang aux deux hommes, et pour briser leur belle association. C'est un premier film débordant de charme et de sensibilité, d'humour mélancolique.

VO : Forum Horizon, handi-capsé, 1* (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2* (47-42-56-56) ; U.G.C. Odéon, dolby, 8* (42-25-10-30) ; U.G.C. Rotonde, 8* (45-74-94-94) ; U.G.C. Biarritz, dolby, 8* (45-63-20-40) ; VF : U.G.C. Montparnasse, 8* (45-74-94-94) ; U.G.C. Convention, 15* (45-74-94-94).

Venus Peter

de Ian Saltier.
avec Ray McAnally,
Gordon R. Strachan,
David Hayman,
Sinead Cusack,
Caroline Patterson,
Sam Hayman.
Britannique (1 h 34).

Un garçon dans un petit port d'Ecosse rêve devant la mer, se tréballe entre la poésie de son imagination et la dure réalité. Un petit film, mais insolite et parfois troublant.

VO : Ruffet Logos II, handi-capsé, 8* (43-54-42-34) ; Sept Persepolis, 14* (43-20-32-20).

Le Visiteur du musée

de Constantin Lopouchanski.
avec Victor Mikhailov,
Vadim Lobanov,
Vera Malorova,
Irina Nikolova,
Alexei Inguelovitch.
Soviétique, noir et blanc
et couleurs (2 h 15).

Après un déluge atomique, il ne reste plus grand-chose sur terre, rien que des débris déformés, affamés, dans des terrains vagues, des décharges. Tout manque. Des fanatiques réactivent des rites sauvages. Prix spécial au Festival de Moscou 1989, le film est superbement sombre.

VO : Cosmos, 8* (45-44-26-50).

REPRISES

Drôle de drame

de Marcel Carné.
avec Françoise Rosay,
Michel Simon,
Louis Jouvet,
Jean-Pierre Aumont,
Jean-Louis Barrault,
Madeline Vogel.
Français, 1937, noir et blanc
(1 h 46).

« Bizarre, bizarre, vous avez dit bizarre... » Entre Carné, Prévert, Jouvet, Michel Simon, Françoise Rosay, c'est le film culte d'entre les films cultes. On peut le revoir autant de fois qu'on veut, il est intemporel, hors mode.

Action Ecoles, 5* (43-25-72-07).

L'Eclipse

de Michelangelo Antonioni.
avec Alain Delon,
Monica Vitti,
Francesco Rabal,
Lila Brignone,
Louis Seigner,
Rossana Rossy.
Italien, 1962, noir et blanc
(2 h 05).

Monica Vitti, malheureuse en amour, tombe amoureuse d'un bel agent de change, mais elle a trop souffert pour se laisser aller à ses sentiments. Un classique d'Antonioni.

VO : Ruffet Logos I, handi-capsé, 8* (43-54-42-34) ; Les Trois Salons, 8* (45-61-10-80) ; Sept Persepolis, 14* (43-20-32-20) ; VF : Sept Persepolis, 14* (43-20-32-20).

Elisa vida mia

de Carlos Saura.
avec Fernando Rey,
Geraldine Chaplin,
Isabel Mestres,
Joaquín Hinojosa,
Norman Briski,
Francisco Guller.
Espagnol, 1977 (2 h 10).

Rencontre père-fille après vingt ans de séparation. Ils se voient comme s'ils se découvraient. La fille, c'est Geraldine Chaplin, fille de Charlie.

Les Maîtres de l'ombre sont les scientifiques qui ont « inventé » la bombe atomique, les politiques qui ont élaboré la stratégie d'Hiroshima. Roland Joffé, spécialiste des grandes fresques historiques (*la Déchirure*, *Mission*) dessine sous complaisance les portraits de ces hommes-là et s'attarde sur le personnage d'Oppenheimer (incarné par David Schultz, id à droite, face à Paul Newman, qui interprète le général Groves).

VO : L'Espresso, 8* (42-70-47-88).

Marlin l'archaïque

de Walt Disney.
avec les voix de Pasquell,
Jean-Dominique Mony,
Marcinon,
Lita Rock,
Claude Bertrand,
Jacques Balotin.
Américain, 1964 (1 h 10).

Histoire d'un garçon, qui, protégé par l'enchantement de Marlin, devient roi d'Angleterre. Un dessin animé qui date de 1964.

VF : Forum Orient Express, handi-capsé, 1* (42-33-42-26) ; Rex, 2* (42-36-83-83) ; U.G.C. Montparnasse, 8* (45-74-94-94) ; U.G.C. Ermitage, 8* (46-83-16-16) ; U.G.C. Lyon Bastille, dolby, 12* (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelin, handi-capsé, dolby, 13* (45-61-94-94) ; Mistral, handi-capsé, 14* (45-39-62-43) ; Saint-Lambert, 18* (45-22-48-01) ; Pathé Clichy, 18* (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20* (45-36-10-96).

La Nuit de l'iguane

de John Huston.
avec Richard Burton.
Ave Gardiner,
Deborah Kerr,
Sue Lyon.
Américain, 1964 (2 h).

Une jeune fille démente, une vamps, une cinglée bobémienne représentent la tentation pour un défonqué alcoolique, devenu guide touristique. Tennessee Williams, John Huston : le plus beau film d'Ava Gardner.

VO : Action Five Ganche, 8* (43-28-44-40) ; Mac-Mahon, 17* (43-23-73-59).

La terre tremble

de Luciano Visconti.
avec les pêcheurs de Ani Trezza.
Italien, 1948, noir et blanc
(1 h 42).

Un pauvre pêcheur est amoureux d'une jeune bourgeoise, dont les parents ont d'autres ambitions pour leur fille. Il monte sa propre entreprise. C'était le second long métrage de Visconti, son époque militante et proche du néo-réalisme. Grand prix de la mise en scène au Festival de Venise 1948.

VO : Ruffet Média Logos, 8* (43-54-42-34) ; Mac-Mahon, 17* (43-23-73-59).

La sélection cinémas a été établie par Colette Godard.



Reprise de « l'Eclipse » d'Antonioni

Elle vient de rompre avec un attaché d'ambassade qu'elle avait cru aimer ; elle rencontre à la Bourse de Rome un séduisant fondé de pouvoir. Elle, c'est Monica Vitti, lui Alain Delon, et ils ne formeront pas un couple uni par la passion : en 1961, avec *l'Eclipse*, Michelangelo Antonioni poursuivait, jusqu'à l'angoisse existentielle, la réflexion sur l'incommunicabilité, — mal des temps modernes, crise d'une civilisation — dans *l'Aventura et la Notte*.

Avec Vitti, avec Delon, tous deux admirables, obsédés par l'ennui des nantis et la fragilité des sentiments, c'est toute une société qui bascule dans le vide des superbes images crépusculaires de Gianni di Venanzo ; tandis que s'affirme une nouvelle écriture cinématographique. Trente ans bientôt...

THÉÂTRE

CATHERINE SELLERS JOUE PHÈDRE AUX BOUFFES-DU-NORD

Au-delà de l'amour

Après la création à Marseille, Catherine Sellers joue *Phèdre* de Racine aux Bouffes du Nord. Histoire d'un amour qui excède l'humain, d'une femme possessive, possédée par un rêve qui la dépasse. Recherche éperdue de l'innocence.

CHEVEUX noirs, regard incandescent, visage très pâle, pommettes larges, Catherine Sellers pourrait figurer l'image de la vamp maléfique si sa façon de s'asseoir en s'enroulant dans ses vêtements comme pour se cacher ne racontait une certaine timidité. Sa voix est feutrée, ses mains nerveuses. En fait, elle se méfie des interviews, rappelle ce que Camus disait : les acteurs ne devraient pas parler aux journalistes, ça fausse les rapports professionnels. « Mais, dit-elle, à présent on peut difficilement s'en passer. »

Catherine Sellers joue *Phèdre*, celle de Racine, aux Bouffes du Nord. La mise en scène est de Pierre Tabard, qui joue également *Thésée*. Le spectacle a été créé à Marseille (le Monde daté 15-16 octobre 1989). Bien qu'elle possède une rare force tragique, Catherine Sellers a interprété peu de tragédies classiques : « *Andromaque* et *Britannicus* en tournée. *J'étais jeune, je jouais Junie. C'est tout, peut-être parce que je n'ai pas fait le Conservatoire. Je suis de l'école Balachova, où d'ailleurs j'ai rencontré Antoine Vitez.* »

Depuis des années, quand un metteur en scène monte Racine, on a l'impression d'un tour de force : on pleure la disparition des tragédiens, on se pose des questions sur l'alexandrin. Comment le dire : le censeur, le distorsion, en jouer les subtilités de construction ? Manifestement, ce n'est pas ce genre de question qui angoisse Catherine Sellers. Non plus celle de savoir s'il faut tenir compte des enjeux politiques dans le théâtre de Racine, ou de ses plongées dans l'inconscient. « *Phèdre*, dit-elle, se situe bien au-delà. »

« Aux premières lectures, nous avons essayé de nous montrer ingénus. Je suis, avec une telle pièce, ça paraît absurde. On doit traverser l'amas culturel qui s'est formé depuis trois siècles. Mais la tradition est si contradictoire, si multiple, que ça s'annule. D'ailleurs je n'ai jamais vu *Phèdre*, ça ne s'est pas trouvé. J'ai écouté les enregistrements de Sarah Bernhardt, de Marie Bell, de Ludmilla Pitoeff aussi : une merveille, une source qui coule. Maintenant, c'est trop tard, j'ai horreur de voir des pièces pour lesquelles j'ai tenu un rôle. Je ne peux pas, je souffre trop. On me dit que c'est de la jalousie, que je suis possessive. »

« Pour nous, il s'agit d'évacuer le côté *Bovary*, l'aspect sensualité frustrée. C'est bien plus qu'une histoire d'amour. Ce qui m'a intéressée, c'est l'excès au sens que lui donnait Bataille. Un sens mystique. Il y a dans cette pièce un langage, je ne dirais pas religieux, plutôt sacré. Tout est animé d'une vie fantastique : la terre souffre, les flots se révoltent. Tout est habité. Le langage de *Phèdre* et celui de *Thésée* d'Artaud se rejoignent, ce sont presque les mêmes mots, la même haine de soi, les mêmes vertiges, la même adoration de l'innocence. *Phèdre* est à la recherche d'un Dieu qui se serait incarné en Hippolyte. En lui, elle aime cette pureté qu'elle pense avoir perdue. »

« Elle se traite comme un monstre, pourtant sa faute est imaginaire, presque entièrement. Quand elle avoue à Égisthe l'amour pour lequel elle est prête à mourir, le pire devient possible. Mais à Hippolyte, elle fait l'aveu de son amour seulement quand elle se croit veuve... Lisant et relisant la pièce, des mots mystérieux m'ont donné des clés. Ainsi *Phèdre* parle de *Thésée* et dit « Digne sujet des vœux des filles de Minoas ». Habituellement, on dit « objet », objet de désirs. La différence est importante. Elle dit « j'aime » et non pas « je l'aime », et ça m'a fait penser à cette phrase de Marguerite Duras : « Aucun amour ne peut tenir lieu de l'amour. » La passion de *Phèdre* excède l'attraction, elle touche au sacré. »

« A Paris, Denis Lavant joue un Hippolyte inattendu. Il n'incarne pas la beauté, mais un elfe, un esprit des bois. Il séduit *Phèdre* par son étrangeté. Comme elle, qui est fille du Soleil, il n'appartient pas au monde des autres. Et puis, Denis Lavant est un fou de poésie, il dit merveilleusement les vers. La distribution est classique, décalée peut-être. Par exemple, nous n'avons pas voulu un *Thésée* vieux (c'est François Cognard). De même, *Égisthe* (Martine Pas-



Lumière de la passion sur la lèvre des murs magiques.

cal) n'est pas la nourrice, mais une amie, une complice, une sorte de double.

« Quand les représentations sont terminées, je ne pense plus au rôle que je viens de quitter. Tout au moins, j'essaie de m'en détacher. Je ne rêve pas non plus à des personnages que j'aimerais jouer. Si on entre dans ce genre de système, une telle machine se met en marche qu'on ne peut plus vivre. Je vais très mal dès que je ne joue pas, c'est la misère des comédiens. Je ne sais pas si c'est un problème d'identité. J'ai l'impression que mon corps, ma voix ne sont les miens que sur scène. C'est physique, on éprouve une telle plénitude. Je n'aime pas énormément de choses dans la vie, mais là, sur le plateau, je peux tout comprendre. »

« Ma vie et mon travail sont intimement liés. Il faut dire qu'au début je jouais presque tous les soirs. J'ai appartenu à des troupes, chez Vilar, chez Barault. Les spectacles se donnaient plusieurs mois, je vivais avec mes personnages, je prenais le temps, ils étaient avec moi. Aujourd'hui, on joue trente fois, l'enjeu est démesuré, et ça devient paroxystique. Ce n'est pas que je regrette la vie de troupe, j'étais d'ailleurs toujours un peu à côté. La Comédie-Française ? J'ai eu l'occasion d'y entrer, et puis j'ai eu peur. Le répertoire est formidable, bien sûr, mais on m'a tellement raconté à quel point c'est dur que j'ai reculé. Je ne suis pas capable de me battre, je le sais. Pas même pour réussir. Je ne sais pas où est la réussite. »

« Regardez *Crimes et délits*, le film de Woody Allen. Il raconte toute une série de ratages et se termine sur la solitude. Est-ce que Woody Allen se prend pour un raté ? C'est troublant, mais finalement, s'il est arrivé là où il est, c'est sans doute qu'il rêvait d'aller plus loin encore. Il faut avoir des rêves plus grands que soi. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD

★ Bouffes du Nord du 29 mars au 5 avril, à 20 h du mardi au samedi. Dimanche à 15 h. Durée du spectacle 2 h 40 avec l'entracte. Tarif unique : 80 F. Étudiants : 60 F. Tél. : 47-39-34-50.

SPECTACLES NOUVEAUX

Je ne suis pas Rappaport

de Marc Gardier, mise en scène de Georges Wilson, avec Georges Wilson, Jacques Dufilho, Paul Laroche, Jean-Pierre Dravel, Stéphanie Cornille, Jacques Jacquemont et Serge Fauriol.

Interrompues en raison de la maladie de Georges Wilson, les représentations de *Je ne suis pas Rappaport* reprennent au Théâtre de l'Œuvre, en alternance avec *Le Gardien de Pétrarque*. Un grand succès de la saison passée qui passe allègrement les années.

Œuvre, 55, rue de Clugny, 8. À partir de 20 euros. Les vendredis et samedis à 20 h 45, le dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-47-26. Durée : 2 heures. De 20 F à 220 F.

Parole maghrébine

avec Tahar Ben Jelloun, Ilias Driess, Fatima Ghalila, Tahar Ghannouchi et Abdelatif Yacoubi.

Yacoub Abdelatif et Fatima Ghalila pour l'Algérie, Tahar Ben Jelloun et Ilias Driess pour le Maroc, Tahar Ghannouchi pour la Tunisie, l'Union du Maghreb arabe, chère au colonel Kadhafi, paraît avoir plus de chances de réussir au chapitre de la culture qu'à celui de la politique. Gabriel Garrin poursuit son œuvre de bon épître de la connaissance du théâtre francophone avec cette boucle de l'autre côté de la Méditerranée pour des lectures mises en espace par des metteurs en scène maghrébins exotiques ou français d'adoption comme le cinéaste Mehdi Charef. Grand final le samedi 7 avril avec un hommage à Kateb Yacine : pro-

jection du film de Kamel Dehane, *Kateb Yacine, l'amour et la révolution* (16 heures), rencontre d'écrivains, journalistes et artistes autour de son œuvre (17 heures) et lecture de *Cadavre encerclé*, par Armand Gatti (20 h 30).

Maison des cultures du monde, 101, bd Raspail, 8. À partir de 28 euros. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée, samedi et dimanche à 15 h 30. Tél. : 46-44-72-50. De 20 F à 80 F.

Phèdre

de Jean Racine, mise en scène de Pierre Tabard, avec Catherine Sellers, Martine Pascaleau, Daniel Lannou, Catherine Corrigier, Valérie Druguet, Myrtille Tardieu, Pierre Tabard et François Cognard.

L'un des rôles les plus ardu du répertoire classique. Après Sarah Bernhardt, Marie Bell, Ludmilla Pitoeff, Catherine Sellers découvre l'art de l'alexandrin qu'elle a peu fréquenté. Lire ci-contre l'entretien de la comédienne avec Colette Godard.

Bouffes du Nord, 37 bis, bd de la Chapelle, 10. À partir de 28 euros. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-36-34-50. Durée : 2 h 40. De 20 F à 80 F.

SÉLECTION

1, pièce Coribolodi

de Jean-Claude Panchaud, mise en scène de l'auteur, avec Armand Lacombe, François Miquel, Guillaume Edé, Benoît Vargne.

THÉÂTRE 14

SENEQUE
PHEDRE
MISE EN SCENE DARY AMAS
PROLONGATION

MALLARME
ABOLI
BIBELOT
GERTRUDE STEIN
LE MONDE
EST ROND
MISES EN SCENE
XAVIER MARCHAND
JUSQU'AU 8 AVRIL

HEINER MULLER
HEINER GOEBBELS
CONCERT-RECIT
LE 29 MARS
Durée de la représentation

SANGS
CHOREGRAPHIE
SANTIAGO SEMPERE
CREATION
DU 5 AU 7 AVRIL

THEATRE GERARD PHILIPPE
42 43 17 17

UN FILS
DE NOTRE TEMPS
de Odan von HORVATH
mise en scène Pierre-Étienne HEYMANN
avec Jean-Marc BOURG
Œuvre majeure... La force du texte est là. LA CROIX. Jean-Marc Bourg entraîne sans difficulté le spectateur sur la piste tourmentée de son personnage. LIBERATION. Spectacle exaltant, très fort. FRANCE-CULTURE. Un monologue ôpre et violent. L'EXPRESS.

ATHENES
LOUIS JOUVET
Salle Louis Jouvot
L'AMIE DE
LEURS FEMMES
PIRANDELLO
JEAN-MICHEL RABEUX
CHOREGRAPHE
CENTRE D'ARTS DE LA VILLE
PARIS 13 DOMINIQUE BOURGEOISE
HELENE ALEXANDROU, PHILIPPE BERTON
CLAUDINE BERNARD, CLAUDE BOLLAYE
FRANÇOISE GRAMICOLA, SILVIO KHETIB
LAURENCE LAFITE, FLORENCE ROGER
coproduction Centre d'arts de la ville, Boulogne-Billancourt, CAC, Cergy-Pontoise
avec la participation du JN et le soutien de l'ADAMI
Salle Christian Berard
FRANCAIS, ENCORE UN EFFORT...
SI VOUS VOULEZ ETRE REPUBLICAINS
SADE
CHARLES TORDJMAN
BENOIT POLI, GERARD POLI
FRANCOIS LAFITE, LUDY KEBDACA
FRANCOIS LAFITE, JEAN LOUIS CHAUVENET
production Théâtre Populaire de Boulogne-Billancourt
47.42.67.27
Alphaz France

l'école des Femmes
MISE EN SCENE CATHYRINE PASTE AVEC GRANDJEAN ALLWRIGHT
JUSQU'AU 8 AVRIL BOUFFES DU NORD 47.39.34.50
COMPAGNIE
CATHYRINE
PASTE

THÉÂTRE

MUSIQUES

GÉRARD POULET VIOLON SOLO A L'AUDITORIUM DES HALLES

L'archet sauvé du froid

Le violoniste Gérard Poulet est à l'aube d'une carrière prometteuse. Il a pourtant cinquante-deux ans ! C'est que cet ex-enfant prodige a pris le risque de reprendre l'étude du violon à vingt ans, un âge où l'on préfère les succès d'estraade aux travaux d'écolier. Le 3 avril, il donne un récital à l'Auditorium des Halles. L'histoire d'une renaissance.

GÉRARD POULET prend son violon, l'accorde, et commence à se chauffer les doigts en jouant des traits de plus en plus périlleux. Au fond de la salle, les musiciens papotent. L'heure de la pose est venue, et ils en profitent. Poulet continue à jouer, enchaînant des bribes de concertos, de sonates pour se mettre en train. Au bout de quelques minutes, il attaque les redoutables arpegges d'entrée du *Concerto pour violon et orchestre* de Beethoven. En quelques secondes, les conversations cessent, les visages se tournent vers le musicien qui joue seul dans la pénombre. Un, deux, trois, bientôt tous les musiciens ouvrent la bouche pour chanter l'accompagnement d'orchestre. Poulet se prend au jeu, se coule dans leur réplique. La musique s'élève intense, bouleversante dans son imprécarité et son étrangeté même. Bientôt suivie des cris de joie des musiciens saluant la fin du premier mouvement.

Cette anecdote se passait il y a six ou sept ans, aux Arcs, pendant le festival qui chaque année réunit quelques-uns des interprètes français et étrangers les plus talentueux (1). Cette année-là, la programmation était organisée autour de Gérard Poulet et d'Hatto Beyerle (l'altiste fondateur du Quatuor Alban-Berg) qui jouèrent toute une semaine accompagnés par un orchestre de chambre formé de tout jeunes musiciens, encore élèves au Conservatoire.

Curieusement, Gérard Poulet reste, à cinquante-deux ans, le moins connu et fêté des grands violonistes français (Pierre Amoyal, Elisabeth Balmes, Olivier Charlier, Augustin Dumay, Patrice Fontanarrosa, Gérard Jarry, Jean-Jacques Kantorow, Régis Pasquier), alors qu'il est sans doute celui dont le jeu est le plus accompli. La raison tient sans doute en ce qu'il a eu un parcours assez inhabituel.

PRENDRE HEIFETZ ET SZERYNG POUR MODÈLES

D'abord formé par son père, Gaston Poulet, grand violoniste lui-même, créateur de la *Sonate pour violon et piano* de Debussy avec le compositeur, puis d'André Asselin, au Conservatoire de Paris, Gérard Poulet remporte son premier prix à l'âge de treize ans, puis le premier prix - il a dix-huit ans - du Concours Paganini de Gênes, qui lui vaut l'honneur de jouer sur le violon de l'illustre virtuose. Une carrière brillante s'annonce, mais Poulet sent bien que quelque chose ne va pas, qu'il a des problèmes de style, que sa technique ne correspond pas à ce qu'il veut faire avec son violon. Il l'est resté. Un idéal inaccessible, certes, mais auquel il souhaite s'approcher le plus près possible. Dans les milieux musicaux français des années 50, cette admiration est mal perçue. Heifetz, comme Horowitz, passe pour un virtuose, pas pour un musicien. Encore vaillants, les fidèles de l'école franco-belge de violon acceptaient difficilement que l'on préfère les violonistes de l'école russe aux Jacques Thibaud, Enesco, Kreisler et Francescatti qui régnaient sans partage sur la vie musicale européenne. Ivan Galamian l'entend et veut le prendre comme élève aux États-Unis. Gaston Poulet refuse... comme la France, jalouse de ses prérogatives, avait refusé quelques années auparavant de donner un poste à ce grand pédagogue. Il s'en alla donc aux États-Unis où il fut accueilli avec enthousiasme et où il forma quelques-uns des violonistes qui dominent aujourd'hui la scène (de Kyung Wha Chung à Itzhak Perlman).

Conscient des dangers qui oblitèrent son avenir musical, Gérard Poulet se dépêche de se libérer des obligations militaires. Par chance, il rencontre Henryk Szeryng en Algérie. Le grand violoniste y est venu jouer ; dans l'orchestre, Gérard Poulet n'est que violoniste du rang, mais fasciné par son illustre confrère, il va le trouver et lui demande de l'auditionner. Szeryng accepte de le prendre pour élève. Pendant dix années,



Essayer de transmettre ce que l'on a soi-même appris.

il va le faire travailler, reprenant à la base sa formation. C'est ainsi que Gérard Poulet, ex-enfant prodige, réapprend à jouer du violon. A vingt ans, il se débarrasse de son acquis pour retrouver ses enthousiasmes de gosse. Le risque est gros, le milieu musical professionnel n'acceptant qu'avec difficulté qu'un de ses plus brillants éléments rejette sa culture.

On lui a tout juste pardonné cette incartade, et ce n'est qu'à une date récente qu'il a été accepté dans son propre pays. Il y a deux ans, un petit éditeur (Harmonia Records) a pris le risque d'enregistrer la *Sonate pour violon seul* de Bartók. Fêté par une presse masculine et distinguée par l'Académie Charles-Cros, cet enregistrement lui a valu d'être enfin écouté... et d'entrer par la grande porte chez Erato qui vient de lui proposer un programme d'enregistrements à sa mesure (le premier disque à sortir devrait être un enregistrement du *Concerto pour violon* de Beethoven avec l'Orchestre philharmonique de Strasbourg et Theodor Guschlbauer).

Si son nom commence seulement à se hisser en haut des affiches (l'an prochain, il sera invité par l'Orchestre de Paris pour interpréter le *Concerto* de Sibelius, sous la direction de Günther Herbig), depuis longtemps sa classe du Conservatoire de Paris attire les plus brillants éléments, certains d'y trouver un enseignement de haut niveau : le seul violoniste qui ait trouvé grâce aux oreilles du jury chargé d'engager des musiciens pour l'Orchestre de l'Opéra Bastille, est une jeune Chinoise tout juste sortie de sa classe. Peut-être l'avait-il comme l'un de ses nombreux cours donnés au Conservatoire de Pékin ? Mais son plus beau titre de gloire récent n'est-il pas d'avoir été choisi pour être le professeur de la fille de la violoncelliste Natalia Gutmann et du fils de la pianiste Viktoria Postnikova, des musiciens vivant pourtant en Union soviétique, patrie du violon s'il en est.

Qui a dit que l'on n'était jamais prophète en son pays ?

ALAIN LOMPECH

(1) Cette année le Festival des Arcs se déroulera du 7 au 14 avril. Gérard Poulet en est l'invité privilégié. Cet artiste a réuni autour de lui une foule d'interprètes pour des programmes de musique de chambre jeunesse.

★ Le 3 avril, 19 heures, Auditorium des Halles. Ysaye : *Sonate pour violon seul* « A Joseph Szjpeti » ; Bach : *Sonate pour violon seul BWV 1003* ; Bartók : *Sonate pour violon seul*. 120 F.

DÉCOUVERTES DE LA SEMAINE

Le Potomak, spectacle de Pierre Bertin et Jean Cocteau avec des œuvres de Satie

Le Piège de la méduse

Milhaud

Caravel mou

Radiguet-Auric

Les Pélicans

Cocteau-Radiguet-Poulenc

La Gendarme incompréhensible

Jacob-Poulenc

Le Bel inconnu

Michel Vercauteren (théâtre),

Michèle Denard (danseur),

Martine Charvin,

Jean-Claude Mathon,

Machias Jung,

Lion Napies,

Lydie Pruvot (comédienne),

Sinfonietta d'Anversa,

Patrick Fourmiller (direction),

Olivier Bénédicte

(mise en scène).

Réédition d'un concert donné au Théâtre Michel le 24 mai 1921 à l'instigation du comédien Pierre Bertin (qui était le mari de la pianiste Marcelle Meyer) et de Jean Cocteau. A une époque où l'imagination la plus débridée était de règle. Comment cette musique et cette idée de la modernité a-t-elle franchi les années ?

Le 28 au 31, 19 h 30 : le 1^{er} avril, 17 heures. Opéra-Comique, Salle Favart. Tél. : 42-36-38 53, 04 40 71 400 F.

Chopin
Nocturne op. 27 n° 1
Ballade n° 3
Quatre mazurkas op. 30
Sonate funèbre
Six préludes op. 28
Scherzo n° 4
Improvisation op. 38
Etudes op. 10 n° 4 et 8, op. 25 n° 7, 11 et 12
Andante spianato et Grande Polonaise brillante
Bourrée (Suzanne) (piano).

Plébiscité par le public lors des épreuves du dernier Concours Marguerite-Lange-Jacques-Thibaud, la toute jeune Ekaterina Skanani (elle n'a que dix-sept ans) se produit pour la première fois en France dans un vrai récital. Elle a choisi Chopin, qui ne pardonne aucun écart, aucune faute de goût.

Le 29, Focché d'Assas, Grand amphithéâtre, 20 h 30. Tél. : 46-05-55-46, 10 30 F à 60 F.

Stravinsky

Suite italienne

Beethoven

Sonate pour violoncelle et piano op. 102 n° 2

Jean-Guillaume Chaurma (violoncelle),

Stéphane Léon (piano).

Elève de Christoph Henkel en Allemagne, puis de Yo-Yo Ma aux États-Unis, Jean-Guillaume Chaurma est l'un des jeunes espoirs de la violoncelle française, bien dépeuplée depuis les disparitions récentes de Pierre Fournier et d'André Navarra. Son programme exigeant est porteur d'espoir.

Le 29, Auditorium du Louvre, 12 h 30. Tél. : 40-20-52-28, 40 F.

SÉLECTION PARIS

Charpentier

Le Maître inconnu

Jean Dauterive,

Milly Borgeaud,

Isabelle Dancowicz,

Christine Morille,

Doris Léger-Milhan (comédienne),

Howard Crook (ténor),

Monique Zametti (soprano),

Chère Brun (mezzo-soprano),

Bernard Doleire (basse),

Ris et descories,

Ensemble Clément Janegodin,

Les Arts Horisontaux,

William Christie

(direction),

Francis Lancelot

(chorégraphe),

Jean-Martin Villégier,

Christophe Galland

(mise en scène).

Voir rubrique théâtre.

Clément Théâtre musical de Paris (les 28, 29, 30 et 31 mars et le 3 avril, 20 heures : le 1^{er} avril, 14 h 30). Tél. : 40-28-26-40, 40 F à 250 F.

Kurtág

Messages du feu

dominolette R.V. Troussou

chorus
DES MAÎTRES DE CHOEUR
Du 8 mars au 7 avril
PROMENADE AU BOUT DU BOIS
création
de Serge NOYELLE
"Un spectacle remarquable" (France Culture) - "Il faut suivre le travail de cette jeune équipe" (Le Monde) - "L'esprit vibrant du spectacle" (Révélation) - "Une dimension qui pourra être la quintessence" (Théâtre / Théâtre) - "C'est magnifique" (Le Passager du Méditerranée).
LA PROMENADE N'EST PAS DE PRIX...
TARIF RÉSERVÉ AUX LECTEURS DU MONDE : 40 F.
RESERVATION : 46.57.22.11

chorus
DES MAÎTRES DE CHOEUR
29 Mars 1990
LE QUATUOR
30 Mars 1990
HELENE MERRIL
31 Mars 1990
ANNA BAUM
ESPACE EUROPEEN du 26 au 31 mars 91h, 42 70 03 18

La passion. Le baiser grecque
direction musicale
Zakaria Boukhalil
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100

PARLOIR MAGHREBIN
Tahar BEN JELLOUN
Regie : Malek KATES
Fatima GALLAIRE
Regie : Maurice ATTIAS
Abdelkader YACOB
Regie : Medhi CHAREF
ilias DRISS
Regie : Farid PAYA
Taieb SBOUALI
Regie : Alain RAIS
et une journée Kateb YACINE
avec ARMAND GATTI

atem
APHORISMES
et
PERILS
de Jacques Reboul
avec Michael Lonsdale
29-30-31 Mars
et 1^{er} Avril
Réservations
43.64.77.18 et 3 FNAC

LA MAMAN ET LA PUTAIN
de Jean ELUSTACHE
Mise en scène
Jean-Louis MARTINELLI
Avec Catherine Anne,
Gérard Barreaux, Charles Berling,
Anouk Grinberg, Sylvie Milhaud
TOULOUSE : 21 février - 10 mars
LYON : 15 mars - 31 mars
01 25 86 87
04 78 00 77

MUSIQUES

Roque-Alsine
Approach

Berio

Formation
Carlos Roque-Alsine (piano),
Jean-Pierre Drouot
(percussions),
Milly Li (soprano),
Ensemble InterContemporain,
Orchestre de Paris,
Semyon Bychkov,
Peter Eötvös (direction).

Voir notre photo légendée.

Salle Pleyel, 20 h 30 (+ 10 25).
Tél. : 46-63-86-73. De 48 F à
180 F.

Dohnanyi

Sonata pour violoncelle
et piano

Bach

Suite pour violoncelle seul

Brahms

Sonata pour violoncelle
et piano op. 38

Jonas Starker (violoncelle),
Alain Planès (piano).

Jonas Starker n'est plus guère invité par les grandes formations orchestrales. Joue-t-il moins bien qu'autrefois ? Non, mais ce musicien refuse d'entrer dans la ronde infernale qui fait s'écrouler les concerts peu répétés aux rencontres avec des musiciens que le hasard lui impose. Alors il préfère retrouver des partenaires qu'il connaît de longue date, complices de ses choix musicaux. Starker joue avec Alain Planès depuis l'époque où il l'a rencontré à Bloomington, aux États-Unis. Ils n'ont eu aucun mal à s'entendre.

Théâtre des Champs-Élysées,
20 h 30. Tél. : 47-20-36-37.
De 40 F à 250 F.

Samedi 31

Haendel

Bach

Eldon Herby (soprano),
Charles Brett (contre-ténor),
Jimmy Mac Donald (ténor),
Vincent Le Texier (baryton),
Les Musiciens du Louvre,
Marc Minkowski (direction).

Bach est curieusement l'un des oratorios les moins connus de Haendel : la puissance des situations dramatiques, la qualité de l'inspiration du compositeur, son habileté à manier les chœurs et l'orchestre, la beauté des airs, auraient dû lui assurer une place enviable en concert.

Basilique Sainte-Clothilde,
20 h 30. Tél. : 47-33-43-00.
De 80 F à 170 F.

Tchoukouski

La Dame de pique,
en version de concert

Irina Artyukova,
Hanna Denko,
Vladimir Tchaikovsky,
Dmitri Khvorostouk,
Grigori Gritsenko,
Mina Romanova,
Orchestre philharmonique
de Radio-France,
Maestro et chœur
de Radio-France.

Petit Chœur de Paris,
Vladimir Fedoseyev
(direction).

La Dame de pique est une œuvre curieuse, assez mal fichue sur le plan dramatique, mais dont la musique est d'une violence, d'une force, qui ne faiblissent jamais. Célèbre en Union soviétique, cet opéra n'est que fort peu souvent donné en France. Radio-France a fait appel à un grand spécialiste pour cette version de concert. Vladimir Fedoseyev est un chef d'orchestre parfois un peu trop carré, mais qui sait mener ses troupes.

Salle Pleyel, 19 heures. Tél. :
46-63-86-73. De 100 F à
320 F.

Dimanche 1^{er} avril

Couperin

Pièces pour clavecin,
cinquième ordre, deuxième livre

Danglbert

Suite pour clavecin n° 1

Rameau

Suite pour clavecin
ou la mûsse

Bellestre

Suite pour clavecin
sur des extraits
de « Pygmalion »
de Rameau

Kenneth Gilbert (clavecin).

Kenneth Gilbert joue avec des grâces récentes un toucher délicat : il est poète avant d'être virtuose, ce qui ne veut pas dire qu'il n'a pas de « doigts », mais ce claviciste s'attache avant tout à faire surgir le mystère dans l'infiniment petit de la musique française du dix-huitième siècle. Cela demande un petit effort de la part du public, mais n'est-ce pas là que réside tout l'art du clavecin ?

Châtelet. Théâtre musical de
Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-
28-40. De 50 F à 335 F.

Lundi 2

Bach

La Passion selon saint Jean
Anton Scheringer (basse),
Nico Van Der Meer,
(l'évangéliste),
Angela Maria Bieri (soprano),
Marjane Lipovsek
(mezzo-soprano),
Anthony Rolfe-Johnson
(ténor),
Gilles Cachemiro (basse),
Concertos Musica
de Vienne,
Chœur Schöenberg de Vienne,
Nicolaus Harnoncourt
(direction).

Moins monumentale que la Passion selon saint Matthieu, la Passion selon saint Jean souffre de son voisinage. Plus rarement donnée en concert, moins souvent enregistrée, elle est cependant plus émouvante encore, plus humaine dans la décapage du récit et s'approche parfois de l'univers de l'opéra. Harnoncourt devrait y atteindre des sommets.

Basilique Sainte-Clothilde,
20 h 30. Tél. : 47-33-43-00.
De 80 F à 170 F.

Mardi 3

Ysaie

Sonata pour violon seul n° 1

Bach

Sonata pour violon seul n° 1

Sonata pour violon seul n° 1

Sonata pour violon seul n° 1

Sonata pour violon seul n° 1

Sonata pour violon seul n° 1

Sonata pour violon seul n° 1

Sonata pour violon seul n° 1

Sonata pour violon seul n° 1

Sonata pour violon seul n° 1

Sonata pour violon seul n° 1

Sonata pour violon seul n° 1

Sonata pour violon seul n° 1

Sonata pour violon seul n° 1

Sonata pour violon seul n° 1

Sonata pour violon seul n° 1

Sonata pour violon seul n° 1

Sonata pour violon seul n° 1

Sonata pour violon seul n° 1

Sonata pour violon seul n° 1

Sonata pour violon seul n° 1

Sonata pour violon seul n° 1



Luciano Berio a composé *Formazioni* pour le quatre-vingt-dixième anniversaire de l'Orchestre royal du Concertgebouw d'Amsterdam. Cette œuvre fut créée le 15 janvier 1987, aux Pays-Bas. Le 28 mars, l'Ensemble InterContemporain et l'Orchestre de Paris réunis ont assuré la création française, salle Pleyel. Dans cette œuvre, le compositeur italien utilise un orchestre symphonique traditionnel mis sous des yeux dessous.

d'intensité si l'on en juge par l'interprétation qu'il en a donnée il y a déjà vingt ans pour le disque (Téldec 3 350-18).

Châtelet. Théâtre musical de
Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-
28-40. De 50 F à 335 F.

Glass

Musique à l'indien notation

Ives

The Pond
The Rainbow
Aeschylus and Sophocles
General William Booth
enters into heaven
From the scapes
and the mountains

Châtelet. Théâtre musical de
Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-
28-40. De 50 F à 195 F.

Lundi 2

Bach

La Passion selon saint Jean
Anton Scheringer (basse),
Nico Van Der Meer,
(l'évangéliste),
Angela Maria Bieri (soprano),
Marjane Lipovsek
(mezzo-soprano),
Anthony Rolfe-Johnson
(ténor),
Gilles Cachemiro (basse),
Concertos Musica
de Vienne,
Chœur Schöenberg de Vienne,
Nicolaus Harnoncourt
(direction).

Moins monumentale que la Passion selon saint Matthieu, la Passion selon saint Jean souffre de son voisinage. Plus rarement donnée en concert, moins souvent enregistrée, elle est cependant plus émouvante encore, plus humaine dans la décapage du récit et s'approche parfois de l'univers de l'opéra. Harnoncourt devrait y atteindre des sommets.

Basilique Sainte-Clothilde,
20 h 30. Tél. : 47-33-43-00.
De 80 F à 170 F.

Moins monumentale que la Passion selon saint Matthieu, la Passion selon saint Jean souffre de son voisinage. Plus rarement donnée en concert, moins souvent enregistrée, elle est cependant plus émouvante encore, plus humaine dans la décapage du récit et s'approche parfois de l'univers de l'opéra. Harnoncourt devrait y atteindre des sommets.

Basilique Sainte-Clothilde,
20 h 30. Tél. : 47-33-43-00.
De 80 F à 170 F.

Moins monumentale que la Passion selon saint Matthieu, la Passion selon saint Jean souffre de son voisinage. Plus rarement donnée en concert, moins souvent enregistrée, elle est cependant plus émouvante encore, plus humaine dans la décapage du récit et s'approche parfois de l'univers de l'opéra. Harnoncourt devrait y atteindre des sommets.

Basilique Sainte-Clothilde,
20 h 30. Tél. : 47-33-43-00.
De 80 F à 170 F.

Moins monumentale que la Passion selon saint Matthieu, la Passion selon saint Jean souffre de son voisinage. Plus rarement donnée en concert, moins souvent enregistrée, elle est cependant plus émouvante encore, plus humaine dans la décapage du récit et s'approche parfois de l'univers de l'opéra. Harnoncourt devrait y atteindre des sommets.

Basilique Sainte-Clothilde,
20 h 30. Tél. : 47-33-43-00.
De 80 F à 170 F.

Moins monumentale que la Passion selon saint Matthieu, la Passion selon saint Jean souffre de son voisinage. Plus rarement donnée en concert, moins souvent enregistrée, elle est cependant plus émouvante encore, plus humaine dans la décapage du récit et s'approche parfois de l'univers de l'opéra. Harnoncourt devrait y atteindre des sommets.

Basilique Sainte-Clothilde,
20 h 30. Tél. : 47-33-43-00.
De 80 F à 170 F.

Moins monumentale que la Passion selon saint Matthieu, la Passion selon saint Jean souffre de son voisinage. Plus rarement donnée en concert, moins souvent enregistrée, elle est cependant plus émouvante encore, plus humaine dans la décapage du récit et s'approche parfois de l'univers de l'opéra. Harnoncourt devrait y atteindre des sommets.

Basilique Sainte-Clothilde,
20 h 30. Tél. : 47-33-43-00.
De 80 F à 170 F.

Moins monumentale que la Passion selon saint Matthieu, la Passion selon saint Jean souffre de son voisinage. Plus rarement donnée en concert, moins souvent enregistrée, elle est cependant plus émouvante encore, plus humaine dans la décapage du récit et s'approche parfois de l'univers de l'opéra. Harnoncourt devrait y atteindre des sommets.

Basilique Sainte-Clothilde,
20 h 30. Tél. : 47-33-43-00.
De 80 F à 170 F.

Moins monumentale que la Passion selon saint Matthieu, la Passion selon saint Jean souffre de son voisinage. Plus rarement donnée en concert, moins souvent enregistrée, elle est cependant plus émouvante encore, plus humaine dans la décapage du récit et s'approche parfois de l'univers de l'opéra. Harnoncourt devrait y atteindre des sommets.

Basilique Sainte-Clothilde,
20 h 30. Tél. : 47-33-43-00.
De 80 F à 170 F.

Moins monumentale que la Passion selon saint Matthieu, la Passion selon saint Jean souffre de son voisinage. Plus rarement donnée en concert, moins souvent enregistrée, elle est cependant plus émouvante encore, plus humaine dans la décapage du récit et s'approche parfois de l'univers de l'opéra. Harnoncourt devrait y atteindre des sommets.

Basilique Sainte-Clothilde,
20 h 30. Tél. : 47-33-43-00.
De 80 F à 170 F.

Moins monumentale que la Passion selon saint Matthieu, la Passion selon saint Jean souffre de son voisinage. Plus rarement donnée en concert, moins souvent enregistrée, elle est cependant plus émouvante encore, plus humaine dans la décapage du récit et s'approche parfois de l'univers de l'opéra. Harnoncourt devrait y atteindre des sommets.

Basilique Sainte-Clothilde,
20 h 30. Tél. : 47-33-43-00.
De 80 F à 170 F.

Moins monumentale que la Passion selon saint Matthieu, la Passion selon saint Jean souffre de son voisinage. Plus rarement donnée en concert, moins souvent enregistrée, elle est cependant plus émouvante encore, plus humaine dans la décapage du récit et s'approche parfois de l'univers de l'opéra. Harnoncourt devrait y atteindre des sommets.

Basilique Sainte-Clothilde,
20 h 30. Tél. : 47-33-43-00.
De 80 F à 170 F.

Moins monumentale que la Passion selon saint Matthieu, la Passion selon saint Jean souffre de son voisinage. Plus rarement donnée en concert, moins souvent enregistrée, elle est cependant plus émouvante encore, plus humaine dans la décapage du récit et s'approche parfois de l'univers de l'opéra. Harnoncourt devrait y atteindre des sommets.

Basilique Sainte-Clothilde,
20 h 30. Tél. : 47-33-43-00.
De 80 F à 170 F.

Moins monumentale que la Passion selon saint Matthieu, la Passion selon saint Jean souffre de son voisinage. Plus rarement donnée en concert, moins souvent enregistrée, elle est cependant plus émouvante encore, plus humaine dans la décapage du récit et s'approche parfois de l'univers de l'opéra. Harnoncourt devrait y atteindre des sommets.

Basilique Sainte-Clothilde,
20 h 30. Tél. : 47-33-43-00.
De 80 F à 170 F.

Moins monumentale que la Passion selon saint Matthieu, la Passion selon saint Jean souffre de son voisinage. Plus rarement donnée en concert, moins souvent enregistrée, elle est cependant plus émouvante encore, plus humaine dans la décapage du récit et s'approche parfois de l'univers de l'opéra. Harnoncourt devrait y atteindre des sommets.

Basilique Sainte-Clothilde,
20 h 30. Tél. : 47-33-43-00.
De 80 F à 170 F.

Moins monumentale que la Passion selon saint Matthieu, la Passion selon saint Jean souffre de son voisinage. Plus rarement donnée en concert, moins souvent enregistrée, elle est cependant plus émouvante encore, plus humaine dans la décapage du récit et s'approche parfois de l'univers de l'opéra. Harnoncourt devrait y atteindre des sommets.

Basilique Sainte-Clothilde,
20 h 30. Tél. : 47-33-43-00.
De 80 F à 170 F.

RÉGIONS

Montpellier

Dallapiccola
Vol de nuit

Ravel
L'heure espagnole

Armand Argenti
(baryton basse),
Jean-Marie Fréneau
(baryton),
Lionel Pizzuto (ténor),
Marina Orsini (soprano),
Sophie Fournier
(mezzo-soprano),
Antoine Garin (basse),
Bruno Stefano
(basse en scène),
Orchestre philharmonique
de Montpellier,
Mark Foster (direction).

Autour de la musique et du
livre de Vol de nuit (ce dernier
tiré du roman de Saint-
Exupéry), Luigi Dallapic-
cola (1904-1975) est un
compositeur italien qui a
vécu la fracture du séria-
lisme mais qui comme Berg,
et plus tard Maderna, n'a
pas entièrement rejeté

De 28 au 31 mars et les 1^{er}, 2
et 3 avril. Jazz-Club Liège-
Hampton, 22 h 30.
Tél. : 40-68-34-34.

De 28 au 31 mars et les 1^{er}, 2
et 3 avril. Jazz-Club Liège-
Hampton, 22 h 30.
Tél. : 40-68-34-34.

De 28 au 31 mars et les 1^{er}, 2
et 3 avril. Jazz-Club Liège-
Hampton, 22 h 30.
Tél. : 40-68-34-34.

De 28 au 31 mars et les 1^{er}, 2
et 3 avril. Jazz-Club Liège-
Hampton, 22 h 30.
Tél. : 40-68-34-34.

De 28 au 31 mars et les 1^{er}, 2
et 3 avril. Jazz-Club Liège-
Hampton, 22 h 30.
Tél. : 40-68-34-34.

De 28 au 31 mars et les 1^{er}, 2
et 3 avril. Jazz-Club Liège-
Hampton, 22 h 30.
Tél. : 40-68-34-34.

De 28 au 31 mars et les 1^{er}, 2
et 3 avril. Jazz-Club Liège-
Hampton, 22 h 30.
Tél. : 40-68-34-34.

De 28 au 31 mars et les 1^{er}, 2
et 3 avril. Jazz-Club Liège-
Hampton, 22 h 30.
Tél. : 40-68-34-34.

De 28 au 31 mars et les 1^{er}, 2
et 3 avril. Jazz-Club Liège-
Hampton, 22 h 30.
Tél. : 40-68-34-34.

De 28 au 31 mars et les 1^{er}, 2
et 3 avril. Jazz-Club Liège-
Hampton, 22 h 30.
Tél. : 40-68-34-34.

De 28 au 31 mars et les 1^{er}, 2
et 3 avril. Jazz-Club Liège-
Hampton, 22 h 30.
Tél. : 40-68-34-34.

De 28 au 31 mars et les 1^{er}, 2
et 3 avril. Jazz-Club Liège-
Hampton, 22 h 30.
Tél. : 40-68-34-34.

De 28 au 31 mars et les 1^{er}, 2
et 3 avril. Jazz-Club Liège-
Hampton, 22 h 30.
Tél. : 40-68-34-34.

De 28 au 31 mars et les 1^{er}, 2
et 3 avril. Jazz-Club Liège-
Hampton, 22 h 30.
Tél. : 40-68-34-34.

De 28 au 31 mars et les 1^{er}, 2
et 3 avril. Jazz-Club Liège-
Hampton, 22 h 30.
Tél. : 40-68-34-34.

De 28 au 31 mars et les 1^{er}, 2
et 3 avril. Jazz-Club Liège-
Hampton, 22 h 30.
Tél. : 40-68-34-34.

De 28 au 31 mars et les 1^{er}, 2
et 3 avril. Jazz-Club Liège-
Hampton, 22 h 30.
Tél. : 40-68-34-34.

De 28 au 31 mars et les 1^{er}, 2
et 3 avril. Jazz-Club Liège-
Hampton, 22 h 30.
Tél. : 40-68-34-34.

De 28 au 31 mars et les 1^{er}, 2
et 3 avril. Jazz-Club Liège-
Hampton, 22 h 30.
Tél. : 40-68-34-34.

De 28 au 31 mars et les 1^{er}, 2
et 3 avril. Jazz-Club Liège-
Hampton, 22 h 30.
Tél. : 40-68-34-34.

De 28 au 31 mars et les 1^{er}, 2
et 3 avril. Jazz-Club Liège-
Hampton, 22 h 30.
Tél. : 40-68-34-34.

De 28 au 31 mars et les 1^{er}, 2
et 3 avril. Jazz-Club Liège-
Hampton, 22 h 30.
Tél. : 40-68-34-34.

De 28 au 31 mars et les 1^{er}, 2
et 3 avril. Jazz-Club Liège-
Hampton, 22 h 30.
Tél. : 40-68-34-34.

De 28 au 31 mars et les 1^{er}, 2
et 3 avril. Jazz-Club Liège-
Hampton, 22 h 30.
Tél. : 40-68-34-34.

De 28 au 31 mars et les 1^{er}, 2
et 3 avril. Jazz-Club Liège-
Hampton, 22 h 30.
Tél. : 40-68-34-34.

De 28 au 31 mars et les 1^{er}, 2
et 3 avril. Jazz-Club Liège-
Hampton, 22 h 30.
Tél. : 40-68-34-34.

De 28 au 31 mars et les 1^{er}, 2
et 3 avril. Jazz-Club Liège-
Hampton, 22 h 30.
Tél. : 40-68-34-34.

De 28 au 31 mars et les 1^{er}, 2
et 3 avril. Jazz-Club Liège-
Hampton, 22 h 30.
Tél. : 40-68-34-34.

l'expression « romantique ». Ses œuvres sont rarement données aujourd'hui, en France comme dans le reste du monde. Fidèle à sa politique de découvertes, l'Opéra de Montpellier prend un grand risque en montant cet opéra inconnu et de peu de renommée.

Auditorium des Halles,
19 heures. Tél. : 40-28-28-40.
120 F.

Glass

Musique à l'indien notation

Ives

The Pond
The Rainbow
Aeschylus and Sophocles
General William Booth
enters into heaven
From the scapes
and the mountains

Châtelet. Théâtre musical de
Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-
28-40. De 50 F à 195 F.

Moins monumentale que la Passion selon saint Matthieu, la Passion selon saint Jean souffre de son voisinage. Plus rarement donnée en concert, moins souvent enregistrée, elle est cependant plus émouvante encore, plus humaine dans la décapage du récit et s'approche parfois de l'univers de l'opéra. Harnoncourt devrait y atteindre des sommets.

Basilique Sainte-Clothilde,
20 h 30. Tél. : 47-33-43-00.
De 80 F à 170 F.

Moins monumentale que la Passion selon saint Matthieu, la Passion selon saint Jean souffre de son voisinage. Plus rarement donnée en concert, moins souvent enregistrée, elle est cependant plus émouvante encore, plus humaine dans la décapage du récit et s'approche parfois de l'univers de l'opéra. Harnoncourt devrait y atteindre des sommets.

Basilique Sainte-Clothilde,
20 h 30. Tél. : 47-33-43-00.
De 80 F à 170 F.

Moins monumentale que la Passion selon saint Matthieu, la Passion selon saint Jean souffre de son voisinage. Plus rarement donnée en concert, moins souvent enregistrée, elle est cependant plus émouvante encore, plus humaine dans la décapage du récit et s'approche parfois de l'univers de l'opéra. Harnoncourt devrait y atteindre des sommets.

Basilique Sainte-Clothilde,
20 h 30. Tél. : 47-33-43-00.
De 80 F à 170 F.

Moins monumentale que la Passion selon saint Matthieu, la Passion selon saint Jean souffre de son voisinage. Plus rarement donnée en

ARTS

RÉTROSPECTIVE D'UN PEINTRE DE QUATRE-VINGT-SIX ANS

Bazaine ou le temps de la passion

Quatre-vingt-deux toiles de Jean Bazaine vont être exposées au Grand Palais. Elles retracent l'itinéraire de celui qui fut l'un des chefs de file de l'Ecole de Paris.

HOMMAGE recherché, les portes du Grand Palais s'ouvrent pour Jean Bazaine. Le peintre, âgé de quatre-vingt-six ans, est avec Manessier l'un des derniers représentants de l'Ecole de Paris qui triompha dans les années 50 avant de connaître une éclipse durable. Ce purgatoire s'achève, si l'on en croit la cote des tableaux dispersés aujourd'hui dans les salles des ventes. Bazaine n'a, semble-t-il, pas été affecté par cette relative traversée du désert : « J'ai toujours travaillé au même rythme. Les commandes ne m'ont jamais manqué. A vrai dire, je n'ai pas vu le temps passer. Aujourd'hui pas plus qu'au début. Maintenant je ne bouge plus guère de mon atelier. Les quelques mètres qui me séparent de ma toile constituent tout mon univers, mais cet espace intérieur s'est considérablement agrandi. Tous les interdits, toutes les disciplines que j'avais crus nécessaires à mon travail sont désormais inutiles. Les repères sont oubliés, les règles perdues. La vieillesse n'est pas le temps de la sagesse mais celui de la passion. »

« Certaines des œuvres exposées au Grand Palais sont parmi les premières que vous avez exécutées ? »

« Pas tout à fait. Les toiles les plus anciennes datent de 1938. D'autres ont été exécutées entre 1942 et 1947. Je tenais beaucoup à ce qu'elles figurent dans cette rétrospective. J'en ai un peu assez de la légende du peintre des années 50. J'existais avant. Mais c'est vrai que j'ai atteint ma maturité et ma plus grande notoriété à ce moment-là, avant d'être un peu occulté par l'Ecole américaine. »

« La découverte de ces artistes a-t-elle eu une influence sur vous ? »

« En dehors de Bonnard, j'ai peu subi d'influences. Pas même celle de Braque, avec qui j'ai été très lié, ou celle de Léger avec qui j'ai travaillé. Les Américains, je les ai découverts lors d'un voyage aux Etats-Unis, en 1953. J'ai rencontré Pollock à un vernissage, vu à Chicago une exposition consacrée à De Kooning qui m'a beaucoup épaté. Il y avait là quelques œuvres immenses, très molles, comme une sorte de modulation de paysages, que je préfère à ce qu'il a fait après, ces espèces de nus expressionnistes. J'ai trouvé ça tout à fait nouveau. Rothko m'a également impressionné. Mais je sentais bien les sources de tous ces peintres. De Kooning est bien sûr très hollandais, Pollock c'est tout l'expressionnisme de l'Europe centrale, et Rothko ce sont des icônes de cinq mètres de long. Tous ces peintres ont des racines européennes très visibles. Au cours d'une exposition, avec un ami je me suis amusé à deviner les origines des artistes et quand on nous a dit leurs noms, nous avons constaté que nous étions tombés juste. Ce voyage ne m'a donc guère influencé. Il n'a même pas modifié la dimension de mes toiles. Aujourd'hui j'aime bien Saint Francis, mais il est lui aussi d'une sensibilité très européenne. Aux Etats-Unis il y a une demeure qui ne me convient pas vraiment. J'évolue dans mon cocon. Il y a bien eu une rupture dans mon travail de peintre pendant deux ou trois ans parce que je me suis consacré aux mosaïques du métro Clugny, à celles du Sénat et aux vitraux de la cathédrale de Saint-Dié. »

« Mais ces travaux sont-ils si différents de votre travail de peintre ? »



« J'ai toujours eu peur de couper la sensation en quatre. »

« Non, même si à Saint-Dié j'ai pu faire des choses que je n'aurais jamais pu réussir en peinture. J'ai utilisé des couleurs plus violentes que celles employées jusqu'alors. J'ai abandonné la ma technique morcelée, dont je me méfie toujours, d'ailleurs : j'ai toujours eu peur de couper la sensation en quatre. Maintenant j'ai l'impression de débiter. J'ai exécuté pour l'exposition quatre ou cinq grandes toiles qui, je crois, amènent quelque chose de nouveau. Mais on verra aussi un tableau de 1942 qui est encore un peu figuratif. Je faisais beaucoup de nageurs, de baigneurs, de plongeurs. Et puis le plongeur est devenu plongé : l'élément a fini par prendre le dessus. J'ai fait ça avec une espèce de rage. Contre l'époque sans doute. L'année d'avant j'avais organisé cette exposition qui a été si mal comprise — « Vingt peintres de tradition française » — avec, entre autres, Manessier, Le Moal, Contand, et un titre pour endormir les autorités de l'époque. Ce qui ne nous a pas empêchés de nous faire assassiner dans la presse officielle. »

« Quelles sont vos bêtes noires en peinture ? »

« Avec l'âge, mes détestations sont moins fortes, mais je n'aime toujours pas la peinture surréaliste, particulièrement les surréalistes belges, qui se borne finalement à des petites histoires, c'est de la peinture à idées. Et la guerre, où j'ai connu réellement des situations beaucoup trop surréalistes à mon goût, a renforcé ce sentiment. Je préfère la tradition française. Bonnard qui est l'un des plus grands peintres du vingtième siècle — et l'un des plus grands de tous les temps. Et je me souviens d'une des dernières fois où je l'ai vu, c'était six mois avant sa mort, à un déjeuner chez Carré. On était caviornés de ses œuvres et il n'arrêtait pas de les regarder en disant : « Vous avez vu ce petit jaune, cette couleur, il faut que je reprenne cette toile. » Et il a ajouté : « Je commence seulement »

« à comprendre qu'il faudrait tout recommencer. » Mais moi je n'ai toujours pas compris. Je sais que j'évolue, mais je ne sais pas ce que je veux. Ce n'est peut-être pas un mal. Braque me disait souvent : « Ce qui m'a sauvé c'est que je ne n'ai jamais su ce que je voulais. »

Propos recueillis par EMMANUEL DE ROUX

* Rétrospective Bazaine, au Grand Palais, Galeries nationales jusqu'au 28 mai. Tél. : 42-56-09-24.

NOUVELLES EXPOSITIONS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-Spectacles.

Jean Bazaine

Lire notre article ci-contre.

Grand Palais, galeries nationales, av. Winston-Churchill, pt. Clemenceau, av. Eisenhower, Paris. P. Tél. : 42-56-25-30. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 20 h, mercredi jusqu'à 22 h. De 30 euros au 28 mai. 26 F.

L'Art pour la vie

Une exposition-vente de 300 œuvres données par des artistes et des galeries, au profit de la recherche contre le cancer.

Ente nationale supérieure des beaux-arts, 17, quai Mala-

quis, Paris. P. Tél. : 42-56-24-47. Tous les jours de 11 h à 19 h. De 5 euros à 16 euros.

Polyptyques ou le tableau multiple du Moyen Age au XXe siècle

Voir notre photo légende page suivante.

Musée de Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris. P. Tél. : 40-56-51-51.

Tous les jours sauf mardi de 12 h à 21 h 45. Vernissage du samedi à 21 h 15. Visites guidées, les lundis et mercredis de 10 h à 15 h, les vendredis de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h. De 30 euros au 23 juillet. 26 F. possibilité de billets complétés avec le ticket d'entrée au musée.

SÉLECTION PARIS

Art précolombien du Mexique

L'art des civilisations maya et aztèque, mais aussi olmèque, tolèque et mixtèque, mis en scène avec tout le décorum requis dans ce genre de grande rétrospective. Où les pièces venues du Mexique, en particulier du Musée ethnographique de Mexico, sont souvent splendides.

Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Churchill, pt. Clemenceau, av. Eisenhower, Paris. P. Tél. : 42-56-54-10. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 20 h, mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 30 juillet. 33 F.

Bienale de Sao Paulo, le Pavillon français

C'est Catherine Millet qui a été chargée de jouer l'ambassadrice de l'art français dans cette lointaine biennale. Son choix — Alain Jacquet, Jay Chiat/Edouard Merino, Antonio Semeraro — peut nous paraître bizarre, mais aux Brésiliens il a dû plaire, puisque notre pavillon a obtenu le Grand Prix pour sa pays.

Centre national des arts plastiques, 11, rue Berryer, Paris. P. Tél. : 46-63-90-86. Tous les jours sauf mardi de 11 h à 18 h. Jusqu'au 7 mai. 10 F.

INSTITUT CURIE
RECHERCHE - PREVENTION - TRAITEMENT DES CANCERS

L'ART POUR LA VIE

300 OEUVRES D'ART
POUR VAINCRE LE CANCER

3-16 AVRIL 1990

Tous les jours de 11h à 19h
ENTREE LIBRE

EXPOSITION-VENTE
D'OEUVRES D'ART
CONTEMPORAIN
OFFERTES A
L'INSTITUT CURIE
AU PROFIT
DE LA RECHERCHE
CONTRE LE CANCER

ACHAT DES OEUVRES
45 33 80 80

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES BEAUX-ARTS
11, QUAI MALAQUAIS 75006 PARIS

Galerie COARD
12, rue Jacques-Callot, 75008 Paris - Tél. : 43 26 99 73

KARAVOUSIS

Jusqu'au 12 avril 1990

galerie pierre lescot

153 rue St Martin Paris 75003 48 87 81 71 (dans la cour)

NOUVELLE FIGURATION

peintures et dessins 1966-1979

ADAMI - ALLAUD - BUI - CREMONINI - CUECO - FRANTA - FROMANGER - KLASIN
MONORY - PIGNON-ERNEST - RANCIAC - REI - VELJCOVIC
22 mars - 5 mai 1990

GALERIE ALBERT LOEB

JEANCLOS

LE TYMPAN DE SAINT-AVOUL A PROVINS

Terres-cuites

jusqu'au 14 avril

12, rue des Beaux-Arts, 75006 PARIS - Tél. : 46 33 06 87

PROSCENIUM

35, rue de Seine, 75006 Paris

43.54.92.01

YANNIS KOKKOS

dessins pour la scène



LE SIECLE D'OR
DES ESTAMPES
TAURONACHQUES
1750-1868

8 Mars - 28 Avril 1990

CASA DE ESPANA
CENTRE CULTUREL ESPAGNOL
10, rue de la Harpe 75005 Paris (M. St-Jacques)
du mardi au samedi de 14h30 à 19h30

ARTS

Herbert Brandl, Ernst Caramelle, Franz West

Fidèle à ses principes d'exploration, l'ARC, tête chercheuse du Musée d'art moderne de la Ville de Paris, offre leur première grande exposition parisienne à trois jeunes contemporains.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, av. de New-York, Paris, 16^e. Tél : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Visé comment, grat. les jeudi à 15 h, les 1^{er} et 15 avril à 11 h. Jusqu'au 22 avril, 18 h.

César Domela

Si, à quatre-vingt-dix ans, Domela s'est depuis longtemps libéré de la géométrie stricte des constructions du Stijl, il court toujours après les lignes ondulées et les rythmes colorés.

Institut néerlandais, 121, rue de Lille, Paris, 7^e. Tél : 47-06-85-93. Tous les jours sauf lundi de 13 h à 18 h. Jusqu'au 29 avril.

Filonov

Pavel Filonov, l'un des protagonistes de l'avant-garde russe des années 20, est resté à la porte de l'histoire de l'art moderne. Et son œuvre, dont nous découvrons, à peu près en même temps que les Soviétiques, l'étrange complexité, de devoir être lue, passée au peigne fin, longuement analysée, avant de trouver sa juste place.

Centre Georges-Pompidou, Grande Galerie, 5^e étage, place Georges-Pompidou, Paris, 4^e. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 30 avril.

Tony Garnier

Un grand Lyonnais, qui, dans sa bonne ville, lança les bases de l'architecture moderne en France. A ceux qui ne le sauraient pas, l'exposition du CCI le rappelle à travers une rétrospective complète, réunissant aussi des dessins et des esquisses inédits. D'où émerge une image complexe de l'architecte naviguant entre le classicisme et la modernité, le rêve et la réalité, l'utopie sociale et le béton armé.

Centre Georges-Pompidou, Galerie du CCI, place Georges-Pompidou, Paris, 4^e. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 21 mai.

Le corps en morceaux

De la sculpture antique retrouvée sous forme de fragments, que le dix-neuvième siècle a sinu complé et le vingtième siècle déstabilisé, aux morceaux de corps délibérément donnés comme œuvres achevées : une exposition de têtes, de torse, de mains, de jambes et de pieds coupés dans le vif du sujet, signés



Rodin, Bourdelle, Maillol, Matisse...

Musée d'Orsay, entrée que l'arcade de la rue de la Harpe, Paris, 1^{er}. Tél : 40-49-43-14. Mercredi, vendredi, samedi, dimanche de 10 h à 18 h, lundi de 10 h à 21 h 45, dimanche de 9 h à 18 h. Fermé le lundi. Visite de groupes sur rendez-vous. Jusqu'au 30 avril, 25 F. (dimanche : 10 F.). Billet journée exposition musée : 40 F.

Les trésors du Musée Nipco

Créé en 1972 par la ville de Chalon-sur-Saône pour honorer son illustre fils, le Musée Nipco ressemble un peu à un grenier plein de trésors cachés, où l'on peut découvrir en quantité des clichés de plumes commues ceux de photographes d'aujourd'hui, les uns célèbres, les autres ignorés.

L'exposition de Paris en propose deux cents.

Maurice Marinot peintre et verrier

On connaissait le verrier, le meilleur en France de l'entre-deux-guerres, qui modelait à chaud et en force le bloc de verre, et le métamorphosait en coupes et en vases polychromes. On découvre ici le peintre qui exposa au Salon d'Automne avec les Fauves, dès 1905, avant de flirter avec le cubisme.

Musée de l'Orangerie, place de la Concorde, jardin des Tuileries, Paris, 1^{er}. Tél : 42-07-48-16. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 21 mai, 23 F, dim. : 12 F.

Francis Picabia

Dans les salles des collections permanentes, un accrochage des Picabia de Suzanne Romain, une amie de l'artiste. Les œuvres datent des années 37 à 44. Elles sont dérivantes, comme tout ce qu'a pu faire le peintre, un aventurier.

Centre Georges-Pompidou, galerie contemporaine, MNAM, place Georges-Pompidou, Paris, 4^e. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 21 avril.

Soliman le Magnifique

Le Grand turc est au Grand Palais. Et avec lui une partie des trésors du Palais de Topkapı : pièces d'orfèvrerie, textiles, céramiques, miniatures, calligraphies, documents témoignant de l'art et de la culture ottomans à son apogée.

Grand Palais, galerie nationale, av. W.-Cherchil, pl. Clemenceau, Paris, 8^e. Tél : 42-83-64-10. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 20 h, mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 14 mai, 33 F.

Daniel Spoerri Depuis trente ans, Daniel Spoerri cultive le « ready made » à tendance sociologique. Il n'est ni peintre ni sculpteur, mais collection-

neur boulimique des objets les plus banaux de notre quotidien. En particulier de reliefs de table, avec lesquels il s'est forgé la réputation de père incontesté de « Eat Art ».

Centre Georges-Pompidou, galerie contemporaine, MNAM, place Georges-Pompidou, Paris, 4^e. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 6 mai.

Tendances multiples des années 80

Pour décrire le développement de l'art vidéo depuis dix ans, 50 cassettes ont été sélectionnées. Elles seront diffusées en continu au rez-de-chaussée du Centre Pompidou. Au programme, entre autres : Jean-Luc Godard, Jenny Holzer, Thierry Kuntzel et le vénérable Nam June Paik.

Centre Georges-Pompidou, galerie contemporaine, MNAM, place Georges-Pompidou, Paris, 4^e. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 6 mai.

Kees Van Dongen, le peintre

François d'origine hollandaise, Van Dongen ne fut jamais tenu en odeur de sainteté. Autour des années 10, on trouve ses sujets obscènes, et plus tard, qu'il ôdait à la facilité en ne peignant plus que des modes. Et on faillit l'oublier. Oublier la fougue, la hardiesse de la palette comme

l'audace des cadrages du faux vrai fauve qu'il a été.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris, 16^e. Tél : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 h à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 17 mai, 15 F.

GALERIES

Aldighiero e Scotti

On connaît mal à Paris ce Turinois qui a été l'un des protagonistes de l'Arte Povera, dont l'œuvre difficile à classer comporte tout un aspect artisanal confiné « aux autres ». Ainsi d'une précieuse tapisserie tissée par des femmes afghanes au début des années 70 : une mappemonde sur laquelle chaque pays est représenté par la couleur de son drapeau.

Galerie Hadrien Thomas, 3, rue du Pâtre, Paris, 3^e. Tél : 42-76-03-10. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h. Jusqu'au 23 avril.

Willem De Kooning

Depuis combien de temps n'avait-on pas vu de toiles de De Kooning dans une galerie parisienne ? Il y en a une vingtaine, et on doit aller les voir, l'âme d'autant plus sereine qu'elles seront, forcément, inaccessibles au commun des mortels.

Galerie Kerstan Grive, 5, rue Debelleyme, Paris, 2^e. Tél : 42-77-19-37. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h à 19 h. Jusqu'au 14 avril.

Fausto Melotti

Dans le genre sculpture puriste, on n'a pas tellement mieux fait que le Milanais Fausto Melotti dans l'entre-deux-guerres, qui vous balance des courbes d'une élégance et d'une musicalité rares. Aussi est-ce une excellente idée de l'importer à Paris, où l'on ne sait rien de lui.

Galerie Di Meo, 5, rue des Beaux-Arts, Paris, 6^e. Tél : 43-54-10-38. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h à 13 h et de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 28 avril.

Antoni Tàpies

Autour de deux œuvres monumentales, une suite de peintures de 1989. On y retrouve les lacerations, les encroûtements, les couleurs noires et brunes et les croix chères au plus illustre des peintres catalans.

Galerie Laloux, 13-14, rue de Valenciennes, Paris, 11^e. Tél : 46-63-12-19. Tous les jours sauf dimanche de 9 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 18 h, samedi de 14 h à 18 h. Jusqu'au 21 avril.

RÉGIONS

Arles

Goya

Tout ou presque sur l'œuvre naumachique du peintre espagnol : une douzaine de peintures, des dessins rares prêtés par le Prado, des estampes. Soit une soixantaine de pièces, bienvenues en Arles au temps des corridos.

Invention du Moyen Age, le polyptyque retrouve la faveur de certains artistes du vingtième siècle : l'Allemand Beckmann, par exemple. 60 de ces tableaux multiples, d'hier à aujourd'hui, sont réunis au Louvre, qui entreprend, avec cette exposition, d'établir des correspondances entre l'art ancien et l'art moderne. C'est bien, cela manquait.

Nantes

Daniel Dezeuze

De ses premiers travaux ascétiques dans l'esprit de Support/Surface à ses récents assemblages, ludiques et baroques, l'œuvre d'un artiste français souvent trop discret. Chez Dezeuze, esprit de recherche, ironie et élégance font bon ménage.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél : 40-74-63-24. Jusqu'au 6 mai.

Rennes

Dessins italiens du XVI^e au XVIII^e siècle

Le Musée de Rennes accueille, en exclusivité et pour la première fois en France, les dessins italiens de la Galleria Estense de Modène. Celle-ci a hérité des prestigieuses collections des princes d'Este, mécènes et humanistes de l'Italie rennaisante et baroque, dans lesquelles Parmesan, Tintoret, Palma le Jeune, J. Bassano et Corréges sont particulièrement bien représentés.

Musée des beaux-arts, 20, quai Emile-Zola, 35000. Tél : 89-28-55-85. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le lundi et le mardi. Jusqu'au 30 avril.

Villeneuve-d'Ascq

Fernand Léger

Des peintures naturellement, des gouaches, des dessins, mais encore des esquisses de décors et des films. C'est toute l'œuvre de Fernand Léger qui fait l'objet de cette belle rétrospective organisée par le Musée de Villeneuve-d'Ascq, où les collections permanentes sont riches d'un bel ensemble d'œuvres de l'artiste.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél : 20-05-43-46. De 10 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 17 juin.

Gravelines

Philippe Favier

L'Arsenal de Gravelines est un lieu où l'on n'expose que des estampes, c'est donc aux gravures de l'artiste que l'exposition est consacrée. Des petites choses depuis

1981, de très petites choses même, allant du format timbre-poste aux dimensions d'une boîte à sardines, qui ne manquent pas de qualité, ni de charme.

Arsenal. De 14 heures à 17 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 4 juin.

Labège-Innopole

Art espagnol des années 80

Deux générations y sont confrontées, celle des artistes déjà connus dans les années 70, tels Arroyo, Tapies, Guinovart ou Gordillo, et celle des jeunes gloires qui sont devenus, très vite (trop vite ?), Barce, Sicilia, Broto, Solano, Campano, Iglesias ou Manet, dans les années 80. Les œuvres viennent de la Fondation Caixa de péssos, dont la collection d'art contemporain est une des plus conséquentes de la péninsule ibérique.

Centre régional d'art contemporain, 31328. Tél : 61-39-25-23. De 12 h 30 jusqu'à 20 heures, fermé le lundi et le mardi. Jusqu'au 6 mai.

Meymac

François Bouillon

« Depuis vingt ans, j'ai fait des choses épuisées. Maintenant les pièces du puzzle se mettent en place », constate François Bouillon, un artiste singulier en quête de langage original, qui peint et sculpte des formes immuables, et traite aussi les mots. L'exposition de Meymac propose un choix de ses œuvres depuis 1974.

Abbaye Saint-André, Centre d'art contemporain, 19250. De 14 heures à 18 heures. Le samedi et le dimanche de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 6 mai.

Nantes

Daniel Dezeuze

De ses premiers travaux ascétiques dans l'esprit de Support/Surface à ses récents assemblages, ludiques et baroques, l'œuvre d'un artiste français souvent trop discret. Chez Dezeuze, esprit de recherche, ironie et élégance font bon ménage.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél : 40-74-63-24. Jusqu'au 6 mai.

Rennes

Dessins italiens du XVI^e au XVIII^e siècle

Le Musée de Rennes accueille, en exclusivité et pour la première fois en France, les dessins italiens de la Galleria Estense de Modène. Celle-ci a hérité des prestigieuses collections des princes d'Este, mécènes et humanistes de l'Italie rennaisante et baroque, dans lesquelles Parmesan, Tintoret, Palma le Jeune, J. Bassano et Corréges sont particulièrement bien représentés.

Musée des beaux-arts, 20, quai Emile-Zola, 35000. Tél : 89-28-55-85. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le lundi et le mardi. Jusqu'au 30 avril.

Villeneuve-d'Ascq

Fernand Léger

Des peintures naturellement, des gouaches, des dessins, mais encore des esquisses de décors et des films. C'est toute l'œuvre de Fernand Léger qui fait l'objet de cette belle rétrospective organisée par le Musée de Villeneuve-d'Ascq, où les collections permanentes sont riches d'un bel ensemble d'œuvres de l'artiste.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél : 20-05-43-46. De 10 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 17 juin.

Gravelines

Philippe Favier

L'Arsenal de Gravelines est un lieu où l'on n'expose que des estampes, c'est donc aux gravures de l'artiste que l'exposition est consacrée. Des petites choses depuis

DU 29 MARS AU 29 MAI 1990 A LA GALERIE HÉLÈNE PRINCE



MICHEL JOUENNE AQUARELLES-LITHOGRAPHIES

GALERIE HÉLÈNE PRINCE : 110, BOULEVARD DE COURCELLES 75017 PARIS - TÉL : (1) 42-27-20-16 MÉTRO : TERRES DE COURCELLES - BUS : 30-31-43-45 et 84 OUVERT DU LUNDI AU SAMEDI DE 11 H À 19 H SANS INTERRUPTION

PORTES OUVERTES DANS LES MUSÉES DE L'ÉDUCATION NATIONALE

MERCREDI 4 AVRIL 1990

ENTRÉE GRATUITE POUR TOUS

Dans les musées parisiens, de 10 h à 18 h 30. Muséum Nat. d'Histoire Naturelle - Jardin des Plantes. Parc Zoologique - Musée de l'Homme. Palais de la Découverte. Musée Nat. des Techniques (Conservatoire Nat. des Arts et Métiers). Dans près de 100 Musées d'Histoire Naturelle de province. Pour plus d'information : 36-14 code EDUTEL-MUSÉES.

GALERIE DENISE RENÉ

198, bd Saint-Germain, Paris 7^e - Tél : 42-22-77-57

LUQUE

Peintures - Sculptures

24 Rendu responsable des paris en Europe
Pétrolier et les compagnies pétrolières

35 Union-Soviet annonce de nouvelles acquisitions
36 Un colloque sur l'histoire des entreprises

42 Marchés financiers
43 Bourse de Paris

BILLET

Les retrouvailles assurances caisses de retraite

Décidément, la rivalité entre caisses de retraite et sociétés d'assurance n'est plus ce qu'elle était. Les « sœurs ennemies » ont donné mardi 27 mars une nouvelle illustration de leurs retrouvailles avec la présentation du premier système d'assurance-dépendance, réalisé en étroite collaboration par l'Association générale des institutions de retraite des cadres (AGIRC) et la Fédération française des sociétés d'assurance (FFSA).

Les cadres âgés de cinquante à soixante-dix ans qui souscriront ce nouveau produit pourront recevoir, en plus de leur retraite, une rente mensuelle en cas d'invalidité définitive - reconnue par une commission médicale - entraînant une perte d'autonomie et l'assistance d'une tierce personne. Pour une rente de deux mille francs par mois, la cotisation mensuelle sera comprise entre 81 et 165 francs en fonction de l'âge de l'adhérent.

Dans cette opération, l'AGIRC a confié à un pool d'une trentaine de compagnies d'assurances, et non des moindres (le groupe Vie, Allianz, Generali, les AGF, AXA, le GAN, Lloyd Continental, l'UAP...) ainsi qu'à la Mutualité française le soin de gérer le risque. « Pour offrir le produit le plus sûr au meilleur coût, les caisses de retraite AGIRC se sont adressées aux professionnels compétents », a souligné M. Pierre Guillemin, président de l'AGIRC. M. Jacques Lallemand, président de la FFSA, a évoqué, lui, « la qualité des parties prenantes, le sérieux de la technique et l'équilibre entre les partenaires ».

Cette coopération apparaît comme le meilleur - si ce n'est le seul - moyen de faire face à la couverture d'un risque encore mal pris en charge par les institutions de prévoyance et dont on ne cesse pas totalement les implications financières. Une chose, en revanche, est acquise : les problèmes liés à la dépendance vont se faire de plus en plus pressants. Actuellement, 840 000 personnes (1,5 % de la population française) sont âgées de plus de quatre-vingt-cinq ans. En 2010, elles seront près de 1,2 million et, en 2030, on en dénombre 1,3 million.

J.-M.N.

La réunion de la commission franco-soviétique

Difficultés en série pour les entreprises françaises en URSS

La vingt-quatrième Commission mixte franco-soviétique s'est achevée mardi 27 mars à Moscou sans avoir pu apporter de solutions à toutes les difficultés auxquelles se heurtent les sociétés mixtes. Et cela bien que les présidents des deux délégations, MM. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et Lev Voronine, premier vice-président du conseil des ministres, aient souligné leur volonté d'intensifier les échanges.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

En raison de la détérioration de la situation économique dans le pays et de la paralysie du système de décision, les problèmes d'approvisionnement rencontrés par les entreprises conjointes en URSS se multiplient. Dans la salle, M. Cmelov, responsable pour la région de Moscou du Comité d'Etat aux approvisionnements, explique que si une entreprise conjointe voulait fonctionner en toute indépendance des autorités soviétiques, elle devrait purement et simplement acheter ses matériaux à l'étranger.

Selon M. Cmelov, il n'y a aucune chance que dans un avenir proche les affaires sérieuses puissent se traiter en dehors du système de planification. « Dans tous les domaines il y a des tensions, particulièrement dans celui des matériaux de construction dont toutes les entreprises ont besoin », explique-t-il. Il redoute que la volonté exprimée par les dirigeants d'augmenter la production de biens de

consommation se heurte à la pénurie de matières premières.

La réunion de la commission a cependant permis de franchir une nouvelle étape vers la mise en oeuvre du consortium d'entreprises conjointes formé l'an dernier sous l'égide du Crédit Lyonnais. Celui-ci a annoncé mardi 27 mars que de quarante à cinquante firmes soviétiques s'étaient regroupées pour faire pendant à la dizaine de françaises participant au consortium. Si le projet du Crédit Lyonnais devient opérationnel prochainement, il s'agira véritablement d'une « zone de convertibilité » puisque les entreprises mixtes qui gagnent des devises (principalement Total, du côté français) pourront alimenter celles qui en ont besoin.

Un tel système, s'il se révèle viable, pourrait donner un nouvel élan aux sociétés mixtes dont le lent développement s'explique largement par les barrières financières. A l'exception de secteurs nettement générateurs de devises comme l'immobilier ou le tourisme, l'équilibre financier paraît hors d'atteinte pour nombre d'industriels.

Instabilité politique

Parmi tous leurs problèmes, les sociétés mixtes souffrent actuellement beaucoup de l'instabilité de la situation politique dans de nombreuses parties du territoire. Le fabricant de meubles en bois Séribo en a récemment fait l'expérience : ayant choisi de s'implanter en Ukraine il a finalement dû se replier sur la Russie, dans la région de Moscou, pour construire son usine. « S'il n'y

avait eu que les Ukrainiens cela n'aurait pas posé de problèmes. Mais les conflits ont mis des relations difficiles entre les responsables de la région de Kiev et les dirigeants de Moscou », estime le président de Séribo.

« En bref tout est un problème soviétique. Une fois que l'on a compris cela on a tout compris », commentait l'un des participants français à la commission. Mais si la réunion de Moscou a permis d'avancer sur la voie du règlement du contentieux financier opposant des entreprises françaises à leurs partenaires soviétiques (le Monde 28 mars) et de préciser les conditions dans lesquelles les sociétés mixtes bénéficieraient de garanties gouvernementales, elle ne paraît pas avoir donné aux industriels français des stimulations nouvelles.

« Il faut une volonté politique commune aux deux parties. Les entreprises françaises doivent se convaincre que c'est dans leur intérêt à long terme d'être présentes sur un marché d'avenir. Elles doivent prendre le risque d'investir ; de leur côté les autorités soviétiques ont à favoriser un climat de confiance ».

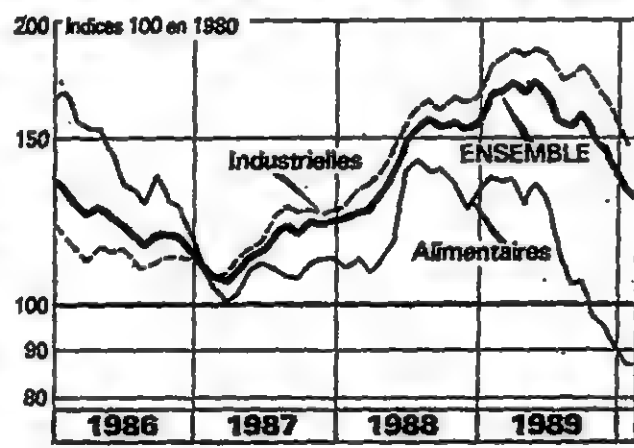
Le ministre a insisté sur l'attitude des responsables soviétiques à l'égard des réformes économiques : « Nous savons que vous avez conscience de la nécessité d'aller de l'avant ». Le premier ministre soviétique M. Mikhaïl Rykov s'est borné à affirmer à M. Bérégovoy lors d'un entretien séparé que « tout retour en arrière conduirait à l'impasse ».

FRANÇOISE LAZARE

Les prix des matières premières importées ont baissé de 23 % en un an

Les prix des matières premières importées par la France ont baissé de 1,4 % en février par rapport à janvier. En un an (février 1989 comparé à février 1988), la baisse atteint 23,1 % pour des prix exprimés en francs.

Les prix des matières premières alimentaires ont très légèrement augmenté en février (+0,1 %) alors qu'ils avaient encore fortement baissé en janvier par rapport à décembre (-4,8 %). En un an, la baisse est de 35,3 %. Les prix des matières premières industrielles ont, eux, diminué de 1,7 % en un mois et de 19,7 % en un an (-21 % si l'on exclut les métaux précieux).



Avec l'adoption de la loi sur la monnaie et le crédit

Le gouvernement algérien espère attirer les capitaux étrangers

Georges Marion remplace Frédéric Fritscher comme correspondant du Monde en Algérie. Voici son premier article.

Au terme de trois jours de débats, les députés algériens ont adopté, lundi 26 mars, le projet de loi sur la monnaie et le crédit. Ce texte, soumis en février dernier au conseil des ministres, semble avoir fait l'objet de vives discussions lors de sa présentation devant le comité central du FLN.

ALGER

de notre correspondant

La nouvelle loi vise à encourager les investissements privés, notamment étrangers, et à mieux contrôler l'énorme masse monétaire actuellement en circulation. Si du côté du gouvernement on espère qu'elle permettra d'attirer en Algérie des capitaux créateurs d'emplois et de savoir-faire, plusieurs secteurs de l'opinion redoutent que le pays ne s'engage définitivement sur la voie du marché, accentuant les difficultés que connaissent les couches modestes de la population.

Le gouvernement algérien va tambour battant. L'Assemblée populaire nationale (APN) vote texte sur texte, sans que le code de l'information à la réforme des pos-

voirs communs, en passant par l'économie et les relations entre employeurs et employés. Il est vrai que la crise est palpable à chaque coin de rue et qu'elle exige des remèdes de cheval, notamment sur le front économique où les victimes, chômeurs démunis, jeunes sans emploi ou familles ne survivant que grâce à un seul salaire, se comptent par millions.

Dans cet océan de besoins, le texte adopté par les députés devrait, c'est du moins le pari de ses inspirateurs, apporter quelques premières réponses. Déjà, les investisseurs étrangers pourront s'implanter dans toutes les activités économiques, sauf celles expressément réservées à l'Etat.

Comme l'on n'attire pas les mouches avec du vinaigre, les candidats à l'investissement en Algérie auront la garantie de pouvoir rapatrier les intérêts générés par leurs activités et, si besoin, les capitaux eux-mêmes. Tout en suscitant la création d'emplois grâce à la venue d'entreprises étrangères par le faible coût de la main-d'œuvre, le gouvernement espère aussi bénéficier d'apports en techniques modernes propres à régénérer l'économie algérienne.

Les citoyens algériens bénéficieront des mêmes facilités d'investissement. Ils pourront également investir à l'étranger. Quant aux entreprises publiques, elles pourront, elles aussi, investir hors des

frontières nationales et même s'y allier minoritairement à des entreprises étrangères.

Car si ces dernières, principe solennellement réaffirmé, ne sont pas autorisées à prendre des participations dans le capital d'une entreprise publique algérienne, elles peuvent, en revanche, créer avec elle une filiale commune. Derrière le dogme formellement respecté, une porte a été entrouverte que les députés n'ont pas vu... ou pas voulu voir.

L'exploitation par les « trabendistes »

Dernière nouveauté, enfin, la loi affirme l'autonomie de la Banque centrale, qui a la responsabilité de l'émission de monnaie. Ce principe, comparable à celui qui régit l'activité des principales banques centrales étrangères, devrait limiter la création monétaire que suscitait dans un passé récent l'intervention administrative. Le Trésor ne pourra d'ailleurs plus emprunter sans contrôle ni règles auprès de la Banque centrale, ce qui avait conduit à des surliquidités qu'il s'agit aujourd'hui d'éponger.

Dans un entretien accordé, mardi 27 mars, au quotidien *El Moudjahid*, M. Ali Kaci, président de la commission des finances, du budget et du plan de l'Assemblée, affirme que les résultats de la nouvelle politique économique seront

« perceptibles dès 1992 ». « L'Algérie, poursuit le parlementaire, retrouve ainsi une capacité lui permettant son développement économique. La confiance va revenir chez les partenaires algériens et étrangers sur des règles légales et claires ».

Pour les Algériens, cependant, l'avenir demeure sombre. Alors que le chômage fait sentir durement ses effets, des produits de consommation courante disparaissent chroniquement des étagères et les prix des aliments ne cessent d'augmenter. Au même moment, une couche de *trabendistes* (c'est ainsi que, d'un mot espagnol, on désigne ici les spéculateurs) vit confortablement en exploitant la pénurie et la sclérose d'un système économique essouffé.

Le Ramadan, qui a commencé mardi en Algérie, est d'ailleurs une période propice à la flambée des prix. Profitant des traditionnels festins qu'organisent dès le crépuscule les jeunes, les commerçants ont pris l'habitude de donner un coup de pouce à leurs étiquettes. En assurant par le biais du commerce public un approvisionnement suffisant et relativement abordable, le gouvernement entend cette année enrayer le mécanisme. Il ne semble pas avoir même puque la presse algérienne signale déjà, ici ou là, une nette tendance à la hausse.

GEORGES MARION

Deuxième actionnaire de la compagnie financière

Les AGF prennent 9 % du capital de Paribas

Les AGF, la compagnie d'assurances publique, ont ramassé en Bourse plus de 5 % du capital de Paribas, portant ainsi leur participation à 9 %. Leur intention serait d'obtenir le droit de passer le seuil de 10 %. Cette montée en puissance ne serait pas dénuée d'ambitions plus stratégiques.

Qui était le gros acheteur qui bousculait le marché des titres Paribas ces derniers jours ? La réponse est venue tard dans l'après-midi du mardi 27 mars : les AGF. S'appuyant sur l'ancienneté de ses choix stratégiques, le groupe d'assurances public dirigé par M. Michel Albert a annoncé qu'il venait de porter à 9 % sa participation dans le capital de Paribas. La part des AGF, qui était de 2,5 % en 1989, a été portée à 5,3 % puis à 7,3 %, pour se stabiliser à 9 %. Dans un premier temps au moins. Si M. Michel Albert entend dépasser le seuil de 10 %, il lui faut l'accord du comité des établissements de crédit. En l'état actuel des choses, les AGF se retrouvent deuxième actionnaire de Paribas, derrière M. Marc Fournier, président de la Mixte.

Curieux renversement de situation : après avoir voulu devenir l'actionnaire de référence de la Mixte, c'est Paribas qui se retrouve encombré de prétendants. Sous prétexte que « les relations entre les AGF et Paribas ont toujours été excellentes », le communiqué de M. Michel Albert estime « naturel » de chercher à conforter les liens entre les deux groupes. Il est vrai que M. Michel François-Poncet, actuel président de la compagnie financière, et M. Michel Albert s'étaient promis depuis septembre 1986 de prendre des participations croisées.

Diversifier les placements

Les AGF souhaitent qu'à l'occasion de leur prochaine augmentation de capital, Paribas monte de manière équivalente dans leur capital. « A titre d'exemple », poursuit le communiqué, « les AGF ont des objectifs de développement international ambitieux pour lesquels une coopération étroite avec Paribas sera très utile ». Il ne s'agit pas de faire de l'ombre à M. Claude Bebear, président d'AXA, actionnaire de Paribas et partenaire privilégié de la compagnie financière de la rue d'Antin dans le secteur de l'assurance - rappelons qu'AXA et Paribas sont partenaires dans l'OPA lancée par M. Goldsmith sur British American Tobacco (BAT) avec pour objectif de racheter Farmer's, la filiale d'assurances américaine de

BAT, - mais de synergie financière. Dans une logique de gestion optimale des dizaines de milliards de francs gérés annuellement par les AGF, M. Michel Albert souhaitait depuis longtemps diversifier ses placements sur les marchés internationaux. Refusant de recruter ou d'embaucher par les grands réseaux américains, fort coûteux en commissions, M. Albert ne dédaignerait pas de passer un accord avec l'excellente équipe de Paribas. Ce n'est pas un hasard si Suez s'est acheté un gestionnaire de fonds anglais fait-on remarquer du côté des AGF. Par ailleurs, les AGF se désengageraient pas de passer un accord de distribution pour leurs produits d'assurance avec le réseau de distribution de la Compagnie bancaire. Leurs méthodes ne concurrencent pas les réseaux existant de l'assureur et touchent une clientèle différente.

« Un élément stabilisateur »

Le communiqué de M. Albert ajoute que les AGF occupent aujourd'hui une position qui leur permet « d'être un élément stabilisateur » dans le capital de Paribas. Ce qui peut s'entendre de diverses manières. Nul n'ignore la place financière que l'influence croissante de l'Union des assurances de Paris (UAP) et de son président, M. Jean Peyrelevade, dans le devenir de Paribas, après beaucoup les deux autres assureurs, AXA et les AGF. M. Peyrelevade a ainsi joué un rôle majeur dans l'élection de M. Lévy-Lang comme président du futur directeur de Paribas, contrearrivant ainsi le soutien qu'aurait apporté M. Michel Albert à la candidature de M. Gérard Eskenazy, président de Paribas (voir le Monde du 28 mars). En devenant le second actionnaire de Paribas et peut-être bientôt le premier, M. Albert pourrait bien avoir envie de signifier à l'UAP qu'elle ne saurait jouer impunément dans les deux camps à la fois : celui de Suez et celui de Paribas.

Tout cela ne facilite pas la tâche du futur président du directeur, M. Lévy-Lang. Si son nom ne suscite aucune hostilité ni au sein des AGF ni au sein d'AXA, et encore moins du côté de l'UAP, il se trouve tout à coup entouré de beaucoup trop d'amis » qui tous affirment lui vouloir du bien. Il est seulement regrettable que, entre M. François-Poncet et M. Lévy-Lang, c'est le plus stratège des deux qui se retrouve au poste de gestionnaire et le plus gestionnaire des deux, à savoir M. François-Poncet, à celui de stratège dans la future redéfinition des fonctions au sein de Paribas.

YVES MAMOU

CESMA-CRANFIELD

MBA européen en un an

OUVERTURE EN SEPTEMBRE 1990

■ Programme développé conjointement par deux grandes business-schools européennes : le CESMA du Groupe ESC Lyon et la CRANFIELD SCHOOL OF MANAGEMENT (GRANDE-BRETAGNE), permettant d'obtenir le MBA des deux institutions.
■ Pour diplômés de l'enseignement supérieur avec expérience professionnelle et excellent niveau d'anglais.
■ Renseignements et candidature à CESMA-INFORMATION : BP 174 - 69132 ECULLY CEDEX (FRANCE) - TEL (33) 72 20 25 30.
Date limite de dépôt de dossier : 17 mai 1990.

Cranfield School of Management

Groupe ESC Lyon

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

9,3 milliards de francs de bénéfices en 1989

Renault regagne des parts de marché en Europe

« La Renault 19, la première voiture sortie durant ma présidence à la tête de l'entreprise, a amorcé d'importantes conquêtes dans les marchés de l'Europe du Nord, ceux où nous sommes le plus faibles. Les deux tiers de la production de cette voiture sont exportés. J'y vois le signe d'un succès. » M. Raymond Lévy a placé la présentation des « bons » résultats de l'année 1989 sous les phares de cette 19, voiture dont il fait le symbole du nouveau Renault. Nouveau Renault dont il trace « le projet » : une entreprise comme les autres mais qui reste la première entreprise française par la taille et qui doit être marquée par la « qualité totale » de ses voitures et une nouvelle image sociale.

L'année 1989 puis le début de 1990, avec l'accord Volvo-Renault et le changement de statut qu'il implique, auront en effet été un moment charnière dans l'histoire de l'entreprise. Un basculement vers les caractéristiques d'une entreprise « normale » s'est opéré, ce que traduisent les comptes. Le bénéfice net s'est stabilisé « au haut niveau » de 9,3 milliards de francs au lieu de 8,8 milliards l'année précédente. En progression de 8,1 %, le chiffre d'affaires s'est élevé à 174,5 milliards de francs, dont la moitié a été réalisée à l'étranger. Renault reste, conformément aux vœux de M. Lévy, la première entreprise française par la taille et la première par sa présence au-delà des frontières. Renault a regagné des parts de marché pour la première fois depuis dix ans, notamment en

Europe du Nord, où sa part est passée de 3,6 % à 4,1 %. Même si ce chiffre reste modeste et indique le chemin qu'il faut encore parcourir, le gain de 13 % se doit d'être souligné. Au total, Renault détient 10,4 % du marché des voitures particulières en Europe occidentale contre 10,2 % en 1988.

Ces bonnes ventes ont permis de financer des investissements en croissance de 42 % en 1989 à 10,4 milliards de francs. La période d'économie sur ce chapitre est terminée. En 1990, les investissements seront de 15 milliards. Ces résultats ont parallèlement autorisé la poursuite du désendettement du groupe de 6,2 milliards de francs. Les dettes sont ramenées à 17,6 milliards, soit 10 % du chiffre d'affaires.

Deux objectifs prioritaires

Cela reste beaucoup par rapport aux concurrents, mais Renault semble devoir s'en accommoder, puisque ses capitaux propres (22,5 milliards), grâce aux réintégrations des bénéfices passés, dépassent son endettement. L'entreprise s'est donc banalisée avec une structure devenue « satisfaisante » de son bilan, selon M. Louis Schweitzer, directeur général adjoint. Pour préparer son nouveau statut de société anonyme, Renault a d'ailleurs provisionné tout ce qui était possible en 1989, notamment 1,8 milliard pour la retraite du personnel.

Désormais, l'investissement et la croissance des dépenses de

recherche-développement sont deux objectifs qui deviennent prioritaires par rapport au désendettement. En outre, il faudra payer des impôts, puisque les reports déficitaires sont épuisés.

La route est pourtant loin d'être aplanie. La baisse du résultat d'exploitation en 1989, ramené de 14,4 milliards à 12,9 milliards, est là pour prouver combien Renault reste fragile du moins sensible. Cette baisse s'explique par les lourdes pertes de Mack, la filiale américaine de camions et par la montée des « frais commerciaux » passés de 22,3 à 27,4 milliards (+ 23 %). Il faut désormais dépenser 15,7 % du chiffre d'affaires pour vendre les véhicules produits (réseau de concessions, publicité, rabais divers...). La hantise de Renault est le déclenchement d'une guerre des prix en Europe comme elle a lieu aux États-Unis. Le taux de marge opérationnelle de l'entreprise de 7,4 % des ventes, contre 8,9 % en 1988, montre l'exacte marge de manœuvre de Renault si les concurrents se décident à baisser leurs prix de vente pour augmenter leur parts de marché. Heureusement pour le groupe français, personne ne semble en avoir eu envie ni y avoir intérêt...

tant que le marché européen continue de croître. Aujourd'hui les prix ne se tendent qu'un peu, sans guerre, mais tout changera lorsque les ventes fléchiront. Pour cette époque redoutée (1991 ? 1992 ?), M. Lévy voudrait avoir fait l'essentiel de la conversion du groupe au « nouveau » Renault.

E. L. B.

Une décision de la Commission européenne

Peugeot doit accepter les réimportations d'automobiles

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Le groupe PSA ne pourra plus interdire à ses concessionnaires en Belgique et au Luxembourg de vendre des voitures Peugeot à des distributeurs indépendants en France. La firme de Sochaux a quinze jours pour se conformer à la décision prise le 27 mars par la Commission européenne.

En mai de l'année dernière, Peugeot adressait une circulaire à ses réseaux de distribution belges et luxembourgeois, leur donnant instruction formelle de ne plus effectuer des livraisons à Ecosystème société établie à Rouen. Cette entreprise offre aux consommateurs français des véhicules neufs à des conditions plus avantageuses que celles en vigueur dans l'hexagone. Pour ce faire, elle importe des véhicules de Belgique et de Luxembourg, les deux marchés les moins chers de la CEE.

En 1988, Ecosystème avait ainsi acheté dans ces deux pays quatre mille automobiles, dont mille deux cents Peugeot. Le refus de vente étant une infraction, en regard de la législation communautaire, l'exécutif des Douze a pris une mesure conservatoire qui consiste à autoriser Ecosystème à continuer d'acheter à l'étranger mille deux cents unités de la marque française.

Cette décision est provisoire car la Commission vient de lancer un accord sur les prix de vente des voitures dans la Communauté dont l'objectif est de rendre plus transparent

le marché automobile européen et de connaître les raisons qui font que les prix, hors TVA, sont plus avantageux en Belgique et au Luxembourg.

Permis de travail non obligatoire

Sur un autre sujet, la Cour européenne de justice a estimé que les ouvriers d'entreprises espagnoles et portugaises, exécutant un contrat en France ne sont pas tenus d'obtenir un permis de travail. Elle répondait ainsi à la question préjudicielle qui lui était posée par le tribunal administratif de Versailles. La société portugaise Rusp a participé à la construction du TGV Atlantique. Cinquante-huit de ses ouvriers ont

travaillé sur deux chantiers. L'inspection du travail a considéré qu'ils étaient en situation illégale et l'Office de l'immigration a réclamé à leur employeur une amende pour violation du code du travail.

Pour les juges de Luxembourg, la main d'œuvre portugaise était venue en France avec son entreprise pour un travail bien précis et pour une période déterminée. Au titre du traité d'adhésion de l'Espagne et du Portugal, la libre circulation des salariés de ces deux États ne sera assurée qu'après le 31 décembre 1992. D'ici là, les sociétés de ces deux pays pourront tout de même procéder de la même manière que Rusp.

MARCEL SCOTTO

La CGE prend le pouvoir dans Framatome

Suite de la première page

En réalité, cela fait plusieurs années que M. Lévy est exposé à la menace de la vente des actions détenues par Dumez à la CGE : un pacte d'actionnaires - longtemps resté confidentiel - donnait à la CGE un droit de préemption sur les titres de Dumez, dès la composition du tour de table de Framatome en 1985. Mais à l'époque, la CGE étant nationalisée, la question de l'équilibre des forces entre privé et public n'existait pas : Framatome, pièce essentielle de la filière nucléaire française, était clairement dans l'orbite du public, grand maître d'œuvre de la politique tricolore de l'atome.

Demander des garanties

Avec la privatisation de la CGE en 1987, l'actionariat de Framatome bascula dans le privé : les pouvoirs publics ne pouvaient plus imposer leur décision, s'ils le désiraient, qu'en utilisant la possibilité du vote double de M. Lévy.

Au-delà des multiples péripéties sur les humeurs des hommes (1), on touche là au vrai problème des enjeux nationaux de cette affaire : les pouvoirs publics peuvent-ils laisser une entreprise privée diriger Framatome, compte tenu de son rôle dans la filière nucléaire française ? Filière composée uniquement, au demeurant, d'acteurs publics (CEA, EDF, Pechiney...). Framatome, chacun le sait, est riche d'un trésor de guerre de plusieurs milliards de francs provenant des avances sur commandes consenties par EDF. N'est-on pas en droit de s'interroger, avec M. Lévy, sur l'utilisation de ces fonds publics ? Compte tenu de la réputation du nucléaire français dans le monde, les pouvoirs publics ne sont-ils pas en droit

aussi de demander des garanties pour que l'entreprise, à l'avenir, reste au sommet technologique en prévision de la reprise des commandes ?

A l'inverse, les partisans de l'accord CGE-Dumez soulignent la nécessité d'appuyer Framatome sur un grand groupe industriel, surtout depuis qu'il a signé il y a un an un accord avec Siemens. Plus fondamentalement, ils soulignent le danger représenté par un président, M. Lévy, décidant sans en référer à ses actionnaires ; le débat risque de tourner au cas d'école. En tous cas, s'ils veulent changer le cours des choses, il ne reste plus aux pouvoirs publics que quelques semaines pour dénouer cet imbroglio : les accords ne seront applicables qu'à la fin avril. Sinon, une page sera définitivement tournée pour Framatome et pour son président.

FRANÇOISE VAYSSE

(1) Dans l'histoire de la filière nucléaire française, Framatome et CGE se sont longtemps affrontés surtout aux beaux jours du programme nucléaire français.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le conseil d'administration de Codetel, réuni le 21 mars 1990 sous la présidence de M. Eric Dufour, a examiné l'activité et les résultats de la société au cours de l'année 1989.

L'ACTIVITÉ DE FINANCEMENT DES TÉLÉCOMMUNICATIONS est restée soutenue : 900 millions de francs de nouveaux contrats ont été signés au cours de l'exercice, permettant de maintenir au niveau de 4 600 millions de francs la valeur nette des équipements en exploitation et en construction.

L'ACTIVITÉ IMMOBILIÈRE exercée par la filiale Codetel Immobilier, créée en 1989 par apport des actifs immobiliers de Codetel, s'est bien développée avec 382 millions de francs d'engagements nouveaux, dont 134 millions de francs en location simple et 248 millions de francs en crédit-bail. La filiale Codetel Immobilier, société de crédit-bail non Sicom, a débuté ses activités en décembre et avait réalisé une opération de 9 millions de francs à la fin de l'exercice.

Comme annoncé lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 8 novembre 1989, les résultats consolidés de l'exercice sont en baisse - 105,6 millions de francs contre 125,1 millions de francs en 1988 - à la suite de l'arrivée à terme de nombreux contrats de crédit-bail signés avec France Télécom en 1977 et en 1978. Pour les mêmes raisons, le résultat de l'exercice en cours devrait enregistrer une baisse d'ampleur comparable.

Dès 1991, le résultat devrait reprendre une pente ascendante, en particulier grâce aux efforts de diversification de la filiale Codetel Immobilier, notamment en crédit-bail immobilier.

La société Codetel Immobilier ayant versé à Codetel, sur la base des comptes arrêtés au 30 novembre 1989, un acompte sur dividende de 15 millions de francs sur le bénéfice net de l'exercice de 17,2 millions de francs, les comptes sociaux de Codetel se soldent par un bénéfice net de 103,5 millions de francs.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui sera tenue le 30 mai 1990 au siège social un dividende de 11,50 F par action, ce qui représente une distribution de 92 millions de francs.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

A LA BOURSE DE PARIS : LE 28 MARS 1990

SARA LEE, c'est Dim. Maison du Café Bénédictin, Benedicta Kwi, Aspin, Champagne, Vapona, Catche, Rosy, Chastel, etc.

SARA LEE, avec ses 30 marques, a une longue expérience en France et à l'étranger. Ses produits sont présents en Europe depuis 1972. C'est pourquoi, au sein de deux pôles d'activité, nous avons développé une gamme de produits de consommation grand public.

SARA LEE, groupe international présent en Europe depuis 1972, a enregistré au cours de l'exercice 1989-1990 un chiffre d'affaires de 1 122 millions de francs, dont 512 millions de francs de produits de consommation grand public. Ce chiffre d'affaires a été réalisé grâce à l'exercice 1989.

SARA LEE, par sa qualité de management et par son dynamisme, est une société qui, chaque année, se rapproche de son objectif : devenir n°1 mondial de son secteur.

La note d'information qui a reçu le visa CROIF 90-73 en date du 20 février 1990 est à la disposition du public. Notice BALO du 26 février 1990.

SARA LEE CORPORATION



SARA LEE

A LA BOURSE DE PARIS LE 28 MARS 1990

INTRODUCTEUR BANQUE PARIBAS

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Usinor Sacilor annonce deux nouvelles acquisitions

Après la confirmation des négociations avec l'américain LTV Corp., le groupe sidérurgique Usinor Sacilor a annoncé, le mardi 27 mars, une association à 50 % de sa filiale Unimetal avec l'américain Georgetown Industries et l'acquisition par Ugine ACF d'un département du belge Cockerill Sambre.

Le rapprochement avec Georgetown Steel, présent à la fois dans la fabrication de fil machine et les activités liées au bâtiment, qui emploie 720 personnes et réalise un chiffre d'affaires de 211 millions de dollars (1,2 milliard de francs), devrait permettre à Unimetal d'améliorer son implantation américaine. Quant au rachat de l'activité NON-O (tôles à grains non orientés pour moteurs électriques) du département Tolmetal de Cockerill Sambre, il place la filiale d'Usinor Sacilor au deuxième rang des producteurs européens de cette spécialité. Ces deux accords sont soumis à l'approbation des autorités américaines et communautaires.

ETRANGER

Le démantèlement du Comecon

Les plans quinquennaux des pays de l'Est ne seront plus coordonnés

Le démantèlement du Comecon (Conseil d'assistance économique mutuelle) est en bonne voie. Les experts de l'organisation économique ont jusqu'à présent les échanges commerciaux entre les pays de l'Est ont décidé, rapporte le *Financial Times*, de mettre fin à deux procédures particulièrement contraignantes : la coopération multilatérale et la coordination des plans quinquennaux.

Ce système rigide prive les pays de toute autonomie dans leurs choix industriels, puisqu'il répartit les productions en fixant par des contrats à long terme les quantités et les prix des matières premières et des produits finis que doivent livrer les uns et les autres.

A la dernière session du Comecon, en janvier à Sofia, les critiques n'avaient pas manqué contre le fonctionnement de l'organisation et les pays membres avaient décidé de préparer des réformes radicales.

A Prague, après plusieurs semaines de discussions, il a aussi été décidé, selon le vice-premier ministre tchécoslovaque Vladimir

Dlouhy, de réduire le rôle du secrétariat du Comecon, situé à Moscou et présidé par un Soviétique, ce qu'aurait accepté l'URSS. L'unité est donc-t-elle complétée sur la portée des réformes : à l'exception de Cuba, tous les pays membres sont en train de se convertir à l'économie de marché. L'URSS, qui profitait naguère d'un système organisé pour ses besoins d'économie planifiée centralisée, a autant à gagner désormais que ses petits partenaires à un commerce normal, en devises, fondé sur l'offre et la demande.

Le seul désaccord apparut à Prague portait sur le droit des pays de Comecon d'adhérer à d'autres organisations économiques comme l'AELE ou la CEE, droit réclamé par la Tchécoslovaquie, mais pour l'instant exclu par l'URSS.

Les réformes vont être examinées le 20 avril par les ministres responsables du Comecon, puis, fin mai, par un sommet extraordinaire de l'organisation.

S. Gh.

Quatre compagnies aériennes achètent en commun 239 avions

Pour obtenir de meilleures conditions financières et techniques ainsi que des délais de livraison plus favorables, quatre compagnies aériennes européennes viennent de se grouper pour acheter ensemble leurs avions. Selon l'hébdomadaire *Aviation Week and Space Technology*, Swissair, le scandinave SAS, le finlandais Finnair et l'autrichien Austrian Airlines ont lancé un appel d'offre commun

aux avions Airbus et McDonnell Douglas pour l'achat de 239 appareils de 130 à 170 places.

SAS prévoit, à terme, l'acquisition de 126 avions ; Swissair, de 52 ; Finnair, de 35, et Austrian, de 26. Les quatre compagnies choisissent entre les biréacteurs Airbus A320-321 et MD80 lorsque les constructeurs leur auront fait des offres précises vers la mi-avril. Le montant de cet achat, qui s'éche-

lonnerait dans le temps, est évalué à une dizaine de milliards de dollars (57 milliards de francs).

Cette coordination est la première conséquence du rapprochement commercial, voire capitaliste, intervenu, au cours des derniers mois, entre ces quatre compagnies de taille moyenne ou petite afin de supporter la concurrence des grandes compagnies américaines et européennes.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

UNION FINANCIERE DE FRANCE BANQUE RESULTATS 1989

Le Conseil d'Administration de l'Union Financière de France Banque, réuni le 21 mars 1990 sous la présidence de Monsieur Philippe GESLIN, a commenté et analysé l'activité du Groupe et les comptes sociaux pour l'année 1989.

Dans un contexte favorable, le Groupe a poursuivi son développement : les capitaux recueillis ont marqué en 1989, avec un total de 5,8 milliards de francs, une progression de 14,3 % et le total de l'épargne souscrite s'est élevé à 7,3 milliards de francs.

Les actifs gérés ou suivis pour le compte de la clientèle, en progression de 28,3 % sur l'année antérieure, s'élevaient à 25 milliards de francs au 31 décembre 1989.

BENEFICE NET : + 23,7 %

Le bénéfice consolidé après impôt s'établit à 208.647.001 francs, en augmentation de 23,7 % par rapport au bénéfice de 1988.

Le bénéfice de l'Union Financière de France Banque, holding du Groupe, s'élève à 224.397.981 francs contre 159.568.257 francs pour l'exercice 1988.

DIVIDENDE : + 21 %

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Annuelle qui se tiendra le 15 mai 1990 à Nantes la distribution d'un dividende net de 23 francs par action, assorti d'un avoir fiscal de 11,50 francs, soit une augmentation de 21 % sur l'exercice précédent.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

loca investissement

Chiffres caractéristiques de l'exercice

	en millions de francs			en millions de francs		
	1988	1989	1989	1988	1989	1989
Décaissements de l'exercice	16,2	28,8	45	3,4	13,4	16,8
Engagements nouveaux	11,6	21	32,6	14,6	14,6	14,6
Engagements bruts cumulés	189,9	247,9	437,8	178,5	268	446,5
Produits exceptionnels	73,3			76,3		
Résultat	57,1			41,1		
en francs						
Dividende par action	27,9			29,3		

Le conseil d'administration, réuni sous la présidence de M. Paul Kanfer le 15 mars 1990, a arrêté les comptes de l'exercice 1989.

L'exercice du patrimoine locatif (hors immobilisation en cours) au 31 décembre 1989 fait ressortir, par rapport à une valeur nette comptable de 212 millions de francs, une plus-value latente de 199,9 millions de francs.

La société poursuit en 1989 sa politique de renforcement du patrimoine locatif : hors droits d'entrée (produits de location simple non répétés qui s'élèvent à 1,2 million de francs contre 4 millions de francs en 1988), les produits de location simple augmentent de 3,5 millions de francs d'une année sur l'autre (+ 10,7 %).

Les produits exceptionnels, passant de 1,3 millions de francs en 1988 à 5,3 millions de francs en 1989, connaissent une très sensible progression qui résulte notamment de l'augmentation du montant des plus-values de levée d'option exercées par plusieurs preneurs en crédit-bail (3,8 millions de francs en 1989 contre 0,5 million de francs en 1988).

Le résultat de l'exercice s'établit à 41,1 millions de francs contre 37,1 millions de francs en 1988 soit une progression de 10,8 %.

L'assiette distributable s'élève à 38,7 millions de francs compte tenu de la reprise d'une partie des levées d'option réalisées en 1988 et du report d'une partie des plus-values de même nature réalisées en 1989.

Le conseil d'administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende de 29,3 par action contre 27,9 F pour l'exercice précédent, ce qui correspond à une progression de 5 % et à un taux de distribution de 85,1 % de l'assiette distributable.

L'exercice 1990 devrait permettre, sans impôts, le maintien du dividende au niveau atteint en 1989.

L'accord British Airways-Sabena accusé d'être anti-concurrentiel

Le ministère britannique du commerce et de l'industrie a déposé pour enquête à la Commission des monopoles et fusions la prise de participation de 20 % de British Airways dans la compagnie belge Sabena World Airlines. A la fin de l'année dernière, Sabena, KLM et British Airways avaient créé cette filiale commune dont les deux derniers détenaient 20 % des actions, et qui a pour vocation de faire de Bruxelles une nouvelle plaque tournante du trafic aérien.

Selon le gouvernement britannique, la participation de British Airways « pourrait avoir des effets sur la concurrence en matière de vols internationaux à destination ou en provenance du Royaume-Uni ». De son côté, la compagnie privée belge TEA a cité en justice l'alliance des trois transporteurs et sa plainte sera examinée, le 23 avril, par le tribunal de commerce de Bruxelles. TEA se voit refuser par l'administration belge - l'Etat belge est propriétaire à 53 % de Sabena - l'accès à des droits de trafic internationaux au départ de la Belgique.

Le Monde
PUBLICITE
FINANCIERE

Rea : 45-55-91-82, poste 4330

PRETABAIL - SICOMMERCE

L'affirmation de la double vocation foncière et financière

Au cours de sa séance du 22 mars 1990, le conseil d'administration a examiné la situation de la société et approuvé les comptes de l'exercice 1989.

Patrimoine locatif : 2 800 MF

L'année 1989 a été marquée par la mise en service de trois immeubles neufs dont la première tranche de l'ensemble Tolbiac-Masséna achevée au troisième trimestre et louée en quasi-totalité. Des travaux de rénovation ont par ailleurs été effectués sur deux immeubles de bureaux parisiens situés dans le 8^e arrondissement qui, après remise sur le marché, sont loués entièrement à ce jour.

La valeur de ce patrimoine peut être estimée à environ 2 800 MF comportant notamment 60 % de bureaux situés pour la plupart à Paris, Neuilly et Boulogne et 17 % de locaux commerciaux. Cela fait apparaître par rapport à la valeur nette au bilan une plus-value latente de plus de 1 500 MF.

Le chiffre d'affaires locatif a connu une croissance de 10,6 %. Celle-ci se poursuivra en 1990 avec notamment la mise en service de la deuxième tranche de Tolbiac-Masséna.

Credit-bail : contrats signés + 18 %

72 contrats nouveaux ont été signés pour un montant de 294,8 MF en hausse de 18 % par rapport à 1988. Fin 1989, les immobilisations brutes atteignent 2 359 MF en augmentation de 10 % par rapport à fin 1988.

Bénéfice net : 244,7 MF

Le bénéfice net, qui comprend 59 MF de plus-values avant impôt résultant à la fois de levées d'option sur contrats de crédit-bail et de ventes de quelques immeubles en pleine propriété, est de 244,7 MF contre 236,2 MF en 1988.

Omni-Energie, filiale à 94 % de Prêtatbail-Sicommerce, a enregistré en 1989 un bénéfice de 1,9 MF.

Le conseil d'administration proposera à l'Assemblée Générale du 29 mai 1990 de mettre en réserve 36,3 MF et de distribuer 208,4 MF, soit un dividende de 97 F (dont un avoir fiscal de 0,69 F) pour les actions de première catégorie, et 72,75 F (dont un avoir fiscal de 0,52 F) pour les actions de deuxième catégorie créées en rémunération des apports de Sicommerce.

PARC UNION MANDATAIRE



SOCIETE DU GROUPE EXON

RÉSULTATS 1989 D'ESSO S.A.F.

Au cours de sa réunion du 22 mars 1990, le Conseil d'Administration d'ESSO S.A.F. a arrêté les comptes de l'exercice 1989. Le résultat net comptable d'ESSO S.A.F. est un bénéfice de 316 millions de francs. Ce résultat s'analyse de la façon suivante :
- le résultat d'exploitation est un profit de 970 millions de francs incluant un effet prix sur stocks positif de 620 millions de francs ;
- le résultat financier positif de 152 millions de francs comprend 151 millions de francs de dividendes distribués par ESSO REP ;
- le résultat courant comptable est donc un profit de 1 122 millions de francs ;
- le résultat net comptable de 316 millions de francs est obtenu après une dotation de 500 millions de francs à la provision pour fluctuation des cours et la prise en compte d'éléments exceptionnels et divers d'un total négatif de 306 millions de francs. Le Conseil recommandera à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende de 25 francs par action, soit 298 millions de francs. Il est rappelé que le dividende net avait été de 25 francs par action au

titre de l'exercice 1988 et qu'un acompte de 15 francs par action a déjà été versé le 16 février 1990. La Société ajoute les commentaires suivants : Les marges de raffinage très dégradées en début d'année se sont améliorées notamment au cours du deuxième et du quatrième trimestres 1989 confirmant globalement la tendance à leur rétablissement progressif déjà observée depuis plusieurs années. Ces marges restent toutefois insuffisantes pour assurer une rentabilité satisfaisante des capitaux engagés. L'environnement a continué à être très concurrentiel dans un contexte de hausse des prix du brut. Malgré la poursuite des gains de productivité, le résultat courant économique raffinage/distribution de 351 millions de francs est en retrait par rapport aux 448 millions de francs enregistrés en 1988. Pour achever son redressement dans un environnement qui n'est pas encore stabilisé, la Société a choisi d'amplifier sa stratégie de qualité et la spécificité de ses produits et de ses services, et de poursuivre une politique d'investissement très sélective. Les premiers résultats sont prometteurs.

RÉSULTATS D'ESSO S.A.F. :

Millions de francs	1989	Rappel exercice antérieur 1988
Résultat d'exploitation	970	259
Produits financiers nets (y compris dividendes ESSO REP)	152	66
Résultat courant comptable	1 122	325
Dotation provision fluctuation des cours	(500)	0
Autres éléments exceptionnels et divers	(306)	(11)
Résultat net comptable	316	314

ACTIVITÉS DE RAFFINAGE ET DE DISTRIBUTION :

Résultat courant comptable	1 122	325
Élimination de l'effet prix sur stocks	(620)	236
Élimination des dividendes d'ESSO REP	(151)	(115)
Résultat courant économique raffinage/distribution	351	448
Effet prix sur stocks	620	(236)
Amortissements	424	482
Autres éléments	(186)	(131)
Capacité d'autofinancement comptable	1 209	581
Capacité d'autofinancement hors effet prix sur stocks	889	797

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE ESSO S.A.F. :

Résultat d'exploitation	1 819	882
Résultat financier	(82)	(184)
Résultat courant comptable	1 567	478
Éléments exceptionnels	(274)	(373)
Éléments de consolidation et divers	(504)	19
Résultat après impôts	789	124
Intérêts minoritaires	(30)	(4)
Résultat net du groupe	759	120

L'amélioration du résultat d'exploitation consolidé observée en 1989 reflète l'amélioration des résultats d'exploitation d'ESSO S.A.F. et d'ESSO REP. Les comptes consolidés seront tenus à la disposition du public au Secrétariat Général d'ESSO S.A.F. à partir du 30 mars 1990.

ÉCONOMIE

AFFAIRES

Un colloque sur le campus d'HEC

L'histoire des entreprises : l'exemple de l'Allemagne

Les entreprises occidentales redécouvrent leur histoire (« le Monde Affaires » du 23 mars). Un colloque sur ce sujet est organisé le mercredi 28 mars, à Jouy-en-Josas (Yvelines), sur le campus d'HEC par le Monde, HEC et les éditions Jean-Claude Lattès. En Allemagne de l'Ouest, si l'histoire des entreprises est une discipline plus ancienne qu'en France, elle n'en connaît pas moins des difficultés, que la perspective de la réunification économique devrait contribuer à résoudre.

FRANCFORT

correspondance

La plupart des grosses entreprises ouest-allemandes actuelles ont une longue tradition puisque leur création date d'un siècle, le plus souvent dans ce qui est aujourd'hui la RDA. Dans le secteur bancaire, la fondation de la Deutschebank, de la Dresdner Bank et de la Commerzbank - les trois plus grandes banques commerciales du pays - remonte à la constitution de l'empire allemand en 1871.

Quant aux banques privées, la branche la plus ancienne de la profession, sur les quelque soixante-dix établissements qui ont pignon sur rue outre-Rhin, une vingtaine officient depuis le dix-huitième siècle. Les exemples d'entreprises familiales, dont les archives constituent de véritables trésors, souvent inexploités, peuvent être multipliés à l'infini. « La tradition allemande est très riche. Mais ce qui fait défaut aujourd'hui en RFA, c'est une prise de conscience que la culture d'entreprise passe par une bonne connaissance du passé », précise M. Manfred Pohl, directeur des archives historiques de la Deutschebank et l'un des fondateurs de la société pour l'histoire des entreprises (GUG - Gesellschaft für Unternehmensgeschichte).

Cette institution, basée à Cologne, s'est donnée pour tâche, depuis sa création en 1976, de jeter un pont entre les mondes de l'université et de l'économie. Fondée à l'origine par seize grandes entreprises, dont Siemens et Daimler-Benz, mais dotée d'un statut indépendant et de fonds propres bien que modestes, elle organise chaque année deux grandes manifestations, auxquelles participent des experts et des responsables de l'économie.

En 1989 on y a débattu de l'impact des associations sectorielles sur l'économie et, en novembre, de la création d'entreprise et de sa survie, dans une perspective historique. La prochaine conférence, en mai, portera sur l'évolution des entreprises familiales depuis le dix-neuvième siècle.

Chaque de ces manifestations donne lieu à un compte rendu dans la revue publiée par le GUG. Cette publication sert de base au *German Yearbook on Business History*, destiné à faire connaître les travaux des universitaires allemands à l'étranger. Sa diffusion sur le territoire de la République fédérale reste toutefois très limitée.

A l'exception des universités de Cologne et de Munich, qui offrent la possibilité d'enseigner l'histoire des entreprises dans le cadre plus général de l'histoire économique et sociale, et de l'université de Francfort, où l'histoire des banques figure au programme, il n'existe pas, en RFA, de chaires à proprement parler qui soient consacrées à cette matière.

« Cela n'est pourtant pas faute d'intérêt, particulièrement avec tout ce qui se passe à l'Est ! De plus, maintenant, avec la perspective d'une réunification entre les deux Allemagnes, cet intérêt ne va faire que s'accroître », déplore M. Hans Pohl, professeur d'économie à l'université de Bonn et lui-même l'un des chercheurs les plus réputés, en raison notamment de ses travaux sur la cartellisation de l'économie allemande au dix-neuvième siècle. M. Hans Pohl (qui n'a aucun lien de parenté avec

le précédent) est également président du conseil scientifique de la GUG.

Dans un article publié en 1986, pour le dixième anniversaire de la société, il a dressé un bilan très pessimiste de l'évolution de sa spécialité. « Il y a dix ans l'histoire attirait l'attention sur le fait que le cadre institutionnel pour l'enseignement de l'histoire des entreprises laissait à désirer en RFA, à l'encontre de l'intérêt porté [à cette discipline] aux États-Unis, en Angleterre et même en RDA. Au vu de l'état de l'histoire des entreprises, qui ont considérablement réduit les crédits destinés aux universités, la situation ne s'est guère améliorée et a même empiré par rapport à il y a dix ans... » Depuis, la désaffection des étudiants ouest-allemands pour tout ce qui touche à l'histoire économique et sociale n'a fait que s'accroître.

Former d'abord des « managers »

Historiquement, les querelles byzantines autour de l'enseignement de l'histoire ont abouti à une séparation complète entre la pratique et la théorie. Malgré ce divorce, qui s'est traduit par la victoire des théoriciens à la fin du siècle dernier, l'histoire des entreprises a pu se développer à partir de 1925, essentiellement sous l'influence de la Historische Schule der Nationalökonomie.

Même la saignée qui s'est produite à l'égard du III^e Reich quand nombre de professeurs d'universités ont dû émigrer pour échapper aux persécutions nazies, n'a pas entamé le dynamisme de cette tradition. Les travaux les plus souvent cités en la matière sont ceux d'historiens ou d'économistes réputés comme, par exemple, Richard Eberstadt, Walter D'Abritz, Bruno Kuske, Kurt Wiedenfeld, Conrad Matschoss ou Franz Maria Feldhaus, parmi les plus contemporains.

Pourtant, à la différence des *business schools* américaines, dont il existe très peu d'équivalents

outre-Rhin, les possibilités d'un enseignement permettant de mêler empirisme et théorie sont quasi inexistantes aujourd'hui en RFA. Et, à la différence de leurs collègues américains - ou même est-allemands, les professeurs d'économie en Allemagne de l'Ouest, particulièrement en ce qui concerne la micro-économie, ont développé très peu d'intérêt pour l'histoire en général, préférant former des « managers ».

« Les progrès ne pourront venir que des entreprises elles-mêmes. C'est elles qui doivent, en effet, faire pression sur les universités au moyen de donations ou d'autres moyens financiers, pour qu'elles créent des chaires et acceptent de mener des recherches plus poussées dans le cadre de fondations », précise M. Manfred Pohl.

La période actuelle lui paraît tout à fait favorable pour un changement de cap drastique dans l'attitude des chefs d'entreprise ouest-allemands. Ceux-ci, toujours selon M. Manfred Pohl, attachent, en effet, beaucoup trop d'importance à la seule maximisation du profit, sans suffisamment tenir compte de l'élément humain. Autant, au passage, pour le mythe de l'attachement des cadres allemands à leurs entreprises ou au grand respect des formes collégiales de décision outre-Rhin !

Avec la perspective de la réunification, bon nombre d'entreprises allemandes vont pouvoir récupérer une partie de leurs archives restées en zone soviétique après la guerre. Au vu des règles extrêmement strictes outre-Rhin en ce qui concerne le domaine public, il n'est pas du tout évident, toutefois, que ces archives privées soient mises à la disposition des chercheurs. Mais cette possibilité devrait permettre « une nouvelle confrontation avec l'histoire, sans laquelle il n'y a pas de possibilité de se forger une identité ou d'envisager des alternatives », précise M. Pohl.

CH. HOLZBAUER-MADISON

SOCIAL

Echec des négociations entre le gouvernement et les syndicats

Suite de la première page

Le gouvernement, de toute évidence, n'avait nullement l'intention de tout sacrifier pour parvenir à un compromis avec les signataires de l'accord 19-19 (FEN, CFDT, FO, CFTC, autonomes de la FGAF). Après une longue interruption de séance décidée à sa demande, le ministre de la fonction publique est revenu dans la salle de négociation sans proposition nouvelle et il n'a pu que constater le désaccord.

Selon lui, la situation de l'emploi, des finances publiques, de l'économie générale mais aussi l'évolution comparée des salaires du public par rapport à ceux du privé ne permettaient pas que soit consenti un effort supplémentaire au profit des fonctionnaires.

La FEN a aussitôt dénoncé « une erreur politique majeure » du gouvernement alors que la CFDT a jugé « inadmissibles » les propositions de M. Durafour, assurant qu'elle « ne s'en tiendra pas à une dénonciation verbale ». Quant à Force ouvrière, confortée dans son refus de cautionner la réforme de la grille de la fonction publique, elle a confirmé son intention d'organiser une semaine d'actions « pouvant aller jusqu'à la grève » fin avril et une journée de mobilisation le 22 mai. Enfin, la FGAF redoute « une crise grave ».

Marge de manœuvre réduite

Cet échec - le premier de M. Durafour - est le reflet d'un malaise salarial que plusieurs ambassadeurs ont contribué à aviver. A l'automne 1988, syndicats et pouvoirs publics s'étaient mis d'accord pour ne pas prendre en compte dans la négociation les mesures d'avancement et de technicité. Interprétant la « clause de fin de parcours » à la lumière de la croissance de la masse des salaires (+ 6,7 % en 1989), M. Durafour est accusé par les syndicats de ne pas respecter la parole donnée. « Pas de retour déguisé à l'indexation », affirme le gouvernement, « rattrapage a posteriori des salaires en niveau ne signifie pas indexation et, d'ailleurs, on en est bien loin », répondent les syndicats.

En outre, la « prime de croissance » (dont le coût atteint 7 milliards de francs) se retourne désormais contre le gouvernement. « Si celle-ci avait été accordée non pas comme une vague gratification mais au titre d'un salaire sur la base de fin de parcours, comme cela avait été demandé, nous n'en serions pas là ! », soupire un syndicaliste au sortir des négociations.

Le gouvernement a tout à redouter des conséquences de ce coup de froid. Ainsi, il est clair que ce conflit compromet sérieusement les chances d'aboutir à un accord salarial pour 1990 et 1991. La marge de manœuvre des négociateurs est déjà réduite par les dispositions annoncées mardi qui s'appliqueront sur la masse des traitements. Sans compter que ce différend jette une ombre sur l'application de la réforme de la grille.

Alors que FO et la CGT tentent l'épreuve de force aux FTI, une accumulation de contentieux dans la fonction publique pourrait avoir des conséquences que le gouvernement devra surveiller de près.

JEAN-MICHEL NORMAND

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde DES LIVRES

LE GRAND CONCOURS INFORMATIQUE

AVEC LA PARTICIPATION DU JOURNAL Le Monde

LES RESULTATS

LES RÉPONSES — LES RÉPONSES — LES RÉPONSES

R1 : Il fallait répondre 111 %.

Pour traiter les listes d'états civils, les bases de données, la comptabilité d'une commune, pour gérer les personnels communaux, les budgets, les listes d'une école, pour répondre et traiter les demandes d'information sur l'urbanisme, le logement, les centres de vacances, les permis de conduire ou tout simplement les archives municipales, il n'y a que 11 % de nos concourants qui utilisent l'informatique. Mais, rassurés-voilà, ce pourcentage ne cesse d'augmenter. Par ailleurs certaines communes développent depuis quelques années des programmes informatiques groupés, tel l'urbanisme fait le tour.

R2 : Il fallait choisir CRAY.

Les ordinateurs CRAY sont considérés comme les plus puissants au monde : CRAY Research, qui les fabrique, détient environ 85 % du parc mondial de « superordinateurs ». Control Data Corporation, qui a conçu l'ETA 10, en détient 14 % avec d'importantes parts, il y a environ un an, dans les ventes de la société Fujitsu (20 %) ou NEC (15 %), qui montent en puissance.

R3 : La bonne réponse est : Société de Services et de Conseil en Informatique.

Les entreprises utilisent l'informatique pour gérer et diriger leurs systèmes de production, de décision, de gestion et de communication. Les SSCI concourent et réalisent les logiciels qui programment et permettent d'optimiser l'ensemble de ces données. En outre, elles assurent de plus en plus les tâches de conseil auprès des entreprises pour les aider à mieux utiliser l'outil informatique et en faire un véritable outil stratégique. Ainsi, c'est une SSCI (Cap Sesi) qui a réalisé l'Annuaire Electronique pour France Télécom.

R4 : Premier.

Les SSCI françaises se classent au premier rang européen, et même au deuxième rang mondial derrière les SSCI américaines. Cap Gemini Sogefi est le leader européen sur le marché des services informatiques.

R5 : Il fallait choisir 8 millions.

En 1981, l'Annuaire Electronique était le seul service au monde utilisant la technologie vidéo. Il en est resté l'un des références mondiales. Depuis, les services vidéo ont été proposés par Minitel et pris beaucoup d'ampleur. On peut citer : la consultation de compte bancaire, l'information sur les programmes de cinéma, les horaires d'avion, de train, les ventes par correspondance. La grande chaîne Minitel et son utilisation simple expliquent le succès de cette technologie en France.

R6 : Roland MORINO.

La demande du bureau d'inventaire pour le TS15007. C'est en 1976 que le premier prototype de carte à mémoire a été présenté par son inventeur, l'ingénieur français Roland MORINO. 1981 voyait la sortie du prototype industriel de la carte mono-circuit que nous utilisons aujourd'hui.

R7 : Il fallait choisir 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R8 : Le Chêne.

C'est le TPO - les Télécoms Orange - qui a commandé à la France son système de communication par paquets. Il s'agit d'un système de communication pour les usages ciblés (administrations, banques, organismes de recherche...) au profit fondamental pour la diffusion nationale d'information.

L'Australie, le Brésil, la Nouvelle-Zélande... ont également choisi la technologie française.

R9 : Il fallait répondre 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R10 : Le Chêne.

C'est le TPO - les Télécoms Orange - qui a commandé à la France son système de communication par paquets. Il s'agit d'un système de communication pour les usages ciblés (administrations, banques, organismes de recherche...) au profit fondamental pour la diffusion nationale d'information.

L'Australie, le Brésil, la Nouvelle-Zélande... ont également choisi la technologie française.

R11 : Il fallait répondre 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R12 : Il fallait répondre 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R13 : Il fallait répondre 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R14 : Il fallait répondre 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R15 : Il fallait répondre 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R16 : Il fallait répondre 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R17 : Il fallait répondre 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R18 : Il fallait répondre 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R19 : Il fallait répondre 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R20 : Il fallait répondre 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R21 : Il fallait répondre 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R22 : Il fallait répondre 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R23 : Il fallait répondre 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R24 : Il fallait répondre 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R25 : Il fallait répondre 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R26 : Il fallait répondre 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R27 : Il fallait répondre 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R28 : Il fallait répondre 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R29 : Il fallait répondre 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R30 : Il fallait répondre 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R31 : Il fallait répondre 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R32 : Il fallait répondre 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R33 : Il fallait répondre 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R34 : Il fallait répondre 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R35 : Il fallait répondre 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R36 : Il fallait répondre 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R37 : Il fallait répondre 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R38 : Il fallait répondre 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R39 : Il fallait répondre 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R40 : Il fallait répondre 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R41 : Il fallait répondre 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R42 : Il fallait répondre 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R43 : Il fallait répondre 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R44 : Il fallait répondre 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R45 : Il fallait répondre 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R46 : Il fallait répondre 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R47 : Il fallait répondre 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R48 : Il fallait répondre 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R49 : Il fallait répondre 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R50 : Il fallait répondre 1 000 millions.

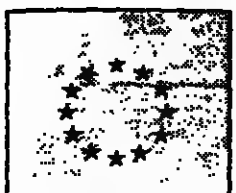
Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R51 : Il fallait répondre 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples locuteurs.

R52 : Il fallait répondre 1 000 millions.

Les recherches en cours font appel aux techniques de synthèse vocale de la machine parlante à l'humain et de reconnaissance vocale d'humain parlant à la machine. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs est que le système doit comprendre des phrases complètes - non des mots isolés - prononcées par de multiples



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • Le Monde • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

Groupe américain de haute technologie, leader mondial sur son marché recherche dans le cadre du développement de ses activités en France

Financial Controller

PARIS

Sous l'autorité du Directeur Financier Européen, vous aurez pour mission de créer et d'assurer le suivi de la comptabilité et la gestion de la filiale selon les normes et la direction du groupe.

Responsable de l'administration générale, de la gestion du personnel et des relations avec les partenaires financiers, vous serez un organisateur ayant un goût prononcé pour la communication.

350KF+
Voiture

De formation École Supérieure de Commerce ou équivalent, vous possédez une expérience de 4 à 5 ans acquise en cabinet d'audit et en entreprise industrielle.

Entrepreneur et homme de challenge, vous serez à l'image de la société: dynamique et évolutif. Vous avez bien sûr une très bonne maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature, qui sera traitée confidentiellement, à
Nicholson International (Conseillers),
142 Buckingham Palace Road, London SW1W 9TR,
England, sous référence 9104 ou appelez le
19-44-1 730 8910 ou télécopiez les détails
19-44-1 823 6835.

NICHOLSON INTERNATIONAL

une mentalité de chef d'entreprise pour notre

DIRECTEUR DE FILIALE DE PRODUCTION

PAP Kébab

Vous avez une excellente formation technique supérieure et au moins 10 ans d'expériences professionnelles dans le métier spécifique ou dans des secteurs très connexes, qui vous ont permis d'accéder à des responsabilités de Directeur Technique et/ou Logistique. Vous souhaitez aujourd'hui diriger et manager un ensemble diversifié (fabriques en propre et sous licence) et important (500 personnes sous votre autorité directe)... et vous êtes prêt à vous investir durablement dans une société performante. Sous l'autorité du Président, vous aurez l'entière responsabilité de la production: bureau des modèles, ateliers de coupe et de fabrication, sous-traitance française et étrangère, logistique, approvisionnements et relations avec les fournisseurs jusqu'à la livraison des produits finis... dans le respect rigoureux des coûts, de la qualité et des délais. Homme de communication, vous savez faire travailler des équipes ensemble et utiliser au mieux les compétences pour atteindre les objectifs.

Nous sommes une des toutes premières entreprises européennes de prêt-à-porter féminin, jouissant d'une excellente image par la qualité de sa production et par les marques qu'elle représente.

Si vous pensez avoir le profil requis, merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo, sous réf. 5 355 M, à SERIFO, 47 bis avenue Bosquet, 75007 PARIS.



Membre de syntec

Paris, London, Brussels, Milan, Barcelona, Heidelberg, Helsinki, Stockholm, ...

Coordinate our European Communication

GRACE

is a worldwide American industrial group with 50,000 employees. One of its European divisions, with its head office near Paris has 4,000 employees and 40 locations spread over the majority of EEC countries. The division deals with 5 major product ranges for extremely diversified industrial markets and multiple brands.

In the newly-created post of **COMMUNICATIONS MANAGER**, you will report directly to the Division President. You will develop and propose a comprehensive communications policy in keeping with the strategy for each product range.

In this context, you will act as internal consultant to the Vice Presidents and Area or Product Managers in order to:

- Analyze existing communications: house style, the image of the products, product ranges and of the group; media and corporate relations, advertising, trade exhibitions, PR events.
- Define and ensure an overall communications policy corresponding to the Group image and coordinating the different product strategies.
- Assist the operations executives with implementation.

With a European and multicultural market soon upon us, you will demonstrate your ability to adapt and your first-rate communication skills gained from at least five years of experience in an international structure.

You are 30/35 years old, hold a Business School/Grande École degree and are willing to travel frequently. Whatever your nationality, you are totally fluent in English, German and one other European language.

Please send your CV and salary requirements, quoting reference 1035M to our consultants:

Anne Pollain, ALGOE, 24 rue Bonaparte, 75006 Paris, France

ALGOE
CONSULTING IN MANAGEMENT

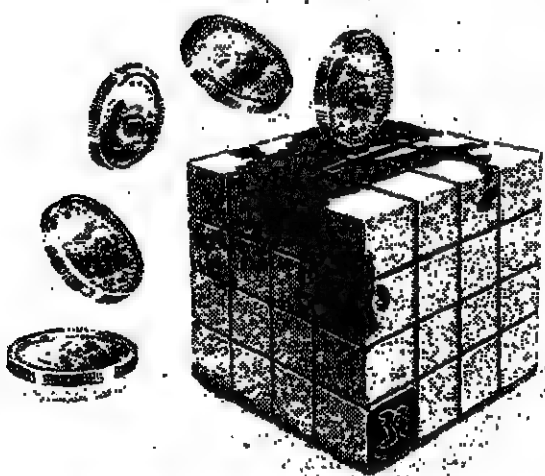


Le Monde

de l'
International

MBA/ACCOUNTANCY/BUSINESS QUALIFICATIONS?

INVEST IN EUROPE



Creating one European market is a significant and exciting development for investors in business.

For ambitious young business professionals, joining 3i could be an equally momentous event.

Britain's biggest venture capital company intends to become Europe's leading investor in changing business. To do so we need the talents of a new breed of European.

We are looking for high calibre, entrepreneurial graduates with an MBA, business or accountancy qualifications and 2-3 years commercial experience to join a new training programme.

You will spend up to 2 years in the UK gaining the experience to become an Investment Executive. This is a highly rewarding role involving the identification of business for potential investment, marketing 3i services, assembling innovative investment packages and managing a growing portfolio of customers. At the end of your training period, you will take up a position in one of our expanding businesses in France, Germany, Italy or Spain.

We need confident, commercial, committed individuals.

You must demonstrate sound judgement. Highly developed interpersonal skills will be required in order to develop mutually beneficial relationships and of course excellent linguistic skills will be essential. You should not only be fluent in English but also in the business use of French, German, Italian or Spanish.

We offer highly attractive salary and benefits packages, with unparalleled experience and career prospects throughout our growing European network of offices.

If you are interested please post or fax a detailed curriculum vitae to:
Mrs Kathleen Rawle, 3i plc, 91 Waterloo Road, London SE1 8XP,
England. Fax: (19 441) 261 9318.



MAKE IT YOUR BUSINESS TO CHANGE

INVESTORS IN INDUSTRY

UNIVERSITY OF KENT
AT CANTERBURY

FACULTY OF HUMANITIES

CHAIR OF EUROPEAN STUDIES

Applications are invited for the Chair of European Studies from 1 October 1990. Applications are particularly welcome from scholars interested in both the cultural and political aspects of European Studies and with a command of at least one European language other than English.

The University is seeking to appoint a Professor who will provide both academic and administrative leadership within the recently formed School of European and Modern Language Studies. The successful candidate will therefore also be appointed Chairman of that School for a period of three years.

Further particulars and application forms are available from Mr J.E. Reilly, Secretary of Faculties and Deputy Registrar, University of Kent at Canterbury, The Registry, Canterbury, Kent, CT2 7NZ, England, quoting reference n° A90/A50.

The closing date is Tuesday 8 May 1990.
An Equal Opportunities Employer.

GRUPE CHIMIQUE REALISANT 75% DE SON CA A L'EXPORT recherche

DIRECTEUR ASIE

(à HONG-KONG)

Diplôme d'une Grande Ecole Scientifique ou de gestion, le candidat a une solide expérience industrielle, et a déjà fait ses preuves dans la vente de produits spécifiques destinés à l'industrie. Il coordonnera l'activité de nos filiales asiatiques et développera avec elles notre réseau de clientèle dans le Sud-Est asiatique. Anglais indispensable.

Une formation de quelques mois en France et en Europe est prévue pour ce poste à responsabilité. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 03/3328 à CONTESSSE 38, rue de Villiers, 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex, qui transmettra.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Le Monde International

UN DEFI TECHNOLOGIQUE

En 1993, le consortium franco-anglais EUROTUNNEL mettra en service et exploitera le premier système de transport ferroviaire qui reliera la Grande-Bretagne à l'Europe continentale. Un rêve séculaire deviendra réalité.

La réussite d'Eurotunnel reposera alors en partie sur les systèmes intégrés et binationaux d'informations qu'elle aura développés et mis en place en vue de la gestion d'un gigantesque projet de construction et de l'exploitation d'un système unique de transport.

Pour intégrer sa Direction Informatique, basée près de LONDRES, dans un environnement DEC 6000/8000, ORACLE, ALL-IN-1, Eurotunnel recherche:

Chef de Projet Exploitation

Au cœur du système de transport, vous travaillerez en étroite collaboration avec les équipes d'exploitation pour identifier leurs besoins et proposer, développer et mettre en oeuvre des solutions.

Vous devrez justifier d'une expérience réussie dans un projet important de technologie informatique. La connaissance du monde du transport serait un atout.

Analyste Réseaux

Vous développerez et mettez en place un réseau de communications mixtes (Voir-Données) entre la France et la Grande-Bretagne.

De formation supérieure, Grande École d'ingénieurs ou MIAGE, vous souhaitez élargir vos compétences et participer à notre challenge, dans un environnement très évolutif.

Vous devez pouvoir justifier d'une expérience professionnelle réussie dans un contexte analogue et vous parlez couramment l'anglais.

Notre consultant, Trish Barber, ou Evelyne Neymark, vous remercient de bien vouloir adresser votre dossier de candidature à l'adresse ci-dessous.

Vous pouvez aussi les joindre par téléphone au (1) 47 76 42 60 (ou au 19/ 44/ 420 80516 le soir et les weekends).

S • Y • S • T • E • M • S
S • U • P • P • O • R • T

EUROTUNNEL, Tour Franklin, 100 Terrasse Boieldieu, 92081 Paris La Défense Cedex 11
Téléphone: (1) 47 74 54 29

Analystes Programmeurs

Les postes proposés conviendront à divers niveaux d'expérience. Ils vous permettront de définir, développer, mettre en place et maintenir des systèmes dans des domaines très variés. De bonnes connaissances en analyse et une expérience ORACLE sont essentielles.

Support Micro-ordinateurs

Vous assisterez les divers services utilisateurs de l'informatique dans la meilleure utilisation d'une grande variété de logiciels et en les conseillant sur la sélection et les demandes d'équipement en PC, réseaux et autres logiciels.



PROMOUVOIR LE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES FRANCAISES A L'ETRANGER



CNPF INTERNATIONAL

recherche

HEC, ESSEC, SUP DE CO, IEP...

pour renforcer l'équipe du service Asie-Moyen Orient et participer à ses missions :

- animer les relations avec les pays concernés (chefs d'entreprise, et organisations homologues) ;
- organiser des rencontres sur des sujets d'intérêt commun ;
- concevoir et mener des actions de promotion des intérêts économiques français.

Cette mission sera particulièrement motivante pour un candidat désireux de valoriser une première expérience axée sur le développement international d'entreprise.

Bilingue anglais indispensable.

Poste basé à Paris avec déplacements à l'étranger.

Ecrire sous réf. 13 A 17900 M
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



La Division pharmaceutique de CIBA-GEIGY S.A. Bâle, Suisse, cherche pour son Département Information Médicale et Pharmaceutique un(e)

TRADUCTEUR(TRICE) MÉDICAL(E) TRILINGUE

Nous participons aux activités de marketing de la Division et assurons la publication de littérature médicale, scientifique et promotionnelle, ainsi que l'information du corps médical à l'échelon international.

Vous avez une formation universitaire ou une expérience équivalente, une maîtrise parfaite du français ainsi qu'une connaissance approfondie de l'allemand et de l'anglais avec éventuellement une certaine expérience dans la traduction de littérature scientifique et médicale.

Merci d'adresser votre candidature accompagnée de tous documents utiles sous réf. « Monde 2106 », à M^{me} M. Agblor, CIBA-GEIGY S.A., Service du personnel, case postale, CH-4002 Bâle.

CIBA-GEIGY



Evinrude — Johnson — Cobra — Seamymph

Managing Director

The Company is located in Saint-Ouen-l'Aumône (95), near Paris, and is a wholly subsidiary of OMC EUROPE Bruges, Belgium. OMC EUROPE is a division of Outboard Marine Corporation of Waukegan USA, one of the world's largest manufacturers of marine leisure products. OMC FRANCE is marketing marine power products: outboards, stern drives, boat packages, parts & accessories and service.

The Managing Director is responsible to the Vice President of the Marine Power Division in Bruges for the efficient, profitable management of the Company and the attainment of the strategic plan and annual goals. He is responsible for all aspects of the Company operations: finance, receivables, marketing, the dealer organization, training, recruiting, motivating staff, etc.

For this challenging assignment we are looking for a dynamic individual, aged between 35 - 45 years, with higher educational background and approving successful track record in the marketing of durable goods in France through a dealer organization. The candidate should have good managerial experience in supervising and motivating a team of employees, be financially and analytically oriented, good communicator, ability to think and be creative, and be fluent in English as well as in French.

This position offers an opportunity to join a dynamic organization with growth potential and career advancement. If you are interested, please send your handwritten note with photo to OMC EUROPE N.V., to the attention of Mr. F. Bertin, Director Personnel, Pathoekeweg 120, B-8000 Brugge-Belgique. Tel.: 19 32 50/45.67.41.

Interviews will be organized in the subsidiary office and afterwards in Bruges.



DER DEUTSCH-FRANZÖSISCHE PERSONALBERATER

DIRECTEUR - GENERAL

INTERNATIONAL COLLEGE OF ENGINEERING

RFA

Industrie Automobile

A major international force in the automotive components industry, our client's success is based on the highest standards in technology, quality, manufacturing and logistics systems.

A College dedicated to maintaining engineering excellence has recently been established near Cologne, fully supported by a distinguished international industrial and academic faculty board.

Applications are invited for the key post of Managing Director/Director of Programmes who, in consultation with operational executives in Europe, North America and Japan, will be responsible for designing and organising engineering training programmes and enhancing the strategic role of the college within the Company.

Candidates must be qualified and experienced Engineers with an established reputation (preferably international) in industrial and/or academic circles. They must also have excellent interpersonal and communication skills. The working language is English, but fluency in German will clearly be advantageous.

Excellent terms and conditions of employment will be negotiated.

Please write with full details to Dorothy Morlett, Moog Consult SA, 24 place Kléber, F-67000 Strasbourg.

MOOG CONSULT. S.A. Votre partenaire
INTERNATIONAL MANAGEMENT F-67000 STRASBOURG - 24, PLACE KLEBER

Bureau d'études allemand
DPL ING. WALTER
INTERNATIONAL
cherche des ingénieurs
de travaux publics, ouvrages
d'art, géotechniciens, hydro-
géologues pour études et
surveillances en O&M de pro-
jets routiers, adduction
d'eau, traitement des eaux,
études de transport.
Expériences professionnelles
acquises 10 ans dont plus
de 5 ans en O&M.
BP 10 43 52, 4300
ESSEN/RFA.



Leader dans la vente de matériel
consommable Médico-Chirurgical
recherche

UN RESPONSABLE DE ZONE EXPORT

Europe, Europe de l'Est, Amérique latine, Afrique

Après une période d'adaptation, il prendra en charge le développement de ces marchés et devra en particulier, sous l'autorité de la Direction Commerciale Exportation :

- analyser les marchés et le réseau de distribution,
- concevoir les plans d'action, définir les objectifs et les moyens pour les atteindre,
- former, animer les forces de vente de ce réseau et participer aux congrès professionnels,
- négocier les tarifs,
- élaborer les prévisions de vente,
- collaborer avec le service clients au suivi administratif de sa zone.

Ce poste basé à Palaiseau (91) implique environ 50 % de temps de déplacements.

De formation Ecole Supérieure de Commerce, il possède une première expérience acquise dans le Service Exportation d'une Société du secteur bio-médical de préférence.

Il maîtrise parfaitement l'anglais et l'espagnol ou l'allemand.

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et préférences sous la référence 90/29 MO à l'attention de D. VOLZ
SYNTHELABO - 22, avenue Gallée
92350 LE PLESSIS ROBINSON.



EUROPEAN ORGANISATION

for the Safety of Air Navigation Eurocontrol
Headquarters based in Brussels, is recruiting
for its European services:

- 1) **A Project Leader for Simulation of Air Traffic Control Systems using Computer Models** (Post AQ/14)
- 2) **A Software Engineer for Quality Assurance, Verification and Validation** (Post AT/74)
- 3) **A Research and Development Engineer for common Navigation and Surveillance Projects** (Post AT/15)
- 4) **A Technical Officer for Analysis/Programming of Real-Time Systems in UNIX/ADA** (Post ST/85)

MINIMUM SALARY

For Expatriate: 21,400 FRF/month | AO and AT Post: 17,500 FRF/month
18,200 FRF/month | ST Post: 13,100 FRF/month

Tax deducted, plus family and education allowances if applicable.

Curriculum Vitae and request for further information to:

EUROCONTROL EXPERIMENTAL CENTRE - BP 15

91220 BRETAGNY-SUR-ORGE CEDEX, Tel.: 33 1 69 88 75 18

for any person interested in sending application forms

Only candidates from Organisation Member States can apply:

FR/BEL/IRL/FRG/LUX/NL/GR/TURK/MALTA/PORT/UK

Closing date: May 02 1990

مركز الامم

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements achats

AGENCES
FRANÇOIS FAURE
PARIS 7^e et PARIS 8^e
5, RUE LITRE
spécialistes rive gauche,
estimation, achat, vente.
Tél. : 46-49-22-70.

**UNION FONCIÈRE
EUROPÉENNE**
227, RD RASPAIL
75014 PARIS

RECHERCHE
POUR SA CLIENTÈLE
D'INVESTISSEURS
ET DE PARTICULIERS
STUDIOS, APPARTS
ET MAISONS
PARIS ET SA BANLIEUE
OFF. : 42-79-03-18.

JEAN PEULHADE
64, av. Mont-Picquet, 19^e,
rech. pour bons clients
IMM. et GDS APPTS
6^e, 7^e, 15^e, 16^e arr.
Tél. : 46-49-00-78.

Recherche 1 à 3 P. PARIS,
préférée 5^e, 7^e, 14^e, 15^e,
16^e, 4^e, 9^e, 12^e, av. ou sans
travaux, mais cdt chez nous.
46-75-48-07, même soir.

Enseignants recherche
studio ou 2 pièces
30 à 35 m² avec salle
de bain, dans 5^e, 10^e ou 11^e.
Accès facile gare du Nord.
Tél. : 46-33-52-38
(indépendant).

RECHERCHE POUR PIED À
TERRE, STUDIO OU 2
PIÈCES. PAYSAN
TANT M. DESBRES
Tél. : 42-71-67-24.

J'ACHÈTE
APPTS 5^e, 10^e, 11^e, 17^e,
18^e, 19^e, 20^e,
J.-P. CARRIÈRE
Tél. : 46-71-12-00.

URGENT, achète comp-
tant appartements ou pavil-
lon, même à rénover.
M. VALLEUR
Tél. : 43-70-18-00.

**PAIE COMPTANT
CHEZ NOTAIRES**
APARTEMENTS À PARIS.
Avec ou sans confort.
M. Roger 49-04-08-60.

EMBASSY SERVICE
rach. pour CLIENTS
ÉTRANGERS, APPARTS À
PARIS de 200 à 450 m².
40 000 F à 90 000 F le m².

EMBASSY BROKER
rach. pour INVESTISSEURS
ÉTRANGERS ET INSTITUTIONNELS.
IMMEUBLES
en location, pour bureaux,
commerciaux et habitations.
Tél. : (1) 45-62-16-40
ou Fax : 42-89-31-64.

CABINET KESSLER
78, av. Champs-Élysées
75008 Paris
46-23-03-80
43-69-68-04 p. 22
Spécialiste appa-
rte de gamme, évaluation
gratuite sur demande.

**hôtels
particuliers**
HOTEL PARTICULIER
19^e arrondissement,
700 m² divisibles.
40 millions.
Tél. : 30-52-01-26.

immeubles

**ACHÈTE
COMPTANT
IMMEUBLES**
OCCUPÉS OU VIDES.
M. BRUNET, 46-41-11-00.

**DOURDIN DORESSAY
STE D'INVESTISSEMENT**
ACHÈTE IMMEUBLES,
BUREAUX OU HABITATION.
PARIS INTRA MURS. Inter-
médiaire blanchisse.
Tél. : 46-26-20-33
Fax : 47-45-75-08.

**locations
non meublées
offres**

Paris
RUE DU CHERCHE-MIDI.
STUDIO, 2 fenêtres,
salle, toilettes, cuisine,
4 150 F Ch. COMPT.
FRANÇOIS FAURE : 46-49-22-70.

9 km aéroport Ch.-de-Gaulle,
à louer dans imm. neuf,
1 duplex 12 x 1 studio
et confort, park. privé.
Tél. : 46-49-00-78.
60-03-47-18.

47 RUE CONDORCET
Bât. rue 1^{er} ét., 6 bds cuit.
salle, wc, 150 m² env. 12^e
15 000 F ch. env. 300 F. Ch.
à place 11 à 30 à
12 h.

Rue de BAGNOLET, imm.
p. de l. 2^e, 33 m² env.
salle, 2 700 F ch. comp.
Tél. : 43-67-86-76.

3615 LOCAT
Tél. : 43-67-86-76.

ALEXANDRE-DUMAS, 2 P.
30 m² env., cuisine, salle,
cave, 2 400 F ch. comp.
Tél. : 43-67-86-76.

**locations
non meublées
demandes**

Paris
GRIS-HAUSMANN
46-22-66-44
Cherche pour clientèle adé-
quante studio ou 5 P. vide
ou meublé, à la location.
Paris, banlieue.

MASTER GROUP
47, r. Varouf, 75007 Paris,
rach. pour cadres multination-
aux et banques appa. vide
ou meublé, du studio au
7 p. de mand.
42-23-64-60, 42-23-14-61.

EMBASSY SERVICE
B. av. Messine 75008 Paris
recherche APPARTS DE
CHAMPAGNE, CASSIS, VILLAS
OU MEUBLES, HOTELS
PART. PARIS ET VILLAS
PARIS-BOIS.
Tél. : (1) 45-62-76-99.

RESIDENCE CITY
URGENT rach. pour d'ap-
partements étrangers d'impor-
tance grosse et/ou d'import-
ance LUXUEUX APPARTE-
MENTS, QUARTIERS
RESIDENTIELS ET MAI-
SONS OUEST-EST.
(1) 45-27-12-19.

locations meublées demandes

Paris
BARBARA FRELING
24, 18, 8, PLACE VENDÔME
40-20-96-00

recherche pour sa clientèle
multinationale et internationale
APPTS DE PRIÉTÉ vide
ou meublé - URGENT
PARIS RESIDENTIEL.

INTERNAT SERVICE
rach. pour BANQUES, ETES
MULTINAT. et DIPLOMATES
GDS APPTS de stand.
6-7 pces.
Tél. : 46-26-20-33.

villas
AUX-EN-PROVENCE, à vide
ville 12 pces + 3 s. de bain
150 m² env. 100 m² env. 100 m²
1 800 000, 91-80-44-64.

**maisons
de campagne**

BOISSY-LE-ROUSSE (91)
MAISON DE PAYS, récente,
7 p. + s. de b., sur terr. 6 000 m².
150 m² env. 100 m² env. 100 m²
600 000 F. (16) 28-61-40-33.

propriétés
CHAMPAGNE près autoroute
A 4, DEMOURS 100^e m², 5
pces 218 m² + grand +
dépend. Maison 160 m²,
terr. 3 000 m², bord rivière.
Tél. : 43-64-25-70.

Près Châlons-s/Marne,
MOULIN 5 pces + terrain
600 m², bord rivière.
Tél. : 43-64-25-70.

FORET COMPIEGNE
Dans jard. à l'ancienne, belle
maison de famille, romanti-
que et calme, cdt. récent,
6 chbres, 3 bns, 3 terrasses.
Village classé.
Tél. : 46-44-26-30
aux h. de bur.

PROVENCE LUBERON
Entre vignes et lavande,
Belle et authentique bastide
XVIII^e siècle, 13 pces,
3 chbres, 5 bns, 5 bns.
Dépendances, gardénage.
Vue magnifique.
45-44-26-30 aux h. de bur.

LANGUEDOC, particulier
vend grande maison de mul-
ti-étages, 20 chbres, 12 pces,
3 chbres, 5 bns, 5 bns.
Dépendances, gardénage.
Vue magnifique.
45-44-26-30 aux h. de bur.

LE SEIGNEUR PLEIN
5, rue de Montreuil
75007 Paris.

Part. et prop. de caractère 20 km
Toulon, 50 km de la mer, 4 km
de la mer, 50 km de la mer,
50 km de la mer, 50 km de la mer.
Tél. : (16) 84-90-87-86.

1 h de Paris, direct A 6
sortie Nemours, à vendre
BELLE MAISON de 12^e
avec son porche roman,
cour voûtée d'ogive du 14^e,
clocher restauré du 18^e,
350 m² au sol aménagés,
sur 1 100 m² de terrain
bordé de vieux tilleuls.
Conviend. pour création star-
lar d'art, exco. etc.
Prix 315 000 F.
Tél. : (16) 38-96-66-96.

SOLORENE au Languedoc
Beauvallon, autoroute, belle
propriété, chaise 70 ha,
3/4 boisée, mûrs, écuries.
Conviend. pour création star-
lar d'art, exco. etc.
Prix 315 000 F.
Tél. : (16) 38-96-66-96.

MONTARGIS
110 km par. sud, gare SNCF
PROPRIÉTÉ DE CARACTÈRE,
sur 1 ha 50, boisée, mûrs, écuries.
Haut cdt. 1 200 000 F.
Crédit 80 %.
16 (1) 38-96-66-96, 71/7.

Vente ALPES Ver, entre mer
et lac, bastide 6 p., salle de
bain, cabanon de toilette,
cave, garage, sur terrain
2 000 m² avec 3 baines.
Vues, 1 km centre ville.
Prix 1 320 000 F.
Tél. : 34-70-09-52.

maisons individuelles

**BOURG-LA-REINE/
LAKANAL**, très belle
maison de caractère
sur 687 m² de terr.,
176 m² hab., récep.,
+ 7 ch. bon état,
4 800 000 F.
ERMO : 46-60-45-99.

VENTES CAUSE DÉCÈS
1 h Paris direct sud, sud
5 km MONTARGIS (45)
Gde villa de commerce, gare
SNCF direct Paris, 3/4 terrain
vide pour bât. 1,5 ha cdt de
tranquillité, ancienne demeure
pierre, salle pays, 46 m² natique,
chambre, cdt, 4 p., bain,
w.c., s. de lav.,
aménagée 120 m²,
garage, car. cdt,
P. m. : 1 480 000 F.
long crédit personnel.
(16) 28-61-40-33, 24 h/24.

ST-MANDE/BOIS
Maison rdc + 2^e ét., récep.,
60 m² + 5 chbres, plain de
chambre, terrasse, bain, jard.
Gar. 12 000 000 F.
Tél. : 46-33-25-45.

terrains

PROVENCE-LUBERON
Terrain à bâtir 3 500 m²
salle, éd. sur place
pote vue. Px 320 000 F HT.
BACON immo 50-75-66-77.

Vente terrain constructible
sur hauteur, visibilité
sur la P. de Saint-Loup
à Saint-Martin-de-Tréviers
(15 km de Montpellier).
Proche de tous commerces,
écoles, terrain de sports.
1 440 m², 310 000 F TTC.
Tél. : (16) 38-96-66-96.

fermettes
NORMANDIE, BACILLY 50
FERMETTE DANS HAMEAU
PRÈS MONT-SAINT-MICHEL.
17^e CFT. Tél. : 33-06-83-01
ou 33-06-83-32.

Vente ferme Lubac-Cher
Région Vendôme
Maison habitation + dépen-
dances, terrain 100 m².
Tél. : (16) 84-90-87-86.

pavillons

7 500 m² CLOS
Adossé à la forêt domaniale de
FONTAINEBLEAU, belle demeure,
récep., 60 m², cheminée, sa-
lons, salle à manger, cuisine,
4 chbres, lav. wc, 4 ch. cave,
gar., piscine, Long chais. Proprié-
taires 64-34-30-56, 24 h/24.

TORCY (77)
Vid cause mutation pavillon
F5 récent (1980) 120 m² +
garage et cellier, 4/5 cham-
bre avec étage, séjour
33 m², cuisine aménagée,
2 w.c., s.d.b., douche élec-
trique, 250 m². Prop.
RBF, SNC et 10 commerces
et écoles. 550 000 F.
Tél. : (11) 60-24-91-12.

viagers
ACHÈTE à particulier
VIAGER LIBRE OU
OCCUPÉ pour placement.
Tél. : 42-42-26-23.

ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES LIBRES OU OCCUPÉS

paiement comptant

PROMOVIM
3, rue Etienne-Marcel
75001 PARIS.
Tél. : 42-36-56-26.

EXPERTISE VOS IMMEUBLES
de toutes catégories PARIS & BANLIEUE
RÉNOVATION - PROMOTION

**IMMOBILIER
D'ENTREPRISE**

VENTES
11^e, 160 m² en 8 bureaux,
sur rue et jardin, sanitaires,
P. m. : 3 800 000 F.
Tél. : 40-20-97-20.

Locations
SIÈGE SOCIAL
Bureaux équipés de services,
démarche, RC-MI
CHIFFRES SERVICES
CHIFFRES SERVICES
NATION 43-41-81-81.

EN BORDURE A 66
A proximité gare SNCF
et 15 minutes ST-LAZARE,
BUREAUX STANDING
Reste à louer environ
8 000 m² divisibles
à partir de 100 m².
plateau entiers de 450 m².
145, RD DE VALMY
92700 COLOMBES
I.B. BRETZ
TEL. : 45-63-17-50.

MADEIRNE, 6 bureaux
sur 70 m², 3 100 m², 1^{er} et 2^e ét.
SAIS REPRÉ
4 538 F HT/m²/an
Tél. : 43-67-89-29.

ETIENNE, 4 bureaux
sur 70 m², 3 100 m², 1^{er} et 2^e ét.
SAIS REPRÉ
4 538 F HT/m²/an
Tél. : 43-67-89-29.

PARIS
130 m², bd E.-Augier, 19^e,
150 m², rue de Valenciennes, 19^e,
175 m², rue des Américains, 20^e,
185 m², bd E.-Augier, 19^e,
185 m², bd E.-Augier, 19^e,
305 m², av. Montparnasse, 17^e,
370 m², av. Montparnasse, 17^e,
425 m², av. Montparnasse, 17^e,
474 m², bd E.-Augier, 19^e,
729 m², av. Montparnasse, 17^e,
1 000 m², rue Copernic, 19^e,
1 300 m², av. de F.-Kernay, 19^e.

BANLIEUE
200 m²-300 m², bd National,
La Garenne-Colombes,
230 m², r. de la Marne, Bagneux,
270 m², bd E.-Augier, 19^e,
500 m², rue Copernic, 19^e,
600 m², rue Copernic, 19^e,
700 m², rue Copernic, 19^e,
1 000 m², rue Copernic, 19^e,
1 300 m², av. de F.-Kernay, 19^e.

PARIS
130 m², bd E.-Augier, 19^e,
150 m², rue de Valenciennes, 19^e,
175 m², rue des Américains, 20^e,
185 m², bd E.-Augier, 19^e,
185 m², bd E.-Augier, 19^e,
305 m², av. Montparnasse, 17^e,
370 m², av. Montparnasse, 17^e,
425 m², av. Montparnasse, 17^e,
474 m², bd E.-Augier, 19^e,
729 m², av. Montparnasse, 17^e,
1 000 m², rue Copernic, 19^e,
1 300 m², av. de F.-Kernay, 19^e.

PARIS
130 m², bd E.-Augier, 19^e,
150 m², rue de Valenciennes, 19^e,
175 m², rue des Américains, 20^e,
185 m², bd E.-Augier, 19^e,
185 m², bd E.-Augier, 19^e,
305 m², av. Montparnasse, 17^e,
370 m², av. Montparnasse, 17^e,
425 m², av. Montparnasse, 17^e,
474 m², bd E.-Augier, 19^e,
729 m², av. Montparnasse, 17^e,
1 000 m², rue Copernic, 19^e,
1 300 m², av. de F.-Kernay, 19^e.

PARIS
130 m², bd E.-Augier, 19^e,
150 m², rue de Valenciennes, 19^e,
175 m², rue des Américains, 20^e,
185 m², bd E.-Augier, 19^e,
185 m², bd E.-Augier, 19^e,
305 m², av. Montparnasse, 17^e,
370 m², av. Montparnasse, 17^e,
425 m², av. Montparnasse, 17^e,
474 m², bd E.-Augier, 19^e,
729 m², av. Montparnasse, 17^e,
1 000 m², rue Copernic, 19^e,
1 300 m², av. de F.-Kernay, 19^e.

PARIS
130 m², bd E.-Augier, 19^e,
150 m², rue de Valenciennes, 19^e,
175 m², rue des Américains, 20^e,
185 m², bd E.-Augier, 19^e,
185 m², bd E.-Augier, 19^e,
305 m², av. Montparnasse, 17^e,
370 m², av. Montparnasse, 17^e,
425 m², av. Montparnasse, 17^e,
474 m², bd E.-Augier, 19^e,
729 m², av. Montparnasse, 17^e,
1 000 m², rue Copernic, 19^e,
1 300 m², av. de F.-Kernay, 19^e.

PARIS
130 m², bd E.-Augier, 19^e,
150 m², rue de Valenciennes, 19^e,
175 m², rue des Américains, 20^e,
185 m², bd E.-Augier, 19^e,
185 m², bd E.-Augier, 19^e,
305 m², av. Montparnasse, 17^e,
370 m², av. Montparnasse, 17^e,
425 m², av. Montparnasse, 17^e,
474 m², bd E.-Augier, 19^e,
729 m², av. Montparnasse, 17^e,
1 000 m², rue Copernic, 19^e,
1 300 m², av. de F.-Kernay, 19^e.

PARIS
130 m², bd E.-Augier, 19^e,
150 m², rue de Valenciennes, 19^e,
175 m², rue des Américains, 20^e,
185 m², bd E.-Augier, 19^e,
185 m², bd E.-Augier, 19^e,
305 m², av. Montparnasse, 17^e,
370 m², av. Montparnasse, 17^e,
425 m², av. Montparnasse, 17^e,
474 m², bd E.-Augier, 19^e,
729 m², av. Montparnasse, 17^e,
1 000 m², rue Copernic, 19^e,
1 300 m², av. de F.-Kernay, 19^e.

PARIS
130 m², bd E.-Augier, 19^e,
150 m², rue de Valenciennes, 19^e,
175 m², rue des Américains, 20^e,
185 m², bd E.-Augier, 19^e,
185 m², bd E.-Augier, 19^e,
305 m², av. Montparnasse, 17^e,
370 m², av. Montparnasse, 17^e,
425 m², av. Montparnasse, 17^e,
474 m², bd E.-Augier, 19^e,
729 m², av. Montparnasse, 17^e,
1 000 m², rue Copernic, 19^e,
1 300 m², av. de F.-Kernay, 19^e.

PARIS
130 m², bd E.-Augier, 19^e,
150 m², rue de Valenciennes, 19^e,
175 m², rue des Américains, 20^e,
185 m², bd E.-Augier, 19^e,
185 m², bd E.-Augier, 19^e,
305 m², av. Montparnasse, 17^e,
370 m², av. Montparnasse, 17^e,
425 m², av. Montparnasse, 17^e,
474 m², bd E.-Augier, 19^e,
729 m², av. Montparnasse, 17^e,
1 000 m², rue Copernic, 19^e,
1 300 m², av. de F.-Kernay, 19^e.

PARIS
130 m², bd E.-Augier, 19^e,
150 m², rue de Valenciennes, 19^e,
175 m², rue des Américains, 20^e,
185 m², bd E.-Augier, 19^e,
185 m², bd E.-Augier, 19^e,
305 m², av. Montparnasse, 17^e,
370 m², av. Montparnasse, 17^e,
425 m², av. Montparnasse, 17^e,
474 m², bd E.-Augier, 19^e,
729 m², av. Montparnasse, 17^e,
1 000 m², rue Copernic, 19^e,
1 300 m², av. de F.-Kernay, 19^e.

PARIS
130 m², bd E.-Augier, 19^e,
150 m², rue de Valenciennes, 19^e,
175 m², rue des Américains, 20^e,
185 m², bd E.-Augier, 19^e,
185 m², bd E.-Augier, 19^e,
305 m², av. Montparnasse, 17^e,
370 m², av. Montparnasse, 17^e,
425 m², av. Montparnasse, 17^e,
474 m², bd E.-Augier, 19^e,
729 m², av. Montparnasse, 17^e,
1 000 m², rue Copernic, 19^e,
1 300 m², av. de F.-Kernay, 19^e.

PARIS
130 m², bd E.-Augier, 19^e,
150 m², rue de Valenciennes, 19^e,
175 m², rue des Américains, 20^e,
185 m², bd E.-Augier, 19^e,
185 m², bd E.-Augier, 19^e,
305 m², av. Montparnasse, 17^e,
370 m², av. Montparnasse, 17^e,
425 m², av. Montparnasse, 17^e,
474 m², bd E.-Augier, 19^e,
729 m², av. Montparnasse, 17^e,
1 000 m², rue Copernic, 19^e,
1 300 m², av. de F.-Kernay, 19^e.

PARIS
130 m², bd E.-Augier, 19^e,
150 m², rue de Valenciennes, 19^e,
175 m², rue des Américains, 20^e,
185 m², bd E.-Augier, 19^e,
185 m², bd E.-Augier, 19^e,
305 m², av. Montparnasse, 17^e,
370 m², av. Montparnasse, 17^e,
425 m², av. Montparnasse, 17^e,
474 m², bd E.-Augier, 19^e,
729 m², av. Montparnasse, 17^e,
1 000 m², rue Copernic, 19^e,
1 300 m², av.

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			78 - YVELINES (suite)			92 - HAUTS-DE-SEINE (suite)		
5^e ARRONDISSEMENT			Maison 6 pièces 196 m ² , park.	Saint-Germain-en-Laye 20-22, rue Schnapper SAGGEL - 47-78-18-85	10.200 + 769	3 pièces, parking 72 m ² , 3 ^e étage	Garches 73, rue de Surènes SAGGEL - 46-08-80-36	3.678 + 960
Studio, parking 52 m ² , r.-de-ch.	31, rue Claude-Bernard SGI/CNP - 47-42-17-61	6.200 + 825	3 p. (dispo. 06-90) 85 m ² , 3 ^e étage park. 380 F/mois	Versailles 35 bis, rue du Mal-Gallien CIGIMO - 48-24-50-00	5.910 + 960	2 pièces, park. 52 m ² , 3 ^e étage	Issy-les-Moulineaux 25, rue Foucher-Lepellier LOC INTER - 47-45-19-97	3.500 + 801
8^e ARRONDISSEMENT			Maison 4 pièces 101 m ² , garage 460 m ² , jardin	Villeprairie 55, av. de la C.-du-Moyne SGI/CNP - 30-44-01-13	5.318 + 321	4 pièces, parking 95 m ² , 6 ^e étage	Issy-les-Moulineaux 25, rue Foucher-Lepellier LOC INTER - 47-45-19-97	6.200 + 1.164
9^e ARRONDISSEMENT			3 pièces, park. 95 m ² , 2 ^e étage, balc.	Viroflay 2, rue Joseph-Bertrand CIGIMO - 48-24-50-00	6.780 + 930	Studio 44 m ² , 2 ^e étage	Neuilly s/Seine 47/49, rue Perrenet AGF - 42-44-00-44	4.300 + 530
4/5 pièces 207 m ² , 2 ^e étage	3, rue Jules-Lefèvre SAGGEL - 47-42-44-44	22.770 + 2.977	4 pièces, park. duplex, 85 m ² , r.-de-ch.	Voisins-le-Bretonneux 23, rue des Minettes SGI/CNP - 30-57-94-87	3.100 + 641	2 pièces, parking 83 m ² , 2 ^e étage	Neuilly s/Seine 22, bd Gal-Ledero GCI - 40-18-28-88	4.822 + 560
11^e ARRONDISSEMENT			91 - ESSONNE			4 pièces, parking 89 m ² , 1 ^e étage	Saint-Cloud 2, square Ste-Cécile AGF - 48-11-11-81	6.500 + 580
3 pièces, park. 83 m ² , 2 ^e étage	5-7, rue Saint-Hubert AGF - 43-38-74-46	6.300 + 680	4 pièces, park. 76 m ² , 1 ^e étage	Gif-sur-Yvette Rég. « Les Grandes Courraies » GCI - 40-16-28-70	3.344 + 760	4 pièces, parking 97 m ² , 1 ^e étage	Surames 16, rue S. de Rotachid AGF - 42-04-37-75	5.600 + 1.450
Studio meublé 26 m ² , s/jardin	Home Plaza Nation Home Plaza 40-08-40-00	5.500 + 825	4 pièces, parking 76 m ² , 3 ^e étage	Gif-sur-Yvette Rég. « Les Grandes Courraies » GCI - 40-16-28-70	3.290 + 760	93 - SEINE-SAINT-DENIS		
2 pièces meublées 46 m ² , s/jardin	Home Plaza Bastille Home Plaza 40-21-22-23	6.500 + 1.275	4 pièces 80 m ² , 1 ^e étage	Massy 7, square Yves-du-Manoir AGF - 42-44-00-44	3.680 + 1.100	4 pièces, parking 85 m ² , 7 ^e étage	Noisy-le-Grand 27, allée du Cl.-Gagneur LOC INTER - 47-45-19-97	3.300 + 1.061
12^e ARRONDISSEMENT			92 - HAUTS-DE-SEINE			4 pièces 87 m ² , 3 ^e étage	Tremblay-en-France 4, rue Copernic LOC INTER - 47-45-19-97	2.508 + 1.124
2 pièces, park. 58 m ² , 5 ^e étage	66-68, cours de Vincennes AGF - 43-40-08-57	5.000 + 660	2 pièces 49 m ² , 1 ^e étage park. 280 F/mois	Antony 12, av. de la Providence SOFIAM - 46-66-26-61	4.400 + 390	94 - VAL-DE-MARNE		
14^e ARRONDISSEMENT			3 pièces 66 m ² , 1 ^e étage park. 280 F/mois	Antony 12, av. de la Providence SOFIAM - 46-66-26-61	5.300 + 550	2 pièces, park. 46 m ² , r.-de-ch.	Charenton 188 bis, rue de Paris LOC INTER - 47-45-19-97	3.412 + 574
2 pièces, parking 50 m ² , 4 ^e étage	198, av. du Maine LOC INTER - 47-45-19-97	5.580 + 390	4 pièces 89 m ² , 5 ^e étage parking	Antony 12, av. de la Providence SOFIAM - 46-66-26-61	6.800 + 780	4 pièces, parking 87 m ² , 1 ^e étage	Charenton 21, rue de Valmy LOC INTER - 47-45-19-97	6.270 + 1.071
16^e ARRONDISSEMENT			5 pièces 103 m ² , 1 ^e étage 2 park.	Antony 12, av. de la Providence SOFIAM - 46-66-26-61	7.200 + 810	Studio neuf 34 m ² , 6 ^e éap. parking	Joinville 4/12, rue Halifax SAGGEL - 47-42-44-44	2.800 + 272
3/4 pièces 114 m ² , 1 ^e étage	15-17, rue Raymond SAGGEL - 47-42-44-44	12.700 + 2.284	Studio, park. 27 m ² , 2 ^e étage	Aenières 4, rue Pierre-Durand SAGGEL - 42-66-61-05	2.764 + 340	3 pièces neuf 73 m ² , 1 ^e étage parking	Joinville 4/12, rue Halifax SAGGEL - 47-42-44-44	4.760 + 558
4 pièces 81 m ² , 1 ^e étage	60, rue Michel-Ange AGF - 46-61-38-35	8.500 + 750	3 pièces, park. 84 m ² , 2 ^e étage	Aenières 4, rue Pierre-Durand SAGGEL - 42-66-61-05	4.004 + 740	4 pièces neuf 94 m ² , 5 ^e étage parking	Joinville 4/12, rue Halifax SAGGEL - 47-42-44-44	7.200 + 744
2 pièces, box 46 m ² , 2 ^e étage	60-62, av. H.-Martin GCI - 40-18-28-88	8.730 + 1.200	3 pièces, park. 73 m ² , 2 ^e étage	Boulogne 24, rue des Abondances LOC INTER - 47-45-19-97	6.370 + 767	5 pièces neuf 110 m ² , 5 ^e étage parking	Joinville 4/12, rue Halifax SAGGEL - 47-42-44-44	6.500 + 876
17^e ARRONDISSEMENT			3 pièces, park. 82 m ² , r.-de-ch.	Boulogne 33/35, Anna-Jacquelin AGF - 42-44-00-44	7.970 + 1.680	2 pièces, parking 57 m ² , r.-de-ch.	Nogent-sur-Marne 2 bis, rue Hoche SAGGEL - 42-66-61-05	3.278 + 417
2/3 p., park. 600 F 88 m ² , 5 ^e étage	19, rue Roger-Bacon SAGGEL - 47-42-44-44	5.800 + 1.049	4 pièces, neuf 88 m ² , 1 ^e étage	Boulogne 187, rue du Gal-Gallien KAUFMAN & BROAD 46-04-92-34	8.867 + 850	3 pièces, parking 72 m ² , 4 ^e étage	Nogent-sur-Marne 2 bis, rue Hoche SAGGEL - 42-66-61-05	4.350 + 536
5 pièces 186 m ² , 3 ^e étage	118, bd Malesherbes AGF - 42-44-00-44	23.000 + 2.540	2 pièces, possib. park. en plus 52 m ² , 4 ^e étage	Courbevoie 61, Galerie des Danciers SAGGEL - 47-78-15-85	3.500 + 1.014	95 VAL-D'OISE		
6 pièces 206 m ² , 1 ^e étage	7/9, place des Ternes AGF - 42-27-69-12	21.000 + 780	3 pièces, possib. park. en plus 65 m ² , 2 ^e étage	Courbevoie 15, place de Seine SAGGEL - 47-78-15-85	3.500 + 1.055	Maison 4 pièces 105 m ² , jard., garage	Cergy 7, allée de Chantecocq SGI/CNP - 34-42-30-62	5.630 + 369
18^e ARRONDISSEMENT			4 pièces, park. 88 m ² , r.-de-ch.	Courbevoie 2, av. du Parc/Place Charres AGF - 43-34-96-88	5.100 + 510	2 pièces, park. 50 m ² , 1 ^e étage (dispo. 06.90), balcon	Montmorency 126, av. Ch.-de-Gaulle CIGIMO - 48-24-50-00	3.010 + 950
2 p. (dispo. 06-09) 86 m ² , 5 ^e étage balcon, park.	75, rue Ptu-de-Gard CIGIMO 48-24-50-00	3.000 + 1.060	78 - YVELINES					
19^e ARRONDISSEMENT			Maison 5 pièces 111 m ² , jardin park.	Noisy-le-Roi 67, av. B.-de-Jussieu SGI/CNP - 30-44-01-13	7.602 + 418			
3 pièces neuf 63 m ² , box, cave	Angle rues Marin et Goubet SEFIMEG - 45-65-37-02	5.280 + 566						
3 pièces neuf 78 m ² , box, cave	Angle rues Marin et Goubet SEFIMEG - 45-65-37-02	6.350 + 704						
Studio neuf 33 m ² , balc. 15 m ²	Angle rues Marin et Goubet SEFIMEG - 45-65-37-02	3.410 + 301						
2 pièces, neuf 50 m ² , box	Angle rues Marin et Goubet SEFIMEG - 45-65-37-02	4.530 + 453						
3 pièces neuf 65 m ² , box balcon 5 m ²	Angle rues Marin et Goubet SEFIMEG - 45-65-37-02	5.570 + 590						



78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Dans un parc verdoyant, près du RER, du château, des écoles, des commerces, immeuble de bon standing, quelques appartements sont encore disponibles en location.

40, rue des Ursulines
Tél. : 42-44-00-44

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE



Commercialisation SNC PHENIX GESTION



GROUPE GTF



MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 27 MARS

[illegible]

Comptant (selection)

SICAV (selection)

27/3

VALEURS	% du mois.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rechant net	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rechant net	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rechant net
Obligations						Étrangers						Étrangers						Étrangers		
Sup. 5,50 % 77	117 90	7 428	C.I. Maritime	851	Magnolia L'opale	187	Viel	187 50	A.A.A.	1105 81	1078 94	France	468 08	451 15	Parville	680 58	681 32			
5,50 % 78/79	88	8 822	Comin B.	2340	Magnolia S.A.	305	Westman S.A.	804	Action	236 17	228 89	France Fin.	119 09	118 15	France Financière	272 13	264 20			
10,50 % 78/79	100 25	8 606	Orléans	893	Magnolia P.	346	Bons. de Meuse	246	Actions diverses	985 57	951 76	France Régions	1240 35	1201 31	France Invest.	757 04	739 29			
12,25 % 78/79	100 42	10 702	Orléans D.	824	Orléans D.	620			Audéon	671 25	646 59	France-Artisans	28 32	28 32	France Art.	1216 04	1181 22			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1189 54	1170 28	France Energie	29 52	29 52	France Artisans	2808 28	2761 07			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	765 05	738 48	France Energie	34 22	33 81	France Art.	5974 88	5898 05			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1040 00	1020 00	France Energie	11800 41	11600 41	France Art.	6460 88	6460 88			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	124 07	121 03	France Energie	130 44	128 04	France Art.	117 04	114 45			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	437 03	435 37	France Energie	943 03	930 03	France Art.	5956 35	5895 35			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	126 30	123 22	France Energie	21 76	20 99	France Art.	11138 82	11125 89			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960	Orléans D.	240			A.S.E. Act. (ex-CP)	1128 12	1122 51	France Energie	4488 73	4477 54	France Art.	116 08	112			
14,00 % 78/79	100 96	12 768	Orléans D.	7960																

La réorganisation de l'opposition

Le RPR et vingt-trois mouvements associés vont créer une « confédération »

Vingt-trois mouvements politiques et clubs associés au RPR ont décidé de créer une « confédération » avec le mouvement de M. Chirac. Une assemblée constitutive de cette confédération aura lieu au mois de juin.

L'idée de créer un lien organique entre des groupements de natures diverses mais se sentant proches du RPR sans y adhérer pour autant n'est pas nouvelle. De telles initiatives ont déjà été prises dans le passé mais, peu à peu, les relations entre leurs membres se sont distendues. Ainsi, lors de l'élection présidentielle de 1988, une vingtaine d'organisations s'étaient rassemblées pour soutenir la candidature de M. Chirac. Depuis, certaines ont repris leur autonomie, comme le CNI, et d'autres ont rallié la majorité présidentielle, comme

viennent de le faire celles qui se sont regroupées autour de M. Jean Charbonnel, député ex-RPR de Corrèze (le Monde du 27 mars).

M. Chirac, avant les assises du 11 février, avait annoncé son intention de recommencer. Une nouvelle opération de rassemblement a donc été lancée par le président du RPR, mardi 27 mars, avec les représentants de vingt-trois mouvements associés. Il a été décidé de tenir, au mois de juin, une assemblée constitutive et, en septembre, une convention nationale à laquelle sera soumise une déclaration commune, que préparera M. Paul Auréol, ancien responsable de l'UDF, chargé au RPR des relations avec les groupements associés et choisi comme délégué général de la nouvelle organisation. Cette structure constituera alors, avec le RPR, une « confédération » qui sera dotée d'un titre et d'un sigle propres, tout comme cela se passe depuis longtemps pour l'UDF.

M. Chirac, au cours de la réunion de mardi, a indiqué que c'était là « un des moyens pour les opposants qui sont proches du RPR de se renforcer et de passer à l'offensive sur le plan politique contre la majorité présidentielle ». M. Chirac, en parlant aux journalistes, s'est étonné des réactions provoquées au sein de l'UDF par les propos qu'il a tenus en Arles, en assignant aux députés RPR de revenir à 170 ou 200 après les prochaines élections législatives. Le président du RPR a dit qu'il ne s'agissait pas, dans son esprit, de concurrencer l'UDF mais de

gagner des sièges sur la gauche. Car, selon lui, il devra y avoir des candidats communs de l'opposition à la prochaine consultation.

Parmi les vingt-trois mouvements associés au RPR présents à la réunion constitutive, et qui vont, selon M. Chirac, « du centre gauche aux conservateurs et aux libéraux », figurent : Action et participation ; Action pour une démocratie nouvelle ; Avenir et institutions ; Avenir et liberté ; UNAM Carrefour du gaullisme ; Cercle des amis du 25 mars ; Cercle Périods ; Club 89 ; Club Phénix ; Collège pour une société de participation ; Convention sociale et républicaine ; Femme Avenir-CFEI ; France-Avenir ; Gaullisme et progrès ; Mouvement des radicaux indépendants ; Mouvement initiative et liberté ; Union des démocrates pour le progrès ; Union européenne féminine ; Union gaulliste pour la démocratie ; Union nationale interuniversitaire ; Union radicale.

ANDRÉ PASSERON

Les mineurs de La Mère occupent les bureaux de la direction. Les cinq cents mineurs des Houillères du Dauphiné occupent depuis mardi 27 mars les galeries et les bureaux de la direction de l'entreprise située à La Mère, sur le plateau de la Matheysine. Ils retiennent le directeur de la mine, M. Etienne Decourt, qui a entamé aussitôt une grève de la faim pour protester contre sa séquestration.

Décès de Henri Fiszbin ancien député

Henri Fiszbin, ancien membre du comité central du Parti communiste, ancien député communiste puis apparenté socialiste, est décédé mercredi 28 mars à Paris.

Né le 26 juin 1930 à Paris, Henri Fiszbin a milité très jeune au mouvement de la Jeunesse communiste dont il fut, à dix-sept ans, le responsable pour son arrondissement parisien. Ouvrier tourneur, il se lance aussi dans le militantisme syndical, devient délégué du personnel, secrétaire du comité d'entreprise dans l'usine où il travaille, puis entre à la direction de la fédération de Paris du PCF dont il sera le premier secrétaire de 1973 à 1979.

Membre du comité central de ce parti (1967-1979), il a été député communiste de Paris de 1973 à 1978. Au lendemain des élections municipales de mars 1977, il avait été le candidat de la gauche face à M. Jacques Chirac pour le poste de maire de Paris.

La rupture de l'union de la gauche en 1977 puis l'échec aux élections législatives de mars 1978 avaient provoqué dans la fédération de Paris du PCF un débat vif. Aux termes duquel Henri Fiszbin et ceux qui le soutenaient avaient été déclarés « hors du parti » par la direction communiste. Fondateur de Rencontres communistes, organisation destinée à rassembler « les communistes quittés », Henri Fiszbin avait été élu en mars 1986 sur la liste présentée par le Parti socialiste dans les Alpes-Maritimes. Aux législatives de juin 1988, bien que soutenu par le PS en Moselle, il avait été battu.

Henri Fiszbin avait adhéré au Parti socialiste en octobre 1988 en compagnie de vingt-huit autres anciens membres du PCF.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Le poids des plans

Le poids des mots, oui, et le choc des chiffres. Il y a ce maire, un coco, à Clichy-sous-Bois, où, faut pas l'oublier, les pots à Le Pen ont fait 30 % des voix, réels dimanche en tenant, je cite, les nègres et les Arabes de meutes d'hyènes lâchées dans les escaliers des cités... Plutôt que d'agresser les pauvres bonnes femmes (merci pour elles !), ils feraient mieux de se bouger. S'ils ont rien à faire, qu'ils retournent chez eux !

Avis partagé par 76 % des Français, sondage CSA réalisé par le service d'information du premier ministre. Oui, je sais, pas vous, pas moi, les autres. Plein d'autres. Ces autres-là, c'est pas en leur affirmant que le racisme c'est très mal et très méchant qu'on les incitera à l'amour racial. Qu'on les amène à ne pas établir à l'embauche de trop fréquents distinctions entre Français noirs et Français blancs. Ou à s'étonner, avec France Plus, qu'il n'y ait pas un seul fils d'immigré au Haut-Conseil à l'intégration.

Ce que j'en dis, là, aujourd'hui, c'est pas pour le décourager, mon Rocky. Au contraire, son plan, je l'approuve des deux mains.

Interdire la provocation à la haine raciale dans les journaux, bravo, très bien ! Assimiler la négation des crimes contre l'humanité à un délit et condamner les propos anti-Juifs, anti-Arabs, anti-Blacks, de peines de prison et d'amendes, bravo, enfin !

Ce que j'en dis, là, aujourd'hui, c'est pour l'encourager, mon Rocky, pour le pousser, pour le forcer à aller plus vite, à aller plus loin. Si ce s'arrête là, si au lieu de s'en prendre aux causes de cette terrible réaction de rejet on ne s'arrête qu'à ses effets, si au lieu d'éteindre ces foyers d'incendie on se contente d'en disperser les fumées, si on met un couvercle sur la marmite au lieu d'en vider le contenu, elle va exploser.

J'entends les auditeurs qui ont la parole sur RTL, réagir à la présence d'Harlem Désir dans les écoles. D'accord ? Pas d'accord. Et pourtant, qu'est-ce qu'il va faire ? Rien. Il va expliquer à des gamins suffisamment concernés pour se taper une heure de cours supplémentaire que c'est pas bien de ne pas aimer son prochain. Le choc des mots ? Hélas, non, le poids des chiffres !

BOURSE DE PARIS

Matinée du 28 mars

Effritement

Le mouvement de baisse s'est fortement ralenti, mercredi matin, pour faire place à de l'effritement. En léger retrait à l'ouverture (-0,21 %), l'indice CAC-40 ne devait pas beaucoup varier par la suite. Vers 11 heures, son retard était de 0,26 %. Repli de Valeo, Poliet, Axa-Midi Assurances. Paribas avec déjà 45 000 titres échangés, Penhoët, Colas, Matra, Bongrain. Hausse d'Ingenico, Fives-Lille, ESD et Intertechnique.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Chine : « Pour une politique démocratique », par Jean-Luc Domenach • Proche-Orient : « Les Juifs, les Arabes et la parastatisme », par Marek Halter 2

La crise entre Moscou et la Lituanie

Washington ne veut pas gêner M. Gorbatchev 3

La contestation au Népal

Le mouvement pour la démocratie s'amplifie 6

Le statut de l'Élu

Les propositions du rapport de M. Debarge 7

Le droit de saisine du Conseil constitutionnel par les justiciables

Les embûches politiques d'une réforme de la Constitution 7

Journées parlementaires

Les députés UDF ratent leur rentrée ; Cap sur la réduction des indigalités au Parti socialiste 8

SECTION B

Le plan santé du gouvernement

Le tabac et l'alcool quittent l'affiche 9

M. Rocard organise un sommet antiraciste

Le premier ministre a invité vingt-deux personnalités politiques à Matignon le 3 avril pour leur soumettre son « plan national contre le racisme » 10

L'humour en justice

La très austère Gazette du Palais avait fait référence en quelques mots à la revue théâtrale organisée par l'Union des jeunes évocés et à un sketch intitulé les Jobes gris. Le policier n'a pas goûté la plaisanterie 12

Les bûchers de Faïté

Première audience au procès de Papeete 10

L'enrichissement des dirigeants du football français

Gros émoi dans les milieux du football français : M. Bernard Tapie,

président de l'Olympique de Marseille, a présenté à M. Michel Charasse, ministre délégué chargé du budget, une étude sur l'enrichissement de certains dirigeants au détriment de leur club 12

Ile-de-France

En Seine-Saint-Denis, les réseaux d'égouts automatisés 20

CAMPUS

• L'industrie veut faire école • Quand une université forme des ingénieurs à vocation européenne • Offres de stages en entreprise • La Semaine de la presse dans l'école 13 à 16

SECTION C

ARTS ET SPECTACLES

La Centenaire Van Gogh à Amsterdam et à Orléans • Portrait de l'artiste par tous les autres qui lui-même • Une vidéothèque du cinéma français • Théâtre : Catherine Sellers joue Phédre aux Bouffes du Nord 21 à 32

SECTION D

Nouveaux remous à Paribas

Les AGF prennent 9 % du capital de la Compagnie financière 33

Investir en Algérie

Une nouvelle loi pour attirer les capitaux étrangers 33

Les bons résultats de Renault

9,3 milliards de bénéfices en 1989 34

Services

Abonnements 18
Annonces classées 37 à 41
Automobile 18
Carnet 18
Marchés financiers 42-43
Météorologie 19
Mots croisés 18
Radio-Télévision 19

La télématique du Monde :

3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro de « Monde » daté 28 mars 1990 a été tiré à 542 063 exemplaires.

Consternation dans le diocèse d'Evreux

Une double démission pour « raisons sentimentales » à l'abbaye de Bec-Hellouin

Dom Philippe Aubin, quarante-neuf ans, Père-abbé de l'abbaye bénédictine du Bec-Hellouin, près de Brionne dans l'Eure, a donné sa démission, le 22 mars, « pour des raisons graves et personnelles ». Cette décision a été rendue publique mardi 27, au moment où Mère Sainte-Marie Ephrem, supérieure du couvent voisin de Sainte-Françoise Romaine, faisait savoir qu'à son tour, elle avait « jugé bon » d'abandonner ses fonctions. Ces deux religieuses ont quitté leur communauté et se trouvent actuellement dans deux « monastères amis ».

Fondé au onzième siècle par le bienheureux Herluin, l'abbaye du Bec-Hellouin, qui compte aujourd'hui une trentaine de moines, est surtout connue par ses liens avec l'Eglise d'Angleterre. Elle a donné trois archevêques de Cantorbéry. Cette abbaye appartient à la branche bénédictine des Olivétains. Elle connaît un grand rayonnement, notamment auprès des jeunes, largement dû à la personnalité de Dom Grammont. Père-abbé du Bec-Hellouin de 1948 à 1986, Dom Grammont était très lié à l'Angleterre et fut un artisan du rapprochement avec les anglicans. Egalement ami des Juifs, Dom Grammont, décédé en août 1989, avait fondé un prieuré bénédictin à Abou Gosh en Israël. Il avait décliné en 1981 la proposition du pape de devenir archevêque de Paris.

Mgr Gaillot

« bouleversé »

Son successeur, Dom Philippe Aubin, aujourd'hui démissionnaire, avait été nommé en avril 1988 à la tête de l'abbaye normande. Né à Nogent-le-Rotrou en 1940, il était entré au Bec-Hellouin en 1981 et avait prononcé ses vœux un an plus tard. Ordonné prêtre en 1968, il fut nommé maître des novices, fonction qu'il occupa jusqu'à son élection comme prieur par le chapitre de l'abbaye.

Attirées par le prestige de Dom Grammont, les religieuses de Sainte-Françoise Romaine, autre branche bénédictine

venue d'Italie, se sont installées, au lendemain de la guerre, à deux kilomètres de l'abbaye du Bec. Elles sont aujourd'hui environ cinquante. Le dimanche, les offices sont communs aux moines et aux moniales. Mère Sainte-Marie Ephrem, mère abbesse démissionnaire, était également maîtresse des novices, avant son élection à la tête de la communauté en janvier 1988. Elle est psychologue de formation et licenciée en théologie. Elle travaillait dans un hôpital psychiatrique avant de faire son entrée au Bec-Hellouin en 1966.

L'annonce de cette double démission a créé la consternation dans les deux maisons religieuses du Bec-Hellouin et dans le diocèse d'Evreux, dont l'évêque est Mgr Jacques Gaillot, qui n'a cependant pas d'autorité hiérarchique sur l'abbaye. Elle était cependant attendue, si l'on en croit le témoignage d'un frère qui avait écrit en janvier dernier à un ami que « des événements difficiles se préparaient pour la communauté et pour les moniales aussi ». La plus grande discrétion règne aujourd'hui dans les deux couvents. Dom Philippe est cependant présenté comme un « prieur plutôt secret ».

Mgr Jacques Gaillot, évêque d'Evreux, et Mgr Joseph Duval, archevêque du diocèse voisin de Rouen et vice-président de la conférence épiscopale de France, ont décidé de dire la vérité. L'évêque d'Evreux a déclaré que le Père Philippe et Mère Sainte-Marie Ephrem avaient démissionné « pour des raisons sentimentales et affectives ». « Je suis bouleversé et scandalisé, comme vont l'être les gens qui se réfèrent à l'autorité du Bec-Hellouin », a ajouté Mgr Gaillot. Cela nous rappelle à l'humilité. Je souhaite de tout cœur que ces deux religieux reviennent à la vie monacale ».

« Les raisons de leur départ étaient connues à l'intérieur des deux établissements, nous a déclaré pour sa part Mgr Duval. Une liaison existait entre eux. C'était une question d'harmonie de la part de supérieur du Bec-Hellouin de partir. Ils ne sont pas partis ensemble ». Le chapitre des deux communautés devrait désigner rapidement leurs nouveaux prieurs.

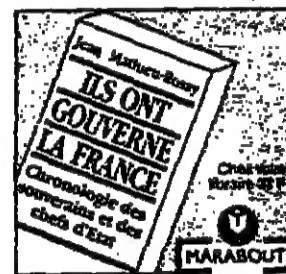
H. T.

MUSÉE DE LA MARINE

Palais de Chaillot - (M^e Trocadéro)

MÉMOIRE DU TITANIC

Présentation d'objets remontés de l'épave du Titanic, avant leur installation définitive dans un musée des États-Unis. JUSQU'AU 22 AVRIL



SCIENCE

ECONOMIE MAGAZINE

LE SYSTEME LUXEMBOURG ENQUETE SUR UN PARADIS FISCAL

Le plus petit pays de la CEE est aussi le plus riche. Son principal atout : un libéralisme à toute épreuve qui en fait un refuge pour les activités et les capitaux qui se sentent brimés par les réglementations des pays voisins. A l'heure de l'Europe, cette spécificité luxembourgeoise est-elle tolérable longtemps ?

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- Les technopoles : utopie ou gadget ?
- PME : faire de la pub à la télévision, les sept questions à se poser avant.
- Placements : comment choisir son PEP

S & V ÉCONOMIE MAGAZINE COMPRENDRE POUR AGIR